





CATHOLICISME

# Ambivalences

par HENRI FESQUET

LES chrétiens doivent s'y habituer : qu'ils la redoutent ou s'en réjouissent, Jean-Paul II est un pape politique. Libre à chacun de décider si ce penchant en fait un pape du Moyen Âge ou un pape de l'an 2000 ; on pourrait d'ailleurs en dire autant de Dom Heider Camara.

Aux Nations unies, Jean-Paul II était dans son élément, même si son exposé était moins limpide et moins direct qu'on ne l'avait espéré. C'est en Irlande que le pape, qui semble avoir besoin du contact chaleureux des foules et de l'immédiateté de l'événement, a été le meilleur de lui-même. Son intervention sur la violence et sur l'urgence d'un cessez-le-feu jaillissait de ses entrailles. Elle était d'une vérité crânte et a ému tout le monde, y compris les premiers intéressés. Même si ceux-ci, en fin de

compte, ont opposé une fin de non-recevoir.

Le pape n'a pas fait à Drogheda un cours de théologie sur la violence. Son propos était conjoncturel. La violence, certes, comme il l'a dit, n'est pas chrétienne. En ce sens que l'Evangile — mais beaucoup moins l'Ancien Testament — penche nettement en faveur de la non-violence. L'Eglise catholique a attendu, hélas, longtemps pour le proclamer ; la théologie traditionnelle de la « juste guerre », qui a été mise à toutes les sauces au cours des siècles, était autrement développée que celle de la non-violence, timidement reconnue pour la première fois à Vatican II. Que l'on sache, les grands non-violents contemporains, tels que Gandhi ou Martin Luther King, n'étaient pas catholiques.

## Les commerçants du temple

L'Evangile n'ignore pas la violence et ne la condamne pas expressément, sauf peut-être en ce passage : « Tous ceux qui prennent le glaive périront par le glaive » (Matt. 26-52). Mais n'est-ce pas surtout un constat ? Si le Christ a dit : « Bienheureux les doux », et c'est là la pointe de sa pensée, il a aussi affirmé : « Chacun fait violence pour entrer dans le royaume de Dieu » (Luc 16-16), et il n'a pas hésité personnellement à chasser les commerçants du temple de Jérusalem.

Karl Marx n'avait pas tort de dire que la violence était la grande accoucheuse de l'histoire. Comment pourrait-on contester que presque tous les progrès sociaux ont été arrachés par des gestes révolutionnaires ? Au reste, la violence des institutions a coûté davantage de vies humaines que les révolutions les plus sanglantes. Ce sont presque toujours les injustices qui ont provoqué les rébellions. Comme l'a indiqué implicitement Jean-Paul II dans son discours, c'est « la violence politique » qui l'attise.

Divers théologiens catholiques, tel Joseph Comblin, remarquent que la théologie de la charité est sous-développée, ajoutant d'autre part que la charité ne remplace pas la lucidité.

Ils déplorent que l'Eglise romaine se soit trop souvent retrouvée aux côtés de contre-révolutionnaires qui se soulaient de l'équité comme d'une guigne.

En définitive, le dilemme est moins entre la violence et la non-violence qu'entre la violence aveugle, l'aveugle violence, et la violence qui ne se prend ni pour un fin ni pour un moyen normal ou qui ne se complait pas en elle-même, mais qui apparaît comme un recours in extremis afin de provoquer une solution politique convenable. Il n'est que trop vrai, comme l'a dit le pape, que la violence risque de devenir un « engrenage », un « mensonge », et qu'elle obscurcit les voies de la réconciliation. La vengeance est non seulement destructrice, elle enferme dans un cercle vicieux.

Mais il ne faut pas non plus faire de la non-violence une panacée. Gandhi lui-même, qui avait de quel il retourne, affirmait que la violence était mille fois préférable à la lâcheté. Autant dire que les idéologies de la violence et de la non-violence doivent découvrir leurs limites. Il n'y a de monde digne de ce nom qu'en situation. Une éthique qui ne part pas de la réalité — pour y retourner — ne saurait mordre sur l'histoire.

# Confettis et crachats

par GABRIEL MATZNEFF

LES catholiques ont bien de la chance, et un orthodoxe doit se tenir la bride courte pour ne pas succomber au péché de jalouse. Que le patriarche de Moscou participe à une conférence sur la paix ou que le patriarche d'Antioche publie une déclaration favorable aux Palestiniens, ils sont aussi accusés de préférer le politique au spirituel et d'être inféodés au pouvoir civil. Le pape de Rome, lui, est à l'abri de semblables critiques. Quel qu'il fasse, l'enthousiasme est de rigueur, et les anges dans les cieux ne célèbrent pas la gloire de Dieu par un chant plus unanime que celui qui s'élève de la terre entière pour fêter le pape, ses voyages, ses discours

et sa piscine. C'est à qui fera la plus belle génuflexion.

Etrangement, ce « Jésus superstar » ne choque personne. Non seulement parmi les catholiques, qui ne semblent pas gênés par ces excès papalistes, mais aussi chez les autres qui, dès qu'il s'agit de l'évêque de Rome, sont touchés par l'aile de la colombe ardente. C'est en vérité l'aveugle d'entendre des commentateurs, qui n'ont avec le catholicisme que des rapports très lointains, parler du Saint-Père avec des trémolos que n'aurait pas désavoués Bernadette de Lourdes. Comme disait François Mauriac en caressant le manteau de vision de Mme Daniel-Rops : « Doux Jésus ! »

## Une vedette planétaire

Depuis que le pontife romain s'est métamorphosé en vedette planétaire, le songe souvent à cet extraordinaire passage des Démones de Dostoevski, où le révolutionnaire athée Pierre Verkhovenski déclare à Stavroguine : « Saviez-vous que j'ai songé à livrer le monde au pape ? Le pape au sommet, nous siégeant alentour, et au-dessous de nous la terreur. Il suffirait seulement, pour qu'il en fût ainsi, que l'Internationale se mit d'accord avec le pape. Les vieux bonhommes accepteraient un clin d'œil. Il ne lui reste pas d'autre issue. »

Ce qui, au siècle dernier, n'était que la rêverie d'un visionnaire sera peut-être la réalité de demain : le pape acclamé aux Nations unies, le pape défilant sous les vivats et les confettis, le pape dont des milliers

d'hommes recueillent, grâce à la télévision, les paroles et les gestes, quel triomphe ! Jamais, dans l'histoire du christianisme, les prétentions de la papauté à exercer une juridiction universelle n'ont été plus près d'être réalisées. Et ce n'est pas l'Eglise orthodoxe, persécutée, affaiblie, humiliée, qui pourrait s'opposer à cette irrésistible ascension.

Qu'il soit le plus humble des faibles ou le plus glorieux des évêques, un chrétien devrait néanmoins se méfier des succès mondains. Il n'y a qu'une théophanie, qui est la croix. On pourrait presque soutenir, sans erreur, qu'un chrétien n'est sa vie dans la mesure où il la rate. Sur le Golgotha, ce n'étaient pas des confettis que le Christ recevait au visage, mais des crachats.

# Le pape du retournement ?

par XAVIER GRALL

« L'en a quelques part », avait prétendu Maurice Clavel en parlant de Jean-Paul II.

Appliquée plus ordinairement à des hassards qu'à des pontifes, la formule avait effusé les cagots et les bonnes âmes. Elle ne convient pourtant pas si mal à la personnalité de Karol Wojtyła, telle qu'elle se dessine douze mois après son élection au siège de Rome.

Foules polonaises, irlandaises, américaines ! Messes triomphales ! Cantiques, ballades et blues ! Plongées dans les zones populaires, Galway, Harlem, Bronx ! Homélies, embrassades... On connaît à présent le rituel des bouillottes pontificales ainsi que la vigueur physique, la rigueur intellectuelle, la chaleur apostolique et jusqu'à l'humour de ce pape qui semble avoir dans son sac autant de bonnes blagues que d'oraisons. Quelques catholiques, déjà, en prennent ombrage qui ne sont pas tous les disciples d'un évêque intéressé à la triste figure. L'allégresse convient pourtant à qui prétend porter l'espérance du monde. Et l'on ne voit pas pourquoi les successeurs de Pierre devraient ressembler à de tacturnes

momies confinées en des palais de marbre, loin des vents et des soleils.

Il est patent que Karol aime la vie et qu'il marche au-devant d'elle et des créatures, animé d'une foi puissante et allègre. Il est comme ça, et voilà tout. Il serait injuste d'y voir le goût de quelque vedettariat. Si le Vatican a inventé pour d'autres temps, la tiare et la sedia gestatoria, il n'est pour rien dans l'invention de la caméra, du travelling et du gros plan.

La vérité est que ce Polonais solide et mûre apparaît comme terriblement sympathique. Paul VI, en son inquiétude et ses scrupules, semblait toujours guigner un confessional. On dirait que Jean-Paul II, lui, est tout heureux de sortir du trou noir pour aller prendre de l'air. On ne sait quoi de radieux émane de ce pèlerin. D'autres parlent de salut. Celui-ci semble sauvé et sa joie dément la remarque rageuse de Nietzsche, qui notait que les chrétiens, fils de la lumière, avaient des airs lugubres.

Les peuples et les nations de la terre ne s'y trompent pas qui, à tout coup, plébiscitent l'homme au blanc manteau. A l'Est comme à l'Ouest. Un pape populaire, voilà qui gêne quelques grands fauves de la politique, de Gierk à Marchais, ainsi que de moindres témoins qui ne sont pas eux, d'une évidence gâchée. Il faudra s'y faire, je veux dire qu'il faudra compter avec ce porteur de feu qui ne craint pas de désigner nommément les ténèbres du monde : l'oppression et la torture, la négation des droits des peuples perdus y compris ceux des Palestiniens, les finalités méprisables de la société dite de consommation.

Il faut aller plus loin encore : derrière le spectacle, demeure la proclamation réitérée des valeurs spirituelles. L'homme est plus qu'une bête politique et qu'un ventre à plaisir. Jean-Paul II le répète inlassablement et il semble bien qu'il se fasse entendre de ce monde gâté de matérialismes de tout genre et qui se trouve sans

doute à la veille d'un grand retournement, pour reprendre un titre à la mode et hautement significatif. Après tout, après le Goulag et le Cambodge, après le chômage sinistre de millions de travailleurs, après le dépiétement universel de la haine et du mépris, le christianisme est en passe de redevenir populaire. Et Jean-Paul II le rend crédible car il n'a pas d'armée ni de génie. Il a lutté dans sa jeunesse contre les nazis. A Cracovie, il a tenu tête et mitre et crosse contre le commissaire. Oul, comme disait Clavel, il en a quelques part.

Le pessimisme militant de la nouvelle droite, l'athéisme borné d'une gauche quelque peu archaïque, l'agnosticisme mon d'un libéralisme prétendument avancé vont se trouver démunis devant ce retournement que beaucoup appellent de leurs vœux. Dieu met plus de temps à mourir dans le cœur des peuples que dans les manuels de philosophie. N'en déplaise à M. de Benoist, il reste encore au judéo-christianisme assez de génie pour retrouver de l'éclat, de la jeunesse et de la virilité.

# Le célibat des prêtres en question

par LOUIS RÉTIF (\*)

LES chiffres sont là : une récente étude du Centre national des vocations sacerdotales précise : avant la fin du siècle, semble-t-il, vingt mille séculiers (dont plus de la moitié auront plus de soixante-cinq ans) au lieu des trente-cinq mille de 1975. Il est vrai, un processus de remontée s'annonce dans les groupes de formation, soit 41 % de plus de candidats en 1978 par rapport à 1977 (deux cent quatre-vingt-deux candidats au lieu de deux cents).

Toutefois, il est difficile de préjuger le nombre de ceux qui parviendront au terme des années de formation et à cette évolution continue.

L'épineuse question de la loi du célibat est de celles dont on a beaucoup parlé à propos des vocations sacerdotales. Jean-Paul II vient de l'affirmer à Philadelphie comme il l'avait fait dans une lettre aux prêtres à l'occasion du jeudi saint. Moins comme une loi disciplinaire imposée aux prêtres qu'une libre réponse donnée par eux au Christ et à l'Eglise. Avec « la ferme conviction que le Christ [leur] concède ce don » pour le bien de l'Eglise et pour le service des autres.

Rome a parlé. Faut-il en conclure que « la question est réglée », comme le disait une personnalité religieuse ? Faut-il arrêter tout débat, clore tout échange sur ce sujet, se désintéresser du sort des prêtres mariés qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes au service de l'Eglise ? Il semble, au contraire, qu'une telle exportation du pape demande aux prêtres qu'ils approfondissent les vraies motivations de leur célibat, en lien avec leur ministère et avec l'ensemble des chrétiens, que chacun s'interroge sur ses propres responsabilités au sein des communautés chrétiennes.

## Une sollicitude éclairée

Or il est des situations, en France et ailleurs aussi, telles qu'elles appellent une sollicitude attentive et éclairée.

C'est un fait que des jeunes gens, intellectuels et théologues, mais se refusent à aller plus loin, dans l'attente d'une nouvelle manière d'être prêtres et d'exercer le ministère presbytéral.

C'est un fait que des prêtres actuellement en exercice assument difficilement le célibat : ils n'avaient pas prévu la mutation de la culture de la société. Certains d'entre eux, parce qu'ils sont très attachés à leur tâche tout en ressentant le manque d'équipe et le poids de la solitude, vivent une liaison féminine plus ou moins clandestine qui crée autour d'eux un malaise.

C'est un fait que des prêtres ressentent comme un manque les conditions défectueuses dans lesquelles ils exercent leur ministère. Là où des prêtres sont sous-employés ou sur-employés, surmenés ou désœuvrés, sans de vrais contacts avec la population, sans lien avec des confrères, là où la dégradation de la pastorale, sacramentelle en particulier ne peut que rendre plus vulnérable un célibat de toute part agacé. Ces manques, les prêtres les ressentent comme un vide affectif. Et qui niera l'importance de l'affectivité dans l'équilibre d'un homme, fût-il prêtre ?

C'est un fait d'expérience, du moins pour qui est le confident et le témoin de leur vie digne et apostolique : un sérieux décalage se creuse entre le peu de ressourcement et de satisfac-

tion légitime que retirent trop souvent les prêtres de leur ministère et la violence des agressions qui usent leur foi.

C'est un fait d'histoire que le charisme du célibat est distinct, dans la tradition orientale de l'Eglise romaine, de celui de la vocation au sacerdoce minis-

triel. En Orient, rappelons-le, un candidat au sacerdoce a le choix, avant son ordination, entre l'état de prêtre marié et l'état de prêtre vivant dans le célibat consacré. La distinction des appels rend le candidat plus libre et valorise le choix qu'il peut faire du célibat.

## « Dur à porter... »

Il m'arrive de participer à des rencontres de prêtres qui parlent à visage découvert de leur célibat, au cours de ce qu'ils appellent leur réversion de vie. Moins ce qu'ils font que ce qu'ils sont. Un franc parler. Des relations concrètes. Ils avouent volontiers qu'avec les années ils ont dû refaire un nouveau choix du célibat. « J'avais choisi consciemment d'être prêtre, et j'avais accepté le célibat ». Le mariage de certains de leurs compagnons les a amenés à approfondir leur propre cheminement. Un moins de quarante ans constate : « Nous étions seuls en 1965, avec un même projet de départ, le mariage se sont mariés. C'est dur à porter... »

Is se demandent parfois : est-ce que le peuple chrétien comprend et aide suffisamment les prêtres en difficulté ? Il serait vain de nier la qualité humaine et chrétienne de certains de ces portants, avec, derrière eux, une vie sacerdotale exemplaire. Il faut avoir entendu les confidences bouleversantes de certains d'entre eux. Contraints de s'arracher à ce qui fut la trame de leur vie, suspendus, oubliés, aux prises avec des situations matérielles précaires. Et qui se soucie de leurs femmes, qui partagent avec dignité et courage un combat de tous les jours ? Plus de deux mille foyers de prêtres mariés, la plupart venus de province, vivent à Paris, dans l'incognito ou non reconnus.

Durant plus de six ans, j'ai participé à un groupe de recherche chargé par la commission (\*) Prêtre.

tiques auront des chances de susciter des vocations sacerdotales et une revalorisation des tâches propres au prêtre. Il dépend de la vitalité de ces communautés que le célibat consacré ne devienne aux yeux de tous le signe privilégié du Royaume de Dieu à venir.

Si je m'interroge sur la signification de mon célibat, après plus de trente-cinq ans vécus à Colombes, en banlieue parisienne, force est de reconnaître qu'au long de ces années j'ai épousé un peuple. Par tant d'événements communs, de solidarités particulières, de fraternités sans mots, une vie a été liée à celle d'une communauté exigeante et secourable, comme une épouse. L'exercice du sacerdoce lié au célibat a immédiatement dilaté mon cœur d'homme. Je suis un prêtre heureux, mais c'est trop peu dire : si conscient que je sois de mes limites et de mes errements, j'ai fini par rencontrer l'homme que je voulais être en mes rêves de jeunesse.

Par ces quelques considérations, je fais écho à ce qu'une voix plus autorisée a fait entendre avec force, celle de mon ami de jeunesse Guy Riobé, l'évêque d'Orléans tragiquement disparu en juillet 1978. Le Monde a publié sa dernière confession de foi quelques semaines avant sa mort. Ce qu'il a écrit et dit sur ce sujet a été publié depuis, parce que ses vues n'ont rien perdu de leur actualité (1). Une association vient de se créer pour promouvoir ses messages (2). Après avoir suggéré, à Lourdes, des « ministères » nouveaux dans l'Eglise, d'un autre type que le ministère sacerdotal, l'évêque d'Orléans avait précisé : « Plus que jamais je crois à la valeur irremplaçable d'une vie qui se joue tout entière sur la fidélité à la parole donnée, je crois à la fécondité évangélique d'un célibat consacré par amour de Jésus-Christ, librement choisi et vécu dans une vie de prêtre diocésain, mais qui ne sera équilibrée que dans la mesure d'un authentique partage de vie avec un peuple déterminé ».

(1) *La Passion de l'Evangile*, écrite et parlée. Ed. du Cerf, et *Hommage-Souvenir*.  
(2) Association des Amis du Père Riobé : 14, Cloître Saint-Aignan, Orléans.

## RÉFLEXIONS SUR LA GRANDE TRANSITION.

Par Alain Cotta.

LE ralentissement durable de la croissance et l'obligation impérieuse de maintenir la cohésion d'une société occidentale en diffusion persistante paraissent devoir être la caractéristique et la contrainte dominante jusqu'à la fin de ce siècle. La mutation dans l'ordre scientifique ne pourra que suivre celle de l'univers économique et social. Si l'extension du champ couvert par les économistes est déjà patente, les progrès de l'ordre proprement épistémologique, celui qui concerne les méthodes et les concepts, restent encore à jaillir.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



LES ACCORDS DE CAMP DAVID

M. Boutros-Ghali fait confiance à la « dynamique de paix »

De notre correspondante

New-York. — Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Boutros-Ghali, a tenu jeudi 4 octobre une conférence de presse à New-York au cours de laquelle il a déclaré : « Les accords de Camp David ne sont peut-être pas « la » solution à la crise du Proche-Orient. C'est du moins « une » solution. » Il s'est déclaré convaincu que le processus de paix...

« LES PALESTINIENS DEVRAIENT ACCEPTER LE RÉGIME D'AUTONOMIE », estime le chancelier Kreisky.

Le chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky, estime qu'un règlement global de la crise du Proche-Orient nécessiterait l'acceptation par les Palestiniens du régime d'autonomie (prévu par les accords de Camp David), dans l'attente de voir ce régime se transformer, en l'espace de cinq ans, en une confédération avec Israël. Ce « projet de règlement » a fait l'objet d'une proposition, qui a été formulée par M. Kreisky au cours d'une réunion qu'il a eue, le 10 septembre dernier, avec les ambassadeurs arabes accrédités à Vienne et dont le compte rendu sera publié le samedi 6 octobre par l'hebdomadaire parisien de langue arabe Al-Mustaqbal.

ISRAËL

Les pressions en faveur de l'extension des implantations en Cisjordanie s'intensifient

De notre correspondant

Jérusalem. — Les colons israéliens de Cisjordanie, principalement représentés par le mouvement Gush Emunim (Bloc de la foi), ont décidé de passer à l'action pour faire pression sur le gouvernement israélien à décider rapidement l'extension de plusieurs implantations en recourant à la saisie d'importantes surfaces de terre appartenant à des Arabes.

FERMETURE PROVISOIRE DE LA BANQUE NATIONALE

Tel-Aviv (A.F.P.). — La décision de la Bank Leumi Le Tzairi (Banque nationale d'Israël) de fermer ses portes « jusqu'à nouvel ordre » a suscité d'importantes perturbations à la vie économique du pays, indigènes et étrangers. La décision de fermeture a été prise à la suite des graves perturbations du personnel, qui durent depuis deux mois et ont empêché le fonctionnement normal de cette institution, le plus grand établissement bancaire d'Israël.

LIBAN

M. Fouad Boutros plaide devant les Nations unies pour l'instauration d'une « zone de paix » dans le Sud

De notre correspondant

New-York. — Le ministre des affaires étrangères du Liban, M. Fouad Boutros, a plaidé jeudi 4 octobre à l'Assemblée générale des Nations unies un appel à l'instauration d'une « zone de paix » au Sud-Liban. Dans le cadre d'une stricte application de l'accord d'armistice libano-irakien réaffirmé par la résolution 430 du Conseil de sécurité.

En fin de mission, M. Boutros avait donné quelques explications sur l'initiative américaine, qui faisait depuis plusieurs jours l'objet de rumeurs persistantes à New-York. Selon ces informations, sur lesquelles les Américains eux-mêmes restent très réservés, la zone située entre la frontière israélienne et le Litani serait démilitarisée et placée sous le contrôle des forces des Nations unies.

Sans confirmer les termes de ce projet, M. Boutros, qui s'est entretenu mercredi avec le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, a affirmé que les pays arabes ont le choix entre deux solutions : refaire la guerre à Israël ou lui offrir tout simplement une intervention militaire dans cette zone. Les États-Unis, dit le ministre, sont à l'origine de la résolution 435 adoptée le 19 mars 1978 par le Conseil de sécurité, et qui proposait l'instauration d'une force internationale des Nations unies au Sud-Liban. Il s'agit donc en position de force pour faire accepter une trêve ou un armistice dans cette région.

ÉTATS-UNIS

Les ventes de céréales américaines à l'U.R.S.S.

(Suite de la première page.)

Elle montre que le refus opposé par le président aux projets de sanctions économiques reste nuancé, encore que cette dérogation ne tire guère à conséquence pour le moment. Dans l'intervalle, et alors que les critiques du discours présidentiel sur Cuba semblent s'effacer, les partisans du traité SALT ont repris leur offensive pour obtenir un vote du Sénat avant la fin de l'année. Curieusement, les gestes décisifs à cet égard ne sont pas provenus de la Maison Blanche, mais d'un homme qui ne s'est pas encore prononcé officiellement en faveur du traité, M. Robert Byrd, chef de la majorité démocrate à la Chambre haute. C'est lui qui, après avoir montré un courage remarquable pour dénoncer ce qu'il a appelé la « pseudo-crise » de Cuba, a pressé le gouvernement de présenter au plus tôt son plan quinquennal de renforcement de la défense.

La ratification des accords SALT

La plupart des sénateurs font d'un tel plan une condition sine qua non de la ratification des accords SALT, et la Maison Blanche est prête à leur donner satisfaction, mais elle tardait anormalement à présenter des suggestions concrètes. Finalement, M. Byrd a fait état jeudi d'une promesse du Pentagone de fournir le plan en novembre. Après quoi, selon lui, le débat en séance plénière devrait pouvoir être mené à son terme en trois ou quatre semaines. M. Byrd avait déjà assuré la victoire des traités sur Panama malgré les maladroites de l'administration, et l'on en vient à se demander si Byrd n'est pas en train de se préparer à assurer la victoire des accords SALT, si ce n'est pas chez lui qu'il faut désormais détecter ces qualités de « leadership » tant recherchées.

M. JORDAN EST-IL ANTISEMITE ?

M. Hamilton Jordan vient de nouveau, à son corps défendant, de défrayer la chronique et d'ajouter aux difficultés déjà nombreuses, que connaît M. Carter. Le secrétaire général de la Maison Blanche est, en effet, accusé par le Los Angeles Times d'avoir tenu des propos antisémites en 1977, lors d'un dîner destiné à récolter des fonds pour la parti démocrate en Californie, et auquel assistait le président Carter. Il faut arracher le parti démocrate de Californie des mains des Juifs, aurait déclaré M. Jordan. Ces propos ont été rapportés par un des invités du dîner, qui a préféré garder l'anonymat.

M. Leo Wylar, qui était chargé de l'organisation de la réception, a confirmé l'incident, tout en précisant qu'il ne se rappelle pas des termes exacts employés par M. Jordan. Ce dernier a fait publier jeudi une déclaration dans laquelle il le rejette comme « absurde ». L'article du Los Angeles Times.

Le secrétaire général de la Maison Blanche fait actuellement l'objet d'une enquête du F.B.I., des témoins affirmant avoir vu l'usage de cocaïne à New-York, en avril 1978, et au cours de ce même séjour en Californie, en 1977.

CANADA

LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE LIBÉRALE S'EST OUVERT À OTTAWA

Ottawa (A.F.P.). — Le trentième et ultime congrès de l'Internationale libérale s'est ouvert jeudi 4 octobre à Ottawa devant trois cents délégués du monde entier représentant une quarantaine de partis libéraux ou apparentés. « Unité dans la diversité », tel a été le thème central des discours d'ouverture de M. Pierre Elliott Trudeau, ancien premier ministre canadien et chef de l'opposition libérale, et de Gaston Thorn, ministre luxembourgeois et président de l'Internationale libérale.

Pour M. Trudeau, l'unité c'est le respect de la personne humaine et de sa liberté, idéal principal des libéraux, dans la diversité des races, des cultures et des religions.

M. Thorn a condamné le marxisme au nom duquel « les droits de la personne sont sacrifiés aux droits matériels ». Pour les pays en développement, a-t-il dit, « il ne faut pas établir en dogme le libéralisme économique », préconisant plutôt une planification souple et bien comprise.

M. Thorn a réaffirmé ensuite l'actualité du fédéralisme comme solution au problème des régionalismes renoués, tant en Espagne qu'en Belgique qu'en Canada.

L'AIDE AU TIERS-MONDE VA ÊTRE RÉVISÉE

Toronto (Reuter). — Blâmant certains pays, dont le Pakistan, pour leur « ingratitude », Mme Flora MacDonald, ministre canadienne des affaires étrangères, a annoncé jeudi 4 octobre une révision de la politique d'aide au tiers-monde. Au cours d'une conférence de presse, le chef de la diplomatie canadienne a estimé que, depuis la deuxième guerre mondiale, le Canada s'était fait une réputation de « bonne poire ».

« Nous avons dépensé des milliards pour paraitre va-t-en-guerre », a-t-elle déclaré. Elle a souligné que le Pakistan, État qui avait sans doute reçu les dons les plus substantiels, avait été le chef de file de cette campagne. Le ministre canadien a dénoncé la politique du précédent gouvernement (celui de M. Trudeau), consistant selon elle, à octroyer des aides sans tenir compte des relations économiques et politiques avec les pays concernés.

Mme MacDonald a également mis en cause la contribution canadienne aux missions internationales de maintien de la paix. Elle a rappelé qu'un contingent canadien était stationné à Chypre depuis quatorze ans.

AMÉRIQUES

La Libye, paradis des locataires

La Libye est devenue, depuis le 30 septembre dernier, le paradis des locataires. Ce jour-là, le « comité populaire général » (gouvernement) a tiré les ultimes conséquences des décisions annoncées le 1<sup>er</sup> septembre 1978 par le colonel Kadhafi et confirmées le 1<sup>er</sup> septembre dernier.

Dans le cadre de la nouvelle « révolution culturelle » lancée en 1978 par le président libyen, les propriétés d'immeubles de rapport ont été purement et simplement abolies. Tout Libyen occupant un logement était donc appelé à en devenir propriétaire. Aucun Libyen n'était plus autorisé à posséder plus d'un logement, celui qu'il occupait, sauf pour un fils aîné qui désirait se marier. Cette dernière exception avait provoqué une vague de mariages « blancs » destinés simplement à permettre à un certain nombre de citoyens de pouvoir continuer à posséder deux appartements. Le marché immobilier ne s'en était pas moins effondré et les diplomates et hommes d'affaires arrivant en Libye sont obligés, désormais, de chercher refuge chez des amis ou à l'hôtel.

Le 30 septembre dernier, le gouvernement a décidé que chaque Libyen occupant un appartement en devient propriétaire. Deux exceptions sont prévues : les occupations « illégales », ou l'absence du propriétaire pour cause de séjour à l'étranger. Dans tous les autres cas, les propriétaires sont dépossédés.

Certes, dans chaque municipalité, des commissions seront chargées de procéder à une estimation des logements en vue d'indemniser les propriétaires, mais la valeur des loyers payés sera déduite de cette somme. Ainsi les Libyens, selon les termes de l'annonce officielle, « seront-ils libérés de l'arbitraire des propriétaires de logements ».

Dans un autre discours prononcé le 1<sup>er</sup> septembre dernier, le colonel Kadhafi a assuré que les chauffeurs de camions doivent aussi « devenir propriétaires de leur outil de travail ».

La « révolution libyenne » se poursuit. — R. D.

IRAN

Des opérations de sabotage sont signalées contre les installations pétrolières

Téhéran (A.F.P., A.P.J.). — Des opérations de sabotage contre des installations pétrolières au Khuzistan ont été signalées, le jeudi 4 octobre, par le journal Keyhan. Selon celui-ci, des inconnus ont tenté à deux reprises, mardi et mercredi dans la nuit, d'incendier des réservoirs de pétrole dans la banlieue d'Ahvaz (chef-lieu du Khuzistan) en lançant des roquettes « R.P.G.-7 ». Le journal précise qu'il n'y a eu ni victimes ni dommages.

Troize nouvelles exécutions. D'autre part, Keyhan écrit qu'un pont routier franchissant la voie ferrée Téhéran-Khorramchahr, à dix kilomètres d'Ahvaz, a été entièrement détruit par l'explosion d'une charge de dynamite. L'attentat commis mercredi contre un train, sur cette même ligne (le Monde du 5 octobre), aurait fait une quarantaine de morts, et non huit, comme il

Tous les grands textes du Pape Jean-Paul II aux Éditions du Centurion

- Encyclique « le Rédempteur de l'homme »
- Le message de Puebla
- Lettres aux évêques et aux prêtres
- albums illustrés
- Jean-Paul II à Puebla
- Le pèlerinage de Jean-Paul II en Pologne

dès le 15 octobre : Le discours à l'ONU (série poche) en préparation : Le voyage aux États-Unis (album)

Éditions du Centurion, 17, rue de Babylone, 75007 Paris.









## C'EST DE NOTRE MAISON LA MOINS CHÈRE QUE NOUS SOMMES LE PLUS FIERS.

Avoir une maison, un jardin, est une aspiration profondément ancrée dans la mentalité des Français.

Depuis plus de 30 ans nous perfectionnons une technique industrielle de construction qui nous a permis d'améliorer nos produits tout en réduisant les coûts.

Aujourd'hui nous construisons près de 15.000 maisons par an, nous sommes devenus le plus grand constructeur de maisons individuelles.

Si nous en sommes fiers, c'est parce que nous avons conscience de jouer un véritable rôle social. En effet, la majorité de nos ventes concerne notre modèle le moins cher.

C'est la preuve que nous permettons à ceux qui pensaient ne jamais avoir les moyens de s'offrir une maison, de réaliser leur rêve.

# PHENIX: POUR QUE CHACUN AIT SA MAISON.



Sud

de l'opposition  
Parlement  
ationales

respondant  
estre de contrôler les  
ments. On répond que  
ne se peut intervenir  
affaires intérieures de  
certaines théories. Les  
est trente mille. Les  
sans protéger. N'est-ce  
sécurité dans les affaires

Le régime, qui ne tient  
taire de M. Kim un  
marier — comme ce fut  
pour l'ancien chef de l'op  
M. Kim Dae Jung, l'ancien  
pionné, puis assigné à  
— a pour l'instant  
arrêter. Alors que le  
commence à sécul le pro  
syndicaliste coréen, l'Union  
Bress Club de Tokyo, l'Union  
pennage, on ne peut pas  
l'affaire Kim Young Sang  
hase à révéler l'image d'un  
male du régime Park, et  
donne du poids aux démo  
de Washington: est-ce à  
M. Carter accordait un  
aux opposants et affir  
halter une libéralisation  
gime.

Le Département d'Etat  
tain a exprimé jeudi sa  
jeud regret à la sure  
pulsion de M. Kim. « Ce  
sure est incompatible  
principes d'un gouverne  
mocratique », précise d'en  
elique.

PHILIPPE VAN

• M. Jean François  
endra pour une visite  
de trois jours en Repu  
Corée (Corée du Sud)  
seconde quinzaine de  
(sans doute à partir d  
era la première visite  
quatre des affaires  
travaux à Séoul. M. F  
Ponce, directeur de  
de la République  
Chung-hae, une instit  
sent en 1978, était  
France en 1977.

badge

de l'envoi

au Cambodge

correspondant

est parti pour Brème

4 octobre

Cette semaine

taire de la

de la

rationnelle

so couvrir

Compte

sur le

Internation

attirer

soit

général

TR.A.

Kim

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de



## FIEZ-VOUS AUX APPARENCES!

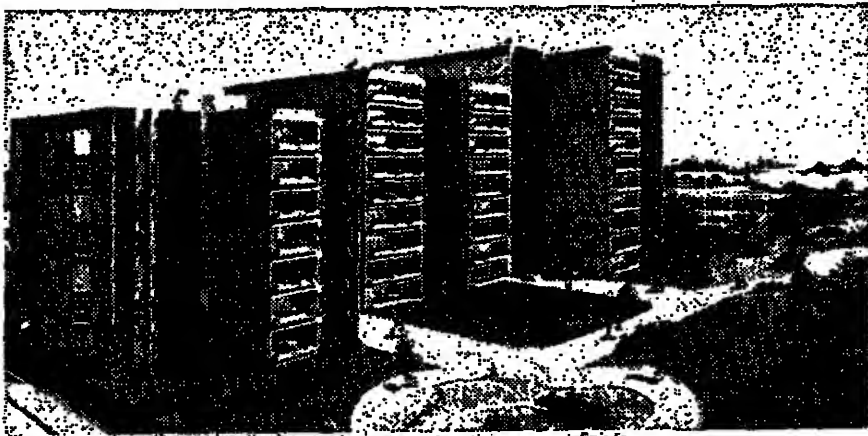


Illustration réalisée d'après plan d'architecte. Aménagements extérieurs non définis.

### La Résidence :

Au cœur du nouveau quartier des Juilliottes, à MAISON-ALFORT. Des loggias spacieuses, des façades habillées, des halls d'entrée dallés et animés de fresques décoratives...

### Les Accès :

Le quartier des Juilliottes est relié au cœur de la capitale par le métro (ligne N° 8) et par des autoroutes urbaines (voie Express, A. 4 et A. 86\*).

\*ouverture fin 79.

### Les prix :

5100 F le m<sup>2</sup>\*. Tous les appartements sont accessibles aux Prêts Conventionnés, certains peuvent bénéficier des "prêts 1 %".

\*Valeur août 1979

### Les appartements :

Du studio au 5 pièces, ils sont tous prolongés par une confortable loggia de 8 à 12 m<sup>2</sup>, pourvue de jardinières florales. Prestations intérieures de première qualité : isolation soignée (double vitrage), sanitaires en couleur, moquettes, portier électronique... Et tous les équipements sociaux, culturels, sportifs et commerciaux du quartier des JUILLIOTTES.

Bureau de vente sur place :  
10, rue du 18 Juin 1940, 94700 -  
MAISON-ALFORT (tél. : 376.16.67).

Également : Boutique OCIL, 57, Boulevard  
Malesherbes - 75008 PARIS (tél. : 261.81.15).

## Les jardins des Juilliottes

Pour recevoir une documentation couleur,  
adressez ce bon à

LES LOSANGES  
57, bd Malesherbes, 75008 Paris - 261.81.15

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_

## ASIE

### POINT DE VUE

## L'accueil et l'insertion des réfugiés du Sud-Est asiatique en France

par DANIEL HOEFFEL (\*)

DEPUIS la chute de Saïgon (avril 1975), la France a reçu, à ce jour, 58 790 réfugiés d'Asie du Sud-Est, auxquels il convient d'ajouter 11 934 rapatriés (d'origine et de nationalité françaises).

Sans compter les clandestins arrivant par Hongkong ou Kuala-Lumpur, via l'Allemagne ou la Suisse, ou les Indochinois immobilisés en France en 1975 par les événements, ce sont donc 70 724 personnes au moins, sans distinction d'âge, de sexe ou d'origine sociale, qui ont été reçues en France, les uns depuis quatre ans, les autres depuis quelques mois ou quelques semaines.

La politique menée sur les instructions du président de la République comporte deux volets : l'accueil et l'insertion.

Des organisations bénéficiant d'une expérience ancienne à l'égard des réfugiés du monde entier sont chargées de l'accueil.

Tous les nouveaux arrivants sont libérés d'un bénéficiaire ou non. En fait, on peut évaluer à 20 ou 30 % d'entre eux ceux qui sont pris en charge par leurs parents ou par leurs amis.

L'aide publique ne s'applique donc qu'à 70 % ou 80 % des réfugiés asiatiques.

L'Etat a consacré, depuis 1975, 800 millions de francs à la prise en charge de l'hébergement des réfugiés qui, après un bref séjour dans des centres de premier accueil, séjournent ensuite pendant plusieurs mois dans des centres d'hébergement dont l'action comporte de multiples aspects sanitaires, sociaux, éducatifs.

La Croix-Rouge française, le Service social d'aide aux émigrants, le Secours catholique, le Cimade et l'Association France terre d'asile ont rodé depuis longtemps ce mécanisme d'accueil qui a su s'adapter aux multiples à-coups des arrivées. Il n'y dépense beaucoup d'argent, mais surtout beaucoup de cœur.

Il n'en est pas tout à fait de même de l'insertion. On sent bien que la crise actuelle de l'emploi contraint les nouveaux arrivants à accepter souvent des postes de travail déqualifiés par les Français. On doit bien comprendre aussi que la recherche de logements, dans certaines agglomérations où la population étrangère dépasse, souvent de beaucoup, la moyenne nationale, devient de plus en plus difficile.

Heureusement, la mentalité et la volonté de ces nouveaux immigrants, leur désir de recommencer au plus tôt une nouvelle vie, facilitent leur réinsertion en leur faisant accepter les sacrifices nécessaires, et jusqu'à présent les résultats d'ensemble sont satisfaisants.

La France, si l'on se réfère aux statistiques du haut commissariat pour les réfugiés, a accepté sur son territoire, en quatre ans, trois fois plus de réfugiés indochinois que l'ensemble des autres pays d'Europe.

Seuls les Etats-Unis d'Amérique et l'Australie (celle-ci par rapport au chiffre de sa population) ont produit un effort comparable. Nous n'avons donc pas de reproches à nous adresser. Mais notre pays ne saurait, sans risquer des ruptures d'équilibre, avancer au rythme précipité que certains recommandent.

Depuis le mois de juillet, une accélération a été donnée à l'arrivée des réfugiés. Les décisions du gouvernement, prévoyant l'accueil de dix mille Asiatiques d'ici à la fin de l'année, ont été accueillies par un vaste mouvement de solidarité nationale : de grandes villes, des collectivités publiques et des familles isolées ont souhaité accueillir, elles aussi, des réfugiés.

Pour mettre en rapport les uns et les autres, sans avoir à risquer de mauvaises surprises, il a fallu créer

(\*) Secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité sociale.

des commissions départementales animées par le Comité national d'entraide franco-vietnamien, franco-cambodgien et franco-laotien et regroupant toutes les organisations concernées. Mille six cents personnes ont déjà été reçues par des familles françaises, mais elles ne représentent qu'une faible partie des dossiers en instance.

En effet, 655 communes ou associations ont offert d'accueillir 895 familles, 345 adultes isolés et 178 enfants.

Par ailleurs, les familles françaises ont, à ce jour, présenté 1 515 offres pour 736 familles, 818 enfants isolés et 182 adultes.

Ces offres pourront être satisfaites au fur et à mesure que les réfugiés quitteront les centres d'hébergement.

J'ai pris les dispositions nécessaires pour que les demandes soient honorées le plus vite possible, pour que les procédures soient simplifiées, pour que les séjours dans les centres soient réduits au strict minimum, et j'ai donné des instructions aux préfets pour que les cas difficiles me soient soumis personnellement.

La France, face au problème des réfugiés, a un double devoir :

— Elle ne doit pas, d'une part, rester insensible à l'appel de ceux qui sont dans la détresse, et tout particulièrement des réfugiés du Sud-Est asiatique. Ce qu'elle a réalisé depuis 1975, grâce à l'élan de générosité de nos concitoyens, prouve qu'elle n'a, à cet égard, de leçon à recevoir de personne.

— La France doit cependant, d'autre part, veiller à ce que le rythme d'entrée des réfugiés soit compatible avec nos possibilités d'insertion, car au-delà du premier accueil, il s'agit de faire en sorte que notre pays puisse offrir des perspectives d'avenir à ceux qui y viennent.

Nous n'accomplirons notre mission dans de bonnes conditions que si nous veillons à ces deux aspects qui sont indissociables.

# Burton

# nouveau style.

**Le nouveau style Burton est au :**

14/18, bd Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>  
 118, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>  
 48, av. du G<sup>ral</sup> Leclerc, Paris 14<sup>e</sup>  
 66, bd du Montparnasse, Paris 15<sup>e</sup>  
 71, rue de Passy, Paris 16<sup>e</sup>  
 Centre Commercial de Rosny II  
 Centre Commercial de Belle-Épine  
 Centre Commercial de Vélizy II  
 Centre Commercial de Parly II

هكذا من الأصل



# OCTOBRE 79. LES CHEVAUX DE FEU, EN 6 CYLINDRES.

# Alfa Romeo 6



Venez l'essayer chez votre concessionnaire.

6 cylindres en V à 60°; 2,5 l, 2.492 cc, 2 arbres à cames en tête, 6 carburateurs monocoques, 160 CVDIN, km départ arrêté en 30,3", vitesse maxi 195 km/h, consommation 9 l à 90 km/h, 11,3 l à 120 km/h, 17,9 l parcours urbain, 65 dispositifs de commande et contrôle. Puissance fiscale 16 CV - (14 CV automatique).



**Alfa Romeo**

Crédit universel

Lubrifiants Agip

## Des réfugiés en France

Les commissions départementales créées par le Comité interministériel franco-vietnamien, l'association française et l'association vietnamienne regroupent toutes les instances concernées. Mille six cents dossiers ont déjà été reçus par les commissions, mais elles ne peuvent qu'une faible partie de ces instances.

En effet, 655 communes ont offert d'accueillir des familles, 345 adultes et 178 enfants.

Par ailleurs, les familles étrangères, à ce jour, présentes en France pour 736 familles, 518 enfants et 182 adultes.

Ces offres pourront être utilisées sur et à mesure que les réfugiés quitteront les centres d'attente. J'ai pris les dispositions nécessaires pour que les demandes soient traitées le plus vite possible, que les procédures soient simplifiées pour que les séjours dans les centres soient réduits au strict minimum et j'ai donné des instructions précises pour que les dossiers soient soumis personnellement.

La France, face au problème des réfugiés, a un double devoir.

Elle ne doit pas rester insensible à l'appel de ceux qui sont dans la détresse et particulièrement des réfugiés vietnamiens. De quelle façon, depuis 1975, grâce à l'aide apportée par nos compatriotes, nous n'avons pu recevoir de personnes.

La France doit cependant, de part, veiller à ce que l'entrée des réfugiés soit en accord avec nos possibilités d'accueil et de leur premier accueil de façon à ce qu'ils ne puissent offrir des perspectives de travail à ceux qui y viendront.

Monsieur le ministre, dans ces circonstances, nous nous adressons à vos collègues pour qu'ils soient entendus.

## eau yle.



Le nouveau style Burton est au:

108, rue de la République, 71, rue de la République, Commerce de la République, Commerce de la République, Commerce de la République.



## EUROPE

LA FIN DE LA VISITE DE M. CARAMANLIS EN U.R.S.S.

### Les Soviétiques veulent maintenir une politique équilibrée entre Athènes et Ankara

Moscou. — M. Constantin Caramanlis, chef du gouvernement grec, a quitté Moscou le 5 octobre après une visite officielle de six jours à Moscou et à Leningrad. Le communiqué commun publié à l'issue de cette visite indique que les conversations avec M. Brejnev et Kossyguine ont eu lieu « dans une atmosphère amicale et de respect mutuel ».

An cours d'une interview télévisée, M. Caramanlis a déclaré : « Nous sommes venus tard, et nous sommes venus à un moment où les conditions sont les plus favorables au développement de nos relations. Cette première visite d'un chef de gouvernement grec avait été préparée l'an dernier par des entretiens entre les ministres des affaires étrangères. Depuis la chute des colonels, les relations économiques, scientifiques et culturelles ont pris un important essor. Il fallait achever l'édifice par des rapports politiques plus étroits ».

Les Grecs sont quelque peu agacés par le fait que la visite de M. Caramanlis à Moscou ait fait naître dans certains pays occidentaux des doutes sur leurs véritables intentions. Ils font alors remarquer que, même s'ils occupent une position un peu à part dans l'alignement atlantique, ils ne sont pas les premiers, mais au contraire les derniers parmi les membres à faire le voyage, et que leurs vœux turent entretenus depuis bien longtemps des relations avec l'U.R.S.S.

Les Soviétiques ont de leur côté, montré leur souci de main-

De notre correspondant

tenir une politique équilibrée entre la Grèce et la Turquie, bien que, sur la question de Chypre, par exemple, leur position apparaisse plus proche de celle d'Ankara. Le communiqué commun indique à ce propos que la question doit être réglée « sur la base du respect de l'indépendance et de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, du non-alignement de la République de Chypre et de la mise en œuvre des résolutions des Nations unies ». Il ne fait cependant aucune allusion à la conférence internationale sous l'égide de l'ONU que les Soviétiques ont proposée à plusieurs reprises.

Sur un autre sujet de litige gréco-turc — le partage de la mer Egée — M. Caramanlis a exposé la position de son pays qui, a-t-il dit en substance, ne se fonde pas seulement sur la géographie, mais sur les conventions, comme celle de Genève de 1958, alors que la Turquie ne respecte pas le droit international. Cette déclaration de principe a été accueillie avec le soutien de ses interlocuteurs soviétiques.

Autre question bilatérale traitée au cours des entretiens : le retour des communistes grecs réfugiés en U.R.S.S. après la guerre civile (1). A la chute des colonels en 1974, ils étaient quinze mille ; dix mille sont déjà rentrés en Grèce. M. Ballia, ministre des affaires étrangères, qui a reçu le président de l'Association des

Grecs en U.R.S.S., a promis que son gouvernement ferait de son mieux pour régler les problèmes en suspens. Il reste encore trente mille réfugiés grecs dans l'ensemble de l'Europe de l'Est.

Le communiqué commun ne fait pas allusion à la coopération balkanique dont M. Caramanlis a pris l'initiative il y a quelques années. Mais les Grecs ont la conviction que les Soviétiques, au début très réticents à l'idée que leur allié bulgare ait participé à la première conférence balkanique, auraient levé leur objection. C'est en tout cas ce que M. Jivkov, chef de l'Etat bulgare, aurait indiqué à M. Caramanlis lors d'une récente rencontre à Corfou.

Sur les grands problèmes internationaux, le communiqué déclare que la Grèce et l'U.R.S.S. ont « exprimé leur satisfaction » pour la signature du traité SALT 2. Elles se sont prononcées pour un élargissement de la détente au domaine militaire et pour la conclusion d'un traité mondial sur le non recours à la force. Elles ont demandé le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés en 1967, le respect des droits nationaux légitimes du peuple arabe de Palestine, et la reconnaissance de tous les Etats de la région à vivre en paix et en sécurité. Les deux pays ont d'autre part relancé plusieurs projets de coopération énergétique et industrielle. L'U.R.S.S. s'est engagée à doubler ses livraisons de pétrole de 12 à 15 millions de tonnes à partir de 1981, et à fournir l'énergie électrique par l'intermédiaire de la Bulgarie (300 millions de kilowatts-heures en 1982 et 1 milliard à partir de 1983). La vente de gaz naturel sera également mise à l'étude.

Enfin, la Grèce et l'U.R.S.S. ont relancé le projet d'une usine d'aluminium dans le sud de la Grèce. La visite de M. Ballia à Moscou en septembre 1978. Les Soviétiques pourraient construire une usine d'une capacité de 800 000 tonnes d'aluminium, utilisant les eaux de la rivière. Dans un premier temps, la production serait exportée vers l'U.R.S.S. à raison de 400 000 tonnes par an, et vers la Bulgarie (pour être 200 000 tonnes par an). M. Ballia a souligné l'importance de la technologie soviétique, agrandissant l'usine en fonction de ses propres besoins.

DANIEL VERNET.

(1) Il ne faut pas confondre ces réfugiés avec les trois cent mille citoyens soviétiques d'origine grecque.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## Merci, Henry !

(Suite de la première page.)

N'avez-vous pas, le 1<sup>er</sup> septembre dernier, en compagnie du général Haig, qui hier encore, commandait les forces de l'OTAN, déclaré dans un colloque organisé à Bruxelles par l'université américaine de Georgetown : « Personne ne conteste que, dans les années 50, et nous le sommes même de nos jours, les Etats-Unis ne soient plus dans une situation stratégique qui leur permette de réduire à des niveaux tolérables une contre-attaque soviétique... Les Européens ne devraient pas, pour leur défense, compter uniquement sur la puissance nucléaire américaine... Si nous donnons aux Européens l'assurance d'une intervention, nous ne pourrions pas la mettre à exécution, car nous risquerions la destruction de la civilisation. » Voilà qui est clair — et, comme toute, simple et constant : on n'est jamais défendu que par soi-même. Nous nous rejoignons donc dans la même analyse et dans la même recommandation, après cinq années. Ma patience et mon espoir ont été récompensés.

Curieusement, au moment où vous abordez de plain-pied ces vérités robustes, une nuée d'articles de commentaires, de propositions ou de balcons d'essai, accaparent l'attention du public sur la question fondamentale de notre défense. Toute personne un peu documentée se sera d'ailleurs aperçue que, circulant par des canaux divers, ces informations avaient une origine commune, américaine. Souvent même, la traduction du texte original était grossièrement fautive. Des hommes aussi compétents dans ce domaine que M. M. Sanginetti et E. H. Chang, leurs raisons, nements de cap en cap, se sont ainsi mis à plaider pour une défense européenne, à base de coopération nucléaire franco-allemande. Devant les réactions suscitées, ils se sont demandés s'ils avaient été « manipulés », puis ont avancé qu'ils avaient joué les provocateurs pour démontrer l'irréalisme d'un tel projet. Démén-

tis, mises au point, déclarations se sont succédées, à l'échelon officiel cette fois. Le ministre des armées, le ministre des affaires étrangères, le premier ministre, le président de la République à deux reprises, (sans parler des autorités allemandes) ont tour à tour nié que de nouvelles orientations aient été prises et que les conceptions de la France pour sa défense nucléaire aient été changées.

Si, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les résolutions étaient infranchissables, il n'y aurait nul besoin, semaine après semaine, d'affirmer qu'elles ne sont pas vacillantes ! Ainsi le sixième sous-marin nucléaire à pu être appelé « le sous-marin parlementaire » pour avoir été accordé par le président de la République, qui n'en voulait pas, à un groupe de sa majorité consentant en échange au vote du budget !

Mais peu importe si, d'une manière ou d'une autre, nous finissons par distinguer l'essentiel : 1) A tout instant, la politique américaine a lutté et souvent en conjonction avec les Russes, comme dans la campagne contre nos essais nucléaires, contre la création et le développement de la force nucléaire française. Le détournement par l'Allemagne, à supposer qu'il soit possible, est la manœuvre d'esprits trop inventifs. Jamais l'effort fait par la France pour assurer sa défense nucléaire n'a été sincèrement accepté par les Américains. Toute offre de leur part de coopération technique ou stratégique venait avec elle une intention de prise de contrôle.

2) Le parapluie nucléaire américain assure la sécurité américaine, ce qui va de soi, et, de façon de plus en plus conditionnelle et vague, celle des pays de l'alliance atlantique. A ceux-ci, la négociation nucléaire entre les Russes et les Américains échappe totalement, et ils n'en sont informés que de loin et a posteriori.

L'alliance atlantique, 1949, qui traduisait et la protection assurée en échange, est devenue une réalité à demi vide : la protection n'existe plus, mais la menace demeure. C'est pourquoi il faudra que, tôt ou tard, la France se prépare à sortir d'une organisation aussi périlleuse et inquiétante.

3) Le seul élément de liberté dont dispose aujourd'hui l'Europe, c'est la liberté, l'indépendance de la France en matière nucléaire. N'en est point d'autre. Allons-nous renoncer même à cela ? Participer, serait-ce de loin, à la négociation SALT-2, par laquelle Russes et Américains visent à réduire, dans la zone médiane de l'Europe, les armements — conventionnels ou nucléaires — qui s'y trouvent sans cesse, la protection de leur propre territoire, aboutirait à faire dépendre la défense de la France de la cointimidation et du contrôle du condominium russo-américain. De la même façon, accepter d'installer des armes atomiques françaises en Allemagne, accepterait de tenir un réseau, à la frontière technologique ou ailleurs, dans les plans dressés par l'OTAN, procédant de la même légèreté. Nous n'avons aucune vocation à devenir les fantassins, même atomiques, de l'Amérique en Europe. Seule une force de dissuasion, indépendante des Russes et des Américains, peut éviter qu'ils ne choisissent l'Europe pour y régler leurs conflits savamment gradués.

4) L'effort atomique de la France n'est pas coûteux : 14 % de l'ensemble des crédits de la défense en 1980. Ce qui est, c'est, comme l'explique extrêmement bien le général André Martin, d'avoir voulu faire « de tout un peu », de n'avoir pas choisi vraiment la dissuasion nucléaire, d'avoir perpétré à bien des égards l'armée de « grand-père », pléthorique en cadres et en effectifs, et inadaptée à une défense moderne, reposant encore sur un système de « service militaire » d'une conception archaïque, et dont l'ineffectivité est

LE 30<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA R.D.A.

### M. Brejnev affirme à Berlin-Est que le courage politique consiste à rechercher la paix

De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — C'est en Hongrie, la moins rigide des démocraties populaires, que M. Brejnev était allé, du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin, peu avant de se rendre à Vienne signer avec le président Carter les accords SALT 2. A l'heure où Moscou commence à douter de leur ratification, quelques jours après avoir accusé l'OTAN de « jouer avec le feu », en Europe, c'est à Berlin-Est que se trouve aujourd'hui le numéro un du bloc communiste, dans cette ville symbole de la confrontation Est-Ouest, où il est arrivé jeudi 4 octobre à l'occasion du trentième anniversaire de la R.D.A. pour une « visite officielle d'amitié » de quatre jours.

Faut-il ne voir là qu'un hasard du calendrier ? On le saura sans doute mieux après le discours que prononcera le chef de l'Etat soviétique samedi au palais de la République, aux côtés de M. Honecker. Mais l'imposant défilé militaire qui aura lieu dimanche matin et le rassemblement à Berlin de délégations de la majeure partie des Etats des forces alliées ou amies de Moscou confèrent déjà aux festivités de cet anniversaire le caractère d'une démonstration de force et d'unité du camp socialiste.

Outre les dirigeants des pays d'Europe de l'Est qui seront tous présents, à l'exception de M. Cseusen, la capitale est-allemande recevra en effet des représentants de très haut ni-

veau, du Vietnam (le général Giap) ; du Laos et du gouvernement de Phnom-Penh ; de l'O.L.P. (M. Arafat), et de plusieurs mouvements de libération africains ; de Cuba, de Yougoslavie, de Corée du Nord, d'Afghanistan, d'Ethiopie, du Mozambique et de nombreux autres pays du continent noir dans lesquels s'est développée l'influence est-allemande.

En attendant ces deux journées qui seront certainement éponymiques pour lui, M. Brejnev a eu l'occasion de montrer que son état de santé ne l'empêchait nullement de remplir ses obligations. Malgré la faiblesse que trahissent sa démarche mécanique, ses traits fixes et son dicton incertain, bravant le vent froid, c'est debout dans une voiture découverte, saluant la foule et ses innombrables portraits de petits postes espacés, qu'il a remonté les rues de Berlin jusqu'à sa résidence du château de Niederschönhausen.

L'après-midi, M. Brejnev a participé, à la tête de la délégation de son pays, à un premier entretien soviéto-est-allemand dont il s'est dégagé une « totale identité de vues sur toutes les questions abordées », notamment les plans de l'OTAN « visant à ouvrir en Europe une nouvelle étape de la course aux arme-

ments » (qui ont été « sévèrement condamnés »), la solidarité avec les peuples du Sud-Est asiatique en lutte contre « l'agression » et « l'impérialisme » et la nécessité de poursuivre la recherche des « moyens les plus efficaces pour exploiter plus complètement les avantages de l'économie socialiste ».

Cet entretien devait être suivi ce vendredi matin de la signature officielle d'un accord de coopération et de spécialisation industrielle pour la période 1980-1990.

En fin de journée, M. Brejnev a reçu des mains de M. Honecker deux distinctions qui lui avaient déjà été décernées par le passé : l'Ordre de Karl Marx et le titre de « Héros de la R.D.A. ». « Il serait souhaitable, a-t-il déclaré à cette occasion, que tous ceux qui sont responsables de la résolution des choses sur la scène internationale soient conscients que le courage politique ne consiste pas à capoter à la riposte et au conflit, mais à conduire la politique de paix et de bon voisinage sans fluctuations ni répit ».

BERNARD GUETTA.

(1) M. Brejnev est notamment accompagné de M. Gromyko, ministre des affaires étrangères ; Tchernenko, membre du bureau politique ; I. Klonov, premier vice-président du conseil des ministres ; et Bonchakov, secrétaire du comité central.

Tchécoslovaquie

### Arrestation du sociologue Rudolf Battik

Prague (A.F.P.). — M. Rudolf Battik, membre du Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies (VONS), a été arrêté lundi 1<sup>er</sup> octobre, à Prague, et pourrait être incriminé de « menées subversives », apprenait-on jeudi soir dans les milieux proches de la Charte 77. Ce sociologue de formation, et ancien membre du Conseil national tchécoslovaque, a été arrêté le 29 mai dernier avec les autres membres du VONS, mais relâché quarante-huit heures plus tard, avec cinq de ses collègues. Il a été arrêté à la suite de son travail : la police prétend avoir découvert sur lui un document critiquant l'Etat. En revanche, la perquisition à son domicile n'aurait révélé rien de compromettant, ajoute-t-on de même source.

Inquiété dès 1969 pour avoir réclamé publiquement une libéralisation du régime, il avait été condamné à trois ans et demi de prison pour avoir appelé à des « actions patriotiques » qu'il considérait comme « subversives ».

D'autre part, le VONS a annoncé que M. Josef Adamec, Jan Krumpholtz, Josef Vitek, et les frères Frantisek Lima et Rudolf Smahel avaient été incriminés de « menées subversives » et maintenus en détention, à la suite des opérations

de police déclenchées le 10 septembre dernier contre certains milieux catholiques. Cet état, un chambardement de vingt-sept ans, M. Jaroslav Turek, a été gardé pendant un mois dans une asile psychiatrique pour avoir fait venir de Pologne des livres à caractère religieux.

Enfin, le VONS a fait savoir que l'écrivain Jaroslav Savrda, arrêté en septembre 1978, a été condamné par un tribunal tchécoslovaque (décret) à deux ans de prison pour « diffusion d'imprimés hostiles à l'Etat ».

## A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● UN APPEL POUR L'AFGHANISTAN. — Une vingtaine de Français « ayant consacré une part importante de leurs activités » à l'Afghanistan, expriment dans un texte qu'ils nous ont adressé, « leur profonde inquiétude et leur déception devant les événements qui ensanglantent ce pays depuis plus d'un an et demi ». Ils déclarent, ajoutent-ils, ne nier la nécessité urgente qu'il y avait d'intervenir, en Afghanistan, d'importantes réformes. Pour contre nous considérons la brutalité avec laquelle ces réformes sont appliquées. En outre, nous déplorons la suppression dans la vie politique de tout expression critique. Enfin, nous dénonçons la féroce répression dont est victime toute opposition aux dirigeants actuels ».

★ Les Amis de l'Afghanistan, c/o Librairie l'Asiatique, 8, rue Christine, Paris-6.

Chili

● VINGT-DEUX OUVRIERS DU LIVRE ont entamé, le jeudi 4 octobre à Concepción, une grève, la première qui soit légale depuis la chute du président Allende il y a six ans. En vertu de la nouvelle législation, entrée en vigueur en juillet dernier, les grèves sont autorisées pendant quinze jours après écheance des négociations. Le nouveau code du travail stipule également que les ouvriers syndiqués concernés votent la grève à la majorité. Après soixante jours, les grévistes doivent reprendre le travail, ou perdre leur emploi. Les travailleurs de trente-six entreprises ne peuvent toutefois se mettre en grève. Cette interdiction touche les services publics tels que l'eau et l'électricité, les hôpitaux, les transports maritimes et terrestres, ainsi que la mine de cuivre de Chuquibambilla. — (Reuters).

El Salvador

● LE NOUVEAU GROUPE ARMES DU BLOC POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE (B.P.R.) occupe depuis le jeudi 4 octobre la cathédrale de San-Salvador et appelle la population à se soulever contre le gouvernement. La cathédrale avait été évacuée, jeudi matin, après les obus des quatre syndicats paysans

dont les corps avaient été retrouvés aux abords d'une garnison militaire proche de San-Salvador. — (A.F.P.)

Italie

● Mme THATCHER, premier ministre britannique, qui a une brève visite de travail en Italie, s'est entretenue avec son collègue italien, M. Cossiga, des problèmes agricoles et de la Communauté européenne.

Pakistan

● LE GOUVERNEMENT PAKISTANAIS a interdit aux candidats du parti populaire pakistanais (P.P.P.) de l'ancien premier ministre, Mr Ali Bhutto de participer aux élections générales du 17 novembre prochain. Ces candidats, dont la fille du premier ministre, Benazir Bhutto, avaient refusé de déposer une demande d'enregistrement auprès de la commission électorale conformément à une nouvelle loi électorale dont cette formation conteste les dispositions. « L'alliance nationale pakistanaise ayant également refusé de se faire enregistrer, ce sont les deux principaux partis politiques pakistanais qui seraient de ce fait exclus de la prochaine consultation. — (A.F.P., A.P.)

Tunisie

● DES ELECTIONS LEGISLATIVES auront lieu le 4 novembre pour la désignation de vingt et un députés au lieu de cent douze précédemment. Pour la première fois, les électeurs tunisiens auront, par le jeu d'une réforme du code électoral (le Monde du 2 août), la possibilité de choisir leurs députés au sein d'une liste contenant un nombre de candidats égal au double des sièges à pourvoir. — (A.F.P.)

● ERRATUM. — Une coquille typographique nous a fait écrire, dans l'article consacré à la réunion de la grande commission franco-soviétique (le Monde du 4 octobre, page 4) : « Alors que les Soviétiques ont ralenti leurs commandes aux pays occidentaux, par suite de leurs difficultés économiques (...), les Français n'ont pas été favorisés par rapport à leurs concurrents ». Il fallait lire : « défavorisés ».

L'autre

50F

STUME

RTIR DE

55F

actuellement

jusqu'au 31 décembre

une occasion

unique

en cadeau

LA ROUSSE



# « L'autre Allemagne », trente ans après II. — Contre-modèle à l'«impérialisme de Bonn» ?

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Dans son premier article (« le Monde » du 3 octobre), Manuel Lucbert a montré les résultats obtenus en trente ans d'existence par la République démocratique allemande et les obstacles — économiques et politiques — qui empêchent un épanouissement véritable de la société du socialisme « à ciel ouvert » de M. Honecker.

Berlin-Est. — Pour un citoyen de la République fédérale, les fêtes du trentième anniversaire de la fondation de cet État doivent avoir quelque chose de la fois de naïf et d'outrancier, et en tout cas d'habituel. Lorsqu'en mai 1949, l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est ont adopté la Loi fondamentale à Bonn (l'équivalent, en Allemagne de l'Ouest, de notre Constitution), il n'est venu à l'idée de personne de rassembler autour de M. Schmidt les chefs du monde occidental et encore moins d'organiser, sur les bords du Rhin, une parade militaire.

pas ressentie par ses habitants comme un exploit ou une conquête qu'il s'agit de défendre quotidiennement contre toutes sortes d'ennemis, les uns déclarés, les autres aussi obscurs que mal intentionnés. En l'occurrence, le sentiment populaire rejoint la théorie (la fiction, diront certains) juridique : l'État ouest-allemand est le continuateur, l'héritier du Reich dans ses frontières du 31 décembre 1937, c'est-à-dire avant l'annexion territoriale de l'Est. En un mot, il perpétue et incarne l'idée de l'Allemagne.

Aussi appréhensive que soit historiquement cette conception et aussi confus que soit parfois ce sentiment, il n'en présente pas moins l'avantage d'offrir à l'Est de l'Allemagne une identité, voire d'un consensus, à la société ouest-allemande. Un sondage réalisé le mois dernier pour la deuxième chaîne de la télévision en R.F.A. indique que pour 57 % des personnes interrogées, « l'Allemagne, c'est la République fédérale », pour 27 % seulement, c'est la R.F.A. plus la R.D.A. et pour 14 %, le territoire de l'ancien Reich (5 % d'indécis).

## Une fascination

Il en va tout autrement en R.D.A. Une autre enquête réalisée en 1970-1971, cette fois par l'institut de sondage d'opinion auprès du comité central du S.D. (P.C. est-allemand), avait donné le résultat suivant : 75 % des jeunes interrogés dans les tranches d'âge allant de seize ans à vingt-cinq ans se considéraient d'abord comme des Allemands et ensuite seulement comme des citoyens de la R.D.A. (1). Les mentalités ont-elles beaucoup évolué depuis ? La République fédérale continue d'exercer une grande fascination sur de larges secteurs de la population de l'Est. Surtout sur les jeunes, séduits par la plus grande liberté de la vie sociale (musique, voyages, possibilités d'expression) et un niveau

de vie nettement supérieur (salaires moyens deux à trois fois élevés), même si certains châtiments paraissent parfois artificiels.

L'opinion publique n'a plus connaissance aujourd'hui de la fuite des citoyens de l'Est vers l'Ouest que lorsque celui-ci revêt un caractère particulièrement spectaculaire, comme ce fut le cas dernièrement de ces deux familles qui ont franchi la frontière nord d'une montagne de fortune. En fait, le nombre de passages illégaux vers la R.F.A. s'est élevé, l'an dernier, à 1885 et en 1977 à 1816. Cette constance d'une année sur l'autre est un peu trompeuse : le mur de Berlin et la ligne de démarcation entre les deux États étant devenus de plus en plus hermétiques, et le contrôle sur les autorités de transit ayant fait des progrès, le nombre des fuites par ces voies-là a diminué de près de moitié de 1977 à 1978. En revanche, un nombre plus grand de citoyens de la R.D.A. ont choisi de passer en R.F.A. à travers un pays tiers, généralement socialiste (Hongrie, Bulgarie). A cette émigration illégale s'en ajoute une autre parfaitement légale et dont profitent chaque année depuis 1974 de 8 000 à 10 000 personnes.

L'intégration des habitants de la R.D.A. en République fédérale est facilitée par le fait qu'ils obtiennent automatiquement et sans délai la citoyenneté ouest-allemande. Il s'agit là d'une conséquence pratique de la conception juridique consistant à considérer comme non définitive, jusqu'à la signature d'un traité de paix, la division de l'Allemagne. C'est sur cette base que se fonde pendant longtemps, jusqu'au début de l'Occupation de Bonn, la fameuse « doctrine Hallstein » affirmant la prétention de la République fédérale à parler au nom de toute l'Allemagne.

De cette période de non-reconnaissance par la communauté internationale et de la comparaison des potentiels économiques, la R.D.A. conserve vis-à-vis de la R.F.A. le complexe de David par rapport à Goliath. Ayant abandonné depuis une dizaine d'années tout projet d'une communauté pan-allemande, les dirigeants de l'Etat communiste s'efforcent au contraire d'accuser toujours plus les différences avec le voisin de l'Ouest. Leur « politique allemande » peut se résumer en trois points : d'abord profiter, surtout financièrement, dans la phase actuelle, de la détente, tout en combattant énergiquement les risques de déstabilisation intérieure qu'elle pourrait entraîner ; ensuite, nourrir délibérément le tableau de la situation en République fédérale en menant une campagne idéologique incessante et sans merci ; enfin, favoriser le sentiment « national » des citoyens de la R.D.A. en le fondant sur une double tradition : celle du mouvement ouvrier allemand, riche en figures illustres, à commencer par celles de Marx et d'Engels, et celle de la pensée humaniste et « progressiste » de Thomas Muentzer à Albert Einstein en passant par Lessing et Goethe.

## Des figures du passé

Il n'empêche que, dans ce passé prussien, les dirigeants est-allemands ont cherché des figures intégrables par l'idéologie, et ils les ont trouvées. Qu'ils aient jeté leur dévolu sur le réformateur militaire que fut le général Scharnhorst (1759-1813), dont l'histoire a notamment retenu qu'il avait favorisé l'accès de l'épandage aux roturiers et supprimé les châtements corporels, passe encore. Il est déjà plus étonnant d'apprendre que le chef de l'organisation du parti à Berlin-Est a déposé, le 29 septembre dernier, une couronne de fleurs au pied du monument du très conservateur comte Yorck von Wartenburg (1759-1830). Mais c'est sans doute parce qu'après avoir combattu avec Napoléon, il passa de son propre fait

Cette recherche de racines historiques destinée à renouveler le sentiment d'identification au passé de l'Allemagne sur des bases idéologiques marxistes réserve parfois des surprises. De par sa situation géographique, la R.D.A. ne peut ignorer complètement le phénomène politique que fut la Prusse. On a un peu trop tendance, en France, à assimiler l'Allemagne communiste à une « Prusse rouge ». En réalité, pour diverses raisons, la comparaison n'est pas en tous points soutenable. D'abord, parce que, en théorie du moins, les dirigeants de la R.D.A. ne peuvent endosser la militarisation poussée de la société est-allemande et l'influence croissante des « experts » de l'armée populaire nationale dans certains pays du tiers-monde prouvent que certaines traditions ont la vie dure.

Mais aussi parce que, contrairement à une idée fort répandue, la Prusse, dans son époque « classique », au dix-huitième siècle, fut une construction étatique exemplaire, caractérisée par l'indépendance de sa justice, sa tolérance religieuse, son administration incorruptible et son système d'éducation avancé (2).

aux côtés des Russes et retourna ses armes contre l'allié de la veille, que ce hobereau prussien est aujourd'hui considéré en R.D.A. comme un précurseur de l'« armée populaire » (3).

Trouver des modèles dans le passé n'est donc pas toujours tâche facile. Mais ce n'est guère plus aisé dans le présent. En aucun cas, certes, telle est la seule certitude, ne peuvent se trouver en République fédérale. A lire la presse de Berlin-Est, l'Allemagne occidentale est l'incarnation du mal absolu. En toute occasion, l'influence pernicieuse de l'« impérialisme » de Bonn est dénoncée : collusion avec la SAVAK de l'ancien chah d'Iran, présence de mercenaires ouest-allemands aux côtés de Somoza, commerce fructueux

avec l'Afrique du Sud, tout est bon pour faire de la population fédérale le suppôt de la pire réaction.

La pratique des Berufsverbote (interdictions professionnelles) est évidemment une cible de choix. Ne lésinant pas sur les moyens, les organes d'information est-allemands les comparant aux discriminations raciales ou familiales mises en vigueur par les nazis. Ils oublient opportunément qu'en R.D.A. nombre de fonctions sont exclusivement réservées aux mem-

bres du P.C., lesquels se distinguent du reste de la population par la port à la boutonnière du veston d'un insigne connu de tous. Le tableau excessivement noir dressé quotidiennement de la société ouest-allemande est d'autant plus surprenant que celle-ci est dirigée depuis dix ans par un gouvernement d'union à par les sociaux-démocrates avec lesquels le mouvement communiste, comme ce fut le cas à la conférence de Berlin en 1976, appelle régulièrement à s'allier.

## La peur de la contagion

Mais il y a loin des résolutions de congrès à la réalité. Aujourd'hui comme hier, le mot de Walter Ulbricht, l'un des pères fondateurs de la R.D.A., faisant des sociaux-démocrates les plus dangereux adversaires des communistes, reste valable pour les dirigeants est-allemands. La contagion du socialisme démocratique est l'un de ces dangers de la détente qu'il convient de combattre, nous disait un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères à Berlin-Est en pensant aux prochaines élections au Bundestag.

« Nous préférons nous battre avec ceux qui nous ont combattus depuis le début. Mais il ne faut pas se faire d'illusions : le monde continuera à tourner avec ses chanceliers Strauss. Strauss est un réactionnaire, ce n'est pas un fasciste. »

Autre menace à écarter, celle que représente l'activité des journalistes ouest-allemands en particulier des correspondants de la télévision. Les programmes des deux chaînes de la République fédérale pouvant être captés sur la majeure partie du territoire de la R.D.A. On imagine le crainte dans laquelle vivent les responsables de l'Est devant les effets de telle ou telle émission ou déclaration. Au printemps dernier, on eut même le sentiment que cette question était devenue le problème numéro un de politique intérieure à Berlin-Est. Inquiètes de la facilité de parole qu'avaient ainsi certains écrivains critiques ou d'autres contestataires, les autorités durèrent brus-

quement les conditions de travail des journalistes étrangers. Toute interview en R.D.A. est désormais soumise à autorisation préalable.

Le renforcement, en juin, du caractère répressif du code pénal est inspiré des mêmes préoccupations. Ainsi, trente ans après sa naissance, la R.D.A. n'a pas réussi à élaborer un contre-modèle séduisant à opposer à la République fédérale, ni à se débarrasser à l'égard de celle-ci d'une attitude défensive. Nos dirigeants, disait récemment l'écrivain Stefan Heym, nous expliquent toujours que nous sommes à la frontière de deux mondes et que nous devons être pour cette raison particulièrement vigilants. Mais, ajoutait-il, ce qui est valable pour nous l'est aussi pour ceux d'en face. Pourquoi donc devons-nous être les seuls à avoir peur ?

## Prochain article : UNE PLUS LARGE ASSISE INTERNATIONALE

(1) Der Spiegel, 1<sup>er</sup> octobre.  
(2) Sebastian Haffner, *Preussen ohne Legende*.  
(3) Le hasard a voulu qu'un Yorck von Wartenburg soit impliqué dans le putsch du 20 juillet 1944 contre Hitler. Staupendat libéra de cette figure dans sa nouvelle *Der Leutnant Yorck von Wartenburg*, l'écrivain Stefan Heym fait rejoindre à son héros les lignes russes. C'est un récit écrit en guise de justification et non pas sur l'historique allemand.

**SPECIAL  
PRET-A-PORTER  
COSTUME  
A PARTIR DE  
595 F.**

**HERBAUT DENNEULIN**  
128 RUE LA FAYETTE  
75010 PARIS

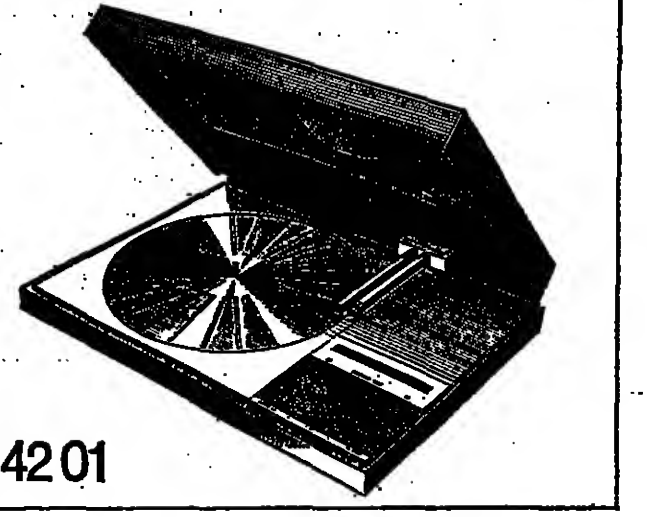
**haute fidélité Bang & Olufsen**

**écouter pour mieux choisir**

Choisir la haute fidélité B & O, c'est affirmer sa différence. Pour vous en convaincre, faites cette expérience : venez au Club B & O. Dans ce lieu, destiné exclusivement à la présentation et à la démonstration du matériel, sans souci de vendre, vous rencontrerez Claude Fichot ou Serge Mabile. Vous vous installerez dans l'auditorium, et... vous écouterez.

Exposition permanente, Centre d'Information B & O  
(du mardi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h).

**162 bis, rue Ordener, 75018 Paris-255 42 01**



**actuellement  
jusqu'au 31 décembre 1979**

**une occasion  
unique!**

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE  
20 vol. reliés (23 x 30 cm), plus de 13 000 pages en couleurs,  
environ 15 000 illustrations ; + un volume d'index.  
Une source inépuisable de formation et d'information, un  
outil de connaissance et de compréhension sur tout ce qui  
touche à notre existence.

**et en cadeau exceptionnel :**

**LAROUSSE**  
chez votre libraire

LAROUSSE DE LA LANGUE FRANÇAISE  
2 vol. (même format, même reliure), plus de 76 000 mots.  
Le grand dictionnaire parfaitement complémentaire de La  
Grande Encyclopédie, parce qu'il éclaire sur tout le vocabulaire,  
ses nuances et la façon de s'en servir.

**L'Elegance...**

*Les Nouvelles Boutiques Balenciaga.*

*Boutiques: 10 avenue George V, 75008 Paris*

**BALENCIAGA**



[illegible]

d'ailleurs, précise le député communiste, ce qui motive notre opposition aux attributions dérogatoires de certaines organisations intercommunales. »

M. VOILQUIN (U.D.F., Vosges) se déclare opposé à la possibilité d'octroyer aux communes la faculté d'exonérer de la taxe professionnelle une entreprise nouvelle s'installant sur leur territoire.

« Si nous en sommes arrivés là », déclare M. ROLLAND (R.P.R., Allier), c'est parce que les techniciens de la mutualisation armée de leurs sapeurs dont ils ne contrôlent pas suffisamment les funestes effets, n'ont pas pris les précautions les plus élémentaires pour que l'application de la présente loi n'offre pas l'exemple le plus patent d'injustice. »

Il faut veiller à réduire les inégalités entre communes riches et communes pauvres, entre les communes de l'Est et de l'Ouest, F.E.I. (U.D.F., Côtes-du-Nord), « mais réduction des inégalités ne veut pas dire uniformisation ». Posant le problème de la compétence et de la formation d'un conseil communautaire, il déclare : « se gêner comme une entreprise », ce qui implique « une compétence et un savoir-faire ».

M. SERGHEERART (non-inscr., Nord) souligne que les spécialistes avaient même annoncé toutes les conséquences des mesures qu'il proposait.

M. GANTIER (U.D.F., Paris) Pour M. REVEST (U.D.F., Seine-Maritime), il conviendrait d'élargir dès maintenant, et sinon le plus tôt possible, au moins la modération d'une taxe qui atteint des taux transportables ». Il propose de reverser aux communes « où logent les travailleurs la part représentée par les salaires dans le calcul de la taxe professionnelle ».

M. SUDEBAUD (app. U.D.F., Lot-et-Cher) indique qu'il ne comprend pas pourquoi « on les ont atteints 150 milliards de francs en 1978, soit le tiers du budget de l'Etat, il résume une partie de ces motifs à savoir le libre développement des collectivités locales, projet actuellement en discussion devant le Sénat, et l'encadrement de leurs finances, par ailleurs, indique-t-il, « la situation des communes est de plus en plus pour les collectivités locales que pour les entreprises ou les particuliers, une entrave à une légitime liberté ».

**M. DUBEDOUT (P.S.) : des spectateurs muets et ne comprenant rien**

Répondant aux orateurs, M. PAPON, ministre du budget, déclare que la réforme a pour but d'apaiser les tensions de la fiscalité moderne » et affirme, d'autre part, qu'il n'y aura « aucun transfert de charges qui ne soit accompagné d'un transfert de ressources ». Le ministre du budget indique que les dépenses de l'Etat aux collectivités locales augmenteront de 18 % en 1980, ce qui permettra peut-être aux communes d'alléger la pression actuelle de la présente loi de l'évolution des dépenses des communes, il déclare : « Je préfère l'autonomie des communes, qui manifeste leur libre détermination, de la dette, que nous nous voyons toutes les années manifester ensuite son opposition à une péréquation départementale des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de parler d'urgence de cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est probable que la commission mette fin au débat rapidement possible à ses travaux. Le ministre

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des richesses ». « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des disparités. »

Après avoir émis une motion de renvoi en commission, M. DUBEDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des projets » et qu'il n'est pas utile de

directe de la valeur ajoutée». Cet article comprend les dispositions suivantes : « Dans le cas d'une entreprise à établissements multiples soumise à un régime d'imposition d'après le bénéfice global, les dispositions ci-dessous comprennent : 1) les frais de personnel afférant à cet établissement ; 2) le prix de revient des immobilisations qui y sont situées ; ainsi que les autres moyens d'investissement pratiqués par l'entreprise. Le solde de la valeur ajoutée de l'entreprise est réparti entre les établissements au prorata des deux éléments ci-dessus mentionnés. L'entreprise à établissements multiples soumise à un régime forfaitaire d'imposition, les bases d'imposition du redécoupe sont réparties entre les établissements au prorata du chiffre d'affaires réalisés dans chacune d'elles ». Mis aux voix, l'article additionnel du gouvernement est adopté.

M. DUBEDOUT observe : « Il serait curieux de demander à ceux qui tentent de voter sur quoi on vote ».

LAURENT ZECCHINI.

Repondant aux orateurs, M. PAPON, ministre du budget, déclare que la réforme a pour but de faire passer le budget de « fiscal moderne » et affirme, d'autre part, qu'il n'y aura « aucun transfert de charges qui ne soit accompagné d'un transfert de ressources ». Abordant le problème budgétaire, le ministre du budget déclare que le « nouveau budget l'Etat aux collectivités locales » augmenterait de 16 % en 1980, ce qui permettra peut-être aux communes d'alléger la pression fiscale ». Abordant le problème de l'évolution des dépenses des communes, il déclare : « Je préfère l'autonomie des communes, qui manifeste leur libre détermination, de la tutelle, que nous leur imposons ». Le ministre manifeste ensuite son opposition à une péréquation départementale

des ressources exceptionnelles car, dit-il, « c'est un cadre trop étroit pour procéder à une redistribution des ressources ». Il ajoute : « Je suis encore plus opposé à l'idée de départementalisation du solde de péréquation, car ce serait le plus sûr moyen d'instituer des dissensions ».

Attendait une motion de renvoi en commission, M. DUBESDOUT (P.S.) estime que « nombre de députés n'ont aucune chance de saisir la discussion des articles du projet » qu'il s'agit « au contraire d'enlever dans cette discussion comme des spectateurs muets ne comprenant rien ».

M. Aurillac affirme qu'il est satisfait que le ministre mette fin au plus rapidement possible à ses travaux. Le ministre

## La commission des finances repousse le barème de l'impôt sur le revenu

La commission des finances de l'Assemblée nationale a repoussé jeudi 4 octobre, l'article 2 (base de l'impôt sur le revenu) du projet de loi de finances pour 1980, quelle avait précédemment adopté le 24 septembre 1979. M. MM. Robert-André Vivien (R.P.R.), président de la commission, et Fernand Icart (O.F.), rapporteur général, ont présenté les amendements à l'article 2, négocié avec le gouvernement et qui tendait à relever de 10 % les deux premières tranches du revenu des ménages et à relever, à partir de 2.000 francs, de 2.300 francs la réduction dont bénéficient les salariés disposant d'une seule part de quotient familial (la réduction est de 10 % pour SMIC, et à compenser les pertes de recettes, qui auraient été ainsi entraînées, par une majoration de la taxe sur les véhicules des particuliers. Cet amendement a été rejeté par la commission.

Les commissaires ont adopté, en revanche, un amendement de M. Gilbert Gaudier (U.R.) tendant à permettre le rattachement des enfants mariés au foyer fiscal des parents, cela pour les couples mariés avant 1975, qui ne bénéficient pour moitié de la réduction d'impôt actuellement prévue. La commission a adopté à l'unanimité l'article 3 du projet de loi visant à passer à 2.400 francs, la réduction consentie aux contribuables qui perçoivent l'équivalent du SMIC, la réduction de 10 % pour une augmentation du droit de garantie applicable aux métaux précieux (l'article 4) et l'article 5 tendant à suspendre, du 1<sup>er</sup> janvier 1980 au 31 décembre 1981, la déduction des intérêts d'emprunts sur opérations immobilières.

lorsque le montant des transactions est immédiatement réinvesti dans des constructions neuves à caractère industriel ou d'habitation, a aussi été adopté. L'article 2 ayant été supprimé, les amendements devront être réexaminés ultérieurement.

La commission a d'autre part adopté un amendement de M. Maretre (R.P.R.) tendant à obliger le gouvernement à soumettre chaque année au vote du Parlement un projet de loi de finances, selon des conditions qui devront être présentées au Parlement dès le début de la prochaine session.

La commission avait adopté auparavant à l'article 1<sup>er</sup> du projet, l'amendement de M. Robert-André Vivien et des autres commissaires R.P.R., tendant à exonérer les motocyclistes de moins de 18 ans de la taxe sur la circulation de la nouvelle taxe sur les véhicules à moteur.

**♦ Dix députés non inscrits** viennent de constituer l'Assemblée nationale un groupe de réflexion et de proposition intitulé "Femme et Enfant". Ce groupe est présidé par M. Maurice Barthelemy (Haut-Rhin) et M. Jeanne d'Harcourt (Haut-de-Seine). Le groupe est composé de MM. André Audinot (Somme), Jean Baridon (Rhône), Jean-Louis Beaumont (Val-de-Marne), Jean-Louis Branger (Charente-Maritime), Michel Delprat (Yonne), Jean Desbats (Lot-et-Garonne), Philippe Malaud (Saône-et-Loire), Roger Pijot (Nouvelle-Calédonie) et Maurice Sergheraert (Nord). Dix personnalités non parlementaires participent à leurs travaux.

tour déclassés irrecevables ou sont repoussés. Ils tendaient à instituer un établissement public national, résolvant ainsi le problème des droits du personnel communal. Cet organisme se serait substitué au ministère de l'intérieur pour la définition des règles fixant les droits et devoirs de ce personnel qui comprend environ 200 000 titulaires, 300 000 stagiaires, et 38 000 agents assimilés.

Sur proposition du rapporteur, le Sénat décide de donner aux agents titulaires la qualité de fonctionnaire communal.

Il est ensuite procédé à la discussion des amendements déposés au cours de la séance, retirés ou sous-amendés, et dont l'objet essentiel, selon la définition du rapporteur M. de l'Angoulême, est « d'aligner autant que possible le statut du personnel communal sur celui de la fonction publique ».

Les fonctionnaires communaux étant répartis comme les fonctionnaires d'Etat entre les catégories A et B, le Sénat décide que ces quatre catégories sont « groupées en cadres d'emplois assurés le déroulement intercommunal des carrières » et que « les rémunérations allouées par

# estime le premier ministre

M. Raymond Barre a reçu à déjeuner jeudi 4 octobre le président du Sénat, M. Alain Poher. Les présidents des commissions permanentes et le rapporteur général de la commission sénatoriale des finances, M. Maurice Bin, sénateur des Ardennes (Union centriste). Ce dernier, en sortant de l'hôtel Matignon, a déclaré que « le premier ministre estime que le calendrier de la session parlementaire est « trop rigoureusement engorgé ».

Les tentes jugées prioritaires sont le budget, le projet sur la fiscalité territoriale, celui sur l'aménagement des responsabilités des collectivités locales, sur les conditions de séjour des « migrants », le projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse et, enfin, les projets sur la sécurité sociale. Selon M. Bin, les sénateurs estiment qu'il leur sera difficile de voter au cours de cette session d'automne, notamment ceux concernant l'entreprise et la participation.

Les sénateurs se sont, en revanche, prononcés contre l'institutionnalisation des « cabinets » de maire dans les grandes villes. Ce reconceptualisme de fait était demandé par M.M. SERUSCLAT (P.S.) et EBERHARD (P.C.). Elle a été rejetée par 12 voix contre 10. M.M. BECAM, et par M.M. DAILLY (gauche dém. Seine-et-Marne) et JEAN-MARIE GERAULT (Gauche, Calvados), au nom de l'apolitisme qui caractérise la gestion municipale.

Au début de la séance de l'après-midi, le Sénat avait approuvé la convention internationale de télécommunications maritimes par satellites Immarstat. Quinze pays dont les Etats-Unis ont déjà ratifié cette convention.

Le deuxième ordre du jour de l'organisation instituée par l'accord du 3 septembre 1978 se situe dans un deuxième mouvement de départ. Ils soulignent M. HERNARD REYMOND, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui s'est vu verser 180 millions de dollars pour les dix premières années, la part de la France étant de « quelque 28 mil-

**ODOUL**  
*Garde-meubles*  
208 10-30  
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX<sup>e</sup>

LA REC... ANISA

certains changements dans

Le grand ski de  
6.000 F une

LIBERTY-LE

à votre  
sur les  
du studio  
l'investissement  
vous pouvez  
étendez l'apport  
6.000 F une

HERBES

pour une documentation

Herbes Vacances 105 bd



# LA RÉORGANISATION DU R.P.R.

## Un certain changement dans une certaine continuité

Redonner à la France le rang auquel elle peut prétendre par sa vocation et son histoire : tel est l'objectif que se fixe désormais M. Chirac et qu'il a énoncé à l'occasion de la publication, jeudi 4 octobre, de la nouvelle direction du R.P.R. (le Monde du 5 octobre). Le secrétaire général du mouvement gaulliste, M. Bernard Pons, a été plus explicite en précisant qu'avec ces nominations il ne fallait pas croire qu'une « nouvelle ère » s'ouvrait pour le R.P.R., bien qu'il ait admis que « le simple fait de changer les hommes entraîne un changement de comportement ».

Enfin M. Claude Labbé, conseiller politique, a estimé que, « s'il n'y avait pas une nouvelle ère, il y avait un nouveau départ ».

Les gaullistes tentent ainsi de réaliser un certain changement dans une certaine continuité. La détermination de la situation économique et sociale, les difficultés que rencontre la construction européenne, justifient, selon eux, les sombres prévisions qu'ils énoncent depuis des mois. Convinçus que l'opinion publique prend progressivement conscience qu'ils ont au moins raison, ils ne comptent pas maintenant reculer leur diagnostic. En revanche, ils se disent résolus à changer d'attitude pour être plus concrets, plus positifs, plus persuasifs et surtout moins agressifs.

Ce mélange de fidélité au passé et d'adaptation à l'avenir se reflète dans la composition de la nouvelle équipe dirigeante du R.P.R., dans le sort réservé à M. Pasqua et dans le comportement nouveau de M. Chirac.

Plus jeune et plus parlementaire, l'état-major gaulliste devrait mieux exercer son influence sur le gouvernement et refléter plus précisément, au sein du Parlement, les aspirations des électeurs.

En rendant un hommage appuyé à M. Pasqua, « qui sera appelé, dans un proche avenir et à un autre niveau, à rendre les plus grandes services à notre mouvement », M. Jacques Chirac montre qu'il ne veut rien renier du passé mais qu'il compte pour l'avenir utiliser son ancien collaborateur dans une sphère qui ne sera pas limitée au seul R.P.R. Ses talents sont-ils mis « en réserve » dans la perspective des prochaines campagnes électorales ? Accusé d'avoir été trop soumis à des conseillers tutélaires, M. Chirac

veut maintenant démontrer qu'il sait diversifier ses entourages, prendre ses distances à leur égard et adapter son comportement aux circonstances nouvelles.

La réorganisation décidée par le maire de Paris, intervenant après les orientations politiques nouvelles fixées par le R.P.R. au cours de son comité central et lors de ses journées parlementaires, constitue un ensemble de nombreux gaullistes, même parmi les moins « chiraquiens ». Jugés, jeudi, comme autant d'actes positifs qui, cependant, avaient encore besoin d'être confirmés. C'est à cette confirmation que va désormais s'employer, en prenant toutefois certaines distances, M. Jacques Chirac.

ANDRÉ PASSERON.

Le secrétariat national de la Fédération des républicains de progrès que préside M. Jean Charbonnel a pris acte du refus opposé par M. Grandval à la proposition de M. Jean Charbonnel de participer à la confrontation ouverte entre gaullistes aujourd'hui séparés. (le Monde du 4 octobre). Il ajoute : « La F.R.P. considère que par cette décision M. Grandval démontre de façon définitive qu'il a changé de camp et qu'il préfère désormais au dialogue entre gaullistes, le ralliement inconditionnel à l'action menée par M. Giscard d'Estaing. Par respect pour le passé de M. Grandval, la F.R.P. ne pourra avoir aucune polémique à ce sujet, laissant les militants de l'Union gaulliste pour la démocratie (que préside M. Grandval) tirer les conséquences qu'ils jugeront utiles de cette situation ».

M. Didier Bariani, secrétaire général du parti radical, a annoncé mardi 2 octobre qu'il présenterait, lors de l'ouverture du congrès de son parti, le 12 octobre prochain, deux amendements aux statuts. Ces amendements visent, d'une part, à ce que le « premier vice-président » du parti soit élu par le congrès et, d'autre part, à donner aux présidents de fédérations la qualité de membres de droit du comité directeur. MM. Bariani et Jean-Pierre Proust ont conclu un accord au terme duquel ils solliciteront ensemble la présidence et la première vice-présidence du parti lors du congrès. Celui-ci devra donc, auparavant, entériner la modification des statuts.

## Au congrès des journalistes de langue française

### M. BARRE SOUHAITE QUE LES PAYS FRANCOPHONES RENFORCENT LEURS LIENS

A l'occasion d'une réception offerte jeudi soir 4 octobre, à l'hôtel Maitland, aux participants du quinquantième congrès de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française, M. Raymond Barre a souhaité que les peuples francophones développent la solidarité que crée entre eux l'usage de la même langue. Le premier ministre a notamment déclaré : « Le gouvernement français est très attaché à ce que les liens qui unissent les pays francophones se renforcent. Après une période de retournement, dont le caractère a été parfois sentimentalement très douloureux, il importe de passer à une phase de construction. Cette rencontre des francophones n'a pas pour but de reconstituer un groupement de puissance ou de s'accrocher à une attitude conservatrice à notre langue. Elle répond plutôt à la nécessité de s'unir, afin de relever ensemble les défis que nous présente le monde moderne ».

M. Barre a ajouté : « La francophonie est avant tout une entreprise d'ouverture sur le monde. La langue française est surtout une langue de dialogue. Ce n'est pas la langue d'une supériorité, parce qu'elle n'est pas un moyen de communication synonyme d'un engagement dans des luttes politiques parce qu'elle est la langue de la liberté. Conscience de ses responsabilités à l'égard des autres grandes langues de communication internationale, la langue française ne nourrit dans ce vingtième siècle aucun impérialisme culturel ».

## M. Mitterrand regrette que le P.C. soit le « maillon faible » de l'union de la gauche

M. Mitterrand a indiqué jeudi 4 octobre, au cours d'un entretien informel avec la presse, que, de toutes les rencontres que le P.S. a organisées récemment avec les partis de gauche, les syndicats et les associations, seule l'entrevue avec le P.C. s'est déroulée « sur des charbons ardents ».

M. Mitterrand a estimé que le P.C. constitue en quelque sorte « le maillon faible » de l'union de la gauche.

Le premier secrétaire du P.S. s'est ensuite félicité des résultats des rencontres avec la C.F.D.T., avec la C.G.C. et avec l'UNAF, qualifiant de « très profitables » les contacts avec ces deux dernières organisations.

Quant à l'entretien avec une délégation du P.S.U. conduite par Mme Huguette Bouchard, secrétaire nationale de cette formation, il s'est achevé par un engagement réciproque de « rechercher des actions communes » dans divers domaines, tels que l'emploi, la Sécurité sociale, le nucléaire, ou la lutte des femmes.

« L'Humanité » : l'injure

M. René Andrieu évoque vendredi 5 octobre dans l'Humanité, dont il est directeur adjoint, l'entretien accordé au Monde par M. Mitterrand, au cours duquel celui-ci a qualifié de « poujadiste » l'attitude du P.C. (le Monde du 5 octobre). M. Andrieu écrit notamment : « Ce n'est pas la première fois, rappelons-le, que le premier secrétaire du parti socialiste fait appel contre nous à l'injure de préférence à l'argumentation. C'est même une de ses astuces favorites de crier à pouce à un moment même où il presse la détente pour lâcher dans notre direction une rafale d'injures (...). Sans doute les positions du parti socialiste et du parti communiste s'opposent-elles sur des points très importants. Chacun a le droit d'exposer ses thèses et de les défendre. Mais de prêter à son adversaire l'injure au lieu de la vérité ».

## Le nouvel organigramme

Voici le nouvel organigramme de la direction du R.P.R. présenté, jeudi 4 octobre, par M. Pons. (Les noms des nouveaux venus apparaissent en italique.)

Président : M. Jacques Chirac ; conseiller politique : M. Claude Labbé ; secrétaire général : M. Bernard Pons ; secrétaire général adjoint : M. Jean Mée ; délégué scientifique : M. Alain Desoquet ; délégué à l'action ouvrière et professionnelle et à la participation : M. Philippe Dechaume.

Secrétaires nationaux : à l'animation : M. Michel Nor, député du Rhône ; aux élections : M. Jacques Toubon ; aux études et à la formation : Mme Nicole Chourouqui ; aux relations internationales : M. Jean de Lathauze, ancien ministre, député de Charente-Maritime.

Trésorier national : M. Jean Chirac, sénateur de Paris. Directeur de la Lettre de la Nation : M. Pierre Charpy.

Délégués nationaux : aux jeunes : M. Kuster ; aux femmes : Mlle Sem ; à la communication : M. André Fanton ; aux collectivités locales : M. Jean Casabiel ; à l'A.O.P. : M. Hepeck ; à l'agriculture : M. Jean-Claude Party, député de la Corse ; à la culture : M. Pierre Emmanuel, de l'Académie française ; à la défense : M. Michel Aurillac, député de l'Indre ; à la famille : M. Marc Lauriol,

député des Yvelines ; à l'emploi : M. Philippe Séguin, député des Vosges ; aux sports : M. Guy Druet.

Chargés de mission : département d'outre-mer : M. Didier Juze, député de Seine-et-Marne ; agriculture : M. Mouchel et Bouchon ; commerce et artisanat : M. Jean-François Moncel, député de l'Oise ; anciens combattants : M. Pierre Maugé, député de la Vendée ; cadre de vie : M. Giliot, architecte ; mer : M. Guy Guemour, député du Finistère ; santé : M. Delbarre ; environnement : Mme Delatte ; cadres : M. Jacques Godfrain, député de l'Aveyron ; professions libérales : M. Jacques Boyon, député de l'Ain ; personnes âgées : Mme Crépé ; commerce extérieur : M. Pierre-Bernard Gouët, député du Rhône ; audio-visuel : M. Jean-Claude Servan-Schreiber ; espaces : M. Michel Huet ; accueil et relations publiques : Mme Marie-Antoinette Isnard ; sciences et techniques : M. André Turcat ; éducation : M. Pierre Lathauze, député de la Gironde.

D'autre part, M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, sera chargé des Territoires d'outre-mer ; M. Alain Marié, des relations avec les fédérations ; et Mme Yvonne Gerbaud conservera la responsabilité du service de presse. Enfin, M. Jean-José Clément est nommé chargé de mission auprès du secrétaire général.



## Mouvement de Libération des Femmes

L'usine est aux ouvriers  
l'utérus est aux femmes  
la production de vivant nous appartient

Nous exigeons :

- La suppression de la Loi sur nos corps.
- L'information massive sur la contraception.

Vivent les femmes

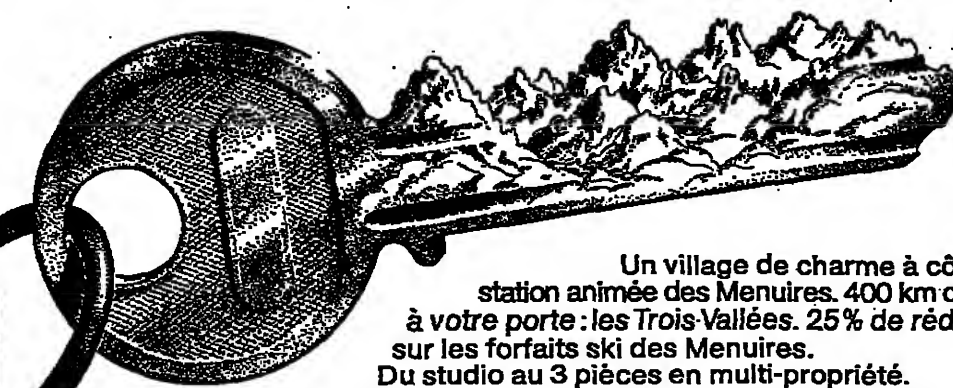
toutes, le 6 octobre, à 14 heures,  
de la Pl. Denfert-Rochereau au Champ de Mars, à Paris.

politique et psychanalyse  
des femmes en mouvement

de Bayonne, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Fougères, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Paris, Poitiers, Rouen, Turbès, Toulouse, Valence, Annecy, Montclair, Nice, Colmar, Châtelleraud, Dieulefit...

## REBERTY-LES-MENUIRES

Le grand ski des Trois Vallées.  
6.000 F une semaine à vie.



Un village de charme à côté de la station animée des Menuires. 400 km de pistes à votre porte : les Trois Vallées. 25% de réduction sur les forfaits ski des Menuires. Du studio au 3 pièces en multi-propriété. L'investissement est faible, les charges légères, et vous pouvez échanger avec 10 autres stations Pierre et Vacances (Avoriaz, la Corse, Biarritz, Deauville...).  
6.000 F un studio une semaine à vie en janvier. 18.900 F un 2 pièces en janvier - février.



Bon pour une documentation

multiropriété ☐ location ☐ N 2 MR

Nom \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
Tél. bureau \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Pierre et Vacances, 105, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. 265.19.64.

## AVORIAZ

Chez vous dans un deux pièces.  
15.700 F une semaine à vie.



600 km de pistes franco-suisses, le Village des enfants, des rues-pistes sans voitures... Avoriaz est unique ! Deux pièces en multi-propriété. L'investissement est faible, les charges légères, et vous pouvez échanger avec 10 autres stations Pierre et Vacances (Chamonix, la Corse, Biarritz...). Choisissez entre deux formules de multi-propriété dont l'une propose service hôtelier et forfait sports et loisirs.  
15.700 F une semaine à vie en janvier ; 17.900 F en mars.



Bon pour une documentation

multiropriété ☐ location ☐ N 2 MR

Nom \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
Tél. bureau \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Pierre et Vacances, 105, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. 265.19.64.



# LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## « Les Français vont vivre différemment, mais il est certain qu'ils vivront mieux »

déclare M. Valéry Giscard d'Estaing

De notre envoyé spécial

La visite de M. Giscard d'Estaing en Aquitaine est la première des trois que doit effectuer le chef de l'Etat pour suivre l'élaboration du plan décennal de développement du grand Sud-Ouest dans les grandes lignes devant être connues, a-t-il dit, dans environ un mois. A Agen, jeudi, ce voyage avait débuté sous un ciel maussade qui n'avait pas encouragé les habitants du chef-lieu du Lot-et-Garonne à se déplacer nombreux pour accueillir leur hôte devant la mairie puis aux abords de la préfecture. C'était pourtant la première fois qu'Agen recevait un président de la République depuis la venue du général de Gaulle en avril 1961.

Dans le même temps, dans d'autres quartiers de la ville se déroulaient simultanément deux

manifestations : l'une devant la gare, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et des fédérations départementales du P.C. et du P.S. ; l'autre à la sortie est de la cité, à l'appel de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles. Toutes deux se déroulaient sur l'un des boulevards du centre. Chacune rassemblait environ deux mille personnes. Les syndicats dénonçaient la politique sociale et économique du gouvernement. Les agriculteurs manifestaient contre la perspective de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

C'est la manifestation de ce que M. Jean François-Poncet — ministre des affaires étran-

gères et président giscardien du conseil général de ce département qui a voté à plus de 54 % pour M. Mitterrand en 1974, — nomme le « microclimat » politique local ? Toujours est-il que les responsables agricoles qui avaient défilé dans les rues d'Agen se trouvaient quelques heures plus tard en entretien avec le président de la République à la préfecture, aussi bien M. Léopold Barmann, président de la F.D.S.E.A. et membre du P.C., que les trois députés d'opposition du département : MM. Ruffe (P.C.), Garrouste et Laurisergues (P.S.). Le chef de l'Etat a donc sans doute raison de voir dans ce pays une « douce province qui sait

former des hommes fermes, mais civilisés ».

C'est d'ailleurs à l'inquiétude suscitée par la demande d'adhésion de l'Espagne au Marché commun que le chef de l'Etat s'est appliqué à répondre dès la première étape de ce voyage. Il a en particulier insisté sur les garanties et les délais dont serait assorti le processus. En outre, s'adressant au-delà des Aquitains à l'ensemble de la collectivité nationale, le chef de l'Etat a repris ses arguments sur les raisons qu'ont les Français de demeurer confiants et solidaires face aux dix années à venir. « Il faut serrer les coudes (...), travailler ensemble », a-t-il dit. Ces thèmes dépassent le cadre d'un simple voyage d'information.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Agen. — Arrivé à 15 heures à Agen, jeudi, le chef de l'Etat s'est immédiatement rendu à la mairie, où il a été accueilli par M. Pierre Esquirol, maire (mod.) de la ville. Dans l'allocution qu'il a prononcée dans la salle du conseil municipal, le chef de l'Etat a salué ses « chers Agenais » et « chers Aquitains », leur disant notamment : « Mme. Aymon se souvient de votre accueil. Elle s'en est faite l'ambassadrice auprès de moi ».

Le président de la République a annoncé que le service central des rapatriés serait installé à Agen aux frais de l'Etat et qu'il ouvrirait en janvier 1981. A cette occasion, il a salué la « courageuse communauté » des rapatriés qui s'est « maintenant bien implantée dans notre vie locale et nationale ». Puis il a notamment déclaré :

« Je suis sûr que les changements intervenus dans la vie économique du monde, de l'Europe, de la France, vous ont conduits à éprouver de profondes inquiétudes. Mais les Français et les Français ont peut-être tiré une conclusion trop pessimiste de cette situation. Il est inexact de penser que dans dix ans nous vivrons moins bien que maintenant. La France est assurée de continuer à progresser. Il est vrai que les Français vivront différemment, mais il est certain également qu'ils vivront mieux. Ils peuvent avoir confiance. Une confiance raisonnable fondée sur l'effort de l'adaptation. L'avenir de la France sera meilleur que son présent ».

Le président de la République a conclu : « Dans une période difficile, la règle est qu'il faut serrer les coudes. Quand on pense aux difficultés que la France traverse, aux difficultés que la France surmontera, on comprend que l'intérêt de tous est de serrer les coudes ».

M. Giscard d'Estaing s'est alors rendu en hélicoptère dans la localité de Casseville, distante d'une quarantaine de kilomètres, où il a visité une coopérative de conditionnement et de commercialisation des pruneaux. Il est ensuite revenu à Agen, où il a eu des entretiens avec les personnalités des secteurs socio-professionnels du département ainsi qu'avec les élus. Au cours de la réception qui a suivi ces entretiens, et à laquelle il a été accueilli par M. Jean François-Poncet, président du conseil général, le chef de l'Etat a prononcé un discours dans lequel il a notamment affirmé : « Les visites présidentielles obéissent à des lois mystérieuses. Elles me conduisent aujourd'hui dans votre Agen, mais, cette douce province qui sait former des hommes fermes mais civilisés, des hommes qui savent la valeur des mots, ceux qu'on prononce très haut, ceux qu'on prononce plus doucement, et ceux qu'il est inutile de prononcer. » Il a ensuite traité de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Il a déclaré : « La vérité est que l'élargissement de la Communauté correspond à la vocation et à l'intérêt profond de la France ».

et plus particulièrement du Sud-Ouest ».

« Regardons les choses en face, pour moi le président de la République, votre région est la mieux placée géographiquement pour bénéficier de ce nouveau débouché qu'est l'Espagne. (...) Parmi vous, certains se sentent plus directement menacés par la concurrence espagnole. Je pense aux viticulteurs et aux producteurs de fruits et légumes. Je suis venu leur apporter trois garanties essentielles. »

« Première garantie : avant même que l'Espagne ne soit membre de la Communauté, la France obtiendra une amélioration du règlement fruits et légumes, comme elle a obtenu l'année dernière satisfaction sur ses premières demandes dans le domaine du vin. »

« Deuxième garantie : nos propres productions auront été considérablement renforcées avant l'adhésion par une meilleure organisation des marchés et un puissant effort d'équipement, qui s'inscrira, à la demande des intéressés, dans le plan Sud-Ouest. »

« Troisième garantie : une période de transition de longue durée — de l'ordre d'une dizaine d'années — sera prévue avant l'application intégrale des règles du Marché commun agricole à l'Espagne. (...) »

M. Giscard d'Estaing a ensuite évoqué l'amélioration des communications et la promotion de l'agriculture. Il a indiqué que l'autoroute Bordeaux-Toulouse

serait entièrement achevée en 1981, et que cet axe est-ouest serait complété par l'aménagement de l'axe nord-sud qui constitue la nationale 21. Il a souligné la nécessité d'une meilleure organisation des producteurs, dans le domaine agricole, et d'une meilleure valorisation des produits. Il a dit :

« Il n'est pas possible de gaspiller la moindre parcelle de connaissance. L'exploitation familiale, qui est la cellule de base, devra atteindre le plus haut niveau de capacité technique. C'est dans cet esprit que j'ai demandé au ministre de l'Agriculture d'accélérer la procédure de préparation de la convention entre l'Etat et l'Association interprofessionnelle de recherches et d'expérimentation légitime en vue de la mise en place du centre de recherche de Sainte-Livrade. En

outre, le contenu précis et le financement du projet d'institut de biotechnologie fruitière d'Agen devront être arrêtés très rapidement afin qu'une décision définitive puisse être prise dans le plan de développement (...). D'autre part, à ma demande, des crédits importants ont été, dès à présent, dégagés en faveur de l'hydraulique dans le Sud-Ouest. Ainsi, à l'occasion des mesures de soutien de l'activité économique décidées par le gouvernement, l'enveloppe mise à la disposition de l'Aquitaine au titre de l'année 1979 sera augmentée de 10 millions de francs, soit une majoration de 55 % ».

Le chef de l'Etat a ensuite dîné avec des responsables du secteur agro-alimentaire. Il a passé la nuit à la préfecture d'Agen.

M.-J. B.

## « Le panache blanc d'Henri IV était tricolore »

(Suite de la première page.)

Bientôt les forces de l'ordre s'employaient à évacuer par dessus les barrières les personnes compromises par la foule et qui se trouvaient mal : enfants et femmes. Des projectiles divers commencent à voler, quelques tomates atterrent sur la zone laissée libre devant le portail de la mairie.

Cette fois, le niveau de la sonnerie avait été hissé suffisamment pour qu'il pousse les cris et les sifflets. Au moment où le chef de l'Etat est sorti de l'hôtel de ville, les C.R.S. ont chargé sans ménagement les manifestants et les ont refoulés dans une rue adjacente. M. Giscard d'Estaing s'est alors rendu en voiture au parlement de Bayonne. Les manifestants, contenus aux abords de l'hôtel de ville, ne se sont pas fait entendre sur ce parcours.

Accueillant M. Giscard d'Estaing à l'hôtel de ville de Pau, M. André Labarrère, maire (socialiste), a dit son intention de « dépasser les propos éhémériques tout en n'entendant pas la courtoisie ». Il a regretté que des réunions de travail « sérieuses n'aient pu être organisées entre les élus et le chef de l'Etat », puis il a déclaré : « Vous dites éprouver un sentiment d'identification profonde avec les Français, vous devez donc, dans la situation actuelle, ressentir, au-delà des grognements habituels à

nos compatriotes, une angosse aiguë qui dépasse de fort loin la morosité dont certains parlent (...). La politique du gouvernement actuel n'a et ne peut avoir en aucune façon notre aval dans une Aquitaine, contrainte sur ses rives difficiles. »

Le maire de Pau a ensuite regretté que le chef de l'Etat ait exprimé, notamment lors de son récent voyage en Alsace, « une conception légaliste et étroite du rôle de l'institution régionale ».

Il a souligné : « Vous qui avez senti et dit que « mai 68 » a été un phénomène important », vous ne pouvez ignorer que le cri « Vive, travailler et décider au pays » n'est pas un slogan, mais le besoin profond de retrouver des racines. (...) L'aspiration régionale et son potentiel de richesse, d'ardeur, sinon de révolte, ne doivent pas être négligés. (...) Les Béarnais de cette fin de vingtième siècle souhaitent vivre l'exemple d'Henri IV et de Bernadotte avec panache, mais leur en donnera-t-on l'occasion avec sérieux ou seront-ils ignorés par un pouvoir central qui paraît peu soucieux — ou volontairement oublieux — des réalités et de l'identité régionale ? »

Dans sa réponse, M. Valéry Giscard d'Estaing a notamment affirmé : « Il n'est de peuple fort que rassemblé et uni. Le tentation est toujours grande de faire ce rassemblement contre un ennemi commun choisi comme bouc émissaire. C'est ce

qu'ont fait tout au long de l'histoire trop de conquérants, trop de révolutionnaires. Cette sorte de rassemblement est fragile, comme le prétexte qui l'a fait naître. (...) Parce que nous sommes la tolérance, condition première de l'unité de la nation, cherchons à réconcilier plutôt qu'à opposer. Tels sont, les Français le savent bien, nos objectifs et ma règle de conduite. »

Le président de la République a encore déclaré : « Je voudrais me permettre de rectifier une erreur si souvent commise qu'elle est entrée dans la légende : le fameux panache blanc d'Henri IV n'était pas blanc, il était bel et bien tricolore. Les historiens n'y voient qu'une anticipation ou qu'une coïncidence, mais les Béarnais que nous sommes tous depuis qu'Henri de Navarre a conquis la France, peuvent voir un symbole dans la couleur de ses armes qu'Henri avait choisies : le bleu, le blanc et le rouge incarnent. Le bleu, c'était la couleur de la beauté et de la générosité, le blanc symbolisait la lumière et l'élégance, le rouge incarnait vigueur et courage. »

M. Giscard d'Estaing a conclu : « Que les couleurs de l'étendard du roi Henri, et avec elles toutes les valeurs qu'il soulevait y voir représentées, flottent et régnent longtemps sur Pau et sur la France. »

NOËL-JEAN BERGEROUX.

« LES PAUVRES SONT DES CONS » COLUCHE



TOUS LES MERCREDIS  
**CHARLIE-HEBDO**  
PLUS BEAU !  
4 PAGES DE PLUS EN VENTE PARTOUT DE LA COULEUR

## À CE PRIX LÀ, VOUS POUVEZ EN METTRE AUSSI SUR VOS MURS.

Aux Galeries Lafayette, c'est la fête de la moquette Woolmark : une palette de 66 coloris, en 4 m de large, 4 prix en vedette, la pose gratuite dans votre appartement.

1<sup>er</sup> prix : 75 F/m², 2 coloris. 2<sup>e</sup> prix : 125 F/m², 14 coloris. 3<sup>e</sup> prix : 150 F/m², 18 coloris. 4<sup>e</sup> prix : 190 F/m², 32 coloris.

La moquette Woolmark vous séduit, alors profitez de ces prix pour vous offrir une vraie moquette avec tous les avantages de la pure laine vierge : durabilité, entretien facile, résistance au feu, isolation au bruit et au froid... La moquette en pure laine vierge contrôlée Woolmark : un vrai festival de prix et de couleurs, jusqu'au 27 octobre



**Galeries Lafayette**

Hausmann - Belle Epine

حکومتی الاصل







Le Monde

# Société

LES PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES SUR L'AVORTEMENT

## Une nouvelle approche de l'information sexuelle doit être entreprise, déclare Mme Pelletier

Mme Monique Pelletier, ministre de la condition féminine, et M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, ont présenté mercredi 3 octobre à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale le projet de loi relatif à l'interdiction de l'avortement de grossesse. Mme Pelletier a souligné notamment que la loi adoptée en novembre 1974 n'avait pas augmenté le nombre des avortements qui était évalué entre 250 000 et 300 000 avant 1975 et qui semble se situer pour 1978 à 250 000 dont 140 000 interruptions volontaires de grossesse déclarées.

Selon Mme Pelletier, le principal aspect positif de la loi a été la médicalisation des avortements clandestins, qui a eu pour conséquence la disparition des graves accidents consécutifs à l'avortement. Tout en estimant que subsistent encore des pratiques condamnablement du fait de l'insuffisance des structures d'accueil et de la recherche du profit par certains, la ministre a justifié la décision du gouvernement de proposer la reconduction définitive de la loi du 17 janvier 1975. Des progrès doivent être apportés, dans l'application de la loi, notamment, a indiqué Mme Pelletier, en ce qui concerne le développement de l'information contraceptive, l'observation de la règle de l'entretien préalable et le renforcement du soutien matériel aux associations de conseillers familiaux et conjugués.

M. Delaneau (U.D.F.), président du groupe de travail sur l'interruption volontaire de grossesse, a déclaré que pour ceux qui acceptent la loi, l'important est d'obtenir son application effective. Il estime que l'adoption de dispositions restrictives réduirait la pratique de l'avortement clandestin.

Pour le député, il convient de donner aux centres d'interruption volontaire de grossesse le statut de centres de planification familiale. M. Delaneau a indiqué, d'au-

tre part, que les blocages entraînés par la responsabilité juridique des chefs de services hospitaliers pourraient avoir pour conséquence la remise en cause de la notion même de service public.

Mme Frayssé-Cazalis (P.C.), observant que le projet ne comporte aucune disposition nouvelle pour remédier aux insuffisances reconnues par le ministre, elle s'est prononcée pour le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale et pour des mesures nouvelles favorisant le développement de la contraception et de l'éducation sexuelle. M. Millet (P.C.) a critiqué, pour sa part, le fait que le projet de loi ne prévoit pas l'obligation, pour les hôpitaux publics, de pratiquer l'I.V.G.

M. Auriant (P.S.) a insisté également sur ce point ainsi que sur la nécessité de développer l'information sexuelle dans les centres d'I.V.G., ce qui, a-t-il dit, est actuellement très difficile. Il a également souligné la question de l'autorisation parentale pour les mineures et celle des limitations imposées à la pratique de l'I.V.G. pour les étrangers.

M. Beaumont (non-inscrit) a rappelé que l'I.V.G. avait été présentée en 1974 comme un ultime recours. Or, a-t-il dit, les mesures qui devaient rendre ces recours ultimes n'ont pas été prises et le bilan de l'application de la loi n'a pas été fait. Il a demandé en conséquence que l'examen du projet soit retardé jusqu'à ce que des informations sur les conséquences précises de la loi aient été présentées et que des mesures concrètes aient été prises pour que la femme puisse interrompre son activité professionnelle en vue d'élever ses enfants. M. Beaumont a souligné que si ces points n'étaient pas obtenus, il ne pourrait pas voter le texte.

M. Pinte (R.P.R.) a exprimé pour sa part le regret que l'on ne propose pas de mesures pour améliorer la loi. Il a souligné que ce qui concerne l'information sur cette loi, l'obligation du test

de grossesse et l'enseignement général et médical de la contraception, il a également évoqué le problème des conditions imposées aux mineures.

Dans ses réponses aux communistes, Mme Pelletier a déclaré notamment qu'une nouvelle approche du problème de l'information sexuelle doit être entreprise en faisant appel aux personnels sanitaires et sociaux présents dans les établissements scolaires. Elle a indiqué, d'autre part, que chaque parlementaire recevra un dossier faisant le bilan de l'application de la loi sur l'I.V.G. La loi de la loi sur l'I.V.G. ne soit pas prise en charge par la Sécurité sociale afin qu'elle ne soit pas considérée comme un acte médical semblable aux autres. Elle a précisé que les conditions dans lesquelles les femmes peuvent avoir recours à l'aide médicale gratuite ont été assouplies et que 94 % des demandes présentées avaient été acceptées. Elle estime donc que le problème financier n'est pas essentiel.

Mme Pelletier a indiqué, d'autre part, que le pourcentage de « récidives » semble en diminution, mais que l'anonymat des questionnaires ne permet pas de savoir si ces diminutions sont dues à des conditions imposées pour le recours des mineures à l'I.V.G. le ministre estime qu'il n'existe pas actuellement un consensus social pour dessaisir les parents de leur autorité sur ce point.

M. Barrot s'est engagé pour sa part à ce que la loi soit appliquée dans le secteur hospitalier public. Il a précisé que c'est par la loi que le conseil d'administration lui-même qui, dans les hôpitaux, s'oppose à la réalisation de l'I.V.G. Il a admis que l'organisation administrative de l'hôpital autour de la notion de « service » pose le problème de la responsabilité juridique de son chef et, par là même, celui de l'extension de la clause de conscience à l'ensemble du service. M. Barrot a souligné, enfin, qu'un effort important sera fait pour la formation continue des médecins généralistes dans le domaine de la contraception.

■ Dans « la Croix » du 5 octobre, Yves de Gentil-Baichis estime que l'autosatisfaction du gouvernement à propos de la loi sur l'avortement est tout à fait décalée. « Il ne s'agit pas de personnes », écrit-il, « et que la loi a été appliquée. L'élément le plus inquiétant de la satisfaction des pouvoirs publics, c'est que l'on n'est pas sûr qu'ils fassent tout, et même un peu plus, pour qu'une politique cohérente en faveur de l'enfant et de la famille fasse progressivement baisser le nombre des avortements. »

AU TRIBUNAL DE VESOU

## Une pharmacienne est à nouveau poursuivie pour avoir refusé de vendre des pilules contraceptives

De notre correspondant

Vesoul. — Douze années après le vote de la loi Neuwirth sur la contraception, la pilule anticonceptionnelle était encore, jeudi 4 octobre, en question devant le tribunal correctionnel de Vesoul, à l'occasion du nouveau procès intenté à Mme Germaine Demolombe-Klotz, cinquante-six ans, pharmacienne à Marnay (Haute-Saône), poursuivie pour refus de vente du contraceptif oral.

Voilà trois ans que Mme Demolombe refuse systématiquement de vendre la pilule contraceptive, ce qui lui a déjà valu de nombreux condamnations judiciaires. Elle a été poursuivie, en 1976, 1977, 1978, et 1979. Avec la nouvelle plainte du 12 septembre 1978, déposée par Mme Jacqueline Fouquet, trentisept ans, d'autant (Haute-Saône), mère de deux enfants, militante socialiste du planning familial, lequel est lui aussi, constitué, pour la première fois, partie civile, la validité de l'ordonnance médicale n'est pas contestée, contrairement à ce qui avait été le cas dans les procédures précédentes. Mais ce nouveau procès est pour Mme Demolombe-Klotz l'occasion de revendiquer le droit à une clause de conscience.

Pour la défense, le pharmacien « n'est pas un épiscier », et son aspect de profession libérale implique sa responsabilité. Pour le planning familial, la cour d'appel de Dijon, le 12 janvier dernier, a assimilé Mme Demolombe à une commerçante, et

L'AFFAIRE DU TALC MORHANGE DEVANT LE TRIBUNAL DE PONTOISE

## Trois procès en un seul

La deuxième audience, jeudi 4 octobre, du procès du talc Morhange devant le tribunal correctionnel de Pontoise présidé par M. Victor Graffan, a été presque totalement consacrée à l'interrogatoire de l'un des inculpés, M. Hubert Flahaut, directeur de la société Givaudan-France. Cette entreprise, rattachée au groupe multinational Hoffman-Laroche, fournissait de

l'hexachlorophène à la SETICO, qui effectuait le conditionnement de produits cosmétiques et d'hygiène, parmi lesquels le talc Morhange. Il est reproché à M. Flahaut de n'avoir pas suffisamment informé ses clients des dangers de l'hexachlorophène qu'il livrait dans des fûts portant la seule mention : G11-USP.

Le déroulement des débats et la tension qui y règne ont fait apparaître la confusion de ce procès, à l'occasion duquel on veut en résoudre trois : d'abord, celui de savoir ce qui s'est passé à la SETICO où l'erreur de conditionnement a été commise ; puis, mettre en question l'utilisation de l'hexachlorophène, produit toxique, enfin, tenter de savoir si M. Flahaut donnait une information suffisante sur le produit qu'il vendait.

On a longuement analysé, du côté de l'accusation comme de la défense, les brochures à la fois promotionnelles et explicatives envoyées par Givaudan à ses clients. On y relève une indication des doses conseillées : pas plus de 0,5 % d'hexachlorophène pour les poudres, et jusqu'à 3 % pour les savons. On reproche à Givaudan de ne pas avoir précisé qu'au-delà de ce produit, était toxique. A quoi M. Flahaut répond : « Tout document est toxique à certaines doses. Chacun le sait. D'autre part, quand on utilise la poudre d'un médicament, on n'indique pas : « Au-delà il est dangereux ». Enfin, je m'adresse à des professionnels, pas au public. Ce n'est pas moi qui dois faire les dosages et préciser au client l'utilisation de leur produit. Pas moi ! »

Etudes de routine

L'hexachlorophène a été publiquement mis en cause aux États-Unis au début des années 70. Sans interdire ce produit, la loi fédérale sur la consommation (F.D.A.), en 1971, multipliait les avertissements à son sujet. Au début de 1972, plutôt que de diffuser elle-même cet avertissement, la société Givaudan-France a demandé à la protection du ministère français de la santé publique en envoyant au ministre (le 21 janvier 1972) une lettre qui est la fois une information sur les travaux américains et une sorte de « contre-feu ».

« Les décisions de la F.D.A. », écrit alors M. Flahaut, « prises en la suite d'une campagne d'information menée par M. Ralph Nader (...), donnent lieu à des interprétations erronées. » Il conclut donc, ajoutant-il, de bien informer l'opinion française, et, pour cela, les responsables scientifiques de notre société (...) se tiennent à la disposition de vos services spécialisés afin de leur fournir les explications et les garanties qu'ils sont en droit d'attendre. Quel que fût le but réel de cette lettre, elle existait et aurait pu attirer l'attention des autorités. Elle fut suivie, le

22 février 1972, d'une rencontre entre les responsables de la société Givaudan et des fonctionnaires du ministère de la santé. Le 26 février, M. Daniel Benoit, député de la Seine (P.S.), posait une question écrite au ministre de la santé « à propos de l'effet toxique de l'hexachlorophène qui vient d'être mis en évidence aux États-Unis ». M. Robert Boulin répondait le 5 mai suivant : « Alors que des enfants étaient déjà morts sans qu'on en découvrit la cause, l'action de la santé a été proposée de l'hexachlorophène qui vient d'être mis en évidence aux États-Unis ». M. Robert Boulin répondait le 5 mai suivant : « Alors que des enfants étaient déjà morts sans qu'on en découvrit la cause, l'action de la santé a été proposée de l'hexachlorophène qui vient d'être mis en évidence aux États-Unis ».

Le service central de pharmacie et des médicaments, aux fins d'examiner la possibilité d'insérer l'hexachlorophène au tableau C des substances dangereuses à une certaine concentration.

M. Boulin, actuellement ministre du travail, ne viendra pas s'expliquer. Il n'a pas reçu l'autorisation de témoigner. M. Flahaut regrette son absence et ne se reconnaît pas la moindre part de responsabilité dans cette affaire. « Tant qu'un produit n'est pas inscrit au tableau C des substances vénéneuses, précise-t-il, non seulement on n'a aucune obligation de signaler son danger sur l'emballage, mais on ne doit pas le faire. » L'hexachlorophène a été inscrit au tableau C des substances vénéneuses, au terme des études de routine, selon le ministère, le 30 août 1972 : une semaine après la découverte de l'accident à Morhange.

JOYANE SAVIGNEAU.

## L'arrêt condamnant à mort Norbert Garceau est cassé

Norbert Garceau, ajusteur, cinquante-trois ans, le seul condamné à mort actuellement détenu en France, devra être réjugé, car la chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. Pierre Mongin a annulé, jeudi 4 octobre, l'arrêt de la cour d'assises du Tarn qui, le 14 juin dernier, lui avait infligé la peine capitale pour le meurtre par strangulation commis le 17 janvier 1978, d'une camarade de travail, Mme Michèle Aussilous, une jeune femme âgée de vingt-huit ans, mère de deux enfants.

La peine de mort avait été saluée par les applaudissements du public (il y avait 1600 personnes) lors de la lecture de l'arrêt de condamnation à mort que les autres arrêts qui vous ont été déferés. C'est la jurisprudence inaugurée le 20 novembre 1975 à propos du cas de Pierre Goldman que la chambre criminelle a suivi pour casser l'arrêt condamnant Norbert Garceau. Statuant sur le rapport du conseiller, André Braunschweig, les observations de M<sup>me</sup> Paul Le-maitre et Dominique Foussard, et conformément aux conclusions de l'avocat général, les magistrats ont constaté que les débats, s'ils étaient signés par le président et le greffier, « ne faisaient pas mention de la date à laquelle il avait été dressé et signé, et qu'en conséquence il n'était pas possible de savoir s'il avait été dressé et signé dans le délai de trois jours au plus tard du prononcé de l'arrêt », comme l'exige l'article 378, alinéa 2, du code de procédure pénale.

Les ont ajouté qu'il n'était pas possible de « suppléer à cette omission ni aux énonciations tirées de ce procès-verbal ni par les autres pièces du procès ». Norbert Garceau devra à nouveau répondre du meurtre de Mme Aussilous devant la cour d'assises de la Haute-Garonne.

CORRESPONDANCE

## Les violences de mars 1978 à la Martinique

Secrétaire fédérale adjointe du R.P.R. à la Martinique, Mme Sylviane Lelièvre nous écrit à propos des complots rendus au procès de la chambre criminelle de la Cour de cassation n'est pas un troisième degré de juridiction. En dit-elle, sur trente-sept poursois Mme Aussilous à mort, vous en avez rejeté vingt-deux et vous

Concernant le personnage Michel Renard, Mme Lelièvre écrit : « Il est le secrétaire fédéral du R.P.R. pour la Martinique et a l'honneur de la confiance de Jacques Chirac, président du R.P.R. » Michel Renard est le maire du Marigot depuis trente-deux ans. Il a été élu à l'âge de vingt-trois ans, devenant le plus jeune maire de l'Union française, et ce n'est pas par la terreur qu'il mène ses administrés. Le Marigot est sans doute la commune la plus développée et la plus sympathique des communes de cette importance dans le département.

(Les avocats de la partie civile, pour avoir rétabli le procès des frères Boutrin et le procès d'eux seuls, n'ont pas estimé utile, à l'exception d'un seul, de répondre, à l'audience, aux attaques portées contre M. Michel Renard par les avocats de la défense et, d'une façon générale, par les témoins. L'avocat général a adopté la même attitude. Seul parait les avocats de la partie civile, M. Pierre Fauguel, s'est attaché à défendre l'image de M. Renard. M. Fauguel est aussi député (R.P.R.) de Corse. On peut s'étonner de l'avoir entendu prêter que M. Renard ne faisait « sa connaissance » pas partie du R.P.R. et qu'il n'avait en tout cas, aucune responsabilité au sein du Rassemblement.

Au R.P.R., on nous a indiqué que M. Renard, à un moment des faits, était membre du Rassemblement. Il est devenu, par la suite, le secrétaire fédéral pour la Martinique, fonction qu'il occupe actuellement. — D. B.]

POLICE

Des policiers communistes soutiennent les inspecteurs de la F.J. parisienne dans leur mouvement de « lutte ». La cellule Karl Marx, de la préfecture de police, « se félicite », dans un communiqué, de la « grève du zèle » des inspecteurs de police qui « traduisent une volonté résolue (...) de refuser l'austérité et de voir satisfaites leurs légitimes revendications ».

Un attentat au cocktail Molotov a été commis dans la nuit du 5 octobre à Marnay (Haute-Saône) contre la pharmacie de Mme Germaine Demolombe-Klotz. La vitrine de la pharmacie a été détruite.

## L'incarcération d'un élu communiste après une manifestation à Rouen

### « Comme un vulgaire malfaiteur »

De notre envoyé spécial

Rouen. — Mardi 2 octobre, une trentaine d'ouvriers communistes de la Construction française d'entreprises métalliques (C.F.E.M.) distribuent des tracts et, au passage, barbouillent les murs de quelques édifices publics. Ils veulent informer la population rouennaise : la C.F.E.M. a fermé ses portes depuis le 31 août et licencie deux cent quatre-vingt-cinq ouvriers. Devant la troupe fraîche des cadets, et à l'arrière, moins turbulent, M. Marcel Lamy, cinquante-trois ans, un ancien de la C.G.T., adjoint au maire communiste de Bardouville (Seine-Maritime). Une bagarre éclate avec les forces de l'ordre (le Monde du 4 octobre). Un agent est blessé. Les policiers se repèrent et, sur le chemin du retour, « cueillent » M. Lamy.

Le lendemain, 3 octobre, le « délinquant » est jugé par le tribunal des flagrants délits. Un millier de manifestants, sur les marches du palais, réclament à grands cris sa libération. Mais le tribunal décide, au contraire, de maintenir M. Lamy en détention jusqu'au 9 octobre, date de sa nouvelle comparution, craignant que la « mise en liberté du prévenu ne puisse échauffer encore les esprits et être un obstacle à la manifestation de la vérité ».

Les chômeurs de la C.F.E.M. produisent dix témoignages. « Lamy n'est pas un violent », « Son seul tort est de s'opposer, pour le deuxième fois, à son licenciement », disent-ils. La police urbaine a ses propres témoins. Un inspecteur aurait vu M. Lamy dans la nuit du 2 octobre. « Mais ce n'est pas une raison pour le garder en prison », reconnaît toutefois le policier.

Jeudi 4 octobre, plusieurs milliers de personnes s'étaient réunies sous les murs de la maison d'arrêt du quartier de Bonne-Nouvelle où est enfermé le militant syndicaliste. Tous les élus communistes de Seine-Maritime étaient présents. « C'est une affaire politique », a expliqué Mme Colette Privat, députée communiste de la quatrième circonscription de Rouen. Marcel Lamy est en réalité un opposant connu. Il a mené plusieurs combats pour la défense des travailleurs. Les actions des ouvriers de la C.F.E.M. déplaçaient au pouvoir. Au mois de

septembre, les chômeurs ont occupé le pont de Tancarville, bloqué la voie ferrée à Oissel. Lamy en prison, c'est vouloir casser la lutte des travailleurs. « Je le soutiens parce que c'est un élu du peuple qui défend son droit de travail », déclare M. Lalemant, l'un des vingt-huit maires communistes — tous présents — de Seine-Maritime.

Pas de visite

Devant l'escadron de gendarmes mobiles, la C.G.T. verse, « à pleine voix », les revendications de la classe ouvrière. On collecte pour les frais de justice et Mme Lamy, dignité, n'admet pas ça. « Mon mari, chômeur, jeté en prison parce qu'on l'accuse d'avoir agressé un agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions », lui qui n'a jamais fait de mal à une mouche. C'est un oiseau, voilà tout.

« Odeur de Giscard, Barre, Peyrefitte et Lecanuet », reprend au porte-voix le secrétaire de l'union locale C.G.T., M. Gérard Roger. « Il n'a rien fait, et il se trouve en prison comme un vulgaire malfaiteur. »

Devant cette même porte, deux heures auparavant, sous deux verrous, les femmes et les mères de condamnés attendaient leur tour de visite. Deux heures à pleurer dans le froid avec, parfois, un enfant dans les bras. « Heureusement qu'ils ne l'ont pas tué en ce moment, leur manifestation, sans ça on nous aurait privés de parole. C'est un droit, c'est évident, le droit de la parole », dit le directeur. L'autre nuit, les supporters de Lamy sont venus « bomber » à la peinture les murs de la tour et hurler sous les barreaux. Tous les prisonniers ont repris le chahut. C'est sûr qu'il y aura des représailles. « On devient si vite un symbole... M. Lamy, « fauteur de troubles », « martyr », « otage ». A l'audience, il avait pourtant les larmes aux yeux. Et sa femme n'a pas pu lui rendre visite. Un élu du peuple pour un monde qu'il dit meilleur et qui s'est « heurté » à un représentant de l'ordre, par un matin de brume, armé d'un tract sur lequel était écrit : « Ça ne peut plus durer. Nous voulons vivre et travailler. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

سكرا من الاصل



AVANT DE SE RENDRE A CHICAGO

# Jean-Paul II insiste vigoureusement sur le respect du célibat des prêtres et le refus d'ordonner des femmes

De notre envoyé spécial

Chicago. — C'est ce vendredi 5 octobre à Chicago que Jean-Paul II devait rencontrer à huis clos les trois cent quarante-cinq évêques des Etats-Unis avant de concelebrer une messe en plein air à Grant-Park avec eux et des évêques invités du Canada, du Mexique, d'Amérique latine et d'Europe.

Le pape est arrivé à Chicago la veille au soir, après avoir passé quatre heures à Des Moines, où il a célébré la messe pour les catholiques ruraux de l'Iowa, dans un pré, devant un complexe de fermes qui constitue un musée de l'agri-

culture. Dans son homélie, il a, à travers ces fermiers de Middle-West qui cultivent une des régions les plus fertiles du pays, invité les Américains à se montrer généreux envers les moins favorisés. « Vous avez la possibilité de fournir de la nourriture à des millions d'hommes qui n'ont rien à manger, leur a-t-il dit. Vous pouvez contribuer ainsi à débarrasser le monde de la famine. »

Jean-Paul II avait quitté Philadelphie

jeudi à midi, où il avait trouvé le temps de rencontrer des séminaristes, de visiter la cathédrale des catholiques ukrainiens et de concelebrer une messe au centre civique de la ville avec des prêtres représentant tous les diocèses du pays, et une vingtaine de religieux. Il avait prêché à cette occasion sur le sacerdoce, insistant vigoureusement sur le respect du célibat des prêtres et le refus d'ordonner les femmes. Samedi matin, le pape devait se rendre à Washington pour rencontrer le président Carter. Il regagnera Rome dimanche 7 octobre.

« non » la minute suivante. Plus loin, le pape rappelle que le sacerdoce est permanent : « Nous ne rendons pas un don accordé une fois pour toutes. (...) Et il ne faut pas s'étonner si l'appel de Dieu à travers l'Eglise continue à nous proposer un ministère célibataire, d'amour et de service, selon l'exemple de Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

## Les bras croisés

Dans ce même discours, enfin, le pape aborde un sujet délicat qui aîsée les passions aux Etats-Unis : l'accession des femmes au sacerdoce. Selon un récent sondage, 46 % des catholiques américains sont en faveur de l'ordination des femmes et 48 % y sont hostiles.

C'est devenu le cheval de bataille des féministes catholiques et de nombreuses religieuses se sont associées à la lutte pour l'égalité des sexes dans l'Eglise. La sœur Donna Quinn, par exemple, président des Chicago catholic women (les femmes catholiques de Chicago), association de quatre cent cinquante religieuses et laïques, accuse l'Eglise de sexisme. « C'est une question de pouvoir et de refus chez les clercs de partager leurs responsabilités, nous a-t-elle déclaré. Très franchement, beaucoup de prêtres souffrent de complexes sexuels et psychologiques. Ils ont peur des femmes. »

Jean-Paul II ne peut ignorer cette controverse, et à la veille de son arrivée à Chicago il a déclaré : « La décision tradition-

nelle de l'Eglise d'appeler les hommes à la prêtrise et non les femmes n'est pas une affirmation concernant les droits humains. ni l'exclusion des femmes de la sainteté ou d'une mission dans l'Eglise. Cette décision exprime plutôt la conviction de l'Eglise au sujet du don de la prêtrise par lequel Dieu a choisi de gouverner son troupeau. »

Lors des applaudissements qui ont accueilli cette phrase au centre civique de Philadelphie, un certain nombre de religieuses ont ostensiblement croisé les bras.

ALAIN WOODROW.

Lire page 2  
l'article de Louis RETIF  
sur le célibat des prêtres

## La démission du cardinal Suenens a été acceptée par le Vatican

Ayant accompli ses soixante-quinze ans, le cardinal Léon-Josef Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles, a, conformément à la règle en vigueur, proposé à Jean-Paul II sa démission, qui a été acceptée, a annoncé le Vatican, jeudi 4 octobre (nos dernières éditions d'hier). Le successeur, est-il précisé, n'a pas encore été choisi. Cette information serait banale si le cardinal n'avait été un des évêques les plus entreprenants et les plus influents pour obtenir du Saint-Siège pendant et après le concile cette limitation d'âge étrange à toute la tradition de l'Eglise romaine.

Voici ce que disait notamment le cardinal-archevêque en novembre 1963 devant les Pères de Vatican II : « Se contenter d'extorquer les évêques à se retirer serait donner un coup d'épée dans l'eau (...). Le rythme accéléré du monde exige des hommes prêts à s'adapter sans cesse à l'évolution. L'âge crée un hiatus entre l'évêque et le monde. Il suffit de regarder ce qui se passe là où se sont des vieillards qui gouvernent les diocèses. Dans le monde civil, soixante-cinq ans est l'âge habituel de la retraite. On ne peut pousser l'analogie trop loin, mais du point de vue psychologique, ce qui vaut ici vaut là. »

L'énergie de ces propos a atteint son but, et l'un aurait mal compris dans ces conditions que Jean-Paul II demande à leur auteur de prolonger son mandat. Le départ du primate de Belgique est un événement. Peu de prélats, en effet, ont pris

autant de relief depuis l'ouverture de Vatican II, en 1962 et au-delà.

Pragmatique. Incisif. se passionnant pour que l'Eglise adapte ses institutions et sa théologie à son temps. Mgr Suenens n'a pas hésité en diverses circonstances à déplorer la lenteur ou la stagnation de l'aggiornamento conciliaire. Paul VI a pris ombrage de son impatience, mais plus encore de ses méthodes : le primate de Belgique avait directement recours à la presse pour s'exprimer, au risque de paraître court-circuiter la voie hiérarchique.

Tant et si bien que le cardinal, dont on s'était demandé au lendemain du concile si le pape ne pensait pas à en faire son secrétaire d'Etat, changeant son fusil d'épaule, se lança dans le soutien du mouvement charismatique. Il a annoncé son intention d'intensifier cet effort après sa retraite.

HENRI FESQUET.

**NOTRE**  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous vous téléphonez vos messages. Nous les télégraphions. Nos correspondants vous répondent par télex : nous vous télégraphions.  
**Service Télex**  
345.21.62 + 345.00.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

LE MONDE  
met chaque jour à la disposition  
de ses lecteurs des rubriques  
d'annonces immobilières.  
Vous y trouverez peut-être  
LA MAISON  
que vous recherchez.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
à 7 rue des Italiens  
75002 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4387-22

**ABONNEMENTS**  
3 mois 8 mois 12 mois

FRANCE - DOMS - T.O.M.  
155 F 270 F 385 F 505 F

TOUS PAYS ETRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
250 F 450 F 750 F 920 F

ETRANGERS  
(par mandat postal)  
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
183 F 325 F 465 F 610 F

2. — SUISSE - TUNISIE  
220 F 420 F 612 F 800 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois virements)  
vont bien joindre ce chèque à  
leur demande.

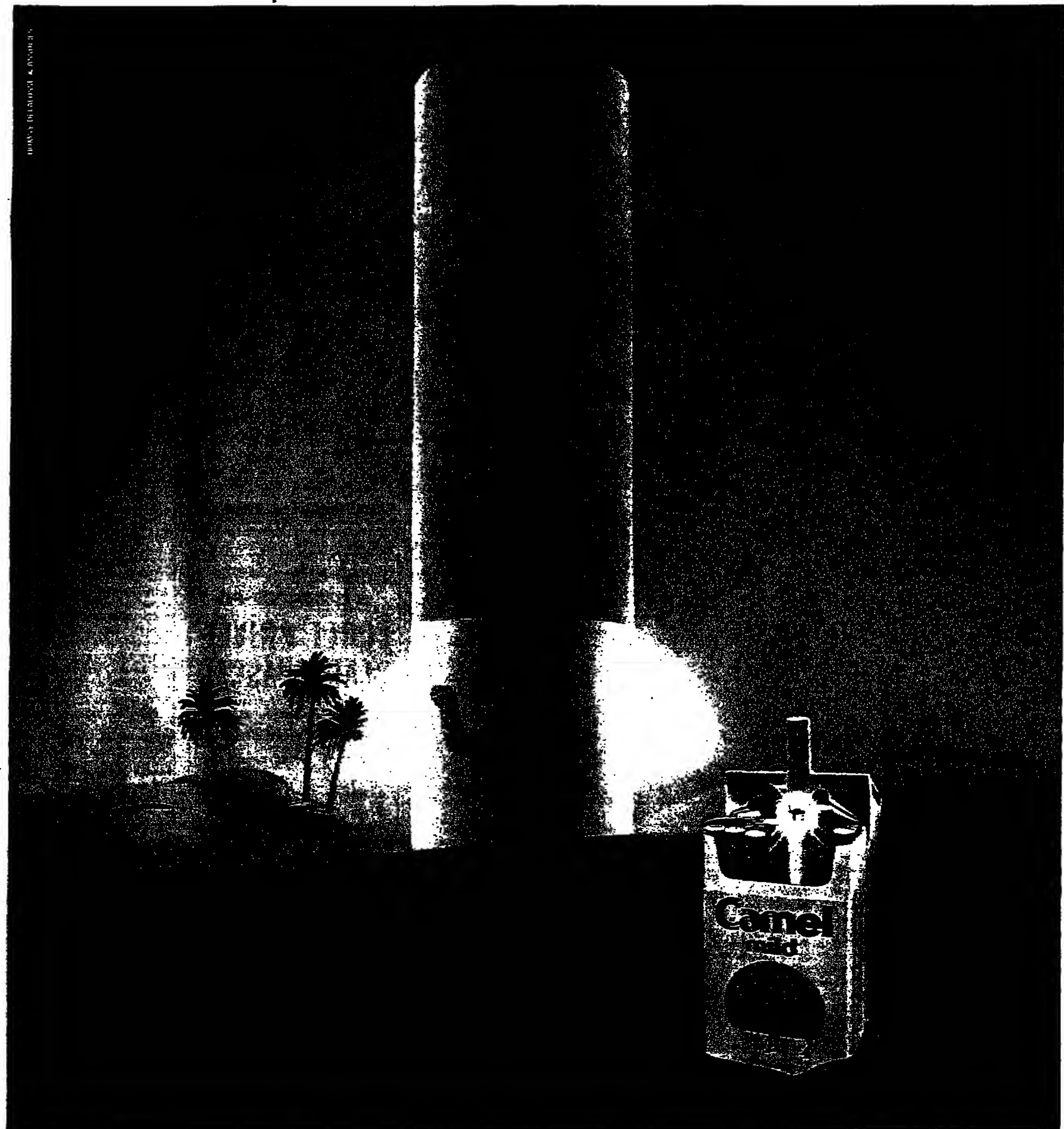
Changements d'adresse dé-  
clarés ou prévus (deux  
semaines ou plus) : nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de  
rédiger tous les noms propres en  
capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants :  
Jacques Favet, directeur de la publication,  
Jacques Savagat.

Imprimerie  
du « Monde »  
5, r. des Italiens  
PARIS-IX<sup>e</sup>  
1977

Reproduction interdite de tous arti-  
cles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 57 437.



**CAMEL MILD, LA CAMEL DOUCE.**  
(0,86 mg de nicotine et 9,7 mg de goudrons).



## ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE SUR LES ÉTUDIANTS DE 1979

### Conformistes et marginaux à la fois

Un peu plus d'un million d'étudiants sont inscrits dans les universités, les grandes écoles et les instituts universitaires de technologie (I.U.T.) cette année. Une enquête menée au mois de juin par le « Guide de l'étudiant » (1) — qui publie cette statistique — auprès de 2 950 d'entre eux laisse apparaître des jeunes plutôt satisfaits de leurs études mais inquiets de leur avenir. Cette enquête fait suite à une étude analogue faite il y a deux ans par la même revue (« le Monde » du 28 septembre 1977). La comparaison entre les deux résultats montre une grande

stabilité dans le comportement et les préoccupations des étudiants. Comme leurs aînés, ils lisent peu, ne font pas beaucoup de sport et fréquentent assez peu les salles de cinéma et les théâtres. Les rapports qu'ils entretiennent avec leur famille sont bons pour la majorité des étudiants qui, de plus en plus, habitent chez leurs parents et en reçoivent leur argent de poche. Quelques variations apparaissent cependant par rapport à l'enquête précédente : ainsi, ils sont deux fois plus nombreux à déclarer fumer régulièrement de « l'herbe » (5,8 %) et près de 60 % des étudiants utilisent

régulièrement des moyens contraceptifs contre moins de 50 % en 1977. L'enquête met aussi en évidence un certain nombre de contradictions qui « traversent » le milieu étudiant. Alors qu'ils apparaissent plutôt conformistes quant à leurs études et se préparent à travailler « plutôt dans les professions libérales et indépendantes » (après d'un tiers), ils apparaissent marginaux vis-à-vis de la société qu'ils critiquent. Ils trouvent normal, dans l'ensemble, de « refuser de faire son service militaire » (64,1 %) et pas grave de « ne pas payer ses impôts » (42,7 %).

Depuis 1978, le temps des grandes mobilisations et des manifestations de masse semble terminé. Les étudiants ont abandonné la rue. Le printemps de 1980 paraît bien loin. Les étudiants de 1979 reprochent à leurs professeurs de ne pas savoir s'intéresser aux élèves (40,8 %) ou de ne s'intéresser qu'à eux-mêmes, qu'à leur carrière (20,1 %).

Les trois quarts d'entre eux pensent qu'il n'existe pas d'organisation ou de mouvement poli-

tique qui exprime la plupart de leurs analyses et de leurs espoirs. Mais ils sont aussi nombreux à déclarer qu'ils ont plutôt envie de voter à l'élection présidentielle de 1981.

Isolés, coupés d'un monde extérieur qu'ils paraissent refuser, les étudiants ont de plus en plus tendance à se replier sur eux-mêmes. Cette tendance qui existait déjà en 1977 s'accroît.

Ils délaissent les organisations syndicales dont seulement 4,6 %

des étudiants se déclarent adhérents. L'UNEF-Renouveau (proche du parti communiste) est toujours le syndicat qui compte le plus d'adhérents. Le Guide de l'étudiant en annonce près de 23 000, alors que l'UNEF-Unité syndicale (proche des trotskistes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme) n'en rassemble que 9 000, tout en ayant plus de sympathisants (102 000 contre 90 000).

Progression des écologistes... et de M. Giscard d'Estaing

Les organisations politiques ne mobilisent pas non plus beaucoup de jeunes sur les campus. L'Union des étudiants communistes (U.E.C.) est, comme en 1977, la première organisation. Ses effectifs semblent même avoir augmenté puisqu'en deux ans ils sont passés, selon les résultats de l'enquête, de 15 000 à 21 000 adhérents. A côté, les mouvements d'extrême gauche et le P.S.U. regroupent que 15 000 membres, les étudiants giscardiens d'Aulnay-en-Brie (1 500).

La surprise de cette enquête réside dans l'importance que les étudiants de 1979 accordent au mouvement « autonome ». Près de 10 % d'entre-eux se déclarent « adhérents » d'une organisation « autonome » et 13,1 % — soit 136 428 — se considèrent comme des sympathisants de ce mouvement.

Cette désaffection pour les organisations politiques traditionnelles se retrouve dans les intentions de vote. En cas d'élection présidentielle 35,7 % des étudiants interrogés voteraient pour un candidat écologiste (contre 32 % en 1977), 17 % pour M. Valéry Giscard d'Estaing (12,7 % en 1977), 18,8 % pour M. François Mitterrand (24,8 % en 1977) et 10,1 % pour un candidat d'extrême gauche (6,7 % en 1977). La même question posée avec M. Michel Rocard comme candidat du parti socialiste, lui accorde 25,1 % des suffrages. La progression par rapport à M. Mitterrand provient essentiellement de voix prises au candidat écologiste (moins 4,6 %) et à M. Giscard d'Estaing (moins 2,3 %).

SERGE BOLLOCH.

(1) La version 1979-1980 du Guide de l'étudiant qui doit paraître le vendredi 12 octobre publie les résultats complets de ces deux enquêtes également analysées dans le numéro d'octobre du Monde de l'éducation. Le Guide de l'étudiant, 11, rue de la Ville-Neuve, 75002 Paris, 18 F.

### LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir  
assistant-réalisateur  
script-girl  
monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)  
**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

**Franck et Fils.**  
Tous les manteaux, tous les impers, tout le cuir.

**1-15 octobre.**



Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16<sup>e</sup>. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Muet.

**Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant**

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
Cours avec explications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BECM  
8, rue de Bern - 75008 Paris

**ECHANGES INTERNATIONAUX ÉDUCATIFS ET CULTURELS**  
Ass. à but non lucratif (loi 1901)  
Animés par des professeurs russophones

**COURS DE CONVERSATION RUSSE**  
Tous les soirs 18 h 30-20 h 30  
Lycée Fénélon,  
2, rue de l'Éperon, M<sup>o</sup> Odéon.  
Formation des groupes de niveau : mer. 10 oct. 18 h 30  
Renseignements : 681-85-26

**PRÉPARATION ANNUELLE A SCIENCES PO**

**ÉCOLE PRIVÉE BLAISE PASCAL**  
151 bis, rue Saint-Jacques, PARIS-V<sup>e</sup>  
Tél. 354-09-60

- Effectifs réduits
- Encadrement strict
- Sécurité Sociale des étudiants
- Rentrée le 15 octobre.

## Libres opinions

### Jacobinisme et autonomie

par JEAN DRY (\*)

L'AUTONOMIE des universités est l'élément fondamental de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, issue de mai 1968, adoptée d'enthousiasme par le Parlement. Elle introduit dans le système universitaire français une décentralisation. Les universités, établissements publics, sont dotées de l'autonomie financière (le budget devant être voté par l'établissement, en équilibre), juridique et pédagogique.

Une telle décentralisation aurait dû permettre non seulement des innovations pédagogiques (il y en a eu, pas toujours indiscutables d'ailleurs), non seulement une ouverture de l'éventail des enseignements offerts par l'université, mais aussi une réflexion courageuse et originale sur l'utilité des diplômes délivrés, sur l'intérêt des disciplines enseignées, et sur les meilleurs moyens de donner à ceux qui le demandent et en ont la capacité une formation efficace. On pouvait imaginer que, pour les disciplines scientifiques, un contact plus direct avec les débouchés industriels par l'intermédiaire des membres extérieurs des conseils d'universités permettrait d'adapter certaines formations aux besoins, pas forcément quantitatifs, mais surtout qualitatifs, des secteurs d'aval. Il était également imaginable que des contrats de recherche et d'enseignement (formation permanente) assurassent à l'université une certaine aisance matérielle.

En fait, on constate que les « bienfaits » de la décentralisation ont été tout autres : enseignants et étudiants ont laissé à une minorité d'entre eux l'usage des armes politiques et sont retournés à leurs chères études, préférant la redoutable démocratie directe à un système de représentation auquel ils ne croient guère. Cette attitude s'est manifestée d'autant plus aisément qu'elle rejoint le désir profond des universitaires et celui du ministre des universités.

Les universitaires n'ont jamais souhaité l'autonomie, en dehors de l'autonomie pédagogique, pour la plupart d'entre eux en tout cas. Ce n'est pas une véritable autonomie que de n'avoir d'autre ressource que celle de l'État, et de ne délivrer que des diplômes dits nationaux, c'est-à-dire portant l'estampille du ministère. Le diplôme national fait partie de l'héritage et des traditions républicaines. Cette vision du problème, à laquelle tous ceux (dont je suis) qui sont nés sous la III<sup>e</sup> République gardent un attachement évident, n'est malheureusement pas réaliste : les diplômes de toutes les universités n'ont pas la même valeur ; les universités étrangères et les employeurs français et étrangers le savent bien quand il s'agit de peser nos titres et nos diplômes.

Les universitaires ne souhaitent pas, non plus, une véritable autonomie financière, persuadés qu'ils sont, dans leur majorité, de la « contamination » de toute recherche et de toute activité universitaire par les contacts avec la production.

Ces réticences (délicieuses euphémisme) vont exactement dans le sens des réflexions du ministre des universités. L'autonomie des soixante-dix-sept établissements placés sous sa juridiction suppose, si l'on veut conserver une certaine cohérence, un dialogue et, si possible, une concertation avec les responsables des établissements. Ces derniers s'expriment par le canal de la conférence des présidents d'universités, seule instance groupant tous les responsables d'établissements publics d'enseignement supérieur. Le dialogue entre le ministre et la conférence suppose, de part et d'autre, une volonté de concertation, et un désir de dépasser les problèmes conjoncturels. Pour être fructueux, il nécessite l'information des deux parties ; il impose également la maîtrise, par les deux parties, de la forme du dialogue, c'est-à-dire le rejet catégorique de l'insulte, en même temps que la plus grande méfiance à l'égard de la motion.

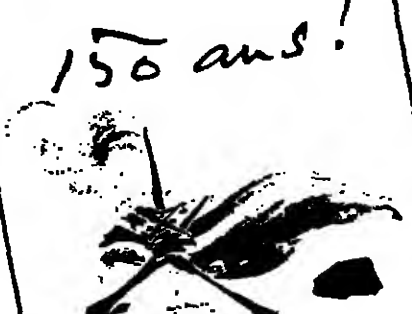
Or, la situation est loin d'évoluer dans ce sens. Le dialogue est actuellement au point mort. Toutes les mesures récentes envisagées ou réalisées par le ministre des universités aboutissent à une diminution de l'autonomie des établissements. On peut citer dans ce cadre, outre les textes mis en place par le ministère des universités qui ont été abondamment commentés dans toute la presse, l'établissement des fameuses « normes » d'encadrement des universités (système GARAGES). Ces « normes », qui ne sont que des moyennes, qui régissent la publication des postes d'enseignants dans les universités, n'ont jamais été communiquées aux présidents ; ceux-ci ne peuvent donc qu'observer le sort réservé à leurs établissements sans connaître les règles du jeu ; encore existait-il jusqu'à ces derniers mois une discussion entre le ministère et chaque président, celui-ci étant informé du nombre de postes au recrutement ; la discussion pouvait au moins permettre après consultation des conseils, d'attribuer les postes aux disciplines en tenant compte à la fois des besoins pédagogiques et du « stock » d'enseignants qualifiés susceptibles de les occuper. Il n'en est plus ainsi, et les postes de maîtres assistants (résultat de transformations de postes d'assistants) publiés au Bulletin officiel du 6 juin 1979, sont affectés aux disciplines et aux établissements par le ministère sans consultation préalable.

Refusée par la majorité des universitaires, rognée chaque jour par le ministère, l'autonomie n'est plus qu'une fiction. Faut-il la maintenir ? Assurément pas sous sa forme actuelle, car elle n'est pas crédible. Certainement oui si l'on souhaite que le système universitaire français sorte de sa sclérose et si l'on veut éviter que l'État ne soit amené, chaque fois qu'une formation spécifique et originale est nécessaire, à créer une école située en dehors de l'université (ENA).

Il y aurait grand danger à laisser jouer sans contrôle le vieux réflexe jacobin et centralisateur cher à la tradition républicaine de notre pays. On pourrait craindre que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il ne reste plus qu'à attendre, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la prochaine phase du cycle infernal, l'explosion libératrice (?) après la centralisation abusive.

(\*) Président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI). M. Dry était premier vice-président de la conférence des présidents d'université jusqu'au 20 septembre dernier.

**150 ans!**



**AUX TROIS QUARTIERS**

**Prix exceptionnels**  
du 28 septembre au 10 octobre  
**AUX TROIS QUARTIERS**

BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS  
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

**1 semaine**  
Hôtel...  
160 F.

NIC



# Le Monde

des loisirs  
et du tourisme

AU CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL DES AGENTS DE VOYAGES

## L'ORDINATEUR, ANGE OU DÉMON ?

D'États même de M. Jean-Claude Rousch, président du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), le congrès réuni du 26 au 29 septembre à Cannes devait essentiellement « maintenir la profession d'agent de voyages dans la course », autrement dit aborder de front les problèmes d'actualité. Le congrès de Cannes semble avoir mieux réussi, de ce point de vue, que celui de Pataya (Thaïlande), en 1978.

Sans thème ni ordre particuliers, les agents de voyages ont abordé les difficultés petites et grandes que leur vaut l'actualité. Et, d'abord, la lancinante question des augmentations du prix du kérosène et des variations de taux de change. Entre le moment où il prend son billet et celui où il part, l'acheteur d'un voyage a fort à se voir réclamer une ou deux « rallonges ». On annonce pour cet automne des hausses de 20 % sur certains voyages.

Lorsque l'addition initiale s'élève à 5 000, 7 000 ou 9 000 F, le surecôté ne peut être ressenti que douloureusement par le consommateur, d'autant que les compagnies aériennes modifient leurs compteurs sans crier gare. « C'est la crédibilité de nos brochures qui est en cause », a déclaré M. Michel Duxort (M.V.M.), auquel M. Pierre Soutet, d'Air France, a fait écho : « Il faudrait établir des règles claires pour l'augmentation des tarifs afin que le consommateur n'ait pas l'impression de magouilles. » Une « table ronde » réunissant administration, compagnies aériennes et agents de voyages essaiera bientôt de mettre de l'ordre dans la maison.

La deuxième « préoccupation du congrès — qui, chronologiquement, fut abordée le dernier jour — était la France. La présence massive de la direction du tourisme à la tribune rappelait que le gouvernement souhaitait des agents de voyages plus soucieux de « vendre » du voyage dans l'Hexagone aux étrangers mais aussi aux Français. M. Jean-Pierre Solson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, avait d'ailleurs indiqué dans son discours inaugural qu'il avait décidé « d'ouvrir trois dossiers qui correspondent à autant de marchés qui s'ouvrent aux agents de voyages. Le premier est celui de la mise en valeur touristique de nos départements et territoires d'outre-mer. Ils sont le soleil de la France. Le deuxième marché est celui du thermalisme. Le troisième concerne la politique des congrès ».

Ce souci de redorer le blason touristique national et d'accroître les rentrées de devises se heurte à beaucoup d'obstacles. L'agent de voyages préfère fabri-

quer un forfait aux îles Maldives qu'un Corréze. C'est plus prestigieux. Lorsqu'un voyageur comme M. Claude Chazier (Loisirs Voyages) crée des randonnées en canot ou à cheval dans son département « parce que les Français recherchent les mêmes produits qu'organisés qu'à l'étranger », il se heurte souvent à la concurrence d'un office de tourisme ou d'un syndicat d'initiative. Et puis, il y a tant de progrès à réaliser pour fournir au client ce qu'il est en droit d'attendre ! « Il n'existe pas de visites régulières et organisées de villes comme Avignon, ou de pays comme le Beaujolais », a rappelé M. Jean-Claude Murat, ancien président du SNAV. Les structures d'accueil sont tellement éparpillées ! M. Alain Gerriez, directeur du tourisme, a illustré ces insuffisances en rapportant une conversation avec le président de l'agence de voyages américaine de Walt Disney.

« Lorsque je lui ai expliqué ce qu'étaient nos gîtes ruraux, il a été séduit. Il m'a demandé combien nous en gérons. Je lui ai donné le chiffre de 35 000. Il m'a proposé de les retenir tous et toute l'année... ce qui était évidemment impossible ! » La France, pays aux quatre-vingt-quatre cathédrales, est vendable, mais il faudra aux professionnels beaucoup progresser pour qu'elle soit vendue.

### Informatique et gestion

Le plat de résistance du congrès de Cannes a été composé d'informatique et de télématique. Comme toutes les professions, les agents de voyages ont senti qu'ils ne pouvaient se désintéresser des progrès formidables réalisés par la machine. Une exposition de matériels jouait la salle où les participants ont tenté de

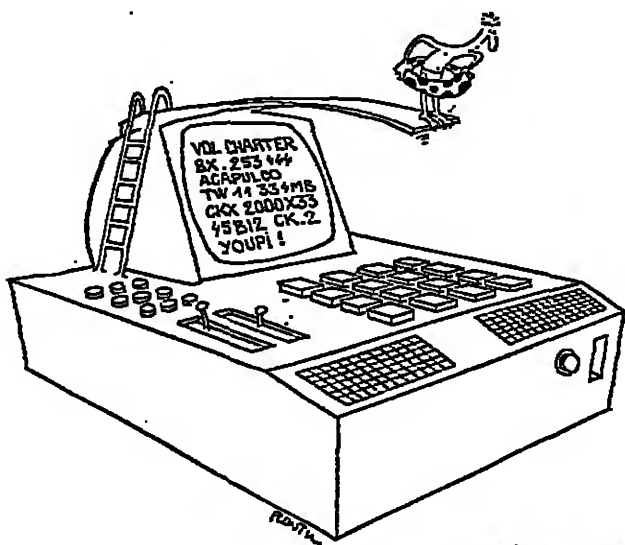
comprendre si l'ordinateur, l'ordinateur et la console de visualisation représentaient des améliorations ou un danger.

En matière d'informatique de gestion, tout le monde est convenu que la machine pouvait économiser du personnel et peut-être de la paperasse. Toutefois, les avis des spécialistes divergeaient sur le coût et même sur les subventions à attendre de la part des pouvoirs publics. Plus précis et plus animé a été le débat sur le service de télématique touristique (S.T.T.) qui permettrait aux agences de voyages de consulter, sur un même écran, les services de réservation du Club Méditerranée, ceux de la S.N.C.F. et ceux des tours opérateurs, d'établir séance tenante un billet, et, après la fermeture des bureaux, de tenir la comptabilité de l'agence grâce à la mémoire des « disquettes » placées dans la machine.

On a appris au cours du débat qu'Air France et U.T.A. ne se faisaient plus tirer l'oreille pour entrer, le 15 mars 1980, dans ce service ; que le tarif du nouveau service s'élèverait au double de celui d'un terminal actuel d'Air France. Le fonctionnement du S.T.T. sera effectif le 1<sup>er</sup> janvier 1980 et sera confié à une société de droit privé où cohabiteront Télématique, filiale des P.T.T., et la Cap-Soged.

L'impressionnisme et les contradictions de la direction générale à l'aviation civile (D.G.A.C.) sont apparus en pleine lumière lorsque son directeur, M. Claude Abraham, a affirmé que les compagnies aériennes étrangères n'auraient pas la faculté de brasser leurs réservations sur S.T.T. sans négociations. C'est un peu comme si les P.T.T. empêchaient ces mêmes compagnies de s'abonner au téléphone !

ALAIN FAUJAS.  
(Lire la suite page 18.)



(Dessin de PLANTU.)

LE TRENTE-TROISIÈME SALON DE LA PHOTO ET DU CINÉMA

## L'OBJECTIF PERD DU POIDS

Le trente-troisième Salon de la photo et du cinéma se tiendra à Paris, à la porte de Versailles, du 20 au 29 octobre prochains. Toutes les grandes firmes, à l'exception d'Agfa-Gevaert et de Kodak, y exposeront leurs fabrications et, plus particulièrement, leurs produits et leurs nouveaux appareils. Ceux-ci seront nombreux cette année. Certaines maisons exposeront même des gammes entièrement nouvelles de matériels de prise de vue.

Le premier producteur à bouleverser son catalogue est le japonais Fujifilm. L'évolution de ses boîtiers reflex 24x36 est totalement supprimée et remplacée par quatre modèles électroniques, les Fujica AX-5, AX-3, AX-1 et STX-1. L'AX-5 est le plus intéressant : compact sur la base d'un même boîtier recevant des objectifs à balayette : Fujifilm abandonne donc son système de fixation traditionnelle à vis et est le premier constructeur japonais à délaisser la monture à vis, Pentax et Chinon ayant... sauté le pas voici quelques années. Les trois Fujica AX sont automatiques et peuvent recevoir un moteur d'entraînement de la pellicule (prise vue par vue ou à deux images par seconde), ainsi qu'un flash spécial permettant l'automatisme de l'exposition. Le STX-1 est un semi-automatique, modèle le plus simple.

L'une des tendances importantes du Salon réside dans la multiplication des 24x36 reflex automatiques simplifiés, de prix modérés (moins de 1 800 F). Sur ces appareils, l'utilisateur obtient une exposition automatique sans régler la vitesse, et parfois — hélas ! — sans même la connaître. Il peut dans la plupart des cas monter sur le boîtier un moteur entraînant le film et un flash automatique. Un modèle similaire au Fujica AX-1 sera présenté par Asahi, le Pentax MV. Ces boîtiers suivent de près ceux que commercialisent déjà les autres japonais : Canon AV-1, Nikon EM, Olympus OM-10, Minolta XG-9 et Chinon CE-4.

### Trois automatismes

À côté de ces reflex simplifiés, des modèles très sophistiqués seront présentés, notamment avec trois automatismes : réglage automatique de la vitesse après choix du diaphragme, système inverse, et automatique à programme. Dans ce dernier cas, la cellule décide elle-même du diaphragme et de la vitesse selon un échantillonnement pris en compte par le constructeur. C'est le cas de Canon A-1, de Minolta D-5 et du Fujica AX-5.

Les objectifs destinés à ces appareils sont de plus en plus compacts. Parmi les équipements standards, plusieurs constructeurs proposent des optiques légères et bon marché, dont le prix est la moitié ou le tiers de celui des objectifs classiques (compacts de Canon, série B de Nikon jusqu'à 50 millimètres de Minolta...). Ces nouveaux venus possèdent les mêmes performances que les optiques plus coûteuses, mais leur montage conçu pour les amateurs résisterait mal à l'usage intensif qu'en font les professionnels.

Dans le domaine des optiques de complément, on observe une diminution importante du volume des téléobjectifs, surtout ceux de type à miroir. Ainsi, un 500 millimètres à miroir ne mesure-t-il plus que 9 à 10 centimètres de long, soit la moitié ou le tiers des anciens modèles (Minolta, Tokina, Vivitar...). A côté des reflex 24 x 36, la

plupart des firmes exposeront de petits 24 x 36 à objectif fixe. De nouveaux modèles seront proposés par Fujifilm, Minolta, Olympus, Konica, Ricoh, Vivitar etc., dont plusieurs à mise au point automatique. Ces appareils, qui rencontrent désormais de plus en plus de succès, ne laisseront plus guère de place au système 110, le miniformat qui consomme du film en cassette. Les nouveaux 110 seront rares et le seul modèle original du Salon sera le Minolta Autozoom Mark II. Cet appareil, très complexe, est un reflex automatique doté d'un objectif à focale variable. Ce sera le seul 110 perfectionné avec le Pentax Auto 110 qui avait été lancé à la Photokina de Cologne, un reflex à objectifs interchangeables pouvant être équipé d'un moteur d'entraînement.

ROGER BELLONE.

(Lire la suite page 17.)

## VERS LE NORD

Un Danemark aux cinq cents îles

QUELQUES tentements de cloche, mêlés au grincement du treuil et à des ordres rapides, animent le calme de ce matin naissant. L'étrave blanche s'abaisse. L'Arveprins Knud, dans des remous d'eau sur quoi plane une mouette, quitte le Fyn pour le Jutland. Chaque jour, des dizaines de bateaux chargés d'insulaires, de nordiques, jugés, élus, plus froids et plus austères, la ville s'est acquise une réputation de galet et de liberté. Renommée méritée, certes, mais qui ne fut pas moins traversée de luttas, de périls et de tristesses. Sous le bonhomme, parce le sérieux, que le poids des ans renforce.

Archipel au sommet de l'Europe, et vu en cela à la conquête de la mer, le Danemark semble vivre sur feu : cinq cents îles le plus souvent à fleur de vagues, des détroits sans nombre, des mers intérieures immenses ou minuscules, des caps partout. Les routes mènent toujours à une côte, avec toujours au bout un navire, pour embarquer ses cargaisons. Loin, l'héritière des Vikings, la nation a inscrit au long de son histoire, pour ainsi dire en filigrane, ce goût pour le grand large.

Pourtant, dès qu'il a débarrasé, l'image d'un village s'impose aux yeux du voyageur. La campagne, parfaitement nulle mais sans excès, les maisons, les champs respirent une joie vraie, simple et comme pleinement accordée à la nature. Tout y est à la mesure humaine, conçu pour son épanouissement. Paysage tiré au cordeau, mais sous l'inspiration d'un jardinier parolier fantasiste : habitations basses, évanescentes, précédées d'un carré de gazon planté du haut mâle traditionnel ou flots le drapeau rouge à croix blanche. Pas de clôture, une porte ouverte pour le voisin ou le passant. Au-delà, un mouvement léger de soies courées d'arbres défilants des champs dont les vers, sans jamais se heurter, s'évalent d'eau.

La route parfaite, bien qu'étroite, qui conduit de Nyborg à Bodden, coupant le Fionie du Sud, est un enchantement. Horizons doux, vastes dans leurs limites, étendus sous un ciel pour peintres de marines. De larges fermes ; les plus anciennes en forme de fer à cheval, d'autres en briques, sorties de cultures ; parfois, une demeure seigneuriale où l'on rêverait de vivre. On traverse ainsi, marqué par la suite utile des jours et la lente succession des saisons, un coin de paradis, chanté par Andersen et où effleure la mythologie scandinave. Un humble port de pêcheurs aligne sur deux petits quais d'intimes maisons de bois, vivement colorées. La grève de sable, piquetée d'herbes sèches, s'étend juste après, à perte de vue.

De l'autre côté du Store Bælt se trouve le Sjælland, la plus grande des îles. Même sollicitude pour la terre, même décor plim-

pant ; on a le sentiment de franchir des bourgades où la moindre des choses, à la source : les parterres de fleurs, les dentures, les visages clairs des enfants traversant sagement sur leurs bicyclettes l'avenue pavée. Par l'autoroute, on arrive rapidement à Copenhague. Sous méditerranéenne des autres capitales nordiques, jugées, élus, plus froids et plus austères, la ville s'est acquise une réputation de galet et de liberté. Renommée méritée, certes, mais qui ne fut pas moins traversée de luttas, de périls et de tristesses. Sous le bonhomme, parce le sérieux, que le poids des ans renforce.

La vie se laisse aller et nourrit chaque instant d'un certain plaisir à la respirer. Sur les trottoirs, des jeunes, nonchalants, boivent de la bière ; on s'allonge d'importance, pour profiter du soleil. Dans la Frederiksborggade, l'une des rues commerçantes du centre, la mode, est aux pieds nus. A l'angle d'une terrasse, un orchestre de jazz improvise ses mélodies. La musique résonne partout. Sous l'arche à l'antique de Thivoli, citadins et touristes se pressent au guichet des billets que des gardiens tiennent comme des soldats impériaux contraindre avec placidité. Rengaines et flonflons se déversent dans ce lieu célèbre des amusements où les adultes se mettent à la mesure de l'émerveillement des enfants.

Musique encore, autour de Nyhavn, faite de guitares hippies, du cliquetis de l'eau. A travers les mâtures, les vitelles maisons brouillent les bleus, les jaunes, le vert pâle ou le safran de leurs façades. Musique des fontaines — celle de Holbro Plads, par exemple — où jouent des pigeons que le silence d'un paquebot en partance pour Bornholm effraye soudain. Les sentinelles, bonnet à poil sur les yeux et fusil entre leurs bras croisés, cliquent : des talons dans la alliance du palais d'Amalienborg, demeure de la reine. Etomante construction, au bord de l'eau, harmonisée à la place octogonale ; au fond, l'église de Marbré complète ce décor de riche théâtre.

Copenhague recit dans son héritage cette alouette gracieuse, que les monuments découpent de leur toiture en cuivre vert : bulbes, dômes, clochers, tours étirées du palais de Christiansborg ; flèche torse de la Bourse, faite de quatre queues de dragon, piques aériennes de Saint-Nicolas. A la fin de jour, les architectures se font capricieuses, et dans le soleil pâle s'allument de leurs étonnantes. A l'écart, beauté figée, indifférente à ses adorateurs, Den Lille Havfrue, la fameuse Petite Sirène, rêve sur son socle. Mais le rumeur, déjà lointaine, de la ville ne l'atteint pas.

DOMINIQUE VERGNON.

1 semaine  
Hôtel\*\*\*\*  
760 F.  
VOYAGE CONSEIL  
NICE

la  
**TUNISIE**  
Parlez-en  
à ceux qui la connaissent bien

- Week-ends de la Toussaint
- de Noël et du Jour de l'An
- Circuit archéologique
- Circuit Découverte du Sud
- 26 hôtels et formules de séjour
- 1320F Paris/Paris
- 1 semaine en novembre et janvier
- 3 semaines dont 1 gratuite : 2050F Paris/Paris

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon\* à

**TUNISIE CONTACT**

30, rue de Richelieu • 75001 Paris • 296.02.25 et 296.14.23

Nom .....

Adresse .....

\* ou adressez-vous à votre agence de voyages

1C A651



# FOURCHETTE EN L'AIR

## Curry à toutes les sauces

**M**URS roses, de la couleur écarlate du Rajasthan, bas-reliefs de bois découpés, enseignes venues de l'Etat de Karathaka, dans l'Inde du Sud, peintures retraçant l'épopée ramayana ou montrant des divinités que le drapeau fait s'entrelever, colliers odorants, riches tissus... Il a suffi de tourner le dos au boulevard des Capucines pour oublier d'un coup son tumulte, et, avec lui, la capitale. Nous sommes en Inde. Et tout va nous le rappeler sans cesse, de la musique savamment distillée par d'invisibles conques au son de l'hôte, en passant par les silhouettes que chaque mets dis-

boud (beef hot kabab, 32 francs), qui peuvent avoir été hachées fin avant de passer par les feux du four (beef shish kabab, 30 francs).

Les curries sont légion. Du chicken begam, korma, poulet aux herbes (32 francs) au beef curry comme le mijotent les ménagères d'Hyderabad (35 francs), via le chicken jalfrezi (32 francs), poulet aux oignons et poivrons nappés de sauce, ou encore le chicken kofta curry (35 francs), un plat de boulettes de volaille à la mode de Calcutta. Mais le mutton kashmiri (35 francs), où voltigent l'agneau, l'oignon, le tomate, le coriandre, le cumin, l'ail, le gingembre et le noix de cajou, pour donner le grand moment de ce repas.

Végétariens, ne pas s'abstenir : on vous servira ici des curries de légumes excellents, tel le matar panir curry (petits pois et fromage blanc, 30 francs) ou l'aloo gobi (30 francs), spécialité venue du Pendjab. Et, bien sûr, du riz préparé de trois manières. Avec une « carte des pains » qui ne compte pas moins de six sortes de gâteaux — farcies ou non de viande ou de légumes —, au sur du miel, à faire son choix. Aussi peut-il venir à plusieurs, commander chacun un plat différent et jouer à la dinette en picorant chez son voisin — chez ses voisins.

Un repas indien est une fête, dont on peut donner le signal de diverses manières. Pour se faire un peu le palais, on pourra commencer par un chicken chutney, une composition où des blancs de poulet s'accommodent à merveille de crème fraîche et d'épices (24 francs), à moins qu'on ne lui préfère une boisson odorante de Lucknow soignée, potage très prisé dans la région de Lucknow (13 francs).

Après quoi, il faudra choisir (à moins de disposer d'un appétit de maharajah) entre les plats cuisinés au tandoor et les curries. Le tandoor, c'est le four indien traditionnel où grillent et rôsent sur le charbon de bois soit un coquillet préalablement « peinturé » des patates au crouillon d'une rouge mixture épice (tandoori chooja, 28 francs), soit des viandes de

\* Vichou : 11 bis, rue Volney, 75005 Paris. Tél. 327-50-45. Fermé le dimanche.

# La France et le marché international des congrès

## ANNECY CHANGE LA PEAU DE « L'IMPÉRIAL »

La France n'est pas très efficace sur le marché international des congrès. M. Jean-Pierre Solissen, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, en est convenu, devant le récent congrès du Syndicat national des agents de voyages : « La France saisisse mal les chances qui lui sont offertes. Notre pays accueille aujourd'hui cinq fois moins de congrès que la Suisse. Or un congrèsiste dépense trois fois plus de devises qu'un touriste ordinaire et il le fait en dehors des saisons de vacances. La part

de la France n'est que de 2 % du marché international des congrès.

En attendant qu'un organisme public coordonne les efforts des professionnels, les grandes villes s'équipent de palais des congrès. Si Nice a renoncé à installer le sien sur la place Masséna, Clermont-Ferrand inaugure dans son centre une « maison des congrès », et Annecy espère loger un « centre d'animation culturelle » dans l'Impérial, un ancien palais.

**T**EMOINS d'une époque révolue, la France, l'un des derniers bateaux à aubes naviguant sur un lac, et l'Impérial, le palais le plus prestigieux de la Haute-Savoie, sont restés pendant plusieurs années face à face dans la baie d'Annecy, rappelant aux Annécien les fastes passés du lac. Le premier a sombré au cours de l'hiver 1971. Le second, longtemps en proie aux assauts du vent, de la pluie et du froid, n'est plus aujourd'hui qu'une carcasse sombre dominant l'un des sites les plus agréables de la région.

Construit en 1913, l'ancien hôtel, qui est situé à 1 kilomètre du centre de la ville et au bord du lac, disposait de trois cents chambres et accueillait une clientèle fortunée. Il fermait au début des années 60, puis ses murs furent rachetés par la ville d'Annecy en 1965. L'emplacement fut alors convoité par des promoteurs qui souhaitaient « sauver » la vocation hôtelière de l'édifice, mais exigeaient en contrepartie une privatisation de quelques hectares du parc, afin d'y construire des immeubles. La ville a repoussé ces propositions et ouvert au public le parc, d'une superficie de 8 hectares. On envisageait même, il y a quelques années, de détruire la bâtisse dont les 1500 mètres carrés de toiture donnaient des signes de fatigue. « L'Impérial va revivre », lais-

sent aujourd'hui entendre les élus municipaux et le maire, M. André Fumey (sans étiquette). Depuis plusieurs années, Annecy souhaitait accueillir des congrès, mais la ville ne pouvait guère proposer que sa salle des expositions, au confort notoirement insuffisant pour ce type de manifestations. Les 14 000 mètres carrés de plancher du palais seront totalement rénovés pour offrir l'infrastructure nécessaire à des congrès de six cents à sept cents personnes.

Le projet de l'hôtel Impérial s'inscrit enfin dans un vaste programme d'aménagement de la cité savoyarde, qui prévoit l'ouverture, en 1981, d'un centre d'animation culturelle associé à des commerces, et la destruction de l'ilot du casino (un théâtre, un cinéma, un restaurant et une salle de jeux), dernier obstacle visuel entre la ville et son lac.

L'Impérial rénové ouvrira probablement dans deux ans, après avoir subi de profondes modifications. L'arrivée des premiers congressistes risque cependant de poser de sérieux problèmes d'hébergement. Annecy n'a pas en effet été épargnée par la crise qui touche l'hôtellerie savoyarde : en 1976, trois mille vingt-quatre chambres d'hôtel avaient été fermées dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie (Le Monde du 30 avril 1977). Ce processus s'est poursuivi au cours des dernières années. Et aujourd'hui Annecy ne dispose plus que de six cent quarante lits d'hôtel. Dans quelques jours, un établissement de soixante-cinq chambres fera pour être transformé en appartements.

CLAUDE FRANCHILLON.

# LE CONGRÈS DU SNAV

(Suite de la page 17.)

Un responsable des télécommunications convenait, en privé, qu'il serait impossible techniquement de pratiquer une telle ségrégation entre les clients de S.T.T. Personne ne sait, d'ailleurs, si S.T.T. se révélera un instrument indispensable. M. Max Albert, de Jek Tour, a affirmé que « 18 % seulement de nos ventes sont réalisées par l'intermédiaire des terminaux Alpha 3 d'Air France ».

## « Le voyageur se tourne vers nous »

Personne ne sait non plus si l'expérience Télétel bouleversera la profession. A la fin de l'année 1980, deux mille foyers de Vélizy (Yvelines) pourront utiliser leur téléphone pour faire apparaître sur leur téléviseur les horaires de la S.N.C.F., un catalogue de vente par correspondance, celui du Club Méditerranée ou les spectacles donnés dans la commune. Rien ne s'oppose techniquement à ce que l'usage se serve de ce système Télétel pour réserver une place d'avion ou un voyage à forfait. Plus besoin d'agent de voyage. « Pas du tout, ont dit les optimistes. Notre rôle de conseil pourra ainsi apparaître. Comment voulez-vous que le client s'y retrouve puisqu'une page de nos catalogues touristiques traditionnels représente cinquante « pages » électroniques.

Vous représentez-vous la quantité de touches à tripoter sur le clavier pour obtenir l'information recherchée ? Le voyageur se tournera forcément vers nous pour que nous l'aidions. »

Le SNAV s'est posé beaucoup de questions et a formulé peu de réponses. Après tout, le colloque « Informatique et Société » auquel le président de la République a présidé son concours, le 28 septembre, n'a pas fait mieux. Les agents de voyage ont prouvé, par ce congrès studieux, qu'ils étaient « dans le coup », selon le vœu de leur président, et qu'ils cherchaient à en finir avec l'amateurisme trop souvent rencontré dans leur profession.

ALAIN FAUJAS.

# TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

## Côte d'Azur

**VILLERFRANCHE-SUR-MER**  
HOTEL WELCOME 3 étoiles  
Bord de mer, cuisine renommée.  
06320 Villerfranche-sur-Mer.  
Tél. : (93) 80-88-81.

## Mer

## ÎLE DE JERSEY

(Des Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette ravissante petite île (30 km sur 10 km, 75 000 habitants).

Dans ce joyeux petit Etat indépendant, situé à 20 km des côtes françaises, mais rattaché à la Couronne d'Angleterre, les petites pensions sont accueillantes, les hôtels sont confortables et les palaces de très grand luxe. Vous apprécierez le calme, la nature, les petits ports, les immenses plages, la campagne, les auberges, les pubs et, dans la zone Saint-Étienne, un Londres en miniature, vous découvrirez un étonnant shopping.

Par bateau, par hydroglossier : Saint-Malo, Portbail, Carteret, Granville, Porcar-ferry, Saint-Malo, Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly-Sud (C.F.A. Réservé : tél. 936-60-06).

Un long week-end, une semaine à Jersey, c'est le dépaysement, la qualité de vie, la perspective. Pour documentation en couleurs, écrivez à : Office National de Tourisme, Service France 16, Jersey (Des Anglo-Normandes).

## Station thermale

66160-LE BOULOU (Py. Or.)  
La station du Fole et de la Vézicle, migraine, allergies, sequelles d'hépatite, goutte, diabète, eczémas.  
Hôtel du Grillon d'Or \*\* NV  
Hôtel du Canigou \*\* NV

## Angleterre

**KENSINGTON**  
Une situation exceptionnelle près du métro South Kensington et Harrods, 90 P. car-ferry, Saint-Malo, Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly-Sud (C.F.A. Réservé : tél. 936-60-06).

## Côte d'Ivoire

**ASSOUINDE**  
Village hôtel Paléotour (à 80 km d'Abidjan) formule club buffets à volonté, vin inclus, ski nautique, mer, lagune, pirogue, cheval, tennis, piscine, orchestre, club, jacuzzi, très confortable, chambres doubles climatisées, piscine, septembre à mai.  
B.S. : 1.160 F ; E.S. : 1.540 F (semaine)  
Réservation : 885451870  
B.P. 4375 ABIDJAN  
Tél. 3.500 Fannaboul.

# Océan Indien

Une semaine au départ de Paris  
1 Comores... 4.570 F A/R  
2 Maurice... 4.970 F A/R  
3 Mayotte... 3.775 F A/R  
4 Nauru... 3.280 F A/R  
5 Nossi-Bé... 5.195 F A/R  
6 Réunion... 3.965 F A/R  
7 Seychelles... 4.415 F A/R  
8 Tananarive... 4.300 F A/R  
Excluant charges prestations :  
1) 230 F - 2) 250 F - 3) 300 F  
4) 385 F - 5) 540 F - 6) 490 F  
7) 700 F - 8) 750 F  
Pour séjour 2, 3 ou 4 semaines  
et COMBINAISON DES TRES NOUS  
CONSULTEZ  
NOUVEAU MONDE  
8, rue Maitillon - 75006 PARIS  
Tél. 329-48-48 Lco. 1.171

# JERSEY

2 NUITS EN PENSION COMPLÈTE 585 F  
Départ : 18/10 au 18/10  
23/10 au 23/10  
Transport par autocar  
gratuitement S.T.R.A.V.  
L'Espresso  
28, rue Delambre 75014 Paris  
Tél. 327.94.25

# TIGNES

**7 JOURS EN STUDIO 2 PERSONNES 630 F**  
+ Forfait remontées mécaniques.  
SUPPLÉMENT POUR SINGLE : 150 F  
7 JOURS... 1100 F  
En 12 pension, hôtel 2 étoiles  
+ forfait remontées mécaniques.  
SUPPLÉMENT POUR SINGLE : 220 F  
DATE DES SÉJOURS FORFAITAIRES :  
Du 20 octobre au 15 décembre 1980.  
Du 5 janvier au 9 février 1981.  
Du 19 avril au 3 mai 1981.

Veuillez inscrire votre nom et adresse sur la carte postale ci-jointe.

NOM

ADRESSE

Remarque : les prix sont indiqués en francs français.

OFFICE DU TOURISME

73200 TIGNES

Tél. (04) 05 15 15 Tél. 90000

et principales agences de voyages

# A céder proximité immédiate

Bestia (Corse) Hôtel-restaurant  
50 chambres - tout confort  
travail toute l'année - chiffre  
affaires prouvé - prix à débattre - facilités 50 %. Ecrire :  
Scomar, 20, av. Emile-Saï, 20200 Bastia.

# RÉSIDENCES

Campagne • Mer • Montagne

Grand choix terrains, villas, maisons, villages. Tous prix, crédits. NOVABEN, 45, allée Paul-Biquet, 94000 BOULOGNE - Tél. (1) 75-43-44.

# MOUGINS - CÔTE D'AZUR

Très belles propriétés arrière-pays. Appartements grand standing Cannes. HELLAND IMMOBILIER. Place du Village 06000 MOUGINS. Tél. : (93) 75-24-25.

• STATIONS SKI SAVOIE recherchent pour investisseurs studios et 2 pièces. Financement complet.

• LES MENTURES, à saisir : studio, Les Breilles, 11<sup>e</sup> étage, tout meublé, 120.000 F.

• CAGNES-SUR-MER, vende studio, bord de mer, 35 m<sup>2</sup>, 170.000 F.

• Financement CANNES, via appartement, état neuf 75 m<sup>2</sup>, loggia, cave, parking, 370.000 F Location mens. 2.200 F net.

• CABINET VALMEE - B.P. 15, 73200 ALBERTVILLE. Tél. (73) 35-32-35.

# CALAIS RAMSGATE

Exemple de prix\* à payer pour la traversée d'une voiture moyenne (type R16, 304) avec 4 ou 5 passagers. Sur Hoverlloyd, seule la voiture paye. Pas les passagers (jusqu'à 5).

\* Tarif C off peak. Sous réserve licence carterbus.

Recommandé et réservé à votre agence de voyages ou à Hoverlloyd Paris, 24, rue de Saint-Quentin, tél. 278.75.05 ou à Hoverlloyd Calais, Hoverport International, tél. (21) 96.6110.

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

et principales agences de voyages

# Inauguration à Clermont

**A** Clermont-Ferrand, capitale régionale, pôle d'attraction économique de l'Auvergne, ville universitaire, marquée une maison des congrès. Le vide est désormais comblé. Le 1<sup>er</sup> octobre, en l'honneur de M. Roger Quilliot, sénateur, maire socialiste de Clermont-Ferrand, président de l'Association des maires des grandes villes de France, n'a pas manqué de souligner cette création, dont le coût s'élève à trente millions de francs, a été entièrement réalisée par la municipalité, sans aucune aide gouvernementale.

La capacité hôtelière de la ville est de mille cinq cents chambres, et la plupart des grands hôtels se trouvent à proximité de la nouvelle maison des congrès. Quant à la restauration, une salle de réception peut accueillir plusieurs centaines de personnes autour d'un buffet froid, mais les congressistes bénéficieront aussi de la grande salle et du restaurant de la gare routière, qui jouxte la maison des congrès.

Maison des congrès certes, mais aussi maison de la culture : il est impensable que ces deux aspects fussent dissociés. Aujourd'hui, M. Quilliot a la ferme conviction que l'ouverture de cette maison « devrait à terme entraîner une démultiplication de l'activité culturelle ». Clermont-Ferrand, qui « attirait », pourra aussi « rayonner ».

Outre l'aménagement intérieur

JEAN-PIERRE ROUGER.

# LE BYBLOS à STROPEZ

cadre prestigieux

Vacances de grande dame

PHONE (94) 97.00.04

TELEX 470.235 / CABLE BYBLOS

# Une île reste à découvrir: Chypre!

Découvrez ses multiples attraits : 340 jours de soleil par an, des plages de sable fin, des hôtels modernes, très confortables, avec animation et équipements sportifs. Sans oublier tous ses trésors archéologiques, ses monuments grecs ou byzantins.

Découvrez enfin la chaleur de l'accueil chypriote car l'hospitalité est un mot qui a trouvé ses racines à Chypre.

Consultez votre Agent de voyages.

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

50, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

TOURISME

HISTOIRE DU

PRENEZ L'AVANTAGE

LE TEMPS D'UN

POUR 187

\* Prix par personne

pour une voiture

avec deux passagers

aller et retour au

départ de Boulogne.

Pour tous renseignements

et réservations,

adressez-vous à

un agent de voyages.

Norman

9 place de la Madeleine



# Hippisme

## L'HISTOIRE DU GALOP DANS LE BROUILLARD

ON raconte, au vestiaire des jockeys, une pittoresque histoire. C'était voilà une douzaine d'années, à Chantilly. Un grand entraîneur tenait en médécine ostime un « trois ans » qui n'avait encore couru que deux ou trois fois. Encore qu'il n'était pas, officiellement, déclaré forfait, il avait renoncé à lui faire disputer le « Jockey-Club ». Le jockey du poulain, lui, le jugeait très bon et était persuadé qu'il pouvait gagner la grande épreuve.

Un matin où, sur le terrain d'entraînement des Aigles, des rumeurs de brume retenaient au sol les dernières ombres de la nuit, le jockey engagea le cheval dans un raccourci et le fit repartir devant ses compagnons d'entraînement qui, eux, avaient fait le grand tour. Le poulain arriva ainsi plusieurs longueurs devant les autres et soufflant deux fois moins qu'eux. Ce que voyant, le grand entraîneur se résolut à le faire prendre part au « Jockey-Club », qu'il gagna, comme il devait gagner, trois semaines plus tard, le Grand Prix de Paris.

Je ne parlais pas, même à cinq contre un, sur la totale authenticité de l'histoire. Mais elle est totalement vraisemblable. Il n'est pas un entraîneur, même de réputation universelle, qui ne se soit ainsi lourdement trompé à propos d'un, au moins, de ses pensionnaires. C'est dire combien l'humilité est requise au seuil du pronostic.

Essayons pourtant d'y voir un peu plus clair dans ce Prix de l'Arc

de Triomphe, qui sera, dimanche, le nombril du monde hippique.

Un concurrent paraît dominer tous les autres de la tête et du jarret : l'anglaise Troy, en cours de syndication au prix, jamais atteinte par aucun cheval, de 7 200 000 livres sterling. Certes, des rumeurs inquiétantes circulent, depuis un mois, à son sujet. D'abord, il a gagné sa dernière course, la Benson, moins brillamment que les autres, d'une seule longueur. Ensuite, on l'a dit atteinte de l'épiphémie de l'œil, qui sévit dans maintes écuries. Car, pour ne rien simplifier, des deux côtés de la Manche, une forme écurieuse de grippe est apparue dans les centres d'entraînement : on peut craindre que certains concurrents ne se présentent au départ en état d'incubation. Mais pourquoi serait-ce le cas de celui-ci, dont la force et — à tort — la santé sont contrôlées régulièrement, en tout cas avant chaque course, par des examens de numération globulaire et autres tests ? Quant au caractère moins spectaculaire de sa dernière victoire, il s'explique par des considérations techniques. Le pila de York — où se court la Benson — favorise les chevaux qui aiment prendre la tête dès le départ. C'est ainsi que, dans une précédente Benson, mémorable, Roberto avait infligé à Brigadier Gérard la seule défaite de sa carrière. Or, telle n'est pas l'aptitude de Troy, à qui, au contraire, il faut au moins 1 000 mètres pour que ses jambes prennent leur élan. Oui, tout bien considéré, large confiance à Troy.

## Le Salon de la photo et du cinéma

(Suite de la page 17.)

La gamme des appareils « populaires » est actuellement composée pour une grande part de modèles à développement instantané. Kodak étant absent du Salon, seul Polaroid fera la démonstration de ce genre de matériel. Il la fera, en particulier, avec ses nouveaux appareils Autofocus qui assurent une mise au point automatique de la distance par sonar, et de nouveaux films à rendu des couleurs amélioré dont le temps de développement a été réduit de moitié.

Polaroid proposera aussi une nouveauté dans le domaine du cinéma à développement instantané, la Polavision, sous forme d'un projecteur pour des applications particulières. Véritable analyseur du mouvement grâce à des vitesses variables, ce matériel intéressera les professionnels ayant besoin d'une connaissance précise du mouvement, tels les sportifs, par exemple, soucieux d'étudier leur technique et de l'améliorer.

En cinéma traditionnel, on pourra voir plusieurs caméras Super 8 très perfectionnées, notamment chez Bauer et Nizo. Mais, cette année encore, la palme de la qualité reviendra à Beaulieu, qui présentera la 8008 S, sa caméra la plus légère que la 5008 S, et aux performances plus poussées. Elle permet à l'enregistreur sonore d'atteindre la qualité d'un magnétophone haute fidélité. Un résultat obtenu par l'emploi de techniques électroniques de régulation de la vitesse du film et le montage d'un nouvel amplificateur à circuits intégrés. Le prix de cette caméra n'en fait pas une bête — un prix de consommation populaire puisqu'elle sera vendue aux alentours de 9 000 francs.

Enfin, un nouveau film photo d'une sensibilité de 400 ASA, pour des prises de vue en couleurs, sera proposé par 3 M. C'est la seconde émulsion de haute rapidité, après l'Extrachrome 400 de Kodak. Ces films sont compatibles jusqu'à 800 ASA, voire plus encore. La photographie en couleurs en faible lumière offrira ainsi de moins en moins de difficulté.

ROGER BELLONE.

## Le TRENTINO Italie convient à tout le monde, mais à toi en particulier.

Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige. Viens au Trentino. Tu seras d'accord avec ceux qui te l'ont proposé.



Trentino: le nom de tes vacances.

PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO  
Assessorato al Turismo (dal 2 novembre 1979)  
38100 Trento - Tel. 0461/220001 - Telex 320001  
OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (ENALIT)  
201, rue de la Paix - PARIS 75002  
Tel. 01 42 56 10 00

## Fiesta Mexicana

MEXICO LES VILLES COLONIALES MONTE ALBAN - PALENQUE YUCATAN circuit 17 j. - f.11.950\*

KUONI c'est aussi KENYA "safari Kiboko" circuit / séjour 10 j. - f.6.590\* CEYLAN - INDE DU SUD grand circuit 20 j. - f.10.250\* THAILANDE - BALI - JAVA circuit 17 j. - f.10.270\*

Près d'un million de différences un monde de différences.

VOYAGES KUONI  
75008 PARIS - 33, bd Malesherbes - Tél. 265.29.09  
75009 PARIS - 12, bd des Capucines - Tél. 742.83.14  
ET CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Seul, un trois ans phénoménal...

Derrière lui, les faveurs des joueurs tront probablement à La Marmot. C'est un excellent poulain, qui a montré, dans sa dernière course, qu'il peut attaquer de loin, avantage primordial dans l'Arc. Il a contre lui, à notre sens, de n'avoir que trois ans. Avec son grand nombre de partants et son rythme infernal, l'Arc est devenu la course la plus dure du monde. Il faut un « trois ans » phénoménal, comme le fut Mill Reef, comme l'est Troy, pour y battre les aînés. Un « trois ans » simplement exceptionnel peut ne pas suffire à la tâche. C'est pourquoi je suis tenté de préférer au Marmot que l'aurait retenu s'il n'en avait plus été un — un trio d'ânes : Gay Mécène, Ile de Bourbon, Rusticaro.

Gay Mécène n'est pas, à notre sens, doté de la très grande classe. Mais il est de la puissance athlétique, si nécessaire dans l'Arc. A l'inverse de Le Marmot, qui est meilleur sur piste lourde, c'est un cheval de terrain léger. Il serait souhaitable, pour lui, que le ciel se confondit quelques heures encore.

Ile de Bourbon est quasiment la copie conforme anglaise de Gay Mécène. Même léger début de classe compensé par la même solidité, et mêmes chances avec, en

moins, la méconnaissance de la piste.

La carrière de Rusticaro a suivi une courbe étonnante. A deux ans — en voilà par conséquent deux — ce poulain nous avait éblouis. Nous lui avions, ici — après un Prix de Condé, sans erreur — prédit le plus glorieux avenir. Mais celui-ci ne cessa de se dérober. A trois ans, et même au début de ses quatre ans, Rusticaro courait comme un gros bête timide, fuyant le contact dans les pelotons, « mettant les freins » dès que l'affaire devenait chaude. A tel point que, l'été passé, son propriétaire, Ferdinand Béghin, le vendait — pour environ un million et demi de francs, croit-on — à des éleveurs irlandais, intéressés, pour le haras, par l'épave paternelle du cheval (Caro vendit voilà deux ans aux Etats-Unis). En encaissant ce chèque, le grand industriel, qui n'a jamais réussi (en sa limitant, il est vrai, à de très petits effectifs) à avoir un grand cheval, réalisait peut-être la plus mauvaise affaire de sa vie. Car, presque aussitôt, Rusticaro, oubliant ses fantasmes, gagnait le Prix Gontaut-Biron, puis, l'autre dimanche, le prix Foy. Avec cette victoire, remportée sur Trillion et Gay Mécène, il accédait à la super

## PRENEZ L'AIR ANGLAIS LE TEMPS D'UN WEEK-END POUR 187F\*

\*Prix par personne pour une voiture avec deux passagers, aller et retour au départ de Boulogne. Pour tous renseignements et réservations, adressez-vous à votre agent de voyages.

LE HAVRE/SOUTHAMPTON BOULOGNE/DOUVRES

# Normandy Ferries

9 place de la Madeleine 75008 Paris. Tél. (1) 266.40.17

## Centre d'information Touristique ASIE

- renseignements
- documentation
- guides et cartes
- service itinéraire

Voyage à la carte spécial individualiste

THAILANDE	4.175 F
INDE	4.200 F
CEYLAN	4.200 F
TOKYO	5.915 F
HONG-KONG	5.200 F

et nos charters toutes destinations

BANGKOK	2.150 F
TOKYO	4.800 F
HONG-KONG	4.440 F
BALI	4.450 F
CEYLAN	2.490 F
DELHI	3.275 F
KATMANDOU	2.250 F

et nos charters toutes destinations

NEW YORK	1.400 F
MEXICO	2.450 F
LOS ANGELES	1.800 F

et nos charters toutes destinations

PACIFIC HOLIDAYS  
163, avenue de Maline  
T. 539.37.36 11° Mouton  
75014 PARIS Duverniet

Veillez adresser vos brochures

Charter ☐  
Voyages à la carte ☐  
Amérique ☐ Asie ☐  
à M. ☐  
Adresse   
Ville   
Code postal   
Joindre 2 F timbres pour frais d'envoi

## COLLECTION UN HOMME UNE AVENTURE

L'homme du désert

# F. Tacconi

Un beau roman d'aventures par l'un des maîtres de la bande dessinée italienne.

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

# DARGAUD ÉDITEUR







# Jeux

## échecs N° 883

### L'INITIATIVE

(Tournoi international de Riga, 1979.)  
Blancs : D. TAJAN  
Noirs : R. THAL  
Défaite schismatique.

1. f4 c5 2. f3 f5 3. f4 f6 4. f5 f6 5. f6 f7 6. f7 f8 7. f8 f9 8. f9 f10 9. f10 f11 10. f11 f12 11. f12 f13 12. f13 f14 13. f14 f15 14. f15 f16 15. f16 f17 16. f17 f18 17. f18 f19 18. f19 f20 19. f20 f21 20. f21 f22 21. f22 f23 22. f23 f24 23. f24 f25 24. f25 f26 25. f26 f27 26. f27 f28 27. f28 f29 28. f29 f30 29. f30 f31 30. f31 f32 31. f32 f33 32. f33 f34 33. f34 f35 34. f35 f36 35. f36 f37 36. f37 f38 37. f38 f39 38. f39 f40 39. f40 f41 40. f41 f42 41. f42 f43 42. f43 f44 43. f44 f45 44. f45 f46 45. f46 f47 46. f47 f48 47. f48 f49 48. f49 f50 49. f50 f51 50. f51 f52 51. f52 f53 52. f53 f54 53. f54 f55 54. f55 f56 55. f56 f57 56. f57 f58 57. f58 f59 58. f59 f60 59. f60 f61 60. f61 f62 61. f62 f63 62. f63 f64 63. f64 f65 64. f65 f66 65. f66 f67 66. f67 f68 67. f68 f69 68. f69 f70 69. f70 f71 70. f71 f72 71. f72 f73 72. f73 f74 73. f74 f75 74. f75 f76 75. f76 f77 76. f77 f78 77. f78 f79 78. f79 f80 79. f80 f81 80. f81 f82 81. f82 f83 82. f83 f84 83. f84 f85 84. f85 f86 85. f86 f87 86. f87 f88 87. f88 f89 88. f89 f90 89. f90 f91 90. f91 f92 91. f92 f93 92. f93 f94 93. f94 f95 94. f95 f96 95. f96 f97 96. f97 f98 97. f98 f99 98. f99 f100 99. f100 f101 100. f101 f102 101. f102 f103 102. f103 f104 103. f104 f105 104. f105 f106 105. f106 f107 106. f107 f108 107. f108 f109 108. f109 f110 109. f110 f111 110. f111 f112 111. f112 f113 112. f113 f114 113. f114 f115 114. f115 f116 115. f116 f117 116. f117 f118 117. f118 f119 118. f119 f120 119. f120 f121 120. f121 f122 121. f122 f123 122. f123 f124 123. f124 f125 124. f125 f126 125. f126 f127 126. f127 f128 127. f128 f129 128. f129 f130 129. f130 f131 130. f131 f132 131. f132 f133 132. f133 f134 133. f134 f135 134. f135 f136 135. f136 f137 136. f137 f138 137. f138 f139 138. f139 f140 139. f140 f141 140. f141 f142 141. f142 f143 142. f143 f144 143. f144 f145 144. f145 f146 145. f146 f147 146. f147 f148 147. f148 f149 148. f149 f150 149. f150 f151 150. f151 f152 151. f152 f153 152. f153 f154 153. f154 f155 154. f155 f156 155. f156 f157 156. f157 f158 157. f158 f159 158. f159 f160 159. f160 f161 160. f161 f162 161. f162 f163 162. f163 f164 163. f164 f165 164. f165 f166 165. f166 f167 166. f167 f168 167. f168 f169 168. f169 f170 169. f170 f171 170. f171 f172 171. f172 f173 172. f173 f174 173. f174 f175 174. f175 f176 175. f176 f177 176. f177 f178 177. f178 f179 178. f179 f180 179. f180 f181 180. f181 f182 181. f182 f183 182. f183 f184 183. f184 f185 184. f185 f186 185. f186 f187 186. f187 f188 187. f188 f189 188. f189 f190 189. f190 f191 190. f191 f192 191. f192 f193 192. f193 f194 193. f194 f195 194. f195 f196 195. f196 f197 196. f197 f198 197. f198 f199 198. f199 f200 199. f200 f201 200. f201 f202 201. f202 f203 202. f203 f204 203. f204 f205 204. f205 f206 205. f206 f207 206. f207 f208 207. f208 f209 208. f209 f210 209. f210 f211 210. f211 f212 211. f212 f213 212. f213 f214 213. f214 f215 214. f215 f216 215. f216 f217 216. f217 f218 217. f218 f219 218. f219 f220 219. f220 f221 220. f221 f222 221. f222 f223 222. f223 f224 223. f224 f225 224. f225 f226 225. f226 f227 226. f227 f228 227. f228 f229 228. f229 f230 229. f230 f231 230. f231 f232 231. f232 f233 232. f233 f234 233. f234 f235 234. f235 f236 235. f236 f237 236. f237 f238 237. f238 f239 238. f239 f240 239. f240 f241 240. f241 f242 241. f242 f243 242. f243 f244 243. f244 f245 244. f245 f246 245. f246 f247 246. f247 f248 247. f248 f249 248. f249 f250 249. f250 f251 250. f251 f252 251. f252 f253 252. f253 f254 253. f254 f255 254. f255 f256 255. f256 f257 256. f257 f258 257. f258 f259 258. f259 f260 259. f260 f261 260. f261 f262 261. f262 f263 262. f263 f264 263. f264 f265 264. f265 f266 265. f266 f267 266. f267 f268 267. f268 f269 268. f269 f270 269. f270 f271 270. f271 f272 271. f272 f273 272. f273 f274 273. f274 f275 274. f275 f276 275. f276 f277 276. f277 f278 277. f278 f279 278. f279 f280 279. f280 f281 280. f281 f282 281. f282 f283 282. f283 f284 283. f284 f285 284. f285 f286 285. f286 f287 286. f287 f288 287. f288 f289 288. f289 f290 289. f290 f291 290. f291 f292 291. f292 f293 292. f293 f294 293. f294 f295 294. f295 f296 295. f296 f297 296. f297 f298 297. f298 f299 298. f299 f300 299. f300 f301 300. f301 f302 301. f302 f303 302. f303 f304 303. f304 f305 304. f305 f306 305. f306 f307 306. f307 f308 307. f308 f309 308. f309 f310 309. f310 f311 310. f311 f312 311. f312 f313 312. f313 f314 313. f314 f315 314. f315 f316 315. f316 f317 316. f317 f318 317. f318 f319 318. f319 f320 319. f320 f321 320. f321 f322 321. f322 f323 322. f323 f324 323. f324 f325 324. f325 f326 325. f326 f327 326. f327 f328 327. f328 f329 328. f329 f330 329. f330 f331 330. f331 f332 331. f332 f333 332. f333 f334 333. f334 f335 334. f335 f336 335. f336 f337 336. f337 f338 337. f338 f339 338. f339 f340 339. f340 f341 340. f341 f342 341. f342 f343 342. f343 f344 343. f344 f345 344. f345 f346 345. f346 f347 346. f347 f348 347. f348 f349 348. f349 f350 349. f350 f351 350. f351 f352 351. f352 f353 352. f353 f354 353. f354 f355 354. f355 f356 355. f356 f357 356. f357 f358 357. f358 f359 358. f359 f360 359. f360 f361 360. f361 f362 361. f362 f363 362. f363 f364 363. f364 f365 364. f365 f366 365. f366 f367 366. f367 f368 367. f368 f369 368. f369 f370 369. f370 f371 370. f371 f372 371. f372 f373 372. f373 f374 373. f374 f375 374. f375 f376 375. f376 f377 376. f377 f378 377. f378 f379 378. f379 f380 379. f380 f381 380. f381 f382 381. f382 f383 382. f383 f384 383. f384 f385 384. f385 f386 385. f386 f387 386. f387 f388 387. f388 f389 388. f389 f390 389. f390 f391 390. f391 f392 391. f392 f393 392. f393 f394 393. f394 f395 394. f395 f396 395. f396 f397 396. f397 f398 397. f398 f399 398. f399 f400 399. f400 f401 400. f401 f402 401. f402 f403 402. f403 f404 403. f404 f405 404. f405 f406 405. f406 f407 406. f407 f408 407. f408 f409 408. f409 f410 409. f410 f411 410. f411 f412 411. f412 f413 412. f413 f414 413. f414 f415 414. f415 f416 415. f416 f417 416. f417 f418 417. f418 f419 418. f419 f420 419. f420 f421 420. f421 f422 421. f422 f423 422. f423 f424 423. f424 f425 424. f425 f426 425. f426 f427 426. f427 f428 427. f428 f429 428. f429 f430 429. f430 f431 430. f431 f432 431. f432 f433 432. f433 f434 433. f434 f435 434. f435 f436 435. f436 f437 436. f437 f438 437. f438 f439 438. f439 f440 439. f440 f441 440. f441 f442 441. f442 f443 442. f443 f444 443. f444 f445 444. f445 f446 445. f446 f447 446. f447 f448 447. f448 f449 448. f449 f450 449. f450 f451 450. f451 f452 451. f452 f453 452. f453 f454 453. f454 f455 454. f455 f456 455. f456 f457 456. f457 f458 457. f458 f459 458. f459 f460 459. f460 f461 460. f461 f462 461. f462 f463 462. f463 f464 463. f464 f465 464. f465 f466 465. f466 f467 466. f467 f468 467. f468 f469 468. f469 f470 469. f470 f471 470. f471 f472 471. f472 f473 472. f473 f474 473. f474 f475 474. f475 f476 475. f476 f477 476. f477 f478 477. f478 f479 478. f479 f480 479. f480 f481 480. f481 f482 481. f482 f483 482. f483 f484 483. f484 f485 484. f485 f486 485. f486 f487 486. f487 f488 487. f488 f489 488. f489 f490 489. f490 f491 490. f491 f492 491. f492 f493 492. f493 f494 493. f494 f495 494. f495 f496 495. f496 f497 496. f497 f498 497. f498 f499 498. f499 f500 499. f500 f501 500. f501 f502 501. f502 f503 502. f503 f504 503. f504 f505 504. f505 f506 505. f506 f507 506. f507 f508 507. f508 f509 508. f509 f510 509. f510 f511 510. f511 f512 511. f512 f513 512. f513 f514 513. f514 f515 514. f515 f516 515. f516 f517 516. f517 f518 517. f518 f519 518. f519 f520 519. f520 f521 520. f521 f522 521. f522 f523 522. f523 f524 523. f524 f525 524. f525 f526 525. f526 f527 526. f527 f528 527. f528 f529 528. f529 f530 529. f530 f531 530. f531 f532 531. f532 f533 532. f533 f534 533. f534 f535 534. f535 f536 535. f536 f537 536. f537 f538 537. f538 f539 538. f539 f540 539. f540 f541 540. f541 f542 541. f542 f543 542. f543 f544 543. f544 f545 544. f545 f546 545. f546 f547 546. f547 f548 547. f548 f549 548. f549 f550 549. f550 f551 550. f551 f552 551. f552 f553 552. f553 f554 553. f554 f555 554. f555 f556 555. f556 f557 556. f557 f558 557. f558 f559 558. f559 f560 559. f560 f561 560. f561 f562 561. f562 f563 562. f563 f564 563. f564 f565 564. f565 f566 565. f566 f567 566. f567 f568 567. f568 f569 568. f569 f570 569. f570 f571 570. f571 f572 571. f572 f573 572. f573 f574 573. f574 f575 574. f575 f576 575. f576 f577 576. f577 f578 577. f578 f579 578. f579 f580 579. f580 f581 580. f581 f582 581. f582 f583 582. f583 f584 583. f584 f585 584. f585 f586 585. f586 f587 586. f587 f588 587. f588 f589 588. f589 f590 589. f590 f591 590. f591 f592 591. f592 f593 592. f593 f594 593. f594 f595 594. f595 f596 595. f596 f597 596. f597 f598 597. f598 f599 598. f599 f600 599. f600 f601 600. f601 f602 601. f602 f603 602. f603 f604 603. f604 f605 604. f605 f606 605. f606 f607 606. f607 f608 607. f608 f609 608. f609 f610 609. f610 f611 610. f611 f612 611. f612 f613 612. f613 f614 613. f614 f615 614. f615 f616 615. f616 f617 616. f617 f618 617. f618 f619 618. f619 f620 619. f620 f621 620. f621 f622 621. f622 f623 622. f623 f624 623. f624 f625 624. f625 f626 625. f626 f627 626. f627 f628 627. f628 f629 628. f629 f630 629. f630 f631 630. f631 f632 631. f632 f633 632. f633 f634 633. f634 f635 634. f635 f636 635. f636 f637 636. f637 f638 637. f638 f639 638. f639 f640 639. f640 f641 640. f641 f642 641. f642 f643 642. f643 f644 643. f644 f645 644. f645 f646 645. f646 f647 646. f647 f648 647. f648 f649 648. f649 f650 649. f650 f651 650. f651 f652 651. f652 f653 652. f653 f654 653. f654 f655 654. f655 f656 655. f656 f657 656. f657 f658 657. f658 f659 658. f659 f660 659. f660 f661 660. f661 f662 661. f662 f663 662. f663 f664 663. f664 f665 664. f665 f666 665. f666 f667 666. f667 f668 667. f668 f669 668. f669 f670 669. f670 f671 670. f671 f672 671. f672 f673 672. f673 f674 673. f674 f675 674. f675 f676 675. f676 f677 676. f677 f678 677. f678 f679 678. f679 f680 679. f680 f681 680. f681 f682 681. f682 f683 682. f683 f684 683. f684 f685 684. f685 f686 685. f686 f687 686. f687 f688 687. f688 f689 688. f689 f690 689. f690 f691 690. f691 f692 691. f692 f693 692. f693 f694 693. f694 f695 694. f695 f696 695. f696 f697 696. f697 f698 697. f698 f699 698. f699 f700 699. f700 f701 700. f701 f702 701. f702 f703 702. f703 f704 703. f704 f705 704. f705 f706 705. f706 f707 706. f707 f708 707. f708 f709 708. f709 f710 709. f710 f711 710. f711 f712 711. f712 f713 712. f713 f714 713. f714 f715 714. f715 f716 715. f716 f717 716. f717 f718 717. f718 f719 718. f719 f720 719. f720 f721 720. f721 f722 721. f722 f723 722. f723 f724 723. f724 f725 724. f725 f726 725. f726 f727 726. f727 f728 727. f728 f729 728. f729 f730 729. f730 f731 730. f731 f732 731. f732 f733 732. f733 f734 733. f734 f735 734. f735 f736 735. f736 f737 736. f737 f738 737. f738 f739 738. f739 f740 739. f740 f741 740. f741 f742 741. f742 f743 742. f743 f744 743. f744 f745 744. f745 f746 745. f746 f747 746. f747 f748 747. f748 f749 748. f749 f750 749. f750 f751 750. f751 f752 751. f752 f753 752. f753 f754 753. f754 f755 754. f755 f756 755. f756 f757 756. f757 f758 757. f758 f759 758. f759 f760 759. f760 f761 760. f761 f762 761. f762 f763 762. f763 f764 763. f764 f765 764. f765 f766 765. f766 f767 766. f767 f768 767. f768 f769 768. f769 f770 769. f770 f771 770. f771 f772 771. f772 f773 772. f773 f774 773. f774 f775 774. f775 f776 775. f776 f777 776. f777 f778 777. f778 f779 778. f779 f780 779. f780 f781 780. f781 f782 781. f782 f783 782. f783 f784 783. f784 f785 784. f785 f786 785. f786 f787 786. f787 f788 787. f788 f789 788. f789 f790 789. f790 f791 790. f791 f792 791. f792 f793 792. f793 f794 793. f794 f795 794. f795 f796 795. f796 f797 796. f797 f798 797. f798 f799 798. f799 f800 799. f800 f801 800. f801 f802 801. f802 f803 802. f803 f804 803. f804 f805 804. f805 f806 805. f806 f807 806. f807 f808 807. f808 f809 808. f809 f810 809. f810 f811 810. f811 f812 811. f812 f813 812. f813 f814 813. f814 f815 814. f815 f816 815. f816 f817 816. f817 f818 817. f818 f819 818. f819 f820 819. f820 f821 820. f821 f822 821. f822 f823 822. f823 f824 823. f824 f825 824. f825 f826 825. f826 f827 826. f827 f828 827. f828 f829 828. f829 f830 829. f830 f831 830. f831 f832 831. f832 f833 832. f833 f834 833. f834 f835 834. f835 f836 835. f836 f837 836. f837 f838 837. f838 f839 838. f839 f840 839. f840 f841 840. f841 f842 841. f842 f843 842. f843 f844 843. f844 f845 844. f845 f846 845. f846 f847 846. f847 f848 847. f848 f849 848. f849 f850 849. f850 f851 850. f851 f852 851. f852 f853 852. f853 f854 853. f854 f855 854. f855 f856 855. f856 f857 856. f857 f858 857. f858 f859 858. f859 f860 859. f860 f861 860. f861 f862 861. f862 f863 862. f863 f864 863. f864 f865 864. f865 f866 865. f866 f867 866. f867 f868 867. f868 f869 868. f869 f870 869. f870 f871 870. f871 f872 871. f872 f873 872. f873 f874 873. f874 f875 874. f875 f876 875. f876 f877 876. f877 f878 877. f878 f879 878. f879 f880 879. f880 f881 880. f881 f882 881. f882 f883 882. f883 f884 883. f884 f885 884. f885 f886 885. f886 f887 886. f887 f888 887. f888 f889 888. f889 f890 889. f890 f891 890. f891 f892 891. f892 f893 892. f893 f894 893. f894 f895 894. f895 f896 895. f896 f897 896. f897 f898 897. f898 f899 898. f899 f900 899. f900 f901 900. f901 f902 901. f902 f903 902. f903 f904 903. f904 f905 904. f905 f906 905. f906 f907 906. f907 f908 907. f908 f909 908. f909 f910 909. f910 f911 910. f911 f912 911. f912 f913 912. f913 f914 913. f914 f915 914. f915 f916 915. f916 f917 916. f917 f918 917. f918 f919 918. f919 f920 919. f920 f921 920. f921 f922 921. f922 f923 922. f923 f924 923. f924 f925 924. f925 f926 925. f926 f927 926. f927 f928 927. f928 f929 928. f929 f930 929. f930 f931 930. f931 f932 931. f932 f933 932. f933 f934 933. f934 f935 934. f935 f936 935. f936 f937 936. f937 f938 937. f938 f939 938. f939 f940 939. f940 f941 940. f941 f942 941. f942 f943 942. f943 f944 943. f944 f945 944. f945 f946 945. f946 f947 946. f947 f948 947. f948 f949 948. f949 f



**730** lave-vaisselle au prix Darty  
de 1290F à 1990F

**1348** lave-vaisselle au prix Darty  
de 2000F à 2490F

**1058** lave-vaisselle au prix Darty  
de 2500F à 2990F

**790** lave-vaisselle au prix Darty  
de 3000F et plus.

Un choix exceptionnel de grandes marques au prix Darty : c'est vraiment le moment de vous équiper ! Mais attention. Les nombres d'appareils indiqués correspondent à la quantité disponible à la date du 5 octobre 1979 pour l'ensemble des magasins Darty de Paris,

de la Région Parisienne, de Reims et de l'Oise. Les prix sont garantis jusqu'au 14 octobre 1979 sur les quantités annoncées. En plus du choix et du prix, vous bénéficiez pour chaque appareil de la garantie Darty.



TV. Électroménager. Hi-Fi.

PARIS - 8<sup>e</sup> : Darty-sous-la-Madeleine. Parking place de la Madeleine. Tél. : 265.84.71. 11<sup>e</sup> : 25 à 35, boulevard de Belleville. Tél. 357.21.10. 13<sup>e</sup> : 168, avenue de Choisy. Tél. : 585.80.31. 14<sup>e</sup> : Centre Commercial Gode-Montparnasse. 80, avenue du Maine. Tél. 540.53.31. 15<sup>e</sup> : Front de Seine. Centre Commercial Beaugrenelle. 71, quai de Grenelle. Tél. : 575.62.85. 18<sup>e</sup> : 128, avenue de Saint-Ouen. Tél. 229.02.41.

RÉGION PARISIENNE - 78-Orgeval : Centre Commercial "Art de Vivre" Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest. Tél. : 975.79.00. 78-Paris 2 : Centre Commercial Paris 2 (La Chesne). Tél. : 955.25.26. 91-Les Ulis 2 : Centre Régional "Les Ulis 2". Tél. 907.54.78. 91-Monzaing-sur-Orge : Autoroute du Sud. Sortie Savigny. Direction Sainte-Genève-des-Bois. Route de Corbeil. Tél. : 015.93.29. 92-Asnières : Carrefour des 4-Routes. 384, avenue d'Argenteuil. R.N. 309. Tél. : 790.45.46. 92-Châtillon : 151, avenue Marcel-Cochin. R.N. 306. Tél. 656.87.00. 92-Puteaux : Parvis de la Défense.

A côté du C.N.I.T. Tél. 773.82.10. 93-Bagnolet : Porte de Bagnolet. Au pied du Novotel. Tél. 858.91.16. 93-Bondy : 123-155, avenue Gallieni. R.N. 3. Tél. 847.20.00. 93-Aubervilliers : Centre Pariféris. Porte de la Vilette. 6 bis, rue Emile-Reynaud. Tél. : 834.07.29. 93-Noisy-le-Grand : Centre Commercial "Les Arcades". Tél. : 304.98.10. 93-Pierrefitte : 102-114, avenue Lépine. R.N. 1. Tél. 826.21.28. 94-Champigny : 10-12, avenue Roger-Salengro. La Fourchette. R.N. 4. Tél. : 283.52.53. 94-Créteil : Centre Régional "Créteil Soleil". Tél. : 898.14.12. 94-Thiais-Rungis : Centre Régional "Belle Epine". R.N. 7. Tél. : 687.34.64. 95-Cergy-Pontoise : Centre Régional "3-Fontaines". Tél. 030.44.63.

OISE - 60-Beauvais : Centre Commercial "Le Franc-Marché". 2 à 4, place du Franc-Marché. Tél. 16-4-448.48.33. 60-Creil : Centre Commercial de Creil-Nogent. 10, avenue de l'Europe. Tél. 16-4-455.41.86.

MARNE - 51-Reims : Reims-Tinqueux : Zone artisanale du Moulin de l'Écluse. Route de Dormans. Tél. 16-26-08.09.83.

هكذا من الامم



# MÉDECINE

# AUJOURD'HUI

## AU COURS DE LEUR DIX-NEUVIÈME CONGRÈS

### Les médecins des centres de santé veulent développer des structures plus proches du malade et moins dispendieuses

Le dix-neuvième congrès national des médecins des centres de santé (1) réunit actuellement à Paris, jusqu'au 6 octobre, environ huit cents praticiens. Les récentes dispositions gouvernementales prévoyant d'inscrire les dépenses de santé dans une

«enveloppe globale» inquiètent ces médecins et le bureau de l'Union des syndicats des médecins des centres de santé (U.S.M.C.S.) a décidé de s'associer au mouvement de grève des soins, prévu pour le 23 octobre.

La crise des centres de santé n'est pas récente. C'est après la dernière guerre, entre 1945 et 1950, qu'ont été créés dans les grandes villes et leurs banlieues la plupart de ces structures médicales qui ne doivent pas être confondues avec les dispensaires de médecine préventive (phylaxie, vaccination, psychiatrie) gérés par les organismes publics. Jusqu'en 1960, les médecins libéraux n'étaient pas liés à la Sécurité sociale par une convention. Le taux de remboursement de leurs consultations et visites était faible et les possibilités d'accès aux soins pour une grande partie de la population étaient limitées. La Sécurité sociale facilitait alors la création de centres de santé par des «virements» financiers. La Sécurité sociale ne leur accordait d'aides financières et, de plus, les organisations syndicales de médecins ont obtenu de la Sécurité sociale l'attribution d'un droit de veto sur toute subvention pour de telles créations. Ainsi, depuis plus de dix ans le nombre des centres de santé régresse, malgré un intérêt grandissant des

jeunes médecins pour ce mode d'exercice. Il existe actuellement environ six cents centres de santé médicaux répartis sur l'ensemble du territoire. Ils sont nettement plus nombreux dans les régions fortement urbanisées : région parisienne (80 %), Provence-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais. Les médecins qui y exercent sont pour la plupart des libéraux. Ils ne sont pas rémunérés à l'acte. Dans un même centre exercent d'autres professionnels de santé : infirmiers, des kinésithérapeutes, des psychologues. Certains centres organisent des visites à domicile, mais ces dernières sont beaucoup moins importantes qu'au sein des cabinets. Les praticiens des centres de santé, pour la plupart, ne veulent pas se limiter à une médecine de soins et souhaitent prendre en charge totalement leurs patients par une activité de prévention, de dépistage, d'éducation sanitaire ou de conseils médico-psychopédagogiques. Les patients peuvent choisir, au centre, leur généraliste ou leur spécialiste ; ils ne paient que le ticket modérateur, et s'ils sont affiliés à une mutuelle ayant

passé convention avec le centre, ils ne déboursent que la partie non remboursée par la mutuelle. Pour le docteur Jean Reigner, président de l'U.S.M.C.S., les conditions imposées aux centres de santé bloquent tout développement et nuisent aux collectivités gestionnaires une lourde part des frais de fonctionnement et d'investissement, «ce qui représente, déclare-t-il, incontestablement un transfert de charges inadmissible du budget de la Sécurité sociale au budget propre des collectivités». Le docteur Reigner réclame la suppression des abatements de tarif qui s'élevaient de 7 à 20 % par rapport à la tarification des médecins libéraux et la prise en charge des frais des tiers payants qui représentent 5 à 7 % des recettes. D'autre part, alors qu'une nouvelle convention nationale entre les médecins et les caisses d'assurance-maladie va prochainement être négociée, ces praticiens souhaitent l'instauration d'une convention propre aux centres de santé, qui leur permette de se développer à l'égalité de chances avec les autres modes d'exercice.

## AUX ENTRETIENS DE BICHAT

### Acharnement ou ténacité thérapeutique ?

«Vivre sa mort», mourir dignement, ne pas être «déposé de sa mort» par les médecins sont des formules choc souvent reprises et qui expriment bien l'inquiétude grandissante du public face à la croissance du pouvoir médical et de la technologie. Une «table ronde», le 2 octobre, aux Entretiens de Bichat, réunissant des médecins hospitaliers et le Père Verspieren, directeur du centre Laennec, a tenté non pas de proposer des schémas rigides, de dégager des dogmes ou des règles face à l'acharnement thérapeutique, mais d'éclairer le débat par la confrontation des points de vue afin de proposer aux médecins et au public les bases d'un consensus.

Le grand nombre des médecins présents et des questions posées a montré, s'il en était besoin, que le thème de cette «table ronde» correspondait à une préoccupation majeure du corps médical.

Si la définition étymologique de l'acharnement est «l'action d'un animal qui s'attache opiniâtrement à la chair qu'il dévore», l'acharnement thérapeutique peut être défini comme le fait de poursuivre une action thérapeutique avec des intentions comme des pures intentions. La volonté de gagner quelques minutes, jours ou semaines sans interroger sur les raisons pour lesquelles le combat est mené, et sur la dignité du malade ne doit pas être confondue avec la ténacité nécessaire pour passer un cap difficile, a précisé le professeur J.-M. Debry.

La définition de la mort, avant le développement des techniques de réanimation, était simple, a rappelé le professeur Dominique Lapiere : c'est l'arrêt définitif des fonctions vitales : cardiaques et respiratoires principalement. Mais la possibilité de maintenir un malade en vie par des moyens artificiels, malgré l'absence de réactions cérébrales et la notion de coma dépassé décrite en 1959, ont jeté le trouble dans les esprits. Actuellement, si des critères de diagnostic de mort cérébrale ont pu être proposés afin d'autoriser, dans certains cas, le prélèvement d'organes destinés à des transplantations, le pronostic, c'est-à-dire la possibilité de prévoir qui mourra n'a aucune chance de survie. Ne peut être déterminé avec certitude. Ce qui pose, en fait, un problème plus éthique que technique.

Le Père Verspieren, le seul non-médecin à cette tribune, s'est à ce sujet inquiété d'une certaine «médicocratie» qui risque de ne pas respecter les volontés propres à chaque patient. «La voix d'un malade, s'il est lucide, ou de la famille, est-elle toujours entendue ?», s'est-il interrogé. «L'opinion publique vous demande des garanties», a poursuivi le Père Verspieren, tout en soulignant que ce problème ne soit pas tranché par un texte législatif qui pourrait conduire à l'irresponsabilité. Pour le professeur Amstutz (réanimateur), il ne faut pas oublier que les techniques modernes ont déjà permis de sauver de nombreuses vies et si l'incertitude pousse parfois le médecin à entreprendre une réanimation qui se soldera par un échec, l'assistance respiratoire est aussi, a-t-il précisé, un moyen de soulager des malades et de leur éviter une mort horrible par étouffement.

Mais en fait l'acharnement thérapeutique est «une ténacité qui ne réussit pas» : «l'impossibilité de poser un pronostic précis ne pourra pas permettre, a déclaré le professeur Alain Barnaud (oncologue), de résoudre ce problème.

Un consensus qui permet d'estimer que soit menagée la dignité du mourant, soit cependant évité, de cette «table ronde». La décision d'entreprendre, de conti-

nuer ou d'interrompre une réanimation ne doit pas être le fait d'un seul médecin. Si celui-ci doit rester l'interlocuteur privilégié du malade et le seul responsable de cette décision, cette dernière doit être le résultat d'une discussion au sein de l'équipe soignante, informée des souhaits du malade et de sa famille et de l'avis, le cas échéant, du médecin traitant.

Dr Ph. L.

## DÉFENSE

### LE DÉBAT SUR LA DISSUASION NUCLÉAIRE

#### Solidarité parlementaire...

Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Robert-André Viven, député R.P.R. du Val-de-Marne, a tenu, dans son appartement, le 2 octobre, à Paris, un colloque public sur la dissuasion nucléaire. Il a réuni sous son toit une quarantaine de députés de toutes tendances politiques, ainsi que des représentants de la presse, de la radio et de la télévision. Le thème de la réunion était : «La dissuasion nucléaire : l'objectif et la qualité de l'analyse présentée par M. Jacques Cressard dans son rapport budgétaire adopté par la commission des finances dès le 20 septembre». À l'occasion du débat sur l'exécution de la loi de programmation militaire 1977-1982.

Cette mise au point publique — assez inhabituelle — intervient après la diffusion d'un communiqué du ministre de la Défense (le Monde du 5 octobre), s'en prenant, sans citer le nom de l'intéressé, à un «parlementaire» qui «a conclu à un allongement et à un retard dans la réalisation des sous-marins nucléaires». Dans son rapport, M. Cressard notait que «l'entrée en service de nos sous-marins lance-missiles s'est faite à un rythme qui s'est peu à peu ralenti» (le Monde du 3 octobre) et, de son côté, M. Bourges a justifié son communiqué par le fait qu'il ne pouvait pas «laisser s'accroître l'idée que l'effort fait pour la modernisation et, donc, la crédibilité des forces nucléaires de dissuasion, est ralenti, ce qui est tout le contraire de la réalité».

On remarquera le soutien que, publiquement, le président de la commission des finances apporte à M. Cressard, ce qui fait ressortir d'autant le silence du président de la commission de

la défense et des forces armées, le général Marcel Bigard, député apparenté U.D.F. de Meurthe-et-Moselle, à propos des critiques adressées au gouvernement d'un ton vigoureux — en séance publique par le ministre de la Défense au rapporteur de cette même commission, M. Arthur Paecht, député U.D.F. du Var.

Il est vrai que le rapport — argumenté — de M. Cressard a été adopté par la commission des finances et que, en revanche, la commission de la Défense s'est seulement contentée d'autoriser la publication du rapport — documenté — de M. Paecht dont, probablement, le seul tort a été de vouloir prendre au sérieux son travail de rapporteur. La commission de la Défense aurait-elle voulu se désolidariser de son rapporteur qu'elle n'aurait pas agi autrement. Le silence du général Bigard rejoint, du reste, l'absence des commissaires U.D.F. lorsque le rapport de M. Paecht a été présenté à l'examen de la commission.

Reste qu'il est assez rare de pouvoir assister à une telle «guerre» de communication entre un ministre — lui-même ancien parlementaire — et les députés rapporteurs des activités de son administration, à croire que le gouvernement n'apprécie plus la moindre observation venant de la circonstance, de deux membres de la majorité, simplement soucieux de pointer les véritables problèmes de fond sur la politique de défense.

JACQUES ISNARD.

### SITUATION LE 5 OCTOBRE 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 5 octobre à 0 heure et le samedi 6 octobre à 24 heures :

La zone phéo-orageuse, localement très active qui affectait vendredi matin la moitié est de la France, continuera à progresser vers l'est et s'éloignera vers l'Europe centrale. L'accalmie qui fait suite par l'ouest à cette zone orageuse sera temporaire, car de nouvelles perturbations, actuellement sur la France samedi et dimanche.

Samedi, ces nouvelles perturbations apporteront, dès le matin, un temps très nuageux de la Bretagne et du Cotentin à l'ouest du Bassin aquitain, avec des pluies. Ayant progressé vers l'est au cours de la journée, cette nouvelle aggrégation se situera le soir du Nord et des Ardennes au Bassin parisien, au Massif Central et à l'Aquitaine. A ce moment, des éclaircies commenceront à se développer de la Manche à la Vendée. Les vents, qui s'orienteront au sud-ouest, deviendront assez forts à l'ouest de la Manche occidentale aux côtes de l'Atlantique au nord de la Gironde.

Sur le reste de la France, plus à l'est, le temps sera assez souvent brumeux le matin (sauf près de la Méditerranée), avec des brouillards ou des nuages bas, puis des éclaircies se développeront. Le début de matinée pourra être assez orageux sur l'extrême Sud-Est et la Corse.

Le début de matinée sera un peu plus frais dans les régions de l'intérieur, mais les températures maximales varieront peu. Le vendredi 5 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1 006,8 millibars, soit 755,2 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 23 et 14 degrés ;

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 5 octobre 1979 :

DES DECRETS

● Fixant les conditions d'application de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif industriel ;

● Portant statut de l'Ecole nationale supérieure de céramique industrielle ;

● Relative à la fixation de la date de début des vendanges des vignes produisant des vins d'appellation d'origine contrôlée et des vins délimités de qualité supérieure.

### Visites, conférences

#### SAMEDI 6 OCTOBRE

VIENNES OUVERTES ET PROMENADES — 15 h. 2, rue Locatelli, Mme Bachalier : «Le musée Marmottan».

15 h. rue Gallien, Mme Chapuis : «Hôtel d'un fermier général et son décor».

15 h. 22, rue Conti, Mme Panchon : «L'Institut de France sous la coupe de Le Vau».

15 h. 62, rue Saint-Antoine, Mme Puchat : «Hôtel de Sully».

15 h. 12, rue de la Harpe, Mme Wilson, Mme Varnasch : «Le Musée d'art et d'essai».

15 h. 20, rue de la Harpe, côté parc, Mme Buiot : «Le château de Malmaison-Lafitte» (Collection nationale des monuments historiques).

15 h. 45, 12, rue du Centre, à Neuilly : «Les automobiles de Jacques Desnois» (Approche de Paris).

15 h. 50, rue des Francs-Bourgeois, à l'hôtel de Soissons (Mme Hazler).

15 h. 19, place Vendôme : «Les hôtels du Crédit foncier de France» (Histoire et Architecture).

15 h. 12, rue de la Harpe, à Paris : «Les salles égyptiennes du Louvre» (L'Art Vivant).

15 h. 20, rue de la Harpe, à Paris : «Le musée Glacière» (Les Cités fleuries) (Paris Inconnu).

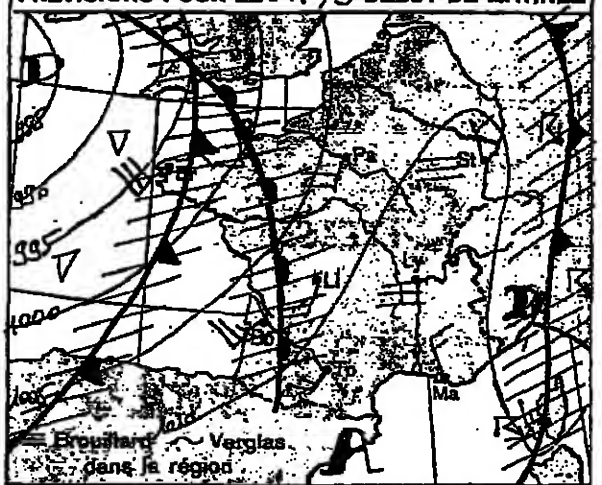
15 h. 30, rue de la Harpe, à Paris : «Le village de Saint-Germain-des-Près» (M. Tournier).

15 h. 30, rue de la Harpe, à Paris : «Le Sénat» (Tourisme culturel).

15 h. 30, rue de la Harpe, à Paris : «L'impressionnisme de Degas à Manet» (Vues de Paris).

CONFÉRENCES — 15 h. Palais de la découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, M. Georges Jobert : «L'état actuel de la prévision des séismes».

### PRÉVISIONS POUR LE 6 OCTOBRE DÉBUT DE MATINÉE



Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 16 degrés ; Amsterdam, 20 et 14 ; Athènes, 22 et 14 ; Berlin, 13 et 8 ; Bonn, 22 et 13 ; Bruxelles, 23 et 14 ; Les Canaries, 23 et 18 ; Copenhague, 12 et 5 ; Genève, 17 et 12 ; Lisbonne, 21 et 16 ; Londres, 17 et 8 ; Madrid, 22 et 8 ; Moscou, 9 et 0 ; Nairobi, 27 et 11 ; New-York, 18 et 12 ; Palma-de-Majorque, 23 et 16 ; Rome, 25 et 16 ; Stockholm, 8 et -3 ; Téhéran, 31 et 22.

## LOTTO

TIRAGE N°40

DU 3 OCTOBRE 1979

7	13	24	28	38	46
NUMERO COMPLEMENTAIRE					
21					

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	19	390 025,00 F
5 BONS NUMEROS	95	39 002,50 F
5 BONS NUMEROS	3 903	2 847,90 F
4 BONS NUMEROS	172 196	64,50 F
3 BONS NUMEROS	2 291 919	7,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 10 OCTOBRE 1979

VALIDATION JUSQU'AU 9 OCTOBRE 1979 APRES-MIDI

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 2507

I. Ne sont nullement gênées pour travailler quand la pièce est très sombre. — II. Exige qu'on ait une bonne tenue ; Ville du Nigeria. Comme un ballon. — III. Longue attente ; Chaudement recommandées.

— IV. Procédés comme un pousseur. Appareil qui permet de contrôler les courses. — V. Pronom ; Parfois gros pour du bouf. — VI. Précise (épélé) ; Peut être classé avec les gens de robe. — VII. Feut gratter le dos ; Vient jours ; Repas pour un jeune (épélé). — VIII. Ne pouvaient partir que lorsqu'ils étaient franchis ; Evoque la pureté. — IX. Qui a donc dû être déclaré ; Peut nous faire mal quand il arrive en courant ; Roi de Thèbes. — X. Servent à célébrer quand ils sont âgés ; Fille de la famille. — XI. Puis- sance ; Endroit où l'on peut taper ; Un dommage. — XII. Qui peut donc mettre dans la gêne ; Livre très utile pour les pérorés. — XIII. Pronom ; Ouvrir la bouche pour ne rien dire ; Pas modifié. — XIV. Est souvent marqué au fer ; Sec. pour une punition. Bonne réponse ; Pronom. — XV. Peut être donnée au bureau. — XVI. Qui ont donc été plantées ; Pour elles, il faut craindre le bâton !

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

quand on a quelque chose à relever ; Salut d'autrefois (épélé) ; Lettres de Rome. — 11. Sortes de canons ; Faire des suggestions. — 12. Cri de préresse ; Ne peut pas être respectée quand elle est trop dure ; Fille de Cadmos. — 13. Plus on voit et plus elle est altérée ; Qui n'a donc pas été tiré ; Pas dit. — 14. Peuvent être assimilés à des bêtes de somme ; Commence à mourir. — 15. Donnent des motifs de plainte ; Sorte de discussion.

### Solution du problème n° 2506

Horizontalement  
I. Indélicat. — II. Nuages ; Vê. — III. Roc ; Dés. — IV. Ennuis ; Us. — V. Allettes. — VI. Thout. — VII. Enfil ; Dru. — VIII. Urne ; Or. — IX. Almée ; Ode. — X. Noé ; Mie. — XI. Tiercelet.

Verticalement  
1. Intempéranc. — 2. Nu ; Ni ; Lol. — 3. Darne ; Fumée. — 4. Egoutture. — 5. Lédithine. — 6. Is ; Seo ; Ma. — 7. Sud ; Oll. — 8. Aven ; Brode. — 9. Tessiture. — 10. Utlie.

GUY BROUTY.















**GEORGE V VO 70 mm son stéréo**  
**KINOPANORAMA VO 70 mm son stéréo**  
**UGC MIAMITZ VO • UGC UDEMO VO**  
**BIENVENUE MONTPARNASSE VO**  
**UGC OPERA VO • PARAMOUNT OPERA VF**  
**PARAMOUNT MONTPARNASSE VF**  
**CAPRI GRANDS BOULEVARDS VF**  
**PARAMOUNT GODELINS VF**  
**PARAMOUNT MONTMARTE VF**  
**UGC GARE DE LYON VF**  
**Et dans les meilleures salles**  
**de périphérie**

**"Un sacré beau  
film... parfaitement  
digne de la  
Palme d'Or."**  
Jean de Baroncelli  
LE MONDE

**PALME D'OR  
XXXII<sup>e</sup> FESTIVAL  
DE CANNES**



## LE TAMBOUR

ARTEL Rosny - ALPHA Argenteuil  
PARINOR Aubry - BUXY Boussy-  
St-Antoine - PARLY 2 - VÉLIZY 2  
ARTEL Créteil - PALAIS DU PARC  
Le Perreux - CARREFOUR Pantin  
MÉLIES Montreuil - C2L St-Ger-  
main - PARAMOUNT La Varenne  
VILLAGE Neuilly - CASINO La  
Rancy - DOMINO Mantes - CERGY  
Pontoise - ERMITAGE Fontainebleau  
(en version originale)  
LE FRANÇAIS Enchères

MIGHTYHANS (A. v.o.) (\*\*) (\*)  
Saint-Séverin. 3° (354-50-51)  
Studio de l'Etoile. 1° (330-18-53).  
LES NOUVEAUX MONSTRES (It.  
v.o.) (354-50-51)  
NORMA RAE (A. v.o.) C.G.P.  
17° (756-10-50)  
O.T.E.R. (A. v.o.) LA POUE STELLA  
TIER (Fr.): U.G.C.-Daillon. 5° (323-  
42-52); Botonda. 6° (533-02-25);  
Emittage. 3° (359-15-71); Maze-  
ville. 7° (770-72-80); U.G.C.-Gare-  
de Lyon. 2° (354-50-51)  
Gobolina. 12° (331-05-19); Mistral.  
(533-62-58); Magic-Convention.  
(533-62-58)  
(551-99-75); Secretain. 19° (205-  
11-53)  
LOUAGHAN (A. v.o.) U.G.C.-  
Opera. 2° (321-30-32)  
PASSE TON BAR D'ABORD (Fr.):  
Studio Gerniani-Studio. 5° (354-  
50-51)  
35-14°; Française. 5° (770-53-58)  
Parassian. 14° (359-53-11)  
PAYSAN (A. v.o.) LA MERE DE  
TOUTES FAETS (Fr.): Le Seine.  
5° (352-55-59)  
PREMIER SECRET (Hol.  
v.o.)  
Hautefeuille. 6° (553-79-35); Par-  
nassian. 14° (352-53-11); V. v.o.:  
Belle-Isle. 1° (354-50-51) (357-  
35-43)  
LES PETITES PUGUES (Suis.): La  
Cité. 1° (354-50-51)  
Cinéma-Era. 6° (326-49-18)  
Lindella. 5° (762-53-13); Hyvies-Lin-  
della. 5° (354-50-51)  
(354-07-48); Athina. 15°  
53-11; Olympia. 14° (542-67-42)  
15° (542-67-42)  
Olympic-Boulogneville. 15° (578-  
78-78)  
LES PRODUCTEURS (A. v.o.): Na-  
polsion. 17° (350-41-48)  
PRIMA  
PRIMA PRIMA PRIMA (It. v.o.)  
Sisy. 5° (552-08-40)  
LE RABBIN AU FAR-WEST (A.  
v.o.): Studio J.-Cocteau. 5° (354-  
50-51)  
45-70°; V. v.o.: FRAMBOISE-MARTINUS  
45-70°

[illegible]

UN NEVEU SILENCIEUX (Fr.):  
 Le Juif de Bastille, 11 (327-99-8).  
 UTOPIA (Fr.): Le Sainé, 5 (323-  
 35-99) H. sp.  
 LE VAMPIRE DE CES DAMES (A.)  
 Le Démon, 6 (325-35-99)  
 42-62: *Stratège*, 6 (339-15-71).  
 V.-F. *Rex* 2 (326-35-38) Heider.  
 V.-F. *Le Démon*, 6 (325-35-99)  
 Lyon, 12 (343-01-39). U.C.G.  
 Gobelina, 13 (331-06-19): Mira-  
 zola, 13 (331-06-19).  
 (326-32-43). *Mardi - Convention*.  
 15 (328-20-36).  
 15 (328-20-36).  
 L' (A. All. v.o.): Racine,  
 6 (333-43-71).  
 VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER  
 (A.) v.f. (\*) Napoléon, 17-  
 30 (328-20-36).  
 WEST INDIES (Fr.-Maur.): Palais  
 des Arts, 3 (323-35-99): Quartier  
 17 (323-35-99).  
 ZOO ZERO (Fr.): Palais des Arts,  
 3 (323-35-99). Le Sainé, 5 (323-  
 35-99).

HOMMAGE A JEAN SEBERG, v.o.  
 14-542-87-42 : en se-  
 maine, à 18 h. I : A bout de  
 souffle ; II : Luit.

SA MAJESTÉ EISENSTEIN, v.o.  
 14-542-87-43 : La Légende  
 glorieuse.

MIZOGUCHI, v.o.  
 14-542-87-44 : Le Héros  
 sacrifié.

STANLEY DONEN (v.o.). Mac Mac  
 14-542-87-45 : Commentaires  
 recommandés.

COMEDIES MUSICALES (v.o.). New-  
 York, 5<sup>e</sup> (1770-63-40) : Tous ses  
 succès.

ALFRED HITZCOCK (v.o.). 7 Pro-  
 cessus, 14 (132-63-11) : Le Procès

LE RANÉLAGE, 15<sup>e</sup> (288-54-44) :  
 Guépard ; Chant : A l'est d'Eden.

WIM WENDELS (v.o.). 14-Juillet-  
 Paranaiss, 5<sup>e</sup> (326-58-00) : Alicia

2091 OUDSSE DE L'ESPACE (A.  
v.o.) : Gaumont, 8 (170-77-65).  
DUELLISTES (A. v.o.) : Studio Rey-  
trand, 7 (783-64-86) (S. ep.).  
FANTASIA (A. v.o.) : Gaumont Riv-  
er, 8 (170-77-65).  
ELYSÉE (A. v.o.) : Gaumont Riv-  
er, 8 (170-77-65).  
Elysée, 8 (359-49-34) : Lumière  
(77-84-84).  
FRANÇOIS JUNIOR (A.)  
Balzac, 8 (561-10-60).  
LES FRÈRES KARAMEZOV (Sov.  
v.o.) : Compta, 8 (548-42-25).  
H. P. (A. v.o.) : Gaumont Riv-  
er, 8 (170-77-65).  
TION (A. v.o.) : Broadway, 18  
(527-41-16) h. ep.  
LENNY (A. v.o.) : La Claf, 8 (337-  
Croix-Nivert 155) (374-85-04).  
LENNY (A. v.o.) : La Claf, 8 (337-  
Croix-Nivert 155) (374-85-04).  
MACADAM COW BOY (A. v.o.)  
Dominique, 7 (705-04-55) (S.  
ZNF).  
MACADAM PYTHON SACS GRAV  
(Ang. v.o.) : Cluny-Ecoles, 5

OGC OPERA VUS PARAMOUNT OPERA VI  
PARAMOUNT MONT PARASSE VF  
CAPRI GRANDS BOUTILLERS VF  
PARAMOUNT GODELINS VF  
PARAMOUNT MONTMANTRE VF  
OGC GARE DE LYON VF  
Et dans les meilleures salles  
de périphérie

**"Un sacré beau  
film... parfaitement  
digne de la  
Palmes d'Or."**  
Jean de Baroncelli  
LE MONDE

**BALZAC ÉLYSÉES - ELDORADO - LUXEMBOURG  
OLYMPIC ENTREPOT**

Jacob Miller  
 Horsemouth  
 Dullinger  
 Third World  
**RASTA REGGAE**  
 Gregory Isaacs  
**ROCKERS**  
 Peter Tosh  
 Burning Spear  
 Inner Circle  
 Dirty Harry  
 un film de Theodoros Bafaloukos

**Le 17 octobre à LYON - GRENOBLE - TOULOUSE**

## Les festivals

**RETROSPECTIVE JACK NICHOLSON** (32-35-78) L'Action La-Peyrie, s.c. (1878-30-30) : la Bonne Fortune.  
**LES GENTS D'OUTRAGES** (v.o.)  
Olivier, s.c. (9-35-77-42) Tendre  
est la nuit.  
**LES MARK BROTHERS** (v.o.)  
Olivier, s.c. (32-35-77-42) Une  
nuit à l'Opéra.  
**HOMMAGE A ALBERT LAMORISSE**  
Vernage, s.c. (32-35-77-42) Une  
nuit à l'Opéra.  
**OU**, au surtenance : le Ballon  
rouge, la Voyage au ballon. Crie  
KUROSAWA, v.o. Action Christine  
(32-35-78) Châta de  
l'après-midi.  
Crie République.  
11 (32-35-31-32) : la Forteresse  
RUMPELT BOGART, v.o. Action  
Christine, s.c. (32-35-78-78) : Key  
CINE-POLAR, v.o. La Cief, s.c. (337-  
30-78) : la Menace.  
BOGART, v.o. Les Grues ALL-  
MANDS, v.o. Racine, s.c. (33-  
33-77) : la Vedette.  
BOGART, v.o. HAROLD LLOYD,  
Action Ecoler, s.c. (32-35-72-77)  
Pau pas sen faire (en première

**Les grandes reprises**

**LES AVENTURES DE BERNARD ET RIANCA** (A. v.). : la Royale, 8<sup>e</sup> (195-12-15) : Epée-de-Bota, 5<sup>e</sup> (105-12-15) : Epée-de-Bota, 5<sup>e</sup> (105-12-15)

**ANGELA DAVIS OU L'ENCHAÎNEMENT** (A. v.). : la Clief, 5<sup>e</sup> (337-50-50)

**LA FEMME QUI** (A. v.). : Lucernale, 6<sup>e</sup> (544-57-34)

**LES AMIS D'AMPIERS** (A. v.). : l'Opéra-Palace, 5<sup>e</sup> (254-07-07)

**REN HOU** (A. v.). : V.F.-Caméra, 5<sup>e</sup> (734-42-42) : A.B.C., 2<sup>e</sup> (238-53-53)

**LA BÊTE** (P.). : J.-Renard, 6<sup>e</sup> (877-53-53) : A.B.C., 2<sup>e</sup> (238-53-53)

**LE CHARMÉ DISCRET DE LA BOURGEOISE** (P.). : Epée-de-Bota, 5<sup>e</sup> (105-12-15)

**LE CRIME DE L'ORIENT EXPRESS** (A. v.). : Palace Croix-Nivert, 5<sup>e</sup> (337-50-50)

**CRIS ET CHEUCHOUTONS** (Soud.). : Maria, 6<sup>e</sup> (578-47-36)

**DELIVRANCE** (A. v.). : Studio Cuiras, 5<sup>e</sup> (333-42-22)

**DESSOU OUZALA** (Sov. v.). :

NOUS N'EN SOMES PAS TANTAIMES  
 (A. v.o.) : Champollion, 8° (33-  
 51-50).  
**ORANGE MECANIQUE** (A. v.o.) \*\*  
 (A. v.l.) : 770-74-55).  
**PARFUM DE FEMME** (A. v.o.) \*\*  
 Lucerna, 8° (54-57-24).  
**LA PEARLAIN** (A. v.o.) : Myre-  
 dore, 8° (69-70-22).  
 pain. Orféo-Centr., 6° (32-40-45)  
**POINTE D'EUROPE** (A. v.o.) : My-  
 re-dore, 8° (69-70-22).  
 6° Point Show, 8° (32-47-25)  
 J. pstra.  
**PRIMAVERA** (A. v.o.) : Pantheon-  
 8° (32-15-04).  
**LES RAPACES** (ALL. v.o.) : Studi-  
 o, 8° (69-70-22).  
**REPUSSION** (A. v.o.) \*\* : Clun-  
 Palace, 8° (32-07-76).  
**BORGES ET JULIETTE** (IL. v.o.)  
 (A. v.l.) : 770-74-55).  
**TO BE OR NOT TO BE** (A. v.o.) :  
 Noctambules, 8° (33-2-34).  
**TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUT**  
 (A. v.o.) : 770-74-55).  
**V.A.C.** (\*\*\*) : Clichés Saint-Ger-  
 main, 8° (32-10-82).  
**LES VALSEURS** (A. v.o.) \*\* : Mira-  
 dor, 8° (69-70-22).  
**20 000 LIEUX SONS LES MERS**  
 (A. v.l.) : Napoletin, 17° (38-  
 0-0-0).

XXXIX<sup>e</sup> FESTIVAL  
DE CANNES



**LE TAMBOUR**

7 PARNASSIENS 329-83-11

**FESTIVAL HITCHCOCK**

LA MAISON DU DOCTEUR EDWARDES  
REBECCA  
LE PROCÈS PARADINE  
LES ENCHAÎNÉS

Pour programmation et horaires voir à la salle

**5 heures**  
**de l'après-midi**



**Michel : ... Non, je ne suis pas ivre et j'aime une femme comme on aime une femme parfois.**

**8 heures**  
**du soir**



**Lydia :** ... *C'est traître un homme désespéré...*

**10 heures**  
**du soir**



**Michel :** ... Mais qui vous parle de bonheur Lydia, je vous parle seulement d'entraide.

**2 heures**  
**du matin**



Lydia : ... Je vous ai attendu toute la nuit. Il va téléphoner...  
il va venir, je veux qu'il vienne. Comme à 17 ans...

**7 heures**  
**du matin**



Michel : ... Oui, il faut profaner le malheur, le profaner,  
c'est une question de survie...  
**A une époque où tout le monde gueule de solitude  
et où personne ne sait qu'il gueule d'amour.**

# MONTAND



# CLAIR DE FEMME

# SCHNEIDER

# COSTA-GAVRAS





**LE THEATRE DE LA DUALITE**  
ou  
**THEATRE DE DIX-HEURES**  
à 20 h 30  
« Cherche homme pour sa-  
cher terrain en pente », de et  
par M. Michel et A. Roman.  
Mise en scène Ivan Morane.  
« A ne pas manquer », José  
Artaud : « Un pauvre mec et  
deux super-nanas », le Martin.  
à 22 heures  
B. DIMEY « Digne de Bra-  
sens » « Vendeur enchaîné » : P.  
DOUILLAS « Trop vrai » : G.  
MARCHAND, les JULES et les  
dixes », le Martin.  
A partir du 17 : PLATONISME.  
30, bd de Clugny 34 : Pégale.  
038-07-46.

**THEATRE FONTAINE**  
**SHAKESPEARE**  
**TROILUS**  
et  
**CRESSIDA**  
Shocking ?  
« SHAKESPEARE y jette un regard  
féroce, étonnamment moderne et dé-  
mythificateur... D'où cette his-  
toire, dont le contexte et le langage  
sont ceux d'un corps de garde, pleins  
de bruits incongrus et de fureurs in-  
contrôlées, de viol, de violence, de  
ruses, d'entremetteurs, de prostitu-  
tes et de pérorateurs. René Dupuy  
et la bande de joyeux drilles qui  
l'entourent, un peu pilliers de cabre-  
ret, un peu pilliers de rugby, vous  
feront rire. »  
Shocking ?  
Dominique Jemot  
(Journal du Dimanche)

**TOUS LES SAMEDIS A 15 H**  
**MATINÉE EXCEPTIONNELLE**  
**AU TARIF UNIQUE DE 30 F**  
Location 874.74.40 et Agences

Samedi 6 octobre à 20 h. 45  
**ABBAYE DE BOYAUMONT**  
(Val-d'Oise), 13 km au sud de  
Chantilly — Genda HARTMANN,  
soprano ; Michel DIEBOST, ténor ;  
Jacques DE DONATO, clarinète ;  
Jean-François REINER, piano ;  
Régis PASQUIER, violon et alto ;  
Roland FROST, violoncelle ;  
PROCOPIEV et « Pierrot Lunaire »  
de SCHOENBERG. Loc. 470-40-18.

**Le Théâtre 347**  
20 bis, rue Chapelle - 75009 PARIS  
LA PRESSE :  
« Albertine Sarrazin revit...  
Une grande création...  
Lesly Bunton triomphe à Paris...  
A voir toutes affaires cessantes...  
On est épaté, bouleversé ! »

« la salle croule »  
**sylvie joly**  
théâtre en rond 387 88 14

**DERNIERE LE 13**  
**THEATRE DE L'OEUVRE**  
**JACQUES DUFILHO** **GEORGES WILSON**  
**les aiguillours**  
de BRIAN PHELAN  
**FABRICE EBERHARD**  
Prix Gérard Philippe 1978  
C'EST UN REGAL - LA PERFECTION  
Pierre Marabru (Le Figaro).  
EFFICACITE TOTALE, PERFECTION  
Jacqueline Gertler (France-Sol).  
UN TRIO D'ACTEURS SUPERBES  
Dominique Jemot (L'Aurore).

**CENTRE CULTUREL**  
de la Communauté française  
de **BELGIQUE**  
127, RUE SAINT MARTIN (4<sup>e</sup>)  
Face au Centre G. POMPIDOU  
271.26.16 U.I. 11h à 19h sauf dim.  
du 6 ou 28 octobre  
création mondiale  
**Des trous**  
dans les nuages  
de Patrick ROEGERS  
mise en scène de l'auteur  
**THEATRE PROVISORE**  
T.L.S. à 20 h 45 sauf dim. et lundi

**ALBERTINE SARRAZIN**  
**JOURNAL D'UNE FEMME**  
**EN PRISON**  
avec **LESLEY BUNTON**  
Cie Yvan Baudouin - Lesly Bunton

**SALE PLEYEL - DIMANCHE 17 h. 45**  
**CONCERTS LAMOUREUX**  
Dir. : J.-C. BERNEDE  
Sol. : Paul TORTELLIER  
GLINKA - DVORAK - BRAHMS

**anne-marie brucher-kraemer**  
**déménagement**  
théâtre de la tempête  
cartoucherie 328 36 36  
théâtre populaire de lorraine

Du 6 octobre au 18 novembre  
**Sous Chapiteau**  
le Théâtre du Soleil accueille  
**LES CLOWNS MACLOMA**  
dans « DARLING DARLING »  
**CARTOUCHERIE 365-91-40**

**serge reggiani**  
nouvel album 2473 100  
cassette 3169 224  
un interprète éminent  
qui sait choisir les grands auteurs  
et les grands compositeurs :  
L. AMADE, J.-L. DABADIE, B. DIMEY, E. FAURE, M. LEGRAND,  
C. LEMESLE, G. MOUSTAKI

Théâtre des Quinze d'Ivry  
**Molière**  
l'école des femmes et le tartuffe  
don Juan de la misanthropie  
mise en scène : Antoine Vitez  
**Théâtre de la Porte Saint-Martin**  
jusqu'au 18 décembre 1979,  
samedi 20 h 30, mardi 20 h 30 et mercredi 20 h 30,  
réservez et demandez  
location et renseignements 607 57 55.

**Mama**  
**Béa**  
**"LE CHAOS"**  
**NOUVEL ALBUM**  
PL 37322 RCA  
existe également en musicoassette

**THEATRE NATIONAL**  
**DE L'OPERA DE PARIS**  
**AVIS DE CONCOURS**

Un concours est ouvert au  
Théâtre National de l'Opéra de  
Paris pour le recrutement de sept  
artistes des chœurs, dont trois  
secondes ténors, trois contraltos et  
une basse. L'âge : 40 ans.  
Les éliminatoires (épreuve :  
« Arpegge de Rameau » et un morceau  
en italien ou en allemand) aura-  
ont lieu selon le calendrier ci-  
dessous :  
— PARIS, Théâtre de l'Opéra,  
Chœurs, 9 NOVEMBRE, 14 h ;  
— BORDEAUX, Grand Théâtre,  
31 OCTOBRE à 14 h ;  
— LYON, Théâtre de l'Opéra,  
24 OCTOBRE à 14 h ;  
— MARSEILLE, Théâtre de  
l'Opéra, 5 NOVEMBRE, 14 h ;  
— NANTES, Théâtre Graslin,  
28 OCTOBRE à 14 h.  
Le finale (épreuves : « Arpegge de  
Rameau » et deux morceaux au  
choix, dont un en français et un  
en italien ou en allemand) aura  
lieu à PARIS, Théâtre de l'Opéra-  
Comique, le 18 novembre 1979  
à 13 heures.  
Renseignements et inscriptions,  
y compris la province : écrire à  
la Régie des Chœurs, Théâtre  
National de l'Opéra de Paris,  
8, rue Scribe, à PARIS (9<sup>e</sup>).

**VILLE DE PARIS**  
**THEATRE DES**  
**CHAMPS-ELYSEES**  
**FESTIVAL**  
**FRANCE**  
Directeur : Albert Sarfati  
**CONCERT EXCEPTIONNEL**  
Mardi 9 Octobre - 20 h 30  
**ORCHESTRE**  
**DE LYON**  
Direction  
**SERGE BAUDO**  
MOZART • Maurice OHANA  
Richard STRAUSS  
Soliste (soprano)  
**FELICITY PALMER**  
Quatre derniers Lieder de  
STRAUSS  
**CONCERT EXCEPTIONNEL**  
Mercredi 10 Octobre - 20 h 30  
**ORCHESTRE**  
**DE L'ILE**  
**DE FRANCE**  
Direction  
**JEAN FOURNET**  
Symphonie fantastique de  
BERLIOZ  
Soliste (piano)  
**BRUNO RIGUTTO**  
Concerto pour piano et orchestre  
op. 54 de SCHUMANN  
Location : Théâtre, Agences,  
et par téléphone 225 44 36

## SPECTACLES

### théâtres

#### Les salles subventionnées

et municipales  
Comédie-Française (296-10-20),  
20 h 30 : Dom Juan.  
Odéon (222-30-33), 19 h 30 : la Tri-  
logie de la vengeance.  
T. N. P. (797-86-06), 20 h 30 : Boris  
Vian.  
Centre Pompidou (277-12-33),  
18 h 30 : Débats autour et ultra-  
chromatiques : J.-C. Penner,  
piano : J. Christen, violon, et le  
Quatuor intercontemporain (Wych-  
nagradsky, Obonov, Roslavets,  
Scriabine).  
Théâtre de la Ville (274-11-24),  
20 h 30 : Alvin Alley American  
Dance Theater.

#### Les autres salles

Airs libre (322-70-78), 20 h 30 :  
Dallé à deux ; 22 h : Croix de  
saint.  
Antic (208-77-71), 20 h 30 : le  
Pont japonais.  
Arts-Hébertot (287-23-23), 20 h 45 :  
A nous de jour.  
Atelier (608-45-24), 21 h : les Chan-  
nières de la gloire.  
Bouffes-du-Nord (233-34-50), 20 h 30 :  
l'Ce ; la Conférence des oiseaux.  
Bouffes-Parisiens (236-60-24), 21 h :  
le Chaudron.  
Cartoucherie de Vincennes, Atelier  
de l'Épée de Bois (802-35-74),  
20 h 30 : Goliath — Théâtre de la  
Tempête (323-36-36), 20 h 30 :  
Déménagement — Théâtre du  
Soleil (274-24-06), 20 h 30 : Amour  
de poisson.  
Centre d'art estique (254-67-62),  
20 h 30 : Barnas Brax.  
Centre culturel belge (271-26-16),  
20 h 45 : Des trous dans les  
nuages.  
Cité internationale (583-38-59), Gala-  
ria, 20 h 30 : l'Épée de Gili-  
mes. — La Ressource, 20 h 30 :  
la Danse de la Chapelle-Elysées  
(255-02-15), 20 h 30 : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Ecole de l'acteur-Florent (232-60-22),  
21 h : les Précieuses ridicules.  
Edouard-VII (073-67-00), 21 h : le  
Pige.  
Espace Saint-Merri, 21 h : la Cantate  
à trois voix.  
Essalon (278-45-15), 20 h 30 :  
Audience ; Vernissage.  
Fontaine (574-82-34), 20 h 30 :  
Troilus et Cressida.  
Grenasse (545-75-79), 20 h 45 : No  
man's land.  
Hochette (258-38-99), 20 h 30 : la  
Cantate ; Vernissage.  
Il Théâtre (323-26-92), 21 h :  
l'Épouse prudente.  
La Bruyère (574-75-00), 21 h : Un  
roi d'été malheureux.  
Lucernaire (544-57-34), 18 h 30 :  
Paris à mes oreilles, mes pieds sont  
en vacances ; 20 h 30 : Strindberg  
pour deux jumeaux ; 22 h 30 :  
la Poudre. — II, 20 h 30 : Marie  
et le baladeur ; 22 h 30 : Le baladeur  
rit ; 22 h 30 : On vous écrit ;  
22 h 30 : Cause à mon c... ma  
sœur est malade.  
La Tanière (257-74-39), 20 h 30 :  
P. Elcheur ; 22 h 15 : A. Nobel.

#### Les autres salles

Le Théâtre 347 (271-11-27), 18 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Le Théâtre de la Ville (274-11-24),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Coupe-Chou (272-11-70), 20 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Cour des Miracles (545-53-60),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Ecole de l'acteur-Florent (232-60-22),  
21 h : les Précieuses ridicules.  
Edouard-VII (073-67-00), 21 h : le  
Pige.  
Espace Saint-Merri, 21 h : la Cantate  
à trois voix.  
Essalon (278-45-15), 20 h 30 :  
Audience ; Vernissage.  
Fontaine (574-82-34), 20 h 30 :  
Troilus et Cressida.  
Grenasse (545-75-79), 20 h 45 : No  
man's land.  
Hochette (258-38-99), 20 h 30 : la  
Cantate ; Vernissage.  
Il Théâtre (323-26-92), 21 h :  
l'Épouse prudente.  
La Bruyère (574-75-00), 21 h : Un  
roi d'été malheureux.  
Lucernaire (544-57-34), 18 h 30 :  
Paris à mes oreilles, mes pieds sont  
en vacances ; 20 h 30 : Strindberg  
pour deux jumeaux ; 22 h 30 :  
la Poudre. — II, 20 h 30 : Marie  
et le baladeur ; 22 h 30 : Le baladeur  
rit ; 22 h 30 : On vous écrit ;  
22 h 30 : Cause à mon c... ma  
sœur est malade.  
La Tanière (257-74-39), 20 h 30 :  
P. Elcheur ; 22 h 15 : A. Nobel.

#### Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45),  
21 h : les Européophages.  
Deux-Âges (505-10-55), 21 h :  
Pétrole. Anz.

#### La danse

Galerie A. Oudin (271-63-65), 21 h :  
Jerman Silva Cie.  
Théâtre 35, 20 h : Jak Siris.

#### Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h 45 :  
G. Bonard et les Marionnettes de  
Boulevard.  
Casino de Paris (274-26-22), 20 h 30 :  
Parisienne.  
Cotton (742-10-15), 22 h 30 :  
Manhattan Satin.  
Centre culturel 17 (227-68-81),  
20 h 30 : Blanche et Dix.  
Espace Cardin (258-17-30), 21 h :  
Vivian Reed.

#### A PARTIR DU 9 OCTOBRE

**THEATRE DE LA**  
**COMMUNE**  
**D'AUBERVILLIERS**  
JEUNE THEATRE NATIONAL

#### ANECDOTES PROVINCIALES

d'Alexandre Vampilov  
par Gabriel Garran  
et Yulka Wada  
« Le fils qui vient de l'est », Bruno  
Villien, Le Nouvel Observateur.  
« Le dialogue fait penser à Court-  
eline, la hargne critique à  
Jean Anouilh... » Michel Cournot,  
Le Monde.

Mardi 19 h 30 - Mercredi, vendredi,  
samedi 20 h 30 - dimanche 17 h  
Réservations : 833.16.16.

#### Festive

d'Automne  
à Paris

#### THEATRE MUSICAL

du 2 au 21 octobre  
**MARIO ET LE**  
**MAGICIEN**  
d'après Thomas Mann  
musique  
Jean-Bernard Dartigolles  
direction musicale  
Annick Minck  
mise en scène  
Bernard Sobel  
co-production Théâtre de Gennevilliers  
**Théâtre**  
**de Gennevilliers**  
41, avenue des Grésillons  
Tél. : 793.63.12  
location  
FNAC MONTARNASSE  
141, rue de la République  
FESTIVAL 296.12.27

Présent (203-02-53), 20 h 30 : les  
Morphoses.  
Renaissance (208-15-50), 20 h 45 : la  
Belle de Cadix.  
Studio des Champs-Elysées  
(723-35-10), 20 h 45 : la Maison  
d'Yves.  
Studio-Théâtre 14 (365-15-73),  
20 h 30 : Juste.  
Théâtre 18 (223-09-27), 20 h 30 :  
Messagère pour un printemps.  
Théâtre d'Algar (223-11-02), 21 h :  
Bruno Garcia.  
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 21 h :  
Sylvie Joly.  
Théâtre de Marais (278-03-53),  
20 h 30 : les Amours de Dom  
Perlimpin ; 22 h 15 : Arlequin  
Supercar.  
Théâtre 247 (274-88-34), 21 h : Jour-  
nal d'une femme en prison.  
T. N. P. de l'Opéra de Paris  
(770-90-94), 20 h 45 : Ubu.  
Tristan-Bernard (232-06-40), 20 h 30 :  
l'Avocat du diable.  
Variétés (233-09-23), 20 h 30 : la  
Cage aux folles.  
Le 22 - rue - Orléans (584-72-00),  
20 h 30 : la Vie en pièces.

#### Les cafés-théâtres

Au Sec fin (256-29-35), 21 h : Marie  
Bluet ; 22 h 15 : le Futur aux  
barbes ; 22 h 30 : Ces vilains  
bonshommes.  
Bianes-Manteaux (287-97-38),  
20 h 30 : P. Trépolet ; 21 h 15 :  
Joue-moi un air de sapin ;  
22 h 30 : Pit et Black Vanke-  
goudur.

#### Les autres salles

Calé d'Edgar (223-11-02), 18 h 30 :  
Tallia ; 20 h 30 : Coupe-moi  
l'œuf ; 22 h : Deux Sultanes. —  
II, 22 h 30 : Popeye.  
Café de la Gare (278-52-51), 20 h 30 :  
Qui a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Coupe-Chou (272-11-70), 20 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Cour des Miracles (545-53-60),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Ecole de l'acteur-Florent (232-60-22),  
21 h : les Précieuses ridicules.  
Edouard-VII (073-67-00), 21 h : le  
Pige.  
Espace Saint-Merri, 21 h : la Cantate  
à trois voix.  
Essalon (278-45-15), 20 h 30 :  
Audience ; Vernissage.  
Fontaine (574-82-34), 20 h 30 :  
Troilus et Cressida.  
Grenasse (545-75-79), 20 h 45 : No  
man's land.  
Hochette (258-38-99), 20 h 30 : la  
Cantate ; Vernissage.  
Il Théâtre (323-26-92), 21 h :  
l'Épouse prudente.  
La Bruyère (574-75-00), 21 h : Un  
roi d'été malheureux.  
Lucernaire (544-57-34), 18 h 30 :  
Paris à mes oreilles, mes pieds sont  
en vacances ; 20 h 30 : Strindberg  
pour deux jumeaux ; 22 h 30 :  
la Poudre. — II, 20 h 30 : Marie  
et le baladeur ; 22 h 30 : Le baladeur  
rit ; 22 h 30 : On vous écrit ;  
22 h 30 : Cause à mon c... ma  
sœur est malade.  
La Tanière (257-74-39), 20 h 30 :  
P. Elcheur ; 22 h 15 : A. Nobel.

#### Les autres salles

Le Théâtre 347 (271-11-27), 18 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Le Théâtre de la Ville (274-11-24),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Coupe-Chou (272-11-70), 20 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Cour des Miracles (545-53-60),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Ecole de l'acteur-Florent (232-60-22),  
21 h : les Précieuses ridicules.  
Edouard-VII (073-67-00), 21 h : le  
Pige.  
Espace Saint-Merri, 21 h : la Cantate  
à trois voix.  
Essalon (278-45-15), 20 h 30 :  
Audience ; Vernissage.  
Fontaine (574-82-34), 20 h 30 :  
Troilus et Cressida.  
Grenasse (545-75-79), 20 h 45 : No  
man's land.  
Hochette (258-38-99), 20 h 30 : la  
Cantate ; Vernissage.  
Il Théâtre (323-26-92), 21 h :  
l'Épouse prudente.  
La Bruyère (574-75-00), 21 h : Un  
roi d'été malheureux.  
Lucernaire (544-57-34), 18 h 30 :  
Paris à mes oreilles, mes pieds sont  
en vacances ; 20 h 30 : Strindberg  
pour deux jumeaux ; 22 h 30 :  
la Poudre. — II, 20 h 30 : Marie  
et le baladeur ; 22 h 30 : Le baladeur  
rit ; 22 h 30 : On vous écrit ;  
22 h 30 : Cause à mon c... ma  
sœur est malade.  
La Tanière (257-74-39), 20 h 30 :  
P. Elcheur ; 22 h 15 : A. Nobel.

#### Les autres salles

Le Théâtre 347 (271-11-27), 18 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Le Théâtre de la Ville (274-11-24),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Coupe-Chou (272-11-70), 20 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Cour des Miracles (545-53-60),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Ecole de l'acteur-Florent (232-60-22),  
21 h : les Précieuses ridicules.  
Edouard-VII (073-67-00), 21 h : le  
Pige.  
Espace Saint-Merri, 21 h : la Cantate  
à trois voix.  
Essalon (278-45-15), 20 h 30 :  
Audience ; Vernissage.  
Fontaine (574-82-34), 20 h 30 :  
Troilus et Cressida.  
Grenasse (545-75-79), 20 h 45 : No  
man's land.  
Hochette (258-38-99), 20 h 30 : la  
Cantate ; Vernissage.  
Il Théâtre (323-26-92), 21 h :  
l'Épouse prudente.  
La Bruyère (574-75-00), 21 h : Un  
roi d'été malheureux.  
Lucernaire (544-57-34), 18 h 30 :  
Paris à mes oreilles, mes pieds sont  
en vacances ; 20 h 30 : Strindberg  
pour deux jumeaux ; 22 h 30 :  
la Poudre. — II, 20 h 30 : Marie  
et le baladeur ; 22 h 30 : Le baladeur  
rit ; 22 h 30 : On vous écrit ;  
22 h 30 : Cause à mon c... ma  
sœur est malade.  
La Tanière (257-74-39), 20 h 30 :  
P. Elcheur ; 22 h 15 : A. Nobel.

#### Les autres salles

Le Théâtre 347 (271-11-27), 18 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Le Théâtre de la Ville (274-11-24),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Coupe-Chou (272-11-70), 20 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Cour des Miracles (545-53-60),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Ecole de l'acteur-Florent (232-60-22),  
21 h : les Précieuses ridicules.  
Edouard-VII (073-67-00), 21 h : le  
Pige.  
Espace Saint-Merri, 21 h : la Cantate  
à trois voix.  
Essalon (278-45-15), 20 h 30 :  
Audience ; Vernissage.  
Fontaine (574-82-34), 20 h 30 :  
Troilus et Cressida.  
Grenasse (545-75-79), 20 h 45 : No  
man's land.  
Hochette (258-38-99), 20 h 30 : la  
Cantate ; Vernissage.  
Il Théâtre (323-26-92), 21 h :  
l'Épouse prudente.  
La Bruyère (574-75-00), 21 h : Un  
roi d'été malheureux.  
Lucernaire (544-57-34), 18 h 30 :  
Paris à mes oreilles, mes pieds sont  
en vacances ; 20 h 30 : Strindberg  
pour deux jumeaux ; 22 h 30 :  
la Poudre. — II, 20 h 30 : Marie  
et le baladeur ; 22 h 30 : Le baladeur  
rit ; 22 h 30 : On vous écrit ;  
22 h 30 : Cause à mon c... ma  
sœur est malade.  
La Tanière (257-74-39), 20 h 30 :  
P. Elcheur ; 22 h 15 : A. Nobel.

#### Les autres salles

Le Théâtre 347 (271-11-27), 18 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Le Théâtre de la Ville (274-11-24),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Coupe-Chou (272-11-70), 20 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Cour des Miracles (545-53-60),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Ecole de l'acteur-Florent (232-60-22),  
21 h : les Précieuses ridicules.  
Edouard-VII (073-67-00), 21 h : le  
Pige.  
Espace Saint-Merri, 21 h : la Cantate  
à trois voix.  
Essalon (278-45-15), 20 h 30 :  
Audience ; Vernissage.  
Fontaine (574-82-34), 20 h 30 :  
Troilus et Cressida.  
Grenasse (545-75-79), 20 h 45 : No  
man's land.  
Hochette (258-38-99), 20 h 30 : la  
Cantate ; Vernissage.  
Il Théâtre (323-26-92), 21 h :  
l'Épouse prudente.  
La Bruyère (574-75-00), 21 h : Un  
roi d'été malheureux.  
Lucernaire (544-57-34), 18 h 30 :  
Paris à mes oreilles, mes pieds sont  
en vacances ; 20 h 30 : Strindberg  
pour deux jumeaux ; 22 h 30 :  
la Poudre. — II, 20 h 30 : Marie  
et le baladeur ; 22 h 30 : Le baladeur  
rit ; 22 h 30 : On vous écrit ;  
22 h 30 : Cause à mon c... ma  
sœur est malade.  
La Tanière (257-74-39), 20 h 30 :  
P. Elcheur ; 22 h 15 : A. Nobel.

#### Les autres salles

Le Théâtre 347 (271-11-27), 18 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Le Théâtre de la Ville (274-11-24),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Coupe-Chou (272-11-70), 20 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Cour des Miracles (545-53-60),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Ecole de l'acteur-Florent (232-60-22),  
21 h : les Précieuses ridicules.  
Edouard-VII (073-67-00), 21 h : le  
Pige.  
Espace Saint-Merri, 21 h : la Cantate  
à trois voix.  
Essalon (278-45-15), 20 h 30 :  
Audience ; Vernissage.  
Fontaine (574-82-34), 20 h 30 :  
Troilus et Cressida.  
Grenasse (545-75-79), 20 h 45 : No  
man's land.  
Hochette (258-38-99), 20 h 30 : la  
Cantate ; Vernissage.  
Il Théâtre (323-26-92), 21 h :  
l'Épouse prudente.  
La Bruyère (574-75-00), 21 h : Un  
roi d'été malheureux.  
Lucernaire (544-57-34), 18 h 30 :  
Paris à mes oreilles, mes pieds sont  
en vacances ; 20 h 30 : Strindberg  
pour deux jumeaux ; 22 h 30 :  
la Poudre. — II, 20 h 30 : Marie  
et le baladeur ; 22 h 30 : Le baladeur  
rit ; 22 h 30 : On vous écrit ;  
22 h 30 : Cause à mon c... ma  
sœur est malade.  
La Tanière (257-74-39), 20 h 30 :  
P. Elcheur ; 22 h 15 : A. Nobel.

#### Les autres salles

Le Théâtre 347 (271-11-27), 18 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h : le Tour du  
monde en quatre-vingt jours.  
Le Théâtre de la Ville (274-11-24),  
20 h 30 : H. Magdane ; 21 h 30 :  
Quel a mangé Fantomatou ;  
22 h 30 : le Désert.  
Coupe-Chou (272-11-70), 20 h 30 :  
le Petit Prince ; 22 h







	Le Monde	Le Monde
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,88
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

## ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	T.L.
ANNONCES CLASSEES	30,00	35,28
OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**SERVICE INFORMATIQUE**  
établissement aéronautique  
proche banlieue nord  
ACTUELLEMENT EQUIPE  
D'UN IBM 370/115  
recherche

### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

pour responsabilité  
Conception analyse programmation :  
(GAP II - ASSEMBLÉES-PL 1)  
Expérience 3-5 ans  
Aptitudes contacts humains indispensables  
Adr. C.V. manuscrit, photo et prétentions sous  
le n° 28.316 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra,  
75001 PARIS CEDEX 01,  
qui transmettra.

**emploi international**  
et départements d'Outre-Mer

**L'AGENCE INTERNATIONALE  
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE**  
cherche

### TRADUCTEUR

de langue maternelle française  
pour traduire à partir de l'anglais et d'une autre  
langue de travail (espagnol ou russe), des textes  
divers, notamment techniques.  
REQUIS : un diplôme de l'enseignement supérieur  
et une expérience de plusieurs années, de préfé-  
rence dans une organisation internationale.  
Une certaine aptitude à rédiger des comptes rendus  
de séances serait un avantage. Contrat initial de  
3 ans. Traitement selon expérience mais ne dépassant  
pas 32.400 dollars par an, sans impôt. Indemnités  
pour personnes à charge, voyage et frais de  
déplacement payés 6 semaines de vacances.  
Prévoir curriculum vitae en mentionnant  
numéro de réf. 60/79 à la Division du Personnel,  
AIEA - B.P. 590 - A-1011 VIENNE.

**emploi régionaux**

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE Région OUEST

orient département sous-traitance  
**TOLERIE INDUSTRIELLE**  
(tôlerie fine - tôlerie forte - chaudronnerie  
serrurerie - mécanisme découpage  
emboutissage, etc.)  
recherche pour diriger ce département

### DIRECTEUR TECHNIQUE expérimenté

Compétence professionnelle indispensable  
Habitude du commandement  
Rapports avec clientèle, etc.  
Age souhaité trente-cinq ans environ  
Adr. curriculum vitae et prétentions à Agence  
HAYAS sous numéro 1589 - 33020 LAVAL, qui se.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGION OUEST

recherche  
pour son département COLLECTIVITÉ  
en pleine expansion

### DIRECTEUR COMMERCIAL expérimenté

● Compétence exigée pour direction et anima-  
tion des équipes de vente de tous les services  
commerciaux.

● Age souhaité 35 ans environ.  
Adressez C.V. et prétentions à Agence HAYAS  
N° 1590 LAVAL 53002, qui transmettra.

**MAIRIE DE VIENNE (1589)**  
3000 hab. - recherche suivant  
dispositions statutaires  
UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
ADJOINT  
Envoyer C.V. détaillé à :  
M. LE MAIRE DE VIENNE  
Service du personnel  
avant le 30 octobre 1979.

**CENTRE PHARMACEUTIQUE  
EUROPÉEN**  
cherche  
**INGÉNIEUR CHIMISTE**  
30 ans minimum  
Formation et pratique  
de génie chimique  
Pr démissionner et prendre respon-  
sabilité d'une unité de produ-  
ction au sein de l'établissement de Stérolon.  
Expér. essai, unité de chimie  
organique, mod. et instrumentée.  
Expér. fabrication en continu  
appréciée.  
Env. C.V. à DIRECTION DIVI-  
SION SAPCHIM 04200 Stérolon.

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONEES**  
**296-15-01**

### SOCIÉTÉ DE VENTE PAR CORRESPONDANCE (FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL) LOCALISÉE DANS BANLIEUE SUD PARIS

RECHERCHE RAPIDEMENT

### UN JEUNE CADRE MARKETING

pour assister le Directeur département diversification  
Après une période de formation, il aura à prendre progressivement en  
charge tous les aspects marketing de (a) l'activité (b) de diversification  
(analyse des marchés, plan de campagne, publicité, fichiers, suivi des résul-  
tats, promotions, etc.).  
Cette situation opérationnelle est susceptible d'une évolution rapide pour  
candidat de valeur.

**PROFIL :**  
Nous recherchons pour ce poste un jeune diplômé (H.E.C., ESSEC, Sup.  
de Co., IEP ECO, etc.), de 25 ans min., marketing minded ayant du tempé-  
rament et du goût pour une position opérationnelle comportant une parti-  
cipation active à la direction du département.  
Une première expérience dans la publicité ou la V.P.C. serait très appréciée.  
ANGLAIS INDISPENSABLE.

**SALAIRE :**  
En fonction de l'expérience (de 60.000 à 72.000 F/an)

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo récente à : M. le Chef du Personnel,  
B&L O.C. Société DIAL - 1, boulevard François-Mitterrand, Z.I. de Villomarian,  
91238 WISSOUS CEDEX.



### RECHERCHE 100 ÉTUDIANTS (FRANCE ENTIÈRE)

● Excellents vendeurs  
● Horaires libres  
● Rémunération élevée  
● Travail en fac, école,  
ou lycée.

Ecrire rapidement  
à TOFUP/DVI 21, rue Rollin  
75240 PARIS CEDEX 05

Cherche pers. sér., logée ou  
non, pour jardinier entret. 1/2  
à 20-mnd par semaine (13 h. 30  
à 1 h.), porte d'Auteuil, T. REV,  
bur. 524-57-72, 12  
dom. 525-78-47.

Cherche ANIMATEUR (ICE)  
permanent, animation jeunes,  
soirées, Esp. Canalsat, niveau  
et immigrés. Ecr. M.J.C. rue  
des Hautes-Bornes, 93101 ORLY.

Ecole secondaire proche banl.,  
cherche professeur de  
EDUCATION PHYSIQUE. Sup-  
pléance de 5 mois. Tél. 448-16-17.

Association paritaire Promotion  
sociale salariée recherche  
pour Centre formation  
conseiller(s), formation adultes  
psychosociologie ou prat. équiv.  
Ecr. à J.P. 2, c/o le Monde à Pub.  
Env. C.V. avant 15-10 à Promoca  
rue Allende, 92-NANTERRE.

COLLABORATEUR très grand  
standing, contact haut niveau.  
Ecr. M. DUNOT, 14, rue Saint-  
Honoré, Paris (1er).

Société en pleine expansion  
(300 personnes)  
recherche pour PARIS

**RESPONSABLE  
RECRUTEMENT CLIENTS**  
La candidate devra avoir une  
expérience de trois ans min.  
dans la fonction, un bon niveau  
comptable, de réelles qualités  
de diplomatie, d'ordre et d'organisation.

Adr. C.V. et lettre manuscrite,  
sous réf. : 20.361, à JEGU,  
27, rue de Rome, 75001 Paris,  
qui transmettra.

**LABORATOIRE  
PRODUITS DIETÉTIQUES**  
recherche  
pour secteurs  
NORD  
20 RÉGION PARISIENNE

**NOUS DEMANDONS**  
Bacc. complet, si possible  
diplôme études médicales ou  
scientifiques, expérience  
visites médicales souhaitées.  
Résid. obligat. 6/12 secteur.  
NOUS OFFRONS  
Stage de format. rémunéré.  
Situation stable.  
Rémunération intéressante.  
Frais de prime à 12 mois.  
5 sem. congés payés. Avant  
salaire. Vacance formel.  
Frais remboursés.

Adr. C.V. manuscrit, photo, à  
PUB. LAROCHE - Réf. 6.102  
30, rue Périer, 92200  
MONTEUIL, qui transmettra.

Pour banlieue SUD  
5 PROGRAMMEURS  
langage COBOL  
Matériel indifférent pour  
développement de programmes  
E.V.T.  
POINT 2 21, rue de la  
PARIS 2 - 271-77-71

**secrétaires**  
GROUPE DE PRESSE  
SECRÉTAIRE DE DIRECTION  
excellente connaissance  
Sérieuses références.  
Horaires se terminant ap. 20 h.  
Ecrire : S.E.P., 13 avenue de  
l'Opéra - 75001 PARIS

### formation professionnelle

#### E. C. I.

RECRUTE SA PROMOTION 1989

Stage de formation professionnelle de cadres  
européens aux techniques du commerce interna-  
tional (janvier à novembre 1979, à temps complet).  
Stagiaires rémunérés selon législation en vigueur.

**CONDITIONS D'ADMISSION :**  
— être âgé de 21 à 35 ans ;  
— niveau d'étude classes terminales de l'ensei-  
gnement secondaire ;  
— bonne connaissance d'une langue étrangère ;  
— expérience professionnelle en entreprises obli-  
gatoires, ou au minimum ;  
— être libéré des obligations militaires.

Pour toute candidature adr. C.V. + lettre man. à  
6, rue de Kerguelen - 56100 LORIENT.

### proposant com. capitaux

Fabrication de Bonneterie  
pour dames, pulls, robes, de  
haut niveau, en partie S.A.  
Conditions intéressantes.  
Recrutement en cours.  
Bonne formation.  
30 personnes.  
Ecrire Agence HAYAS,  
59023 Lille Cedex  
sous référence 27093  
qui transmettra.

**TOULOUSE**  
Importance industrielle,  
Institut de beauté.  
Gros chiffre d'affaires.  
Cherche associé(e) en sa-  
pension. Min. 300.000 F.  
Ecr. à J.P. 2, c/o le Monde à Pub.  
S. r. l'italien, 75027 Paris ced. 09

Aider majorité société ser-  
vices financiers (cassions, rappor-  
tements, fusions d'entreprises).  
Ecr. à J.P. 2, c/o le Monde à Pub.  
S. r. l'italien, 75027 Paris ced. 09

**demandes  
d'emploi**  
J. Fme compt., 10 a. expér.  
p.m.e., cherche emploi  
P.M.E., plein temps ou partiel.  
Tél. : 875-97-70.

J.F., 27 a., excell. présentation,  
dynam., publicitaire depuis 5 a.  
cherche associé(e) en sa-  
pension. Min. 300.000 F.  
Ecr. à J.P. 2, c/o le Monde à Pub.  
S. r. l'italien, 75027 Paris ced. 09

Cinq ans et demi en CHINE  
pour le compte de la 1re compa-  
gne d'ingénierie franc. direct.  
adm. aut. très intéress. Cherche  
pétrochimique (120 ingén., 300  
expériences), rech. position sem-  
blable ou d'antenne à Paris.  
Ecr. à J.P. 2, c/o le Monde à Pub.  
S. r. l'italien, 75027 Paris ced. 09

**CADRE DIRIGEANT**  
Agré, retraité, T.B. prés., souhaite  
aider activités suivies ou pé-  
riodiques sous forme collabora-  
tion libre, missions, négociations,  
appui d'affaires, inspections.  
Possède expérience des affaires  
industrielles, métallurgiques, ou  
financ. Conditions à débattre.  
Ecr. à J.P. 2, c/o le Monde à Pub.  
S. r. l'italien, 75027 Paris ced. 09

Fme, 40 a., cadre, 20 ans expér.  
différentes, rech. poste stable av.  
responsab., exigent initiatives  
et méthodes. Secteur ind. Lib.  
r.p. 1. Mme Letour, 56-38-65.

**GRAPHOLOGUE**  
Docteur en psychologie, rech.  
ANALYSE DE MISSION  
RECRUTEMENT. Ecr. à J.P. 2,  
S. r. l'italien, 75027 Paris ced. 09

**CAISSIÈRE**  
CH. L. JOUR, REPOS DIMAN-  
CHE. SER. REF. TEL. 78-25-53.

**travaux  
à façon**  
Demande  
direction tous corps d'état. Devis  
gratuits. 368-07-24, 972-30-02.

**caravanes**  
Part. vd camping-CAR  
ESTAFETTE, 35.500 km. Prix :  
33.000 F. - 1 à 20 h. 72-42-64.

**box parking**  
LA MOTTE-PIQUET, Particul.  
vend PARKING IMMOBILE 76,  
35.000 F. - Tél. : 877-48-32.

### offres premier emploi

#### INSTITUT DE SONDAGES

recherche

**DACTYLO-STANDARDISTE**  
**HOTESSE**  
débutante.  
Ecr. pour R.V. à : IPSOS,  
29, rue Cassier, 75005 PARIS.

**automobile**  
A vendre 1 Pcc-coll., 14 m2, 64 cv,  
sans acc., place d'attente, confort.  
7.000 F. - 141-37-51-90.

**vente**  
A vendre 1 Pcc-coll., 14 m2, 64 cv,  
sans acc., place d'attente, confort.  
7.000 F. - 141-37-51-90.

**5 à 7 C.V.**  
SIMCA 1200 Spécial break 71  
export, 2.000 F. - 141-37-51-90.

**8 à 11 C.V.**  
A VENDRE  
Renault 15 TL, avril 78, 22.000 km.  
Option - Prix à débattre.  
Tél. après 18 h. : 962-78-30.

**12 à 16 C.V.**  
CK GTI 14 CV - SEPT. 78  
Brin métal, int. cuir, Radio-cass.  
verre, 55.000 km. Jantes 16,  
277-40-15 ou 277-15-76, poste 483.

**divers**  
**BUFFARD**  
**TAUNUS 80**  
ESSAYEZ-LE !  
110, bd de l'Industrie, Paris (13)  
Tél. : 707-79-19

**B.M.W.**  
63, Bd J. Jaurès  
92 CLICHY. Tél. 731-05-05

**ACHETER ou LOUER**  
VOTRE B.M.W.  
PRESENTATION  
EN ESSAI

**TOUTE LA GAMME**  
NEUVES, DISPONIBLES  
NOMBREUSES OCCASIONS  
GARANTIE B.M.W.

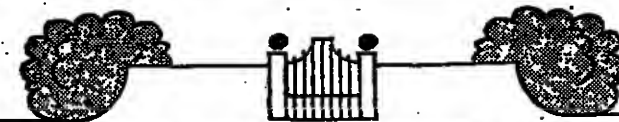
**B.M.W. OCCASIONS**  
214-220-222-220-225-228-728  
Modèles 79, peu roulés, garanties.  
Env. Paris-IV - 532-69-19  
21, rue Desnouettes, Paris (19).

**caravanes**  
Part. vd camping-CAR  
ESTAFETTE, 35.500 km. Prix :  
33.000 F. - 1 à 20 h. 72-42-64.

**box parking**  
LA MOTTE-PIQUET, Particul.  
vend PARKING IMMOBILE 76,  
35.000 F. - Tél. : 877-48-32.

## L'immobilier

appartements vente



### Le Grand Parc de Brunoy

6 IMMEUBLES DANS UN PARC DE 6 HECTARES

• Au sud de Paris, à Brunoy, à quelques minu-  
tes des commerces et des écoles • Dans un  
rue C. Christophe, tous les jours de 11.30 à 19 h  
(sauf mardi et mercredi), tél. 046.08.78.

SEFFRIN CIME

#### 4<sup>e</sup> arrdt.

MARAI, très beau duplex, bon  
160 m2, standing, parking.  
Téléphone : 325-75-77.

#### 5<sup>e</sup> arrdt.

**N° 60 BELINS** 5<sup>e</sup> étage  
ASC.  
IMM. PIERRE DE T. calme,  
2 P. d'entr., entr., cuis.,  
salle d'eau, placards, w.c., tél.  
80, boul. SAINT-MAUR.  
Samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

#### LUXEMBOURG

2 P. d'entr., entr., cuis.,  
salle d'eau, placards, w.c., tél.  
80, boul. SAINT-MAUR.  
Samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

#### 10<sup>e</sup> arrdt.

P. à P. ATELIER, 2<sup>e</sup> étage sur  
cours, jardin, 35 m2, che-  
minée, 3,40 m. haut sous pla-  
fond, 3 chbres, cuis., S. de B.,  
confortable, 100 m2, chauffage  
individuel. Prix : 40.000 F. Sur  
place, samedi, 14 à 18 heures,  
134, rue du Fg-Saint-Martin, 10.

#### 12<sup>e</sup> arrdt.

**ST-MANDE PRES**  
**BOIS**  
N° ST-MANDE-TOURELLE  
Sous imm. pierres et briques  
2 P. sur rue, entr., cuisine,  
salle d'eau, w.c., tél.  
PRIX INTERESSANT  
N° villa MARCES - Calme  
dépense 25, rue de la Croix  
Samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

#### 13<sup>e</sup> arrdt.

A voir 1 Pcc-coll., 14 m2, 64 cv,  
sans acc., place d'attente, confort.  
7.000 F. - 141-37-51-90.

#### 14<sup>e</sup> arrdt.

**MAISON**  
Pr. square, imm. 76, poterie vd  
beau 2 P. 100 m2, 5 bns +  
dch + 2 chbres, cuis., w.c.,  
725.000 F. - 141-37-51-90.

#### 15<sup>e</sup> arrdt.

**RUE LUTETIA**  
petit 3 P. d'entr., cuisine, toilettes.  
245.000 F. Téléphone : 579-47-79.

#### 16<sup>e</sup> arrdt.

**PLACE DES ETATS-UNIS**  
SOMPTUEUX 4 P. d'entr., 130 m2,  
improchable : 1.450.000 francs.  
A saisir 490.000 F. 954-40-00.  
Voir 14/17 h. samedi et lundi.  
21, rue Gaillet ou Tél. 535-14-14.

#### 18<sup>e</sup> arrdt.

**295.000 - Avec 60.000**  
Imm. bon stg., part. état,  
sél. dble + 2 chbres, cuis., w.c.,  
14 h. 30 à 19 h., 28, r. LETORT.

#### 19<sup>e</sup> arrdt.

Quartier Buttes-Chaumont, soleil,  
calme, 28, rue Ource, apparte-  
ment 2 P. d'entr., cuis., bns  
wc, 43 m2, libre, 125.000 F.  
2 P. d'entr., 51 m2, occupé,  
28-12-51, de sur place, 15-15 h.  
samedi, dimanche, lundi.

#### 78 - Yvelines

CHATEAU-LE-VEINETTE, RER,  
Particulier à Particulier vend :  
appartement dans résidence de  
standing, environnement boisé,  
calme, dans parc 1 ha, très beau  
3 pièces + loggia, 111 m2, nor-  
meux aménagements, cave, par-  
king, 430.000 F. + 300.000 F.  
Agence s'abstenir. T. 871-04-02.  
VERSAILLES - MAIRIE. Appr.  
118 m2, salon, S. d. M., 4 chbres.  
Prix : 450.000 F. Tél. 918-23-38.

#### 92

**Hauts-de-Seine**

72-Aubry, M. Parc de Sceaux,  
Prop. vd sept 80 m2, sur jard.  
liv. dble + 7 chbres, impecc. :  
370.000 F. Téléphone : 660-24-49,  
tous les jours, 14 à 21 heures.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 702-12-70.

#### CHARENTAIS

Centre  
à Pcs, 70 m2, 2 chbr., du ver-  
dure, part. 5-sol : 330.000 F.  
dont C.F. Téléphone : 7



	La ligne	La ligne T2
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m ot.	T2
ANNUAIRES ENCAHNEES	30,00	35,28
OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

### L'immobilier

**Les derniers 5 pièces**

## à Versailles Le Hameau de la Roseraie



Le Hameau de la Roseraie est situé à moins d'une demi-heure de Paris Invalides, (liaison RER) ou Montparnasse.

par la gare toute proche et à quelques pas des commerçants.

Appartement témoin et bureau de vente :  
3 Avenue de Porchefontaine à Versailles  
de 11 h à 19 h sauf mercredi et jeudi - Tél. : 953.95.81

**SEFRIM CIME**

Tour Maine Montparnasse - Paris - Tél. : 538.52.52

### villas villas

**PARC DE SCEAUX**  
Belle villa, 100 m<sup>2</sup>, jardin 507 m<sup>2</sup>.  
Prix : 1.400.000 F - 702-34-86

**ST-MAUR**  
Joli jardin  
595 m<sup>2</sup>, belle villa sous-sol, 2 entrées, séjour, 3 pièces, cuis., wc, 1er étage : 3 chbres, bain, douche, wc, gar. Carroz, 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>.  
LIBERALE, BON ETAT.  
800.000 F.

**CHAMPIGNY-SUR-MARNE**  
Résidence, proximité de R.E.R., particulier vend dans splendide jardin paysagé de 1.200 m<sup>2</sup> calme, terrasses, 5 a.m. créent une belle villa récente, parait être, séjour de 40 m<sup>2</sup> avec cheminée + 3 ch., 3 w.c., 2 salles, 100 m<sup>2</sup> + très vaste sous-sol + garage. Prix : 1.200.000 F. Tél. après 19 h. 30 et w.e. 706-23-26.

**CROISSY-SUR-SEINE**  
Calme, gde villa 110 de France 200 m<sup>2</sup> habit., sous-sol, part. état, tout confort. JARDIN de 700 m<sup>2</sup>. Prix : 980.000 F. AGENCE DE LA TERRESSE, LE VESINET - 976-05-90.

### domaines

**A VENDRE**  
Région Centre-Ouest, domaine agricole de 80 ha, avec bons bâtiments d'exploitation, libre, culture céréalière, rivière. Ecr. Havas Limoges n° 0078444.

### propriétés propriétés

**PETITE SOLOGNE**  
13 km Sud Paris  
A VENDRE PROPRIÉTÉ  
d'environ 130 ha, dont environ 50 ha de bois (intéressante valeur de chasse), un étang + possibilité création trois autres étangs. Terres et bâtiments de ferme loués. Excellente chasse (libra, gibier naturel). Prix intéressant. Tél. de préférence le matin, 10 h à 11 h, au n° (01) 35-09-28.

**EXCEPTIONNELLE**  
Parc de Malmaison, 15 Paris, aucun bruit, 125 m<sup>2</sup> habit., plein sud, 3.000 m<sup>2</sup> présentation unique. Mise à ex 2.400.000 F. Tél. : 538.52.52.

**FORET**  
**FONTAINEBLEAU**  
Villa, 100 m<sup>2</sup>, mezzanine, 3 chbres, bain, sous-sol, 4.000 m<sup>2</sup> terrain.

**CHARENTAIS**  
Village de la Vallée de la Nonette, belle propriété ancienne de caractère, construction pierre et tuiles plates, comprenant : entrées, séjour avec cheminée, 3 chbres, bain, cuisine, salle à manger, 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>, indépendant, 3 p., garage, gd jardin planté avec potagers. Rare. 750.000 F.

**DEVIO CONSEIL**, 2 place de la République, Charentais, Tél. 16 (4) 457-12-03.

**CHATOU**  
sur 650 m<sup>2</sup> terrain, très belle réception, 3 chbres, 1.500.000 F. Agence de la Plaine 925-45-45 et 925-28-05.

**PIERREFITTE - GARE**  
Caste de caractère, 4 pièces dont séjour décoré avec poutres et très belle cheminée, 11 cont. gd gar., 57.150 m<sup>2</sup> : 838.000 F.

**PROPR.** 30 Pcs à rénover sur 3.200 m<sup>2</sup> terrain : 750.000 F.

**37 KM. PARIS N.O.**, de parc privé, sur 2.200 m<sup>2</sup> terrain, sup. propr. 1974, n° en bordure, 200 m<sup>2</sup> habit., 100 m<sup>2</sup> avec cheminée + 3 p., cuis., amén. 2 S. de B., garage : 1.800.000 F.

**AGENCE GARE** - 925-24-43.  
Particulier vend Mas 100 a., entièrement rénové, arrière-pensée d'Azur. Tél. : 16 (93) 36-64-24.

**100 KM. PARIS - A-4**  
magnifique propriété bâtie par rivière, sur 20.000 m<sup>2</sup>, climatisée avec 100 m<sup>2</sup> et 100 m<sup>2</sup> (bâti), 7 pièces, cuisine aménagée, tout confort, décoration et aménagement intérieur d'exception. Prix justifié. - Pour visiter, rendez-vous à l'AGENCE DE LA POSTE, MONTARGIS.  
Téléphone : 16 (38) 85-45-44.

### Immobilier (information)

Pour votre financement immobilier CDE, des prêts bien construits.

Nouveaux prêts aidés et tous les autres prêts.

## cde

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

CDE Paris - 6, rue Volney - Tél. 260.35.36  
CDE Versailles - 5, place Hoche - Tél. 950.01.91  
CDE Pontoise - 20, place du Grand Martroy - Tél. 032.21.99

Et toutes les Directions Départementales du Crédit Foncier de France.

## l'agenda du Monde

### terrains

**BELLE-ÎLE-EN-MER**  
Terr. 1.000 m<sup>2</sup> const., vue plage mer, port, EN BANQUETTE.  
95.000 F. Tél. 07-22-28, le soir.

### viagers

Site spécialiste VIAGERS  
F. CRUZ & rue Le Bonnet  
246-19-00  
Prix, indemnité et garanties  
Etude gratuite, discrète

### appartem. achat

Rech. appts 2 à 4 Pcs, PARIS, avec ou sans trav., prêt, rive gauche, près faculté. Ecrire : Lagache, 16, av. Daine-Blanche, 94130 FONTENAY-SOUS-BOIS.  
Particulier rech. APPART. de grand standing, BIELLE LIV. + 2 CHBRES (terrasses latérales), sur Sceaux, Boissy-la-Reine, Fontenay-aux-Roses (à partir de 700.000 F).  
Téléphone : 300-84-12, poste 20.  
L'AGENCE DU XV<sup>e</sup> cherche : BEAUX APPARTEMENTS, préférence dans le 14. - 744-44-27.

### locations non meublées Offre

**Paris**  
Part. loc. place Nation, R.E.R., 4 ét., 2 P., S. de B., wc, cuis., électricité, chauffage individuel, 1.000 F C.C. - Tél. : 376-53-43.

### locations non meublées Demande

**Paris**  
Collaborateur Journal recherche  
**STUDIO ou 2 PIÈCES**  
5 p., 7.  
Prix : 1.000 F environ.  
Ecr. n° 6106 « le Monde » Pub. S. r. Italien, 75427 Paris ced. 09

### bureaux

Domicilia. Art. et Comm. - Siège S.A.R.L. - Rédaction d'articles, statistiques, informations juridiques, secrét., 14. Tél. : Paris 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> 333-76-80 - 229-18-84.

### locaux indust.

**MONTESSON** limite CHATOU  
Terrain Industriel 3.225 m<sup>2</sup> Facile 24.30 m<sup>2</sup> donnant sur R.N. 311 A. Cos 0,60, 850.000 F T.T.C. Agence de la Plaine - 9245-05 ou 26-05.

### fonds de commerce

40 km Ouest Paris  
Splendide Librairie-Papeterie C.A. 2.600.000 F  
Prêt avec 1.500.000 F  
TRANSADIX 225-43-49

**VENDONS VICHY, HOTEL**  
2 ét., N.N. murs et fonds. Situé, except. sur parc et casino, 66 m<sup>2</sup>, vestes hall et salles à mang. Gds possib. faire gar. 25-30 m<sup>2</sup>. Imme. Tél. 16-70 : 32-04-11 ou Ecr. et tél. le Monde « Pub. S. r. Italien, 75427 Paris ced. 09

Proche banlieue Sud  
Librairie-Papeterie-Journaux en S.A. - embauchement excep. - Tél. : 900.000 F.

**TRANSADIX** 225-10-10  
225-43-49

**COEUR MONTPARNASSE**  
A céder 50 m<sup>2</sup> tous commerces sans restaurant, 1.300 F mens. De 11 à 19 heures : 322-22-53.

Puis-je de la Centre-ville  
Particul. vend fonds artisanat, cadeaux - Téléphone : 68-84-61.

Vds plein centre gde ville S.O.  
Fonds de commerce spécial, en articles de luxe accessoires de salle de bain, avec logt. type 4 au-dessus du magasin. Ecrire : Havas Périgueux n° 683.

**DORDOGNE PERIGUEUX**  
Vds commerce vaisselle couteaux Px 150.000 + stock (env. 40.000) A VOIR ou à LOUER, 125 m<sup>2</sup>. Prix à débattre. Tél. 320-13-27.

### Boutiques

19<sup>e</sup> sur carrefour commercial, grande boutique vide + sous-sol, A VOIR ou à LOUER, 125 m<sup>2</sup>. Prix à débattre. Tél. 320-13-27.

### Antiquités

Chèvre nain, bonnet, 5 a., origine Argentine, écurie Arabella abritant enfants, bonne santé. A vendre, centre-ville, pour 40.000 F. A. autrichiens. Ecr. de 6105 le Monde « Pub. S. r. Italien, 75427 Paris ced. 09

### Artisans

**TOUTE REFECTION INTER.**  
ELECTRICITE, MACONNERIE, DEMOLITION, DEBARRAS DE CAVES OU APPARTEMENTS.  
Tél. : 204-47-02.

Entrepr. spécialisée de peinture cherche tous travaux de peinture, revêtement, revêtement sol et murs (tissus plastiques). Tél. 628-43-48 ou (03) 27-96-74.

### Bateaux

Aquila 1978 8,30 m., 6 voiles + spinnaker H.B. & CV speedo bib. Bretagne Sud, 70.000 F. Tél. 546-24-83 ou écrire Dalbard, 47, rue de l'Université, Paris-7<sup>e</sup>. Tél. 628-43-48 ou (03) 27-96-74.

### Bijoux

**BIJOUX ANCIENS**  
BAGUES ROMANTIQUES  
se choisissent chez GILLET, 75, r. d'Arcueil, n° 1, 334-84-84.

### Brevets

A vendre brevets touchant appareils culturels permettant cuisson sans énergie.  
Tél. : (78) 05-24-23 le samedi.

### Camping-cars

Part. loc. CAMPING-CAR ESTAFETTE, 26.500 km. Prix : 35.000 F. Tél. 18 à 20 h. 728-43-43  
Vacances d'hiver louez un

### TOURING-CAR

**MILLEVILLE**  
LES TOURING-CARS  
**MILLEVILLE**  
23 ou 25 places se louent 2 à 10 jours Carrosserie

### ISOTHERMIQUE, CHAUFFAGE

W.C., eau courante, etc.  
Mise à disposition des plus de 100 villas de France sur simple appel téléphonique. Conduite facile, permis tourisme. Réservation, documentation, liste du réseau :  
**MILLEVILLE Centre routier**  
14, rue des Routiers à RUNGIS.  
Tél. : (1) 487-38-57.

### Chauffage

Vend double emploi chaudière mazout France, très bon état.  
300 F. Tél. : 010-03-47 le soir.

### Cours

**APPRENDRE L'AMERICAIN**  
à l'AMERICAN CENTER  
261, bd RASPAIL, PARIS-14<sup>e</sup>.  
Tél. : 633-67-28

Cours de conversation dans la journée et le soir.  
INSCRIPTIONS IMMEDIATEMENT  
à l'AMERICAN CENTER  
COURS PRIVES  
PREPARATION AU TOEFL  
COURS DE LYCEENS ET ENFANTS  
AGREGATION donne cours de français, philo, centre logeant dans Paris, Yvelines, 62-84-82.  
COURS D'ANGLAIS à domicile, par jeune diplômé univ. de Londres. Membre Institut Linguistique Anglaise. Expérience adultes, enfants, conversation.  
Tél. : 39-55-57.

### Edition

Cherche imprimeur idéaliste pour éditer à frais d'auteur 100 pages, 8 OCTOBRE 1979, hôpital de Vaulx 3 H.C.S. 91360 EPINAY-SUR-ORGE.

### Philosophie

LE CENTRE  
Diplômée Docteur donnerait cours philosophie. Tél. : 706-38-05.  
GURDJIEFF-OSPENSKY. EST OUVERT. Tél. : 436-41-44.

### Location

**sans chauffeur**  
**FORFAIT KILOMETRAGE ILLIMITÉ**  
possibilité location avec chauff.

**ROLLS ROYCE**  
et toutes voitures de prestige et de sport.  
Location à l'heure, 1/2 journée, journées, courtes et longues dur.

**ROYAL RAY**  
RENTALS  
50, av. Chézy-Elvès, 5<sup>e</sup> étage.  
225-25-60

### Mode

**NE PAVEZ PAS LA GRILLE**  
les plus belles collections actuelles de costumes, 5, avenue de Villiers, Paris-17<sup>e</sup>. Micro VILLIERS.

### Pensions

**de famille**  
Recherche pension en famille dans 4<sup>e</sup> - 7<sup>e</sup> - 9<sup>e</sup> - 16<sup>e</sup> pour lycéens parlant anglais. Tél. : 323-43-88 heures repas.

### Transports

Artisan poss. camion, 1.200 kg rech. transport Paris-Banlieue. Tél. : 289-10-24.

### Moquette

**SUPER SOLDES moquettes**  
toute et synthétique, gros stock, belle qualité. Tél. : 757-19-79.

### Psychologie

**LA MOTIVATION**  
le pouvoir qu'elle a de transformer la vie de l'individu et des entreprises. Documentation GRATUITE SANS ENGAGEMENT sur simple demande à Patrick Pilon, La Vennay, route de Buscy, 71500 Anost référence M.T.

### Rencontres

Que vos centres d'intérêt soient artistiques ou sportifs, intellectuels ou manuels, gastronomiques ou touristiques, vous trouverez toujours quelqu'un pour les partager.  
GOUTS COMMUNS : 58-95-16.

### Répondeurs

**répondreurs téléphoniques**  
**RÉPONSEURS**  
avec ou sans INTERROGATION A DISTANCE. Tél. : 24-11-12.

### Spécialités

**régionales (vins)**  
**VOUS RECHERCHER UN VIN DE PAYS ?**  
De la propriété ?  
En vrac ou en bouteille ?  
Depuis 3 ans à Paris : 2 r. Labarre, 75015 PARIS. Tél. : 52-19-97.  
A ST-OUEN : 41, r. des Rosiers. Tél. : 158-10-54.  
LILLE-VILLENEUVE-D'ASCQ Immeuble Pétrine. Tél. : (20) 56-55-76.

### Vacances

**Tourisme**  
**Loisirs**  
PARIS - MIAMI-BEACH (USA) Séjour de 7 jours 24 nov. 1979 au 2 déc. 1979 2.920 F tout compris (vol A/R, transferts, hôtel, accompagn.) TRANSALPINO.  
16, rue La Fayette, 75009 Paris. Tél. : 770-52-07 / 770-42-08.  
36 bis, rue de Dunkerque, 75010 Paris. Tél. : 281-06-11.  
Je vous prête ma petite maison week-end ou plus, de un à 10 legs bourgeois. (80) 96-20-59.

les annonces classées du

## Monde

sont reçues par téléphone

**du lundi au vendredi**

**de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures**

**au 296-15-01**

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

Entre gens du monde, ou se côtoie, on se parle... et l'on s'ignore

## A. RUCKEBUSCH

Expert en Sociologie

à l'art de provoquer la croisée des chemins entre ces hommes et ces femmes brillants dans leur profession et isolés dans leur vie personnelle.

Depuis 32 ans son succès ne fait que s'affirmer dans le cadre d'une société choisie.

Avec ceux, toujours plus nombreux, qui se sont confiés à lui, vous découvrirez, dans ses prestations hors du commun.

**DES RELATIONS NOUVELLES DES AMITIÉS NOUVELLES**

Sur rendez-vous  
5, rue du Cirque - 75008 PARIS  
Tél. 720.02.78 / 720.02.97  
Entre Rd-Point Champs-Élysées et Fg St-Honoré  
4 et 5, rue Jean-Bart (59) LILLE  
Tél. 84.06.71 / 54.77.42



Le Monde

## équipement

A PROPOS DE...

## L'INAUGURATION D'UN BUREAU MODÈLE

## La poste dans la révolution de la télématique

M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P. et T., a inauguré, le jeudi 4 octobre, dans le bureau de poste de la rue Molé, à Paris (1<sup>er</sup> arrondissement), le premier terminal financier installé dans la capitale et qui permettra d'étendre l'automatisation de la gestion des chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne.

Cette inauguration, accompagnée de la présentation de toute une série de matériels nouveaux, préfigure la poste de demain. Non seulement les agents des postes utiliseront au maximum les moyens de la télématique, mais le public lui-même aura à sa disposition de nombreux appareils « libre service » qui lui permettront, par exemple, de passer, calculer la taxe à percevoir et affranchir les paquets, obtenir son bon de livraison, dans le cadre du service téléconsultation utilisant le système Antiope, une série de renseignements administratifs (dates des examens et concours), financiers (cours de la Bourse) ou pratiques, comme le bulletin de la météorologie ou les tarifs postaux, etc.

Le bureau de poste deviendra ainsi l'antenne publique de la télématique et permettra aux usagers de se familiariser avec cette nouvelle technique.

« Mais, a souligné M. Ségard, le bureau de poste ne devra pas devenir un univers d'automates, mais bien le lieu où la progrès technique conduit à un contact social renforcé. Le postier, aidé par la télématique, verra son rôle d'accueil et de conseiller augmenter. » Concrètement, le secrétaire d'Etat a précisé que dix mille terminaux du réseau financier « Cheops », répartis sur l'ensemble du territoire, seront installés à dix-huit centres de calcul par l'intermédiaire de deux cents mini-ordinateurs. La mise en place demandera de cinq à six ans. Douze bureaux ont déjà été équipés dans la région de Nantes. L'équipement des bureaux de la capitale sera achevé à la fin de 1981 avec deux cent quatre-vingt-trois terminaux répartis dans cinquante-cinq établissements.

L'ensemble de l'opération représente un investissement important : de l'ordre de 350 millions de francs 1979. Le marché correspondant sera partagé entre le groupe Logispost et le groupe C.G.A.-C.I.L., a encore indiqué M. Ségard.

Un autre service, celui du stockage et de la distribution des signatures sur écran, permettra, d'ici quelques années, d'assurer toutes les opérations de chèques postaux et de caisse d'épargne, quel que soit le bureau auquel s'adressera le client.

Pour ce qui est des affranchissements postaux automatisés (pour les lettres et les paquets), les appareils de presse seront testés dans le courant du deuxième semestre 1980 et la mise en place des six cents appareils prévus pour cinq cent cinquante bureaux débutera en 1981. Dix prototypes d'appareils, « libre service » pour l'affranchissement, seront testés en exploitation réelle au cours de l'année 1980. En cas de succès, les deux cents bureaux de France les plus importants pourraient en être dotés.

Un premier service de téléconsultation sera lancé dans le cadre des actions de polyvalence administrative, en liaison avec la DATAR et le ministère de l'Industrie, dans deux départements à prédominance rurale, le Lot-et-Garonne et les Alpes-de-Haute-Provence.

M. Ségard a ajouté que « la mutation technologique en cours ne pourra être pleinement maîtrisée qu'avec la participation active de tous les postiers. C'est pourquoi il propose, dans les jours qui viennent, de recevoir les syndicats pour discuter avec eux, « réfléchir en commun », sur les conséquences sociales, technologiques et humaines de cette révolution qui commence à descendre dans la rue.

## TRANSPORTS

## A LA VEILLE DE LEUR CONGRÈS

## Les routiers redoutent les pièges de la libération du marché

La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), réunie à Paris, du mardi 9 au jeudi 11 octobre, son trente-quatrième congrès national. A cette occasion, elle devrait manifester son inquiétude face à la conjonction pleine d'incertitudes, et son impatience face aux hésitations des pouvoirs publics à prendre suffisamment en compte leurs difficultés.

Somme toute, les résultats du trafic marchandises exprimés en tonnes-kilomètres (+ 7 % environ pour le premier semestre 1979) devraient inciter la profession à vouloir améliorer ses performances à court et moyen terme. La crise de l'énergie n'a pas modifié les positions respectives du rail et de la route sur le marché. Il n'y a pas eu de glissement de trafic significatif d'un mode de transport à l'autre, indiquent les responsables de l'administration.

Néanmoins, les résultats financiers qui reflètent les entreprises de transport sont mauvais au point de décourager les concours des banquiers. Il y a deux raisons à cette situation, explique M. Hubert Chignou, délégué général de la F.N.T.R. Une gestion des sociétés qui manque de rigueur et un niveau des tarifs qui est trop faible.

L'objectif des dirigeants de la profession est donc aujourd'hui d'apprendre aux patrons routiers, dont la plupart sont des artisans, à calculer des coûts d'exploitation. Dans un communiqué, publié le 11 octobre, la F.N.T.R. demande un « cran » supplémentaire — + 2,50 % — avant la fin de l'année.

A cet égard, les routiers critiquent l'obsolescence du gouvernement à vouloir placer son drapeau sur le plein, l'essence, bien de consommation, et le gazole, outil de production. « Il faut absolument maintenir l'écart entre l'un et l'autre », insiste M. Chignou. Une telle mesure, qui consiste à geler le prix du gazole, ne serait pas une mesure de justice sociale au regard des transports collectifs de voyageurs, dont les

pouvoirs publics souhaitent le développement.

Le litre de gazole coûte à une entreprise de transport 1,70 F en France, 3,06 F en Suisse, 2,17 F en Allemagne fédérale, 2,19 F en Grande-Bretagne, 1,10 F en Italie. « Les routiers ne sont donc pas pénalisés par rapport à leurs collègues européens », remarque-t-on au ministère des transports.

La profession, d'autre part, juge « irréaliste » le projet de loi relatif à la répression des excès de vitesse. « La route est notre lieu de travail. Nous ne saurions accepter d'être considérés en permanence comme des délinquants potentiels soumis à l'arbitraire des forces de police sans aucun recours possible », proteste l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers. « Nous ne sommes pas prêts à accepter la loi ; il ne peut être question de faire un sort particulier à telle ou telle catégorie d'usagers », rétorque l'administration.

D'une manière générale, les routiers sont circonspects face à la volonté des pouvoirs publics de « déréglementer » cette profession. A vrai dire, l'exercice de la liberté est un dur apprentissage. « Nous souhaitons vivre pour le moment sous un régime d'encadrement souple », affirme M. Chignou. Il ne s'agit pas de déréglementer pour le plaisir mais seulement pour répondre à des besoins économiques.

Ces marchandises, les pouvoirs publics semblent prêts à distribuer largement les licences de transport à 3 250 cette année, autant l'an prochain ? C'est à ce point que la profession se demande quel cadre organiser les transports collectifs : la profession préfère

## TRAINS TV

La S.N.C.F. fera, à partir du lundi 15 octobre, un essai de télévision dans quatre trains sur la ligne Paris-Metz et Paris-Marseille. A cet effet, deux voitures-bus seront équipées d'un circuit interne de télévision permettant la diffusion de films sélectionnés par France-Rail, filiale de la Société nationale.

## PÊCHE

## LA COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE CONDAMNE LES MESURES UNILATÉRALES PRISES PAR LONDRES.

Luxembourg (Reuter). — Rendu le 4 octobre son jugement dans l'un des trois procès intentés à la Grande-Bretagne en matière de pêche, la Cour européenne de justice a déclaré illégale la décision prise unilatéralement par Londres, en 1977, à propos du maillage des filets de pêche.

La France avait engagé cette action après l'arrestation, cette année-là, d'un langoustier français qui avait un filet à mailles plus étroites que celles prévues par les normes britanniques. Le tribunal a donné raison à l'argument français, selon lequel la question du maillage était du ressort de la Commission européenne.

Deux autres procès sont actuellement instruits devant la Cour de justice à propos de la pêche. L'un des actions concerne trois mesures unilatérales de préservation des stocks prises il y a quelques mois par la Grande-Bretagne, et notamment l'interdiction de la pêche au hareng au large de l'Irlande du Nord. La deuxième affaire en cours d'instruction concerne l'imposition par la Grande-Bretagne, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, d'un maillage de 10 mm pour la pêche aux langoustines dans les eaux qu'elle contrôle.

Deux chalutiers bretons avaient été arraisonnés au mois de septembre dernier à la suite de cette mesure, ce qui a provoqué une certaine tension dans les relations entre la France et la Grande-Bretagne et l'ajournement d'une réunion entre M. J. Le Theule, ministre français des transports, et son homologue britannique. Quant aux pêcheurs bigoudens, ils s'étaient mis en grève pendant plus de quinze jours.

## ENVIRONNEMENT

M. Racine à la Fondation de la nature. La Fondation de la nature qui s'installe dans les locaux de la Fondation de France (40, avenue Hoche, Paris), est présidée par M. Pierre Racine, conseiller d'Etat et président de la mission d'aménagement du littoral (Langues-Roussillon). Les trois vice-présidents de la fondation sont MM. Pierre de Caen, président de la banque Barclays, Jean Sarrail, directeur de la protection de la nature au ministère de l'environnement et du cadre de vie, et Jean-Paul Farayre, président de P.S.A. Peugeot-Citroën.

## Deux mille spécialistes des télécommunications viennent de se rassembler à Genève

De notre correspondant

Genève. — Telecom 79, troisième exposition mondiale des télécommunications, vient de fermer ses portes à Genève. Elle aura accueilli cent soixante-cinq mille visiteurs, soit 80 % de plus qu'en 1975. Elle était patronnée par l'Union internationale des télécommunications (UIT), organisation spécialisée des Nations unies. Le prochain Telecom aura lieu en septembre 1983.

Cette exposition gigantesque, la plus importante que le monde ait jamais connue dans ce domaine, a réuni près de deux mille industriels, financiers, chercheurs, techniciens, représentants gouvernementaux et syndicaux. Des marchés d'urgence y ont été conclus — encore que distinctement — négociés. La vitalité des deux grands groupes français, C.I.T.-Alcatel et Thomson-C.S.F., s'est manifestée de manière particulièrement spectaculaire.

Au cours de la journée française, les avantages que présente le mariage du téléphone, du téléviseur et de l'ordinateur

## URBANISME

A Nice

## LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE LA CONSTRUCTION DU PALAIS DES CONGRÈS SUR UN NOUVEAU EMPLACEMENT

(De notre correspondant régional.)

Nice. — Au terme d'un débat de six heures, le conseil municipal de Nice a, ce soir, le 4 octobre, les propositions faites par le maire, M. Jacques Médecin (le Monde du 13 septembre), d'abandonner le site de la place Masséna pour la construction du futur Palais des congrès et de la musique de la ville et d'édifier le bâtiment à 1 kilomètre en amont du précédent emplacement, sur l'esplanade du Palais.

Les treize élus d'opposition présents ont voté contre ce nouveau projet. Des incidents ont marqué la séance du conseil, à la suite de l'intervention d'un groupe d'anciens salariés du Palais de la Méditerranée, venus réclamer la « municipalisation » de cet établissement fermé depuis le mois d'avril 1978.

furent largement vantés. Les succès remportés par des réalisations françaises, qui semblent appartenir encore au monde de la science-fiction, est incontestable. C'est ainsi que les téléviseurs Teletel permettant d'obtenir sur écran des réponses des questions posées à l'aide d'un clavier, qui paraît à peine plus compliqué que celui d'une machine à écrire.

Ce système fonctionne dans les domaines les plus divers : recherche d'un médecin de garde, réservation d'une place de spectacle ou d'une chambre d'hôtel, informations boursières, sociales ou autres. Mille caractères, graphiques, cartes de géographie apparaissent, et, peu à peu, par le truchement de données les plus variées, c'est presque une véritable encyclopédie qui sera bientôt en permanence à la disposition des usagers. Mais qui donc fournit ces données, quel crédit peut-on accorder à leur objectivité, de quelles possibilités de choix disposer ?

On ne peut, certes, qu'être ébloui par le « synthétiseur de parole », lorsqu'on entend une voix parfaitement distincte prononcer les mots que l'on vient de taper sur un clavier ; la phrase a été enregistrée par la machine sans que le moindre son ait été émis. Mais existe-t-il une seule découverte qui n'ait pas produit à ses débuts l'effet d'un miracle ?

ISABELLE VICHNIAC.

● Protocole d'accord franco-chinois. — MM. Ségard, secrétaire d'Etat aux P. et T., et Wang Zilang, son homologue chinois, ont signé, le 4 octobre, un protocole d'accord de coopération. Cet accord-cadre concerne le développement des réseaux de télécommunications et des transmissions de données en Chine.

● M. Roger Legare, ingénieur général des télécommunications de la région de Paris, a été nommé directeur de l'équipement et des transports, à la direction générale des postes, en remplacement de M. Mangas.

## LA CONTROVERSE SUR LES CENTRALES NUCLÉAIRES DE GRAVELINES ET DU TRICASTIN

## E.D.F. reporte la décision de charger les réacteurs

Les personnels des installations sont toujours en grève

La direction d'Electricité de France a décidé de suspendre au chargement des réacteurs nucléaires de Gravelines et de Tricastin, le 15 octobre, un essai de télévision dans quatre trains sur la ligne Paris-Metz et Paris-Marseille. A cet effet, deux voitures-bus seront équipées d'un circuit interne de télévision permettant la diffusion de films sélectionnés par France-Rail, filiale de la Société nationale.

« superflue et de faible dimension ». Dans le même temps, les responsables d'E.D.F. ont remarqué qu'en réparant les fissures des réacteurs, on ne résoudrait pas le problème de l'arrêt des réacteurs récemment mis en service (au Bugey), où, selon toute vraisemblance, existent des fissures du même type.

« Il n'y a pas de risque de rupture immédiate », il n'y a qu'un risque économique, et c'est à la direction d'E.D.F. d'en apprécier la balance », déclarait lundi soir M. François Kosciuszko-Morizet, directeur de la qualité et de la sécurité industrielle au ministère de l'Industrie. Pour E.D.F., en effet, deux solutions sont possibles : soit retarder la mise en service des centrales pour effectuer des réparations (pour des raisons techniques, le retard se fait alors d'un an environ), soit les mettre en marche maintenant et attendre que les problèmes de sécurité soient résolus.

Compte tenu du fait que les prochains hivers seront difficiles à passer, les prévisions d'E.D.F. comptent que, dès la fin de cette année, les réacteurs de Gravelines-1 et Tricastin-1 fourniront 740 mégawatts, compte tenu aussi des phénomènes d'actualisation monétaire selon lesquels il vaut mieux reporter au maximum les dépenses importantes, on comprend que l'établissement public semble choisir la première solution.

Une certaine modestie

La position des syndicats, hostiles au chargement immédiat, se comprend tout aussi bien, surtout si l'on veut bien prendre en considération les problèmes de condition de travail et de santé des travailleurs : même avec une automatisation poussée à son maximum, notamment par l'usage de robots, l'intervention (examen, réparations) est toujours beaucoup plus difficile sur une installation qui a subi le « feu nucléaire » que sur une installation neuve : décider de reporter les réparations à plus tard, c'est prendre le risque de voir se voir contraint à « trahir du personnel » : les polémiques en cours sur les effets réels des faibles doses de rayonnements ionisants ne peuvent que conforter les syndicats dans leurs positions.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

## FSSURES ET FÉLURES

E.D.F. vient d'annoncer son intention de renoncer provisoirement à charger les réacteurs nucléaires de Tricastin et de Gravelines, après avoir pourtant annoncé que les fissures observées dans ces centrales étaient sans danger pour leur fonctionnement.

De deux choses l'une : ou bien tout est comme E.D.F. le prétend, et alors il n'y a pas de raison de ne pas recharger ; ou bien on est sûr de rien, et alors il faut rechercher d'urgence les fêlures dans le crâne de ceux qui ne veulent pas entendre parler de fissures.

BERNARD CHAPIUS.

## LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

## Le droit de savoir

(Suite de la première page.)

Les défauts découverts ne mettaient pas « dans l'immédiat » en danger la santé des travailleurs et de la population. La C.G.T. et la C.F.D.T., on peut le remarquer, n'ont pas réclamé l'arrêt des réacteurs récemment mis en service (au Bugey), où, selon toute vraisemblance, existent des fissures du même type.

« Il n'y a pas de risque de rupture immédiate », il n'y a qu'un risque économique, et c'est à la direction d'E.D.F. d'en apprécier la balance », déclarait lundi soir M. François Kosciuszko-Morizet, directeur de la qualité et de la sécurité industrielle au ministère de l'Industrie. Pour E.D.F., en effet, deux solutions sont possibles : soit retarder la mise en service des centrales pour effectuer des réparations (pour des raisons techniques, le retard se fait alors d'un an environ), soit les mettre en marche maintenant et attendre que les problèmes de sécurité soient résolus.

Compte tenu du fait que les prochains hivers seront difficiles à passer, les prévisions d'E.D.F. comptent que, dès la fin de cette année, les réacteurs de Gravelines-1 et Tricastin-1 fourniront 740 mégawatts, compte tenu aussi des phénomènes d'actualisation monétaire selon lesquels il vaut mieux reporter au maximum les dépenses importantes, on comprend que l'établissement public semble choisir la première solution.

## Une certaine modestie

La position des syndicats, hostiles au chargement immédiat, se comprend tout aussi bien, surtout si l'on veut bien prendre en considération les problèmes de condition de travail et de santé des travailleurs : même avec une automatisation poussée à son maximum, notamment par l'usage de robots, l'intervention (examen, réparations) est toujours beaucoup plus difficile sur une installation qui a subi le « feu nucléaire » que sur une installation neuve : décider de reporter les réparations à plus tard, c'est prendre le risque de voir se voir contraint à « trahir du personnel » : les polémiques en cours sur les effets réels des faibles doses de rayonnements ionisants ne peuvent que conforter les syndicats dans leurs positions.

Sur le plan économique encore, cette affaire devrait une nouvelle fois inciter les experts qui clament que l'énergie nucléaire est de loin la moins chère de toutes à faire au moins preuve d'une certaine modestie : le présent et l'avenir du fonctionnement des installations nucléaires sont de toute manière, surtout riches d'incertitudes. La durée de vie réelle des centrales reste inconnue, et des problèmes imprévus ne sont jamais à exclure. Ils obéiraient d'autant la disponibilité des réacteurs, et donc leur rentabilité.

D'un point de vue politique, on peut une fois de plus s'indigner de la manière dont a été pratiquée l'information : l'affaire aurait-elle été connue si les syndicats, qui prétendent n'être au courant que depuis peu, n'avaient pas pris l'initiative de la dévoiler ? Les premiers défauts ont en effet été découverts voici un an en usine, au moment de l'accident de Three-Mile-Island, les pouvoirs publics, fort rassurés sur la qualité des centrales françaises, étaient donc au courant.

A fortiori les services du ministère de l'Industrie savaient-ils, quand ils ont donné le feu vert à la mise en service, en juillet dernier, d'une nouvelle tranche de la centrale du Bugey, que celle-ci présentait, selon toute vraisemblance, les mêmes défauts.

Aussi la décision prise au début de cette semaine d'autoriser le chargement du combustible à Gravelines et au Tricastin, est-elle apparue à beaucoup comme précipitée ; tel ne serait pas le cas si une information complète avait été faite dès l'origine.

Le conseil de l'information sur l'énergie électro-nucléaire, que préside Mme Vell, vient, à bon droit, de dénoncer les manquements des pouvoirs publics à l'information : cette indignation aurait plus de poids si ce même conseil avait, au cours des deux années écoulées, fait vraiment la preuve de son efficacité.

Il est encore temps de prendre les citoyens pour des adultes et de leur donner l'information à laquelle ils ont droit, trop attendre, on risque au contraire d'avoir bien informé, d'avoir pris des décisions techniques ment justifiées mais qui n'auraient alors pas été acceptées par le public.

XAVIER WEEGER.



PÊCHE

LA COUR DE JUSTICE  
PRENNE CONDAMNATION  
MESURES UNILATÉRALES  
PAR LONDRES

Londres (Reuters) — La Cour de justice de la Communauté européenne a condamné le Royaume-Uni à verser des dommages-intérêts à la France pour avoir imposé des mesures unilatérales de pêche dans les eaux communautaires. La Cour a jugé que le Royaume-Uni a violé les règles de la Communauté en imposant des quotas de pêche sans consulter les autres États membres. Les dommages-intérêts sont évalués à 10 millions de francs.

ENVIRONNEMENT

Le Centre national des professions de santé qui est avant tout un groupe de réflexion et de recherche, composé de diverses professions de santé (médecins, pharmaciens, dentistes, etc.), a décidé, jeudi 4 octobre, d'apporter son soutien à la grève des médecins.

ET D. CASTAN

de savoir

Le premier ministre promet à la C.G.C.  
des mesures en faveur de l'emploi des cadres

L'entretien avec le premier ministre n'a pas été négatif. Ce n'est ni un échec ni une réussite, a estimé M. Jean Menou, président de la C.G.C., à l'issue d'un long entretien de trois heures avec M. Barre, jeudi après-midi 4 octobre. Le comité directeur de la C.G.C., qui se réunit dans quinze jours, décidera si la concertation annoncée par le premier ministre, notamment sur l'emploi, implique le gel provisoire des manifestations envisagées auparavant par le syndicat.

Le premier ministre, indique-t-on à Matignon, « s'est dit d'accord avec la C.G.C. sur la nécessité de rechercher des solutions spécifiques au problème du chômage du personnel d'encadrement, qui n'est pas seulement un problème péninsulaire, mais aussi un problème moral. Il a demandé au ministre du travail de mettre en place, en liaison avec la C.G.C., un groupe de travail chargé de faire le bilan de l'application des mesures déjà décidées et de dégager d'ici la fin de l'année un ensemble concret et cohérent d'actions à mettre en œuvre, notamment au niveau régional ou départemental. Ces actions s'inscriront dans un effort global pour l'emploi des cadres expérimentés, qui n'est pas moins important que celui qui a été engagé en faveur de l'emploi des jeunes ».

Rappelant son hostilité à une politique dirigée des salaires, le premier ministre a souligné que le gouvernement n'a jamais eu pour politique de porter atteinte au pouvoir d'achat du personnel d'encadrement. (...) L'évolution des rémunérations du personnel d'encadrement doit s'inspirer elle aussi du principe du maintien du pouvoir d'achat, en tenant compte des situations particulières des entreprises et des branches dans le contexte global de la stabilité de notre économie.

Dans le même esprit, le premier ministre a donné son accord pour un examen conjoint des problèmes posés par la fiscalité du personnel d'encadrement. Rappelant qu'il est favorable à un large débat avec les partenaires sociaux sur les problèmes de la Sécurité sociale, le premier ministre a confirmé l'engagement du gouvernement de ne pas déphaser les cotisations d'assurance-vieillesse et d'appliquer les règles du décret de décembre 1977.

LES PROFESSIONS DE SANTÉ  
APPORTENT LEUR « SOUTIEN »  
À LA GRÈVE DES MÉDECINS  
DU 23 OCTOBRE

Le Centre national des professions de santé qui est avant tout un groupe de réflexion et de recherche, composé de diverses professions de santé (médecins, pharmaciens, dentistes, etc.), a décidé, jeudi 4 octobre, d'apporter son soutien à la grève des médecins. Le 23 octobre, organisée par la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), ce soutien signifie donc que les autres professions de la santé ne donneront pas d'ordre de grève ou de fermeture de leur officine ou cabinet, alors que cette consigne a été lancée par la C.S.M.F. On sait que le deuxième syndicat de praticiens — la Fédération des médecins de France (F.M.F.), qui doit rencontrer pour la deuxième fois la C.S.M.F., le 10 octobre, a décidé, elle aussi, d'apporter son concours à la journée du 23 octobre, mais, pour l'instant aucune consigne n'a été donnée sur les modalités d'action envisagée par la F.M.F.

R.A.T.P. : la C.G.T. appelle à la  
grève pour le 12 octobre.

La C.G.T. appelle l'ensemble du personnel de la R.A.T.P. à cesser le travail le vendredi 12 octobre et à participer à un meeting, à 18 h 30, devant le siège de la Régie.

Cette journée d'action, organisée par la seule C.G.T. qui représente environ la moitié du personnel, a pour but, selon la communauté du syndicat, d'améliorer le pouvoir d'achat, d'obtenir une réduction de la durée du travail et de défendre le service public de transport en commun.

Les salaires dans les mines de fer de Lorraine : l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.) indique que, contrairement à ce qu'affirmait la C.G.T. dans le Monde du 29 septembre, l'augmentation des rémunérations dans les mines de fer de Lorraine s'élève à ce jour, pour l'année en cours, à 7,5 %.

Le 1er septembre, l'augmentation des rémunérations dans les mines de fer de Lorraine s'élève à ce jour, pour l'année en cours, à 7,5 %.

La C.G.T. dénonce une nouvelle fois  
« la vaste opération de collaboration de classe »  
menée par le gouvernement

La C.G.T. devait se rendre « sans illusion », vendredi après-midi 5 octobre, à Matignon, où le premier ministre poursuivait ses entretiens avec les syndicats et les organisations patronales. « Nous avons recherché à la loupe et même au microscope ce qu'il y avait de positif dans les propositions faites par le premier ministre (aux syndicats qui ont déjà été reçus), et nous n'y avons strictement rien trouvé », a déclaré, jeudi 4 octobre, M. Ségué, secrétaire général de la C.G.T., lors d'une conférence de presse.

« Si l'on reprenait les déclarations faites à l'issue des audiences qu'il a eues avec les syndicats en 1976 et 1978, a-t-il ajouté, on retrouverait exactement les mêmes propos ».

Puis M. Ségué a réaffirmé l'opposition catégorique de la C.G.T. à toute forme de « consensus social visant à faire accepter aux syndicalistes comme en R.F.A. ou en Grande-Bretagne — une politique d'austérité ».

« Nous comprenons, a-t-il dit, les efforts déployés par le président de la République, le premier ministre et le C.N.P.F. pour obtenir le ralliement à une sorte de pacte de non-agression de la part de certaines organisations syndicales en excluant la C.G.T. ».

Le dirigeant cégétiste a dénoncé « cette vaste opération de collaboration de classe appelée consensus ».

MM. Georges Ségué et René Lomet, secrétaire confédéral, ont, d'autre part, indiqué qu'il n'y avait pas eu la moindre fissure « entre les dirigeants cégétistes lors de la négociation

PETITE SENSATION DANS LE MONDE BANCAIRE

Première grève à la banque Rothschild

Petite sensation dans le monde bancaire : pour la première fois de son histoire, le groupe Rothschild connaît une grève. Jeudi 4 octobre, une centaine d'employés du siège social, 21, rue La Fayette à Paris (8<sup>e</sup>), ont cessé le travail pour une « durée illimitée ». Ce mouvement, relayé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., est parti spontanément du service étranger pour s'étendre à d'autres sections.

Conditions de travail et salaires sont au centre des revendications. L'insuffisance des effectifs provoque un surcroît de travail « insupportable », assurent les grévistes qui réclament l'embauche d'une vingtaine de personnes.

Quant aux rémunérations, elles sont moins élevées qu'on ne le croit généralement : le salaire brut est de 2 700 francs mensuels (quatorze mois et demi) est, tout compris, de 60 000 francs brut par an, selon les syndicats.

« Je travaille ici depuis sept ans, dit un employé, et je gagne 2 700 francs net par mois. Il est vrai aussi que je suis délégué syndical ».

Les grévistes dénoncent à cet égard le « mythe Rothschild ».

et le « paternalisme » des dirigeants de cette banque d'affaires devenue banque de dépôts il y a seulement dix ans. « Promotions et augmentations de salaire, tout se joue à la tête du client, dit un syndicaliste. C'est « travaille et tale-toi ». Ainsi, il y a de très grandes disparités dans les rémunérations et des discriminations entre hommes et femmes ».

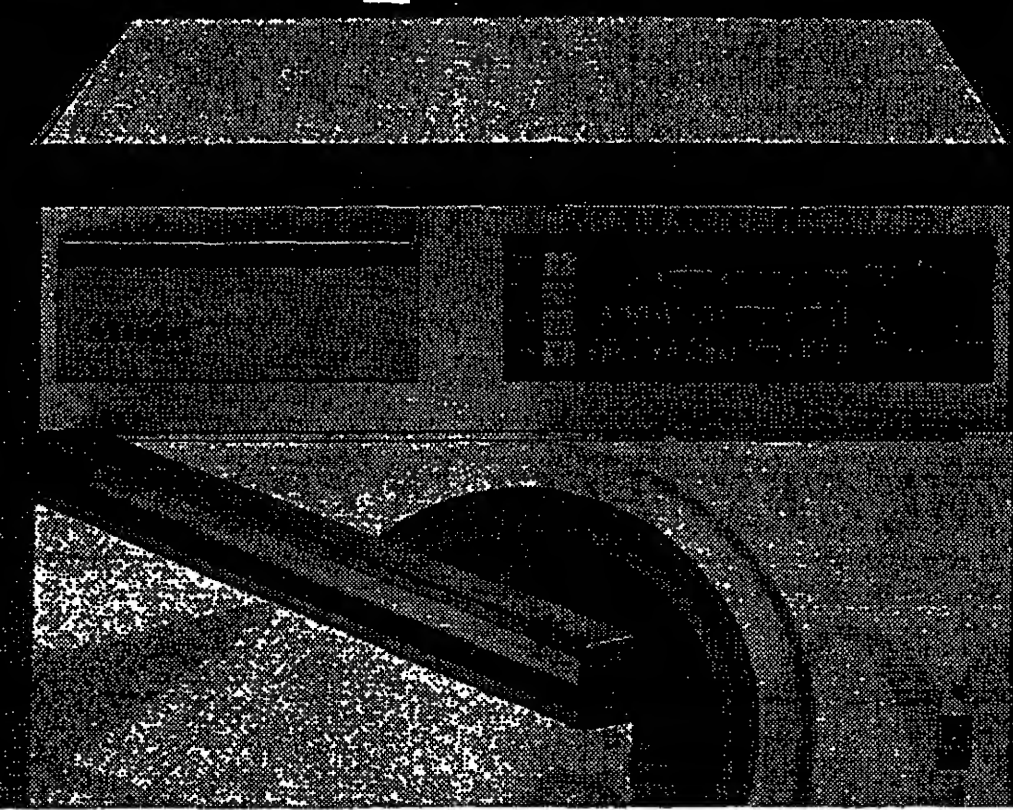
Le groupe Rothschild emploie mille deux cents personnes, dont huit cents au siège parisien, également réparties entre cadres, gradés et employés.

« Aussi, remarque un agent, il faut attendre dix ans pour avoir un poste convenable ». Toutes les « pressions » exercées, selon les grévistes, font que le taux de syndicalisation est très faible. Beaucoup de non-syndiqués sont entrés dans l'action parce que, explique l'un d'eux, « il y a un ras-le-bol général ».

A la direction, on se contente d'indiquer que des « pourparlers » sont en cours avec le personnel gréviste. « Ça, pour promettre », dit un délégué syndical, David de Rothschild promet toujours ».

M. C.

Voici la première  
machine à laver  
commandée par  
micro-processeur.



Miele présente les premiers lave-vaisselle, machine à laver et sèche-linge commandés par micro-processeur.

Ce nouveau pas en avant est conforme à la philosophie Miele. Créer des machines chaque fois plus fiables, apportant pendant des années et des années un service irréprochable.

Cette nouvelle génération de machines assure une durée de vie encore plus longue, grâce au cerveau électronique qui garantit un fonctionnement encore plus précis et rigoureux. La majorité des éléments de commande mécaniques

sujets à l'usure sont supprimés et remplacés par le micro-processeur (près de 2000 instructions et composants électroniques rigoureusement inusables et indéfectibles).

Ce micro-processeur permet en plus la bonne marche du système à touches digitales sensibles. Vous avez le confort d'utilisation le plus moderne.

Cette nouvelle génération Miele est encore plus efficace, encore plus performante, encore plus rassurante. Vous pouvez compter sur ces machines. Ce sont des investissements qui garantissent une grande tranquillité d'esprit.

Miele

Miele S.A. - 9, avenue Albert Einstein - 93151 Le Blanc-Mesnil



**VILLARS Suisse**

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m. d'alt., à 20 min. de Montreux. A VENDRE, dans grand parc arborisé privé, avec environnement protégé.

**APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, avec les prestations les plus raffinées.**

Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes.

Credit jusqu'à 70% sur 30 ans. Intérêt 4 1/2%. Directement du constructeur.

**IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.**

Casa postale 62 — CH-1884 VILLARS-sur-OLLON  
Tél. 25/35 31 41 et 35 22 05

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE D'IRAK**

CONSTRUCTION OF TWO GUEST HOUSES IN BASRAH AND NAJAF TWO OF THE NATIONAL DEVELOPMENT PLAN MAJOR PROJECTS

The state organization for tourism invites experienced and specialized international consulting and construction companies to participate in submitting their offers for the design and execution on turn-key basis of the guest houses or Basrah and Najaf as stated in the technical brief detailing the invitation requirements and condition as well as elements of the projects locations and physical data.

Offers must be accompanied with preliminary deposits amounting to 30 000/- I.D. (thirty thousand Iraqi dinars), taking into consideration that an endorsed cheque shall not be acceptable. Any offer found inconsistent with the above stated conditions shall be rejected and this organization shall not be under obligation to accept the lowest or any other offer.

Offers must reach this office on the 15th of Dec. 1979 twelve o'clock noon at the latest.

Award of tender shall be considered within a period not exceeding four months from date of submission.

Organization of tourism, Sandoun Street Bagdad Iraq.  
For president,  
State organization for tourism.

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE D'IRAK**

CONSTRUCTION OF PREFABRICATED HOTEL IN MOSUL ONE OF THE NATIONAL DEVELOPMENT PLAN MAJOR PROJECTS

The state organization for tourism invites specialized international consulting and construction companies to participate in submitting offers for the design and construction of a four stars prefabricated hotel in Mosul named according to the information given in the technical brief detailing the hotel requirements and conditions as well as elements of the project location and environmental conditions.

Offers must be accompanied with preliminary deposits amounting to 30 000/- I.D. (thirty thousand Iraqi dinars), taking into consideration that an endorsed cheque shall not be acceptable. Any offer found inconsistent with the above stated conditions shall be rejected and this organization shall not be under obligation to accept the lowest or any other offer.

Offers must reach this office on the 15th of Dec. 1979 twelve o'clock noon at the latest.

Award of tender shall be considered within a period not exceeding four months from date of submission.

Organization of tourism, Sandoun Street Bagdad Iraq.  
For president,  
State organization for tourism.

## ÉTRANGER

### Au Canada

## Le projet de vente de plusieurs sociétés d'État suscite de vives oppositions

Correspondance

Montréal. — Le cabinet fédéral canadien vient de confirmer son intention de vendre plusieurs sociétés d'État à des intérêts privés. Figurent parmi celles-ci le transport aérien Nordair et les constructeurs d'avions Canadair et De Havilland. La seule firme publique opérant dans le secteur du pétrole et du gaz, Pétro-Canada, sera, elle aussi, partiellement vendue. Il est enfin probable qu'Ottawa étudie la possibilité de se départir d'autres actifs, notamment dans le domaine des communications.

En élistant les conservateurs, le 22 mai, les Canadiens connaissent parfaitement le désir de ces derniers de limiter au strict minimum la participation de l'administration fédérale dans le monde des affaires. Il s'agit d'une doctrine qui est inscrite depuis longtemps dans la doctrine conservatrice. De plus, durant la dernière campagne électorale, Joe Clark avait très souvent rappelé qu'il entendait réduire les tentacules du gouvernement.

La situation est relativement simple en ce qui concerne Nordair. Cette compagnie avait été achetée par l'État afin de faciliter la réorganisation du trafic aérien dans l'est et le nord du pays. Des étapes importantes avaient été franchies dans ce sens ces derniers temps, on considère généralement comme logique la décision gouvernementale de vendre la participation majoritaire qu'elle détient.

En revanche, pour les usines

Canadair et De Havilland, le dossier est plus compliqué. Certains pour des raisons techniques, d'autres pour des motifs idéologiques, ne partagent pas les plans du cabinet fédéral. Les deux fabricants d'avions avaient été achetés par l'État en 1976, au prix d'environ 35 millions de dollars chacun. A cette époque, les deux compagnies connaissaient des difficultés financières susceptibles d'entraîner leur fermeture. Depuis, les choses ont favorablement évolué et les deux constructeurs se portent relativement bien, très bien même dans le cas de Canadair, dont les avions-citernes du même nom connaissent un regain de popularité et dont les ventes de l'avion d'affaires Challenger s'annoncent comme un véritable succès.

### Une crise politique

Nombreux sont ceux qui voient dans cette nouvelle situation une occasion unique de mettre sur pied une importante industrie aéronautique, typiquement canadienne, intégrée, bien structurée et spécialisée dans certains modèles d'avions. Ils appuient leur suggestion, en soulignant que le secteur privé n'a jamais pu atteindre cet objectif et que ce n'est pas moins de 300 milliards de dollars qui seront dépensés en Amérique du Nord, durant la prochaine décennie, pour l'achat de matériel aéronautique civil et militaire.

Il est toutefois peu probable que ces arguments influencent la foi des Tories en faveur du secteur privé. Il faut donc s'attendre que Canadair et De Havilland soient vendus dès qu'un ou des acheteurs acceptables, de préférence des Canadiens, se présenteront.

Quant à l'intention du gouvernement de démanteler partiellement Pétro-Canada, on peut d'ores et déjà avancer qu'elle a déclenché une véritable crise politique, tout d'abord dans les rangs mêmes du parti au pouvoir où tout le monde ne partage pas les vues du premier ministre sur ce dossier. En outre les libéraux de M. Pierre-Elliott Trudeau, qui considèrent la création de Pétro-Canada comme l'une de leurs principales réussites, se sont mobilisés contre les plans du cabinet fédéral. Les néo-démocrates (travailleurs) ont également entrepris une campagne très énergique contre la vente. Enfin des groupes les plus divers (syndicats, associations de consommateurs, ingénieurs, économistes, commerçants, universitaires, etc.) ont aussi manifesté leur soutien au maintien du mandat actuel de la société pétrolière.

Depuis sa fondation, en 1975, la société Pétro-Canada s'est hissée au rang des plus importantes entreprises du pays. Actuellement ses actifs dépassent largement les 3 milliards de dollars. En quatre ans, cette société a permis au Canada de s'intégrer de l'intérieur, et à tous les niveaux, au monde plutôt fermé et secret

des géants pétroliers qui opèrent dans le Nord et le Grand Nord du pays.

Ces facteurs, soulignent les partisans, justifient à eux seuls l'existence de la société d'État. Ils ajoutent encore, soutenus en cela par nombreux éditeurs influents, qu'en 1979 l'approvisionnement en pétrole et en gaz est une affaire qui concerne directement tous les citoyens. En conséquence, Ottawa, quelque soit le parti au pouvoir, doit assurer une présence effective dans ces domaines.

Malgré l'ampleur du mouvement d'appui à Pétro-Canada, M. Joe Clark semble déterminé à vendre une partie des actifs de cette entreprise. Cependant, il se pourrait fort bien, si les pressions de toutes provenances s'accroissent, que le premier ministre trouve une formule de compromis acceptable aux yeux de ses adversaires, compromis qui pourrait, par exemple, prendre la forme d'une société mixte.

D'ici à la reprise des travaux de la Chambre des communes, le 9 octobre, le chef conservateur se doit de calmer les passions qui entourent l'affaire Pétro-Canada. Il serait en effet périlleux pour le premier ministre, à la tête d'un gouvernement minoritaire de surcroît, d'affronter au Parlement une opposition déchaînée et certains de l'appui de la majorité des citoyens.

ALAIN BORGOGNON.

### En Chine

## La diminution du nombre des petits magasins de Pékin gêne beaucoup la population

En vingt ans, de 1957 à 1978, Pékin a perdu près de vingt-cinq mille petits magasins, entraînant sa population à faire des queues de plus en plus longues pour s'approvisionner. Indique le *Quotidien du peuple*, l'organe du P.C. lance un cri d'alarme devant cette situation en se faisant l'écho des récriminations des Pékinois. Ceux-ci, lorsqu'ils sont en queue, passent toute leur journée à faire la queue pour acheter quelque chose, se faire couper les cheveux ou prendre une douche au bain municipal, rapporte le journal.

La population de Pékin a doublé entre 1949 et 1978, passant de quatre millions d'habitants à près de huit millions, rappellent les observateurs.

Le *Quotidien du peuple* estime que la qualité des services rendus par les magasins et restaurants d'État est souvent inférieure à celle observée dans les petits commerces à propriété collective, une formule très en vogue aujourd'hui en Chine. Il donne l'exemple de l'arrondissement de Xuanwu où, en 1957, on trouvait une trentaine de restaurants servant des spécialités culinaires, alors qu'actuellement on n'en compte plus que trois à quatre restaurants d'État médiocres à la cuisine standardisée.

La capitale comptait environ dix mille restaurants en 1949, contre mille trois cents à la fin de l'an dernier.

Le *Quotidien du peuple*, par ailleurs, dénonce la concentration des magasins de Pékin dans trois grandes rues, provoquant « bousculades » et « embouteillages » aux heures de pointe.

Il a également souligné que la diminution du nombre des petits commerces avait été à l'origine d'une réduction des emplois offerts, ainsi que d'un manque à gagner pour l'État qui percevait des taxes sur les bénéfices réalisés.

Se plaçant d'un point de vue théorique, l'organe du parti estime que le développement des coopératives n'avait rien de « capitaliste », car il n'impliquait aucune « exploitation ». — (A.F.P.)

### UN OUVRAGE SUR LA COOPÉRATION EST-OUEST

« Coopérer, commercer avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est », tel est le titre d'un ouvrage diffusé par la Librairie du commerce international (1). Son auteur, Edith Launey, responsable du secteur des pays socialistes au C.F.C.E. (Centre français du commerce extérieur), analyse, en 205 pages, les nouvelles formes du commerce et le cadre juridique des échanges entre la France et les pays de l'Est.

« La coopération industrielle est, écrit-elle en conclusion, une forme de disparition de la lutte idéologique, celle-ci étant remplacée par un effort de convergence des pratiques commerciales. Mais on peut aussi considérer qu'elle traduit une véritable collusion d'intérêts entre classes dirigeantes des pays capitalistes et classes dirigeantes des pays socialistes. »

(1) 30, avenue d'Alsace, 75783 Paris Cedex 16.

## Imaginez qu'on vous rembourse 3 ans de loyers!

Au Nouveau Monde c'est possible! vous habitez votre 3 pièces avec un loyer mensuel de 2.260 F. Au bout de 3 ans si vous décidez d'en devenir propriétaire, tout ce que vous avez versé vous est remboursé pour constituer votre apport personnel.

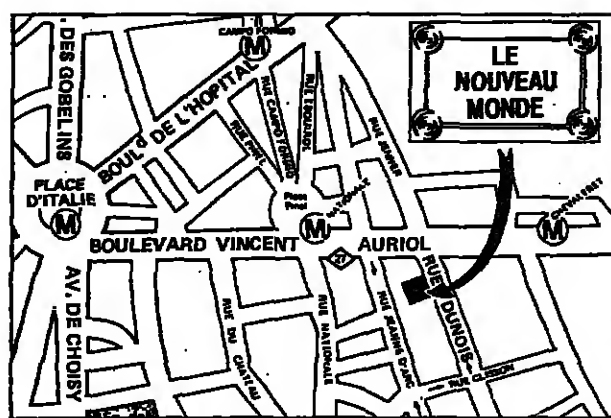
Au Nouveau Monde, en payant un loyer, vous vous enrichissez... et vous serez bientôt propriétaire!

exemple : 3 pièces avec parking.

- Indemnité d'immobilisation et dépôt de garantie.....	19.800 F.
- 1ère année de loyer.....	26.400 F.
- 2ème année.....	26.200 F.
- 3ème année.....	30.000 F.
Montant économisé après 3 ans.....	104.400 F.

Mais habiter le Nouveau Monde, c'est aussi habiter un 3 pièces spacieux (69 m2) clair et confortable. Avec à vos pieds, un nouveau monde de boutiques, de supermarchés, restaurants, cinémas... Au cœur d'un quartier traditionnel qui va de la place d'Italie au Jardin des Plantes. Le Nouveau Monde, c'est tout un art de vivre... et de devenir propriétaire.

\* hors charge - dépôt de garantie et indemnité d'immobilisation en sus.  
\*\* sauf les charges.



Le Nouveau Monde 69, rue Dunois - 75013 - Paris  
Tél : 583.99.22.

Renseignements et vente sur place samedi, dimanche et jours fériés de 11h à 13h et de 14h à 18h.  
Commercialisation Les Loyanges 55-59, bd Malesherbes 75008 - Paris - Tél. 261.81.15.

## -20% CHEZ TME, C'EST PLUS INTERESSANT QUE -20% AILLEURS.

# -20%

**SUR DE VRAIS TAPIS D'ORIENT CHEZ TME**

Parce que Tapis et Moquettes de France sélectionne chaque tapis d'Orient dans son pays d'origine.  
Parce que chaque vendeur Tapis et Moquettes de France est un spécialiste en tapis d'Orient.  
Parce que chez Tapis et Moquettes de France, chaque tapis d'Orient est accompagné d'une expertise officielle.

(avec diapositive scellée) qui garantit son origine et sa valeur de placement.  
Du 22 septembre au 13 octobre, profitez de tous les avantages Tapis et Moquettes de France à 20% moins cher. 11 place Malesherbes, Paris. Tél. 622.21.67.

**TAPIS ET MOQUETTES DE FRANCE**

NOTRE RAYON TAPIS, C'EST LE MAGASIN TOUT ENTIER.

# -20%

**SUR LES TAPIS D'ORIENT**

سجاد من الاصل







## AFFAIRES

Leur usine de Dourdan ne sera pas fermée

### La victoire des travailleurs de la SIERS

Pour racheter la SIERS, entreprise spécialisée dans la fabrication de vannes pour centrales nucléaires et mise en réajustement du matériel, la SEREG, filiale du puissant groupe Schlumberger, avait posé une condition : la fermeture de l'usine de Dourdan (Essonne) et le transfert de son activité à Francoville (Val d'Oise). Apparemment, le contrat à l'essai ou au chômage, le personnel de la SIERS a résisté et trouvé un nouvel acquiescent, Alstom, qui a accepté de sauvegarder son outil de travail.

L'affaire remonte à quelques mois. La SIERS était alors le fleuron d'un groupe comprenant trois autres sociétés (ALDIMA, Johannès Hydraulique et la SIF) appartenant à un industriel de quarante-neuf ans, M. Gabriel Banon. Grâce à des techniques très performantes, elle occupait une place de choix au regard de ses modestes dimensions sur le marché du nucléaire, aux perspectives et prometteuses. La chute d'affaires de l'ensemble du groupe était passé, de 1973 à 1978, de 4 à 84 millions de francs.

Toutefois, cette croissance nécessitait une trésorerie dont il ne disposait pas. Il semble que les banques, s'inquiétant des effets d'un tel essor, en aient fait plusieurs fois la remarque à M. Banon. Début 1979, celui-ci décidait donc la fusion de ses quatre sociétés, l'élargissement du capital et la recherche d'un nouveau partenaire. Or, soumettant ces mesures au chef de file de son pool bancaire, en même temps qu'un plan de trésorerie prévoyant un important découvert, M. Banon s'attendait à répondre : « Vous avez quinze jours pour trouver un partenaire, sinon ne comptez plus sur nous ».

Un avertissement aux allures d'ultimatum. Le règlement judiciaire intervenu le 20 juillet ne permettait pas de négocier indépendamment de la pression des banques, commente M. Gabriel Banon. Mais il a débouché aussi sur l'intervention de Schlumberger par l'intermédiaire

de la SEREG, qui, signant quelques jours après un contrat de location-gérance, devenait l'acquéreur potentiel de la SIERS. Le groupe Schlumberger éliminait ainsi un concurrent non négligeable, récupérant le meilleur de sa production et, par la même occasion, relançant l'activité de son unité de Francoville.

Informés officiellement de ces mesures par une lettre reçue le 6 août, soit quatre jours après leur départ en vacances, les employés de la SIERS n'ont pas tardé à répliquer. En occupant leur usine, ils ont rendu inapplicable le contrat location-gérance contesté. Ils ont surtout mis à profit ces surjets pour chercher de leur côté, apparemment avec la bénédiction de M. Banon, un autre acquiescent qui accepte le maintien de l'activité à Dourdan.

Ce fut le groupe Alstom, accueilli comme un sauveur. Coiffant au poteau la SEREG, Alstom a, en outre, trouvé en héritage les 10 millions de francs de commandes déjà obtenues par la SIERS et évidemment un consensus social proche du plein. L'usine de Dourdan remise en service par Alstom, M. Banon n'en reste pas moins le grand perdant d'une affaire qui illustre bien les risques de la concentration tous azimuts, à ses yeux, « s'érige en règle absolue de la politique industrielle française ». Il ne lui reste plus qu'à détailler ses mémoires dans un livre qu'il a déjà intitulé *Le Pari perdu*.

STÉPHANE BUGAT.

### Fiat dément toute prise de participation étrangère dans son capital

De notre correspondant

Rome. — Fiat a démenti jeudi 4 octobre qu'une partie de ses actions soient en voie d'être acquises par le groupe japonais Honda. La rumeur en cours depuis quelques jours à la Bourse de Milan, où les titres de Fiat ont gagné près de 10 % en deux semaines, et où jeudi matin un million d'actions ont été échangées. On rappelle un précédent : avant l'annonce, en décembre 1978, d'une prise de participation libyenne dans le groupe turinois, les actions de celui-ci étaient montées en flèche. Mais, cette fois, l'absence d'annonce, ce ne serait pas une simple opération financière. Honda, qui cherche par tous les moyens à franchir les barrières douanières de la C.E.E., envisagerait un véritable investissement industriel, notamment dans la production d'automobiles.

### PARIS - FRANCE ENTEND S'OPPOSER A L'O.P.A. DU PRINTEMPS

Suspendues depuis le 19 septembre, les cotations de l'action Paris-France reprendront le 9 octobre à la Bourse de Paris. L'affrontement boursier entre le groupe Printemps, auteur d'une O.P.A. portant sur 34 % du capital (le Monde des 21 et 27 septembre) et les dirigeants de Paris-France paraît inévitable. Plaidant la « complémentarité » des deux groupes, le Printemps offre 250 francs par action. Nul ne sait encore si la direction du groupe « assaut » fera monter les enchères. Une seule chose paraît certaine, l'offensive du Printemps ne restera pas sans réponse. « La seule complémentarité évidente entre nos deux affaires est d'ordre financier », indique-t-on au siège de Paris-France. « Nous n'avons quasiment aucune dette, alors que le bilan de notre assaut est en surcharge ».

Les ateliers de constructions métalliques Faure à Firminy (Loire) vont redémarrer : le C.I.A.S. leur a accordé une reprise de la firme par M. Michel Vial, ancien dirigeant d'une laiterie normande, qui apporte 1 000 000 F de capitaux propres. Le P.D.S.E. de son côté, accorde un prêt de 1,5 million de francs, et la Société de développement régional un prêt de 1,2 million.

ou d'autres industries étrangères. On continue à se demander pourquoi le groupe automobile turinois a profité davantage de d'autres d'une hausse générale des valeurs boursières. Déjà, le mois dernier, la société financière gagnée près de 10 % en deux semaines, et où jeudi matin un million d'actions ont été échangées. On rappelle un précédent : avant l'annonce, en décembre 1978, d'une prise de participation libyenne dans le groupe turinois, les actions de celui-ci étaient montées en flèche. Mais, cette fois, l'absence d'annonce, ce ne serait pas une simple opération financière. Honda, qui cherche par tous les moyens à franchir les barrières douanières de la C.E.E., envisagerait un véritable investissement industriel, notamment dans la production d'automobiles.

Une telle hypothèse est tellement absurde qu'elle ne me paraissait même pas mériter un démenti, a déclaré M. Umberto Agnelli, le vice-président de Fiat. Je confirme néanmoins qu'il n'existe ni négociations ni requêtes d'entrée dans notre capital de la part d'entreprises japonaises.

ROBERT SOLE.

### L'étiquetage des produits textiles

### PROCÉDURE D'INFRACTION ENGAGÉE CONTRE LA FRANCE

La commission européenne a engagé une procédure d'infraction aux règles communautaires contre le gouvernement français, qui a décidé, par un décret paru au Journal officiel du 7 septembre, de rendre obligatoire le « marquage d'origine » de la plupart des produits textiles (le Monde du 14 septembre) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980. Les industriels allemands et italiens, s'étant plaints de cette décision, la commission de Bruxelles a estimé que les nouvelles dispositions françaises sont de nature à déprécier les produits importés et à inciter les acheteurs à acheter de préférence des produits « made in France ». — (A.F.P.)

## AGRICULTURE

LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE

### Les organisations paysannes souhaitent obtenir 1,3 milliard de F d'aides et subventions diverses

L'édition 1979 de la Conférence annuelle agricole va entrer dans sa phase active, avec un premier « tour », fixé au 25 octobre, rue de Varenne, et le second, en principe, au 15 novembre, à Matignon. Dès les réunions préparatoires, la profession agricole, du moins celle qui est officiellement reconnue au sein des quatre organisations nationales (F.N.S.E.A., C.N.J.A., A.P.C.A., C.N.M.C.C.A.) a annoncé la couleur : en primes et aides diverses, elle réclame 1,3 milliard. Le gouvernement qui tente un peu plus chaque année de faire oublier l'image chiraquienne d'« éducatrice de l'agriculture » qu'avait pris la conférence annuelle, se fait prier.

Officiellement, le revenu agricole ne figure pas à l'ordre du jour, qui comprend trois points : l'orientation des productions et notamment le problème de l'élevage ; ce qu'on appelle les facteurs intellectuels du progrès : recherche, formation et développement ; et enfin la contribution de l'agriculture à l'équilibre énergétique.

Mais profession comme gouvernement jouent sur les mots. L'ordre du jour prévoit habituellement de dresser le bilan de l'année écoulée. Il paraît difficile de ne pas inclure le revenu dans un tel bilan. Selon les calculs de la profession, le pouvoir d'achat moyen par exploitant diminuerait de 1,7 % en 1979. La récente dévaluation du franc a entraîné une baisse de 1,4 % du revenu agricole de 1978. Le revenu agricole de 1978 avait déjà diminué de 1,2 % et les résultats des années précédentes n'étaient guères plus encourageants.

Mais ces chiffres ne sont pas suffisants pour desserrer les cordons de la bourse nationale car ils ne sont pas significatifs. Le défilé de l'index des calculs, une marge d'erreur d'un point de revenu, en plus ou en moins subsiste. De plus, les estimations présentées par la profession sont sujettes à caution. Le revenu de l'année est loin d'être achevé pour de nombreuses productions. Alors va-t-on se contenter de la 15<sup>e</sup> édition de la conférence sur les lignes de force de l'avenir de l'agriculture ? comme l'avait déclaré M. Barre à Lyon le 28 septembre. S'il ne s'agit que de cela, deux années de préparation pour la loi d'orientation de l'agriculture

du troisième millénaire aurait dû suffire. Il faudra bien donner du corps à cette conférence devenue le symbole de la politique de concertation entre « quatre » et les pouvoirs publics. Des aujourd'hui on peut gager que seront « décrochés » une augmentation de l'indemnité spéciale de montagne (selon une étude de piedmont (l'indemnité varie selon la hauteur des montagnes !), voire la création d'une prime à la vache allaitante, au plan européen ou national, pour augmenter la production de viande.

### La politique de l'élevage

Des trois points à l'ordre du jour, l'orientation des productions pour une politique de l'élevage est en effet la plus urgente : le renforcement de la politique agricole commune pour les ovins et les vaches allaitantes, l'amélioration génétique, le renforcement de la lutte contre les maladies (il semble qu'on assiste à une recrudescence de tuberculose bovine), la production à des conditions économiques des jeunes bovins (selon une étude du FORMA, le revenu des producteurs dépend pour 80 % des aides de l'Etat), enfin, le lancement imparable des excédents laitiers, sont autant de thèmes qu'évoquent le groupe de travail coprésidé par M. Anberger, directeur de la commission de la production et des échanges au ministère, et au titre du syndicatisme, M. Depeux et Nessler. Le premier est le patron des laitiers, le second celui des céréaliers.

Au total, le dernier trimestre de l'année sera chargé en événements agricoles nationaux : conférence annuelle, examen du budget, examen de la loi d'orientation et des aides de l'élevage, prévues pour le mois de décembre. Mais cette densité ne signifie pas que les agriculteurs seront comblés : les jeunes, en particulier, s'inquiètent de diverses mesures comme de l'Etat d'esprit d'une partie de l'administration, qui pourraient être un obstacle à l'installation du plus grand nombre. Certains syndicalistes et non des moindres, marquent peu d'enthousiasme pour la conférence annuelle. D'autres s'inquiètent de voir une réforme du financement du développement agricole se perdre en place contre leur gré. Inquiétude encore et surtout sur le devenir de la politique agricole commune, ses dossiers lait, mouton, ruminants, financement pour l'heure, l'avenir vert est gris.

JACQUES GRAILL.

## ÉNERGIE

### LA MAISON BLANCHE RECHERCHE UNE FORMULE POUR CONTINGENTER LES IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES.

Trois formules possibles de contingentement des importations américaines de pétrole ont été proposées, le 4 octobre, par l'administration Carter pour tenir les objectifs fixés à Tokyo et confirmer la semaine passée, à Paris : « Un système d'enchères dans lequel l'administration fixerait les quantités de pétrole susceptibles d'être importées trimestriellement, la répartition se faisant ensuite par adjudication ; « Un système de licences d'importation accordées par l'administration aux compagnies pétrolières, moyennant une « redevance » ; « Un système d'allocation qui verrait l'administration accorder des licences d'importation au prorata des importations antérieures des compagnies pétrolières sans percevoir de redevances.

Le gouvernement ne prendra de décision définitive qu'après avoir pris l'avis de toutes les parties intéressées. — (A.P., A.F.P.)

Le Sénat américain approuve la création d'un bureau de mobilisation de l'énergie. — Le Sénat américain s'est conformé le 4 octobre aux souhaits du président Carter en créant un bureau de mobilisation de l'énergie qui pourra accélérer l'exploitation des ressources énergétiques des Etats-Unis. Les adversaires écologistes du président et ceux qui tentent de préserver les privilèges des Etats ont dénoncé dans ce bureau une ingérence dans les pouvoirs des communautés locales. — (A.P.)

L'Iran fait à nouveau appel à des experts pétroliers étrangers. La Compagnie pétrolière iranienne (NIOC) a commencé à prendre contact avec des spécialistes de plusieurs pays, notamment américains et britanniques, pour leur proposer d'aller travailler dans ses installations en Iran, a annoncé le 4 octobre, à Vienne, le vice-ministre iranien de l'économie, M. Embrashim Zadeh. Tous les experts étrangers avaient quitté le pays après la révolution. — (A.P.)

### L'ALGÉRIE RÉDUIRAIT SES LIVRAISONS PÉTROLIÈRES DE 5 % EN 1980

Selon les milieux pétroliers new-yorkais, l'Algérie envisagerait de réduire d'environ 5 % ses ventes contractuelles de pétrole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980. Cette nouvelle réduction viendrait après une baisse de près de 20 % au cours des troisième et quatrième trimestres de 1979. L'Algérie, qui était surengagée, n'a en effet pas pu faire face à la demande dans la seconde partie de l'année.

Venant après la décision libyenne — signifiée par Tripoli à ses principaux clients de réduire de 20 % à 30 % ses ventes contractuelles à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980, cette décision algérienne apparaît aux milieux pétroliers américains comme un signe de la volonté des pays de l'O.P.E.P. d'accroître leurs ventes sur le marché libre. — (A.P.)

La grève déclenchée le 12 septembre à l'imprimerie Georges Long a débouché, à l'initiative de l'entreprise, sur la procédure de conciliation prévue par la convention collective.

Un accord, dont les termes ont été adoptés le 26 septembre, a été soumis le 1<sup>er</sup> octobre au personnel qui l'a approuvé au scrutin secret par une large majorité. Après une dernière mise au point, demandée par une des organisations syndicales intéressées, l'atelier des rotatives, d'où était parti le mouvement, a retrouvé depuis le 3 octobre une activité normale. Le public est assuré de retrouver incessamment les publications dont la parution a été affectée par ce conflit (notamment « Jours de France », « Le Vie », « Point de Vue », « Qui ? Police », « Vie du Rail »).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

De Dietrich

La situation provisoire du groupe De Dietrich, établie à la date du 30 juin 1979 fait ressortir un bénéfice de 17 996 000 F contre 14 432 000 F en 1978. Elle se compare à celle de l'année précédente comme suit :

	30-6-1979	30-6-1978
plus-values	12 177 297,95	15 458 285,81
Redistribution des bénéfices	2 254 780	2 541 732
Ce résultat a été établi après dotations et provisions d'un montant de 40 831 000 F dont 19 278 000 F aux amortissements et 18 500 000 F pour impôts sur les sociétés.		
Il est rappelé qu'à fin juin 1979, le chiffre d'affaires hors taxes réelles s'élevait à 680 millions de francs marquant une progression de 30 % par rapport à celui de l'exercice précédent.		
A fin août 1979, les ventes totales s'élevaient à 858 millions de francs dont 120 millions de francs à l'exportation.		
	31 août 1979	31 août 1978
— Division équipement ménager	297,4	357,7
— Division équipement thermique	159,5	225,7
— Division équipement chimique	72,3	72
— Division matériel ferroviaire et mécanique	166,7	200,9
— Activités forestières	2,7	2,6
	698,5	858,5
	+ 34 %	+ 42 %
	+ 22 %	+ 22 %
	+ 29 %	

### SCB BRETAGNE Société de Développement Régional de la Bretagne

An cours du conseil d'administration du 10 septembre 1979, le président, M. Yves Sabourat, a annoncé que l'activité du premier semestre 1979 avait pratiquement triplé par rapport à celle des six premiers mois de 1978. C'est ainsi que les prêts sur fonds d'emprunt ont été autorisés pour une somme de 134 millions de francs contre 55 millions pour le premier semestre de 1978 et 111 millions pour l'ensemble de l'exercice. Les opérations sur fonds propres (essentiellement participations) ont atteint 6,6 millions de francs contre 1,5 million au 30 juin 1978. Les cautions sur crédits à moyen terme sont passées pour la même période de 22,5 millions à 83,5 millions, soit un montant supérieur à celui de l'exercice 1978. Le président a indiqué d'une part le rôle moteur joué par l'industrie agro-alimentaire dans le développement de l'activité et d'autre part la progression importante des prises de participation qui place la S.D.R. de Bretagne dans les trois premiers rangs des S.D.R. métropolitaines pour ce type d'activité. L'ensemble de ces données, qui témoignent d'une telle politique sans rentabilité immédiate, a entraîné un certain tassement du bénéfice brut malgré le fort développement de l'activité.

### GRUPE COCHERY

Pour les six premiers mois de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires hors taxes réelles par les Entreprises Albert Cochery s'est élevé à 346 millions de francs contre 310 millions de francs en 1978, soit une augmentation de 11,6 %. L'ensemble des ventes, y compris l'exclusion de l'étranger et des sociétés de matériel, le chiffre d'affaires hors taxes réelles a progressé de 442 millions de francs à 572 millions de francs, soit une augmentation de 29,4 % qui tient compte des prises de contrôle effectuées fin 1978 et dont le conseil a fait état dans son rapport à l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1979.

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Il est rappelé qu'une enquête publique dite « de défense contre les eaux » relative au projet de construction du barrage-réservoir « Aube » est ouverte depuis le 17 septembre 1979 dans les départements de l'Aube, de la Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Aisne, du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, des Yvelines et du Val-d'Oise.

Le public peut prendre connaissance du dossier d'enquête jusqu'au 19 octobre 1979 inclus aux dates, dimanches et jours fériés, aux jours et heures habituels de réception dans les préfectures, sous-préfectures et mairies concernées.

Pendant la durée de l'enquête, les observations peuvent : — soit être consignées sur les registres ouverts à cet effet ; — soit être adressées par écrit aux commissaires-enquêteurs, en vue d'être annexées aux registres d'enquête.

Pendant les trois derniers jours d'enquête, les 17, 18 et 19 octobre 1979, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, le président de la commission d'enquête et chacun de ses membres se tiendront à la disposition du public pour recevoir ses observations dans les préfectures respectives des départements concernés.

Les industriels, fabricants de machines agricoles et autres personnes intéressées sont invités à demander des renseignements plus détaillés.

Telex à UNIDO/EX-PC-NEG/VIENNA, AUSTRIA (Telex 1356 12)

**Le Monde**  
dossiers et documents

Numéro d'octobre

**LE SOUS-DÉVELOPPEMENT**

**LE NIGERIA**

Abonnement un an (dix numéros) : 35 F

Vient de paraître aux

**SCM**

Éditions

**Guide d'achat des matériels informatiques**

par G. Sambouk

524 pages 770 F (795 F Franco)

Place des Relais

92061 Paris La Défense 2

Tel. : 773 88 00

**LES MARCHÉS**

PARIS

BOURSE DE PARIS

17 OCT 1979

Indice Cote 1967 = 100

Indice Cote 1970 = 100

Indice Cote 1975 = 100

Indice Cote 1978 = 100

Indice Cote 1979 = 100

Indice Cote 1980 = 100

Indice Cote 1981 = 100

Indice Cote 1982 = 100

Indice Cote 1983 = 100

Indice Cote 1984 = 100

Indice Cote 1985 = 100

Indice Cote 1986 = 100

Indice Cote 1987 = 100

Indice Cote 1988 = 100

Indice Cote 1989 = 100

Indice Cote 1990 = 100

Indice Cote 1991 = 100

Indice Cote 1992 = 100

Indice Cote 1993 = 100

Indice Cote 1994 = 100

Indice Cote 1995 = 100

Indice Cote 1996 = 100

Indice Cote 1997 = 100

Indice Cote 1998 = 100

Indice Cote 1999 = 100

Indice Cote 2000 = 100

Indice Cote 2001 = 100

Indice Cote 2002 = 100

Indice Cote 2003 = 100

Indice Cote 2004 = 100

Indice Cote 2005 = 100

Indice Cote 2006 = 100

Indice Cote 2007 = 100

Indice Cote 2008 = 100

Indice Cote 2009 = 100

Indice Cote 2010 = 100

Indice Cote 2011 = 100

Indice Cote 2012 = 100

Indice Cote 2013 = 100

Indice Cote 2014 = 100

Indice Cote 2015 = 100

Indice Cote 2016 = 100

Indice Cote 2017 = 100

Indice Cote 2018 = 100

Indice Cote 2019 = 100

Indice Cote 2020 = 100

Indice Cote 2021 = 100

Indice Cote 2022 = 100

Indice Cote 2023 = 100

Indice Cote 2024 = 100

Indice Cote 2025 = 100

Indice Cote 2026 = 100

Indice Cote 2027 = 100

Indice Cote 2028 = 100

Indice Cote 2029 = 100

Indice Cote 2030 = 100

Indice Cote 2031 = 100

Indice Cote 2032 = 100

Indice Cote 2033 = 100

Indice Cote 2034 = 100

Indice Cote 2035 = 100

Indice Cote 2036 = 100

Indice Cote 2037 = 100

Indice Cote 2038 = 100

Indice Cote 2039 = 100

Indice Cote 2040 = 100

Indice Cote 2041 = 100

Indice Cote 2042 = 100

Indice Cote 2043 = 100

Indice Cote 2044 = 100

Indice Cote 2045 = 100

Indice Cote 2046 = 100

Indice Cote 2047 = 100

Indice Cote 2048 = 100

Indice Cote 2049 = 100

Indice Cote 2050 = 100

Indice Cote 2051 = 100

Indice Cote 2052 = 100

Indice Cote 2053 = 100

Indice Cote 2054 = 100

Indice Cote 2055 = 100

Indice Cote 2056 = 100

Indice Cote 2057 = 100

Indice Cote 2058 = 100

Indice Cote 2059 = 100

Indice Cote 2060 = 100

Indice Cote 2061 = 100

Indice Cote 2062 = 100

Indice Cote 2063 = 100

Indice Cote 2064 = 100

Indice Cote 2065 = 100

Indice Cote 2066 = 100

Indice Cote 2067 = 100

Indice Cote 2068 = 100

Indice Cote 2069 = 100

Indice Cote 2070 = 100

Indice Cote 2071 = 100

Indice Cote 2072 = 100

Indice Cote 2073 = 100

Indice Cote 2074 = 100

Indice Cote 2075 = 100

Indice Cote 2076 = 100

Indice Cote 2077 = 100

Indice Cote 2078 = 100

Indice Cote 2079 = 100

Indice Cote 2080 = 100

Indice Cote 2081 = 100

Indice Cote 2082 = 100

Indice Cote 2083 = 100

Indice Cote 2084 = 100

Indice Cote 2085 = 100

Indice Cote 2086 = 100

Indice Cote 2087 = 100

Indice Cote 2088 = 100

Indice Cote 2089 = 100

Indice Cote 2090 = 100

Indice Cote 2091 = 100

Indice Cote 2092 = 100

Indice Cote 2093 = 100

Indice Cote 2094 = 100

Indice Cote 2095 = 100

Indice Cote 2096 = 100

Indice Cote 2097 = 100

Indice Cote 2098 = 100

Indice Cote 2099 = 100

Indice Cote 2100 = 100

Indice Cote 2101 = 100

Indice Cote 2102 = 100

Indice Cote 2103 = 100

Indice Cote 2104 = 100

Indice Cote 2105 = 100

Indice Cote 2106 = 100

Indice Cote 2107 = 100

Indice Cote 2108 = 100

Indice Cote 2109 = 100

Indice Cote 2110 = 100

Indice Cote 2111 = 100

Indice Cote 2112 = 100

Indice Cote 2113 = 100

Indice Cote 2114 = 100

Indice Cote 2115 = 100

Indice Cote 2116 = 100

Indice Cote 2117 = 100

Indice Cote 2118 = 100

Indice Cote 2119 = 100

Indice Cote 2120 = 100

Indice Cote 2121 = 100

Indice Cote 2122 = 100

Indice Cote 2123 = 100

Indice Cote 2124 = 100

Indice Cote 2125 = 100

Indice Cote 2126 = 100

Indice Cote 2127 = 100

Indice Cote 2128 = 100

Indice Cote 2129 = 100

Indice Cote 2130 = 100

Indice Cote 2131 = 100

Indice Cote 2132 = 100

Indice Cote 2133 = 100

Indice Cote 2134 = 100

Indice Cote 2135 = 100

Indice Cote 2136 = 100

Indice Cote 2137 = 100

Indice Cote 2138 = 100

Indice Cote 2139 = 100

Indice Cote 2140 = 100

Indice Cote 2141 = 100

Indice Cote 2142 = 100

Indice Cote 2143 = 100

Indice Cote 2144 = 100

Indice Cote 2145 = 100

Indice Cote 2146 = 100

Indice Cote 2147 = 100

Indice Cote 2148 = 100

Indice Cote 2149 = 100

Indice Cote 2150 = 100

Indice Cote 2151 = 100

Indice Cote 2152 = 100

Indice Cote 2153 = 100

Indice Cote 2154 = 100

Indice Cote 2155 = 100

Indice Cote 2156 = 100

Indice Cote 2157 = 100

Indice Cote 2158 = 100

Indice Cote 2159 = 100

Indice Cote 2160 = 100

Indice Cote 2161 = 100

Indice Cote 2162 = 100

Indice Cote 2163 = 100

Indice Cote 2164 = 100

Indice Cote 2165 = 100

Indice Cote 2166 = 100

Indice Cote 2167 = 100

Indice Cote 2168 = 100

Indice Cote 2169 = 100

Indice Cote 2170 = 100

Indice Cote 2171 = 100

Indice Cote 2172 = 100

Indice Cote 2173 = 100

Indice Cote 2174 = 100

Indice Cote 2175 = 100

Indice Cote 2176 = 100

Indice Cote 2177 = 100

Indice Cote 2178 = 100

Indice Cote 2179 = 100

Indice Cote 2180 = 100

Indice Cote 2181 = 100

Indice Cote 2182 = 100

Indice Cote 2183 = 100

Indice Cote 2184 = 100

Indice Cote 2185 = 100

Indice Cote 2186 = 100

Indice Cote 2187 = 100

Indice Cote 2188 = 100

Indice Cote 2189 = 100

Ind



## LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
4 OCTOBRE

## La baisse de l'or se poursuit Flambée des pétroles

La chute du métal jaune s'est poursuivie jeudi sur tous les marchés internationaux. A Londres l'once d'or fin (31,1 grammes) est revenue à 394,5 dollars contre 402 la veille. A Paris le lingot a encore cédé 1 600 F à 52 000 F, soit 390 dollars pour une once.

Quant au napoléon, sa descente s'est accélérée, démontrant, semble-t-il, que les petits épargnants craignent plus que les autres d'éventuelles ventes américaines visant à casser la spéculation. A 400 francs et 10 centimes, le « nap » a cédé 3450 F, sa « prime » par rapport au gramme d'or contenu dans un lingot tombant à 32,50 %, proche de ses plus bas niveaux historiques.

Sur le marché des actions, les ventes bénéficiaires se sont poursuivies à un rythme relativement rapide, si bien que la plupart des compartiments se sont révélés très irréguliers. Le fait marquant de la séance a été la très forte demande des pétroles. Grande vedette de cette journée, la Française des pétroles, dont la cotation au comptant dit se dérouler à la crie tant les ordres d'achat étaient nombreux, et duit être retardée à terme pour la même raison.

Finalement, l'action a monté de 12,3 %. A l'origine de ce bon en avant, des rumeurs incontrôlées concernant la révision en hausse d'un gisement au Cameroun et une nouvelle découverte importante en mer d'Irlande.

Comme cela se produit souvent en pareil cas, toutes les actions du compartiment ont profité, peu ou prou, de ces rumeurs : B.P. + 6 %, Elf Aquitaine + 5 %, Esso + 2 %. A noter également les hausses de Radar, U.T.A. et B.C.T. (+ 4 à 7 %) qui ont permis avec d'autres, à l'indicateur instantané, de terminer en progrès d'environ 0,5 %, alors qu'il s'effraîait en début de séance.

## LONDRES

Les mines d'or poursuivent leur chute, vendredi, au Stock Exchange. Les industrielles sont bien orientées après l'accord mettant fin à la grève des métaux.

VALEURS	CLOTURE		COURS
	4 10	5 10	
SECURUS	147	148	
Securum (N)	14 1/5	13 3/5	64
Securitas	17	17	
Securis	8 36	8 24	
Securum Chemical	389	388	
Securum Zinc Car.	358	359	
Securum	358	358	
Securum	154	155	
Securum 3 1/2 %	33 1/16	32 1/8	
Securum	58 1/4	52	
Securum Holdings	41 1/4	40 1/2	
Securum U.S.			
Securum Investment			
Securum			

## NEW-YORK

**Légère hausse**  
Après la hausse enregistrée mercredi, la cote est répartie de l'avant-petit à Wall Street. L'indice Dow Jones des Industriels a terminé la séance en progrès de 4,95 points, à 11.010.

Le volume des transactions s'accroît, passant de 36,85 millions d'actions à 38,88 millions d'actions négociées. La participation d'investisseurs institutionnels a peu varié : 41,5 pour cent, contre 40,5 pour cent en 1987. Les achats d'au moins dix millions d'actions ayant été échangés contre 1,3 la veille.

La hausse de 1,4 % des prix nous a surpris personne autour de la Bourse. La remontée du dollar et la baisse de l'or ont pu constituer d'excellents facteurs de hausse.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**ROUSSEL-UCIAR.** — La société va augmenter son capital par émission diverse qui ont cours en Bourse, anciennes, au prix de 250 F, portant jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1979. L'opération, qui procurera environ 245 millions d'argent frais pour le financement des projets de développement commencera dans les prochains jours.

**FRANÇAISE DES PETROLES.** — A la suite des rumeurs les plus diverses qui ont couru en Bourse jeudi 4 octobre, notamment sur la découverte d'hydrocarbures au large du Cameroun, la C.F.P. rappelle que, dans l'état actuel des indications recueillies lors du forage n° 1, il n'y a pas de présomption de fournir des indications sérieuses sur l'importance de cette découverte. La structure observée n'a qu'une étendue d'environ 15 kilomètres carrés.

<b>Taux du marché monétaire</b>		
Effets privés .....	11	12 %
<b>COURS DU DOLLAR A TOKYO</b>		
	4 10	5 10
1 dollar (en yens) ...	225 60	226 98

3 10	4 10
------	------

[illegible]

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE, page 180 : 29 déc. 1978)

3 oct.	4 oct
5	6

ours françaises ..	131,6	132,5
ours étrangères ..	136	135,1

DES AGENTS DE CHANGE  
(BRES 100 : 29 dec 1961)

ice général ..... 112.3 113.1

**BOURSE DE PARIS - 4 OCTOBRE - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pourrions plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compen- sation	Précéd. coteurs	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours	Compen- sation	Précéd. coteurs	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours	Compen- sation	Précéd. coteurs	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours	Compen- sation	Précéd. coteurs	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours	Compen- sation	Précéd. coteurs	Prémier cours	Dernier cours	Compt. prémier cours			
1533	C.N.S. 1973.	1240	1353	1432	1345	1118	EN-Austrum	1252	1250	1258	1245	113	Naurer G.	104	106	105	114	Thomson-H.	445	446	448	258	Gen. Motors	250	250	250	250
1534	Africor	383	389	392	388	1119	- (interf.)	1252	1250	1258	1245	114	Osaka-Cab.	207	208	208	207	454	445	446	448	258	Gen. Motors	250	250	250	250
1535	Asi. Part. Ind.	103	104	104	104	1120	E.L. Lorraine	365	364	368	365	180	Osaka-Cab.	207	208	208	207	454	445	446	448	258	Gen. Motors	250	250	250	250
1536	Asi. Superm.	432	435	435	435	1121	E.L. Lorraine	365	364	368	365	180	Osaka-Cab.	207	208	208	207	454	445	446	448	258	Gen. Motors	250	250	250	250
1537	Asi. Superm.	432	435	435	435	1122	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1538	Asi. Superm.	432	435	435	435	1123	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1539	Asi. Superm.	432	435	435	435	1124	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1540	Asi. Superm.	432	435	435	435	1125	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1541	Asi. Superm.	432	435	435	435	1126	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1542	Asi. Superm.	432	435	435	435	1127	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1543	Asi. Superm.	432	435	435	435	1128	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1544	Asi. Superm.	432	435	435	435	1129	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1545	Asi. Superm.	432	435	435	435	1130	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1546	Asi. Superm.	432	435	435	435	1131	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1547	Asi. Superm.	432	435	435	435	1132	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1548	Asi. Superm.	432	435	435	435	1133	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1549	Asi. Superm.	432	435	435	435	1134	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1550	Asi. Superm.	432	435	435	435	1135	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1551	Asi. Superm.	432	435	435	435	1136	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1552	Asi. Superm.	432	435	435	435	1137	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1553	Asi. Superm.	432	435	435	435	1138	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1554	Asi. Superm.	432	435	435	435	1139	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1555	Asi. Superm.	432	435	435	435	1140	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1556	Asi. Superm.	432	435	435	435	1141	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1557	Asi. Superm.	432	435	435	435	1142	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1558	Asi. Superm.	432	435	435	435	1143	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1559	Asi. Superm.	432	435	435	435	1144	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1560	Asi. Superm.	432	435	435	435	1145	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1561	Asi. Superm.	432	435	435	435	1146	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1562	Asi. Superm.	432	435	435	435	1147	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1563	Asi. Superm.	432	435	435	435	1148	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1564	Asi. Superm.	432	435	435	435	1149	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1565	Asi. Superm.	432	435	435	435	1150	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1566	Asi. Superm.	432	435	435	435	1151	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1567	Asi. Superm.	432	435	435	435	1152	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1568	Asi. Superm.	432	435	435	435	1153	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1569	Asi. Superm.	432	435	435	435	1154	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1570	Asi. Superm.	432	435	435	435	1155	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1571	Asi. Superm.	432	435	435	435	1156	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1572	Asi. Superm.	432	435	435	435	1157	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1573	Asi. Superm.	432	435	435	435	1158	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1574	Asi. Superm.	432	435	435	435	1159	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1575	Asi. Superm.	432	435	435	435	1160	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1576	Asi. Superm.	432	435	435	435	1161	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1577	Asi. Superm.	432	435	435	435	1162	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1578	Asi. Superm.	432	435	435	435	1163	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1579	Asi. Superm.	432	435	435	435	1164	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1580	Asi. Superm.	432	435	435	435	1165	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1581	Asi. Superm.	432	435	435	435	1166	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1582	Asi. Superm.	432	435	435	435	1167	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1583	Asi. Superm.	432	435	435	435	1168	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1584	Asi. Superm.	432	435	435	435	1169	Esso S.A.f.	311	315	312	313	128	Pecchiaroni	122	123	123	121	308	211	211	211	311	Harway	43	43	43	43
1585	Asi. Superm.	432	435	435	435																						

## COTE DES CHANGES | JOURS DES BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES  
— CATHOLICISME : « Ambivalence », par Henri Fesquet ; « Le pape du retour », par Xavier Grull ; « Conflits et crochets », par Gabriel Montecchi ; « Le climat des prières en question », par Louis Rétif.

3. PROCHES-ORIENT  
— LES ACCORDS DE CAMP-DAVID : M. Boutros-Ghali fait confiance à la « dynamique de paix ».

4. AFRIQUE  
— KENYA : la préparation des élections législatives.  
— CENTRAFRIQUE : M. Gally justifie l'action de la France devant la commission des affaires étrangères.

4 et 5. ASIE  
— CORÉE DU SUD : le principal leader de l'opposition, est expulsé du Parlement pour « activités anticonstitutionnelles ».

8-9. EUROPE  
— LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA R.D.A. : « L'autre Allemagne », fronts ou après (II), par Manuel Luchet.

10-11. POLITIQUE  
— Les débats de l'Assemblée nationale sur la fiscalité locale directe.  
— Au Sénat : les fonctionnaires communistes ont le statut proche de celui de la fonction publique.

12-13. LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE SUD-OUEST  
— L'Aquitaine face à l'Espagne.

14. SOCIÉTÉ  
— L'incarcération d'un élu communiste après une manifestation à Rouen.  
— JUSTICE : l'arrêt condamnant à mort Norbert Gozeau est cassé.

15. RELIGION  
— Jean-Paul II insiste vigoureusement sur le respect du climat des prières et le refus d'ordonner des femmes.

16. ÉDUCATION  
— LIBRE OPINION : « Jacobinisme et autonomisme », par Jean Dry.

### LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

PAGES 17 A 21  
— Au congrès du Syndicat national des agents de voyages : l'ordinateur, sans ou dénoncé ?  
— Vers le nord : Un Danemark aux cinq cents îles.  
— Le XXXIII<sup>e</sup> Salon de la photo et du cinéma.  
— France et le marché international des congrès.  
— Hippisme : Philatélie : Plaisirs de la table ; Jeux.

23. MÉDECINE  
— Aux entretiens de Bichat : ocheurisme ou ténacité thérapeutique ?

23. DÉFENSE  
25 à 28. CULTURE  
CINÉMA : *Adolf et Marlene*, de Ulli Lommel ; *Rockers*, de Theodoros Anastasopoulos.  
MUSIQUE : Katia Ricciarelli et l'Orchestre des Pays de Loire.

32. ÉQUIPEMENT  
— A PROPOS DE... : la poste dans la révolution de la télématique.

33 à 36. ÉCONOMIE  
— SOCIAL : le premier ministre promet à la C.G.C. des mesures en faveur de l'emploi des cadres.  
— Le C.G.T. dénonce une « nouvelle fois » la vaste opération de collaboration de classe menée par le gouvernement.  
— AFFAIRES : la victoire des travailleurs de la SIERS.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)  
— Annonces classées (30 et 31) : Aujourd'hui (23) ; Carpes (24) ; Loto (25) ; Microcinéma (26) ; Mots croisés (23) ; Bourse (27).

Le numéro du « Monde » daté 5 octobre 1979 a été tiré à 572 720 exemplaires.

A B C D E F G

## Stabilité du dollar, nouveau repli de l'or

Un léger tassement du dollar après son redressement de la veille, nouvelle et sensible baisse de l'or sur les indications des cours cotés à New-York jeudi en fin de journée, tels étaient les deux faits marquants sur les marchés des changes ce vendredi matin. On cotait à Francfort la devise américaine 1,76 DM, à Paris, 4,14 F et à Zurich, 1,58 FS tandis qu'à Londres la livre sterling valait 2,1875 dollars. Il est possible que l'annonce d'une forte hausse des prix de gros américains (voir d'autre part) ait exercé un certain effet sur le marché du dollar.

Le mouvement de repli de l'or s'est poursuivi. Le prix de l'once (31,103 grammes) a été coté par opposition, à Londres, 367,50 dollars, contre 364 dollars jeudi après-midi (et 364,50 jeudi matin). En fin de matinée toutefois, les transactions se faisaient sur la base de cours situés entre 369 et 372 dollars.

La question que continue à se poser le marché est celle qui préoccupait déjà les participants à la conférence de presse, alors qu'il lui était demandé si le foyer de l'argent serait encore relevé, que le taux d'intérêt de 9 % soit maintenu ou s'il y avait lieu de le réduire. La réponse a été donnée par la politique visant à réduire l'expansion de la masse monétaire. Or les statistiques hebdomadaires publiées jeudi font état, après la pause constatée pendant la période allant du 7 au 21 septembre, d'une reprise de la progression des agrégats monétaires pendant la période hebdomadaire qui s'est terminée mercredi 26 septembre.

Participation internationale  
Le programme supposé de l'administration pourrait comporter aussi des dispositions d'ordre international, requérant la participation d'autres pays. M. Hans Matthöfer, ministre des finances du gouvernement de Bonn, a déclaré jeudi que, lors de leurs entretiens de samedi 28 septembre, à Hambourg, dirigeants américains et allemands avaient convenu que les ressources monétaires existantes par les autorités monétaires des deux pays pour intervenir de concert sur le marché des changes étaient suffisantes. Le ministre allemand a encore dit que la R.F.A. serait prête à accepter l'émission de nouveaux « bons Carter » libellés en deutschmark si les Américains jouent un rôle d'intermédiaire pour les banques commerciales qui adhèrent au système de réserve fédérale (ce qui laisse de côté 20 % à 30 % de l'activité bancaire), et une nouvelle élévation du taux d'intérêt. Le taux d'escompte a été porté au niveau record de 11 % le mardi 18 septembre, et le taux du marché au jour le jour se situe actuellement entre 11,5 et 11,75 %. Mercredi dernier, M. William

On ne peut donc rien conclure ni dans un sens ni dans un autre de la présence puis du départ de M. Volcker. Il n'en demeure pas moins que le bruit continue à courir à Washington qu'un certain nombre de décisions seraient annoncées dans la capitale américaine dimanche soir.

Parmi les mesures qui sont citées comme possibles figurent une augmentation des réserves obligatoires pour les banques commerciales qui adhèrent au système de réserve fédérale (ce qui laisse de côté 20 % à 30 % de l'activité bancaire), et une nouvelle élévation du taux d'intérêt. Le taux d'escompte a été porté au niveau record de 11 % le mardi 18 septembre, et le taux du marché au jour le jour se situe actuellement entre 11,5 et 11,75 %. Mercredi dernier, M. William

Notons encore qu'à Zurich, le président de la Banque nationale suisse, M. Leutwiler, est revenu à la charge pour indiquer qu'il s'agit d'un problème de politique monétaire et non pas de politique économique. Les responsables de plusieurs banques centrales ont eu lieu en marge de l'assemblée générale du F.M.I. pour discuter d'éventuelles interventions sur le marché de l'or auxquelles la France, on le sait, ne serait pas disposée à participer.

M. Leutwiler s'est par ailleurs déclaré sceptique sur la possibilité de créer un compte de substitution destiné à recevoir des dollars en échange de nouveaux avoirs libellés en D.T.S. (droit de tirage spécial). La Suisse, rappelez-le, ne fait pas partie du F.M.I. mais participe activement à de nombreux accords monétaires internationaux.

« Le système monétaire international restera en effervescence tant que ses éléments dominants, l'économie et la devise américaines, continueront d'être mal gérés », écrit pour sa part, jeudi le Wall Street Journal dans un éditorial consacré à la crise monétaire actuelle. — P. F.

## GROTRIAN-STEINWEG

La grande marque mondiale vous propose d'essayer ses pianos de haute qualité chez :  
**hamm**  
135-139, rue de Rennes  
75006 Paris - Tél. : 544.38.66  
Parking à proximité

## POUR VOS PREMIÈRES LUNETTES

LEROY met à votre disposition 50 spécialistes qui choisiront avec vous, une monture moderne, bien adaptée à votre visage et à votre personnalité. Pour le confort de votre vue.

### LEROY OPTICIEN

104, Champs-Élysées\* 147, rue de Rennes\* 27, bd St-Michel\*  
11, bd du Palais 18, bd Haussmann 127, St-Arnaud\*  
138, rue de Lyon\* 5, place des Terres 30, bd Barbès\*  
du Lundi au Samedi inclus  
\* et aussi un service d'acoustique médicale.

## En septembre

## Hausse record des prix de gros aux États-Unis

Les prix de gros américains ont augmenté de 1,4 % en septembre, soit la hausse mensuelle la plus forte depuis cinq ans. Ce très mauvais résultat réduit à peu de chose l'espoir qu'entretenait l'administration de voir se ralentir le rythme de l'inflation aux États-Unis d'ici à la fin de l'année.

Le bond de l'indice des prix de gros s'explique surtout par la hausse des produits pétroliers (+ 6,1 % en août, en août, conséquence directe des augmentations décidées par les pays de l'O.P.E.P. Mais les prix de gros alimentaires, qui étaient restés assez stables jusqu'au début de l'été, ont brusquement augmenté : + 1,3 % en septembre, après + 1,2 % en août. Seul facteur de freinage : les prix des biens d'équipement n'ont augmenté que de 0,3 % après 0,1 % en août.

Du coup, le rythme annuel de hausse des prix de gros s'est établi — après correction des variations saisonnières — à 15,7 % au cours du troisième trimestre, contre 6,8 % pendant le deuxième trimestre et 14,3 % pendant le premier.

« Il serait optimiste de voir l'inflation revenir à 9,5 % l'année prochaine et à 6,5 % d'ici à 1982 », a déclaré M. Alfred Kahn, conseiller du président Carter, en parlant cette fois des prix de détail. Dans une interview à l'agence Reuters, M. Kahn a estimé qu'un

longue période sera nécessaire avant de pouvoir « briser » le cycle inflationniste et d'obtenir un ralentissement de la hausse des prix en ajoutant toutefois qu'il était raisonnable de penser que le taux d'inflation reviendrait en-dessous de deux chiffres au cours de l'année prochaine.

De son côté, le secrétaire au travail, M. Ray Marshall, a déclaré dans une interview au Washington Post qu'il n'est pas sûr que l'administration puisse trouver dans l'obligation d'introduire des contrôles économiques sélectifs. Soulignant qu'il s'agit d'une considération personnelle « qui pourrait toutefois être partagée par un certain nombre d'autres responsables de l'administration », M. Marshall a ajouté que les contrôles devraient être opérés dans les secteurs les plus sensibles, à savoir ceux du crédit, afin d'atténuer la pression des prix dans le secteur du logement.

## La Commission de Bruxelles décide de mieux contrôler ses dépenses

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La commission de contrôle budgétaire du Parlement européen a examiné, jeudi 4 octobre, en séance publique, le rapport établi par la Cour des comptes de la Communauté sur les frais de mission et de représentation des treize commissaires européens en 1977 et 1978. M. Jenkins, président de la Commission européenne, qui participait à la réunion, a souligné que celle-ci avait décidé de soumettre dorénavant ses dépenses à des règles plus précises pour prévenir les abus.

Le rapport, révisé cet été par le magazine allemand Stern (le Monde du 19-20 août), montre que certains commissaires se soucient peu des deniers publics. La plupart des postes passés en revue (repas, cocktails, réceptions, achats de boissons, utilisation d'avions-taxis, frais d'hôtel, missions dans les pays d'origine...) indique une propension à la dépense fastueuse. Au fil des pages, le comportement de tel ou tel commissaire est plus particulièrement « épinglé » par les magistrats de la Cour. On notera que les deux commissaires français — MM. Ortoli et Cheysson — n'ont pas été mis sur la sellette (ou plutôt, s'ils l'ont été à propos de dépenses faites pour « fleurir les bureaux », c'était par une erreur de la Cour des comptes, qui a été par la suite reconnue et corrigée).

M. Key (travailleuse, Grande-Bretagne), rapporteur de la commission de contrôle, a ainsi résumé ses impressions : « Je voudrais souligner qu'une grande partie des dépenses en question semble être tout à fait régulière. Cependant, certaines irrégularités ont été constatées qui doivent être rectifiées rapidement. Bien qu'elles ne concernent qu'un faible pourcentage de l'ensemble du budget de la Communauté, elles révèlent un certain manque de correction financière, du sens des responsabilités et surtout un abus de confiance à l'égard des citoyens européens... »

Les intervenants, tout en se défendant de vouloir instaurer un climat de méfiance et de « chasse aux sorcières », ont invité la Commission à éviter les dépenses faites à la légère. « Il s'est développé dans le bâtiment du Parlement (siège de la Commission) une certaine mentalité

regrettable (...). L'impression domine que de temps en temps on a été un peu large, un peu généreux », constate M. Nottenboom (démocrate-chrétien, Pays-Bas). M. Aigner (démocrate-chrétien, Allemagne), président de la commission de contrôle, trouve particulièrement excessives les dépenses engagées pour l'utilisation d'avions-taxis : 19 millions de francs belges (265 millions de francs français) en 1979 contre 9,7 millions de francs belges (1,35 million de francs français) en 1977, soit une progression de 94 %. En\*

M. Jenkins, à qui il revenait de faire face à des critiques dont il lui était difficile de dire qu'elles n'étaient pas fondées, s'en est tiré très honorablement. Sans s'attarder à contester dans le détail certains griefs, il a surtout souligné qu'il n'y avait certainement pas eu de dépenses systématiquement extravagantes de la part des commissaires, et que l'abus était l'exception. En outre, les nouvelles règles édictées par la Commission, constituent, a-t-il observé, une garantie de rigueur pour l'avenir.

Les parlementaires ont pris acte de l'existence de ce nouveau code de conduite qui subordonne, par exemple, l'utilisation d'un avion-taxi à l'autorisation préalable du président de la Commission.

Les parlementaires examineront, en liaison avec la Cour des comptes et avec la Commission, s'il y a lieu, de renforcer certaines des nouvelles règles qui viennent d'être adoptées par la Commission. Seul surprise, l'affaire se termine sur, à l'ose dire, un avertissement sans frais donné par le Parlement à la Commission européenne.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## Les disparus en Argentine

## LE PREMIER ANNIVERSAIRE DES « FOLLES DE MAI »

Semaine après semaine, depuis un an, des femmes se réunissent chaque jeudi à 12 heures devant l'ambassade d'Argentine à Paris. Certaines n'ont jamais manqué ce rendez-vous hebdomadaire au coin de la rue Cimarrona et de l'avenue Kléber, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, par fidélité à d'autres femmes, les « folles de mai », qui se rassemblent chaque jeudi sur une place de Buenos-Aires pour réclamer aux autorités argentines des nouvelles de leurs parents emprisonnés.

Pour marquer le premier anniversaire de ces rendez-vous, les Françaises du Club des droits socialistes de l'homme — où se retrouvent une majorité de militantes du P.S. — avaient convié ce jeudi 4 octobre quelques personnalités à remettre à leur place la cinquante-troisième lettre à M. l'ambassadeur d'Argentine à Paris. Devant le cordon de gardes mobiles qui bloquait la petite rue Cimarrona, près de deux cents femmes et militantes venus spécialement pour cet anniversaire sont restées près d'une heure au carrefour, en silence.

Les personnalités, parmi lesquelles les comédiennes Delphine Seyrig et Marie-José Nat, des hommes politiques comme M. Pierre Joxe (P.S.) et Jean Killestein (P.C.), sont ensuite allées porter la lettre hebdomadaire demandant des informations sur le sort des Français disparus en Argentine. « Au même instant », a expliqué une militante, d'autres femmes se sont retrouvées à Londres, à Bruxelles, à Rome et à Stockholm comme les folles de mai. Puis les femmes se sont séparées.

## M. CHEYSSON DÉFINIT L'ATTITUDE DE LA COMMISSION DE BRUXELLES À L'ÉGARD DES DROITS DE L'HOMME

« Nous n'avons pas le droit d'ajouter aux misères d'un couple qui souffre déjà d'une disette en le privant d'aide alimentaire ou d'une chance de développement (...). Un tidi Amin, un clown empereur passe, mais il y a la suite », déclare M. Cheysson, président de la Commission de la Communauté européenne, responsable du développement, parlant jeudi 4 octobre, à Paris, devant l'Association de la presse européenne. Sur les droits de l'homme, a souligné M. Cheysson, « aucun silence n'est tolérable, aucun compromis n'est possible dans l'attitude publique » de la Communauté, mais, a-t-il ajouté, « il ne faut pas rompre pour autant ». Les dispositions communautaires — a-t-il noté — ont permis à l'Europe des Neuf d'intervenir la première pour aider d'urgence l'Ouganda après la chute d'Amin-Dada et en Guinée-Equatoriale après celle de Macías Nguema.

M. Cheysson a regretté que le préambule de la nouvelle convention d'association (la convention qui sera signée le 31 octobre à Lomé) entre la C.E.E. et cinquante-sept pays du tiers-monde ne mentionne pas les droits de l'homme, mais il s'est félicité de l'évolution observée au sein des organisations africaines. Des citations des présidents du sommet de l'O.U.A. à Monrovia et de la conférence du Commonwealth à Lusaka seront annexées à la nouvelle Convention de Lomé.

La Commission n'a aucun crédit pour aider les mouvements de libération, a dit M. Cheysson, qui estime important que « l'on mette en avant nos sympathies », d'autant que les mouvements de libération sont le plus souvent combattus avec des armes européennes. C'est pourquoi M. Cheysson a regu, bien que ce ne soit pas de sa compétence, M. N'Komo, chef du Front patriotique du Zimbabwe, et pourquoi il est disposé à renouveler ce geste.

## REVERSO



la montre la plus snob de l'année

JAEGER-LECOULTRE

Genève

حکومت من الاصل